

N° 235

# SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2013-2014

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat le 17 décembre 2013

## RAPPORT

FAIT

*au nom de la commission des finances (1) sur le projet de loi de finances, ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN NOUVELLE LECTURE, pour 2014,*

Par M. François MARC,

Sénateur,

Rapporteur général.

---

(1) Cette commission est composée de : M. Philippe Marini, *président* ; M. François Marc, *rapporteur général* ; Mme Michèle André, *première vice-présidente* ; Mme Marie-France Beaufils, MM. Jean-Pierre Caffet, Yvon Collin, Jean-Claude Frécon, Mmes Fabienne Keller, Frédérique Espagnac, MM. Albéric de Montgolfier, Aymeri de Montesquiou, Roland du Luart, *vice-présidents* ; MM. Philippe Dallier, Jean Germain, Claude Haut, François Trucy, *secrétaires* ; MM. Philippe Adnot, Jean Arthuis, Claude Belot, Michel Berson, Éric Bocquet, Yannick Botrel, Joël Bourdin, Christian Bourquin, Serge Dassault, Vincent Delahaye, Francis Delattre, Mme Marie-Hélène Des Esgaulx, MM. Éric Doligé, Philippe Dominati, Jean-Paul Emorine, André Ferrand, François Fortassin, Thierry Foucaud, Yann Gaillard, Charles Guené, Edmond Hervé, Pierre Jarlier, Roger Karoutchi, Yves Krattinger, Dominique de Legge, Marc Massion, Gérard Miquel, Georges Patient, François Patriat, Jean-Vincent Placé, François Rebsamen, Jean-Marc Todeschini, Richard Yung.

**Voir les numéros :**

**Assemblée nationale (14<sup>ème</sup> législ.) :** Première lecture : **1395, 1428 à 1435** et T.A. **239**  
Nouvelle lecture : **1592, 1619** et T.A. **260**

**Sénat :** Première lecture : **155, 156 à 161**, T.A. **40** (2013-2014)  
Commission mixte paritaire : **208 et 209**  
Nouvelle lecture : **229** (2013-2014)



## SOMMAIRE

Pages

<b>AVANT-PROPOS</b> .....	5
<b>I. LES ARTICLES MAINTENUS DANS LEUR RÉDACTION ISSUE DE LA PREMIÈRE LECTURE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE</b> .....	7
A. PREMIÈRE PARTIE .....	7
B. SECONDE PARTIE.....	9
<b>II. LES ARTICLES MODIFIÉS PAR RAPPORT À LEUR RÉDACTION ISSUE DE LA PREMIÈRE LECTURE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE</b> .....	13
A. LA REPRISE D'INITIATIVES DU SÉNAT.....	13
B. LES AUTRES MODIFICATIONS.....	15
1. <i>Première partie</i> .....	15
2. <i>Seconde partie</i> .....	22
<b>EXAMEN EN COMMISSION</b> .....	35
<b>TABLEAU COMPARATIF</b> .....	37



Mesdames, Messieurs,

Le projet de loi de finances pour 2014 comptait initialement 80 articles (dont l'article liminaire). En première lecture, l'Assemblée nationale a adopté 72 nouveaux articles.

Le Sénat a rejeté la première partie du projet de loi de finances pour 2014, entraînant le rejet de l'ensemble du texte.

En nouvelle lecture, l'Assemblée nationale a :

- **maintenu son texte de première lecture sur 89 articles** (35 articles de première partie et 54 articles de seconde partie) ;

- **modifié son texte de première lecture sur 63 articles restants** ; au sein de ces modifications, l'Assemblée nationale a repris 10 mesures (portant sur 7 articles différents) qui avaient été adoptées par le Sénat au cours de sa première lecture.



## I. LES ARTICLES MAINTENUS DANS LEUR RÉDACTION ISSUE DE LA PREMIÈRE LECTURE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### A. PREMIÈRE PARTIE

En première partie, l'Assemblée nationale a **maintenu son texte de première lecture sur les 35 articles suivants** :

- **l'article liminaire** (Prévision de solde structurel et solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2014, de l'exécution 2012 et de la prévision d'exécution 2013) ;

- **l'article premier** (Autorisation de percevoir les impôts existants) ;

- **l'article 2** (Indexation du barème de l'impôt sur le revenu de l'année 2014 et revalorisation exceptionnelle de la décote) ;

- **l'article 3** (Abaissement du plafond de l'avantage procuré par le quotient familial) ;

- **l'article 4** (Suppression de la réduction d'impôt pour frais de scolarité). L'Assemblée nationale a confirmé la suppression de cet article en nouvelle lecture ;

- **l'article 5** (Suppression de l'exonération fiscale de la participation de l'employeur aux contrats collectifs de complémentaire santé) ;

- **l'article 6** (Suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu des majorations de retraite ou de pension pour charges de famille) ;

- **l'article 6 bis** (Maintien du taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à 5,5 %) ;

- **l'article 7 bis** (Baisse du taux de TVA pour les importations et les acquisitions intracommunautaires d'œuvres d'art) ;

- **l'article 8 bis** (Aménagement et prorogation du régime exonérant de droits de succession les immeubles et droits immobiliers situés en Corse) ;

- **l'article 8 ter** (Calcul du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) ;

- **l'article 9** (Taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations versées par les entreprises) ;

- **l'article 10** (Instauration d'une contribution sur l'excédent brut d'exploitation pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros) ;

- **l'article 11 bis** (Modification de l'abattement pour durée de détention applicable aux plus-values de cession de biens meubles) ;

- **l'article 12** (Amortissements accélérés des robots acquis par les PME) ;

- **l'article 15** (Lutte contre l'évasion fiscale par la manipulation des prix de transfert). L'Assemblée nationale a confirmé le déplacement de cet article en seconde partie (*cf.* article 60 *nonies*) ;

- **l'article 15 bis** (Relèvement du plafond du crédit d'impôt international pour le cinéma) ;

- **l'article 15 ter** (Placement du crédit d'impôt en faveur des métiers d'art sous le plafond communautaire au titre des aides *de minimis*) ;

- **l'article 16** (Instauration de l'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et création d'un mécanisme de réaction rapide en cas de risque de fraude) ;

- **l'article 19 bis** (Ajout d'une composante « air » à la taxe sur les véhicules de société afin de tenir compte des oxydes d'azote, des composés organiques volatils non méthaniques et des particules en suspension) ;

- **l'article 19 ter** (Harmonisation des abattements relatifs à différentes taxes pour les véhicules qui fonctionnent au superéthanol) ;

- **l'article 21** (Introduction de nouvelles substances donnant lieu à assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) « air ») ;

- **l'article 23** (Relèvement du taux de la taxe de risque systémique) ;

- **l'article 23 bis** (Réforme du crédit d'impôt bénéficiant aux entreprises employant des apprentis) ;

- **l'article 24 bis** (Ajustement du taux du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)) ;

- **l'article 24 ter** (Création d'un prélèvement sur recettes de correction des calculs de versements de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (FNGIR)) ;

- **l'article 32** (Prélèvement exceptionnel sur le fonds de roulement des agences de l'eau) ;

- **l'article 33** (Prélèvement exceptionnel sur le fonds de roulement du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC)) ;



- **l'article 33 bis** (Prélèvement exceptionnel sur le fonds de roulement de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI)) ;

- **l'article 34 bis** (Modification du régime de la taxe acquittée par les étudiants étrangers pour la délivrance d'un titre de séjour salarié) ;

- **l'article 35** (Reconduction des budgets annexes et comptes spéciaux existants) ;

- **l'article 36** (Augmentation de la taxe de solidarité sur les billets d'avion). L'Assemblée nationale a confirmé le déplacement de cet article en seconde partie (*cf.* article 61 *ter*) ;

- **l'article 37** (Modification du barème du malus automobile) ;

- **l'article 38** (Aménagement des ressources du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ») ;

- **l'article 40** (Garantie des ressources de l'audiovisuel public).

## **B. SECONDE PARTIE**

En seconde partie, l'Assemblée nationale a **maintenu son texte de première lecture sur les 54 articles suivants** :

- **l'article 47** (Autorisations de découvert) ;

- **l'article 50** (Plafonds des emplois des établissements à autonomie financière) ;

- **l'article 51** (Plafonds des emplois des autorités publiques indépendantes (API)) ;

- **l'article 54** (Mesures de simplification de l'assiette du crédit d'impôt recherche : dépenses relatives aux « jeunes docteurs » et frais afférents aux titres de propriété industrielle) ;

- **l'article 56 bis** (Exclusion des gains de levée d'options sur actions ou d'attribution d'actions gratuites de la taxe sur les salaires) ;

- **l'article 58** (Octroi aux départements d'une faculté temporaire de relèvement du taux des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) et institution d'un prélèvement sur le produit des droits de mutation à titre onéreux répartis entre l'ensemble des départements) ;

- **l'article 59** (Renforcement du poids des territoires industriels dans la répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)) ;

- **l'article 59 ter** (Assujettissement à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) des terrains affectés à la pratique du golf à partir de 2015) ;

- **l'article 59 quater** (Assujettissement à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) des terrains affectés à la pratique du golf en 2014) ;

- **l'article 59 quinquies** (Prolongation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour le parc locatif situé en zone urbaine sensible (ZUS)) ;

- **l'article 59 septies** (Suppression du seuil de 10 % pour la prise en compte des modifications de la valeur locative) ;

- **l'article 59 octies** (Revalorisation des valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales) ;

- **l'article 59 nonies** (Assujettissement des canalisations transportant des produits chimiques à l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)) ;

- **l'article 59 decies** (Report de l'échéance pour le reclassement des stations de tourisme) ;

- **l'article 59 duodecies** (Exonération facultative de taxe d'aménagement des locaux à usage artisanal et des abris de jardin) ;

- **l'article 59 terdecies** (Report d'un an de l'application de la réévaluation cadastrale prévue pour les ports de plaisance) ;

- **l'article 60 bis** (Modalités de calcul du prélèvement sur les ressources des communes déficitaires en logements sociaux) ;

- **l'article 60 sexies** (Aménagement de la pénalité pour manquement à l'obligation documentaire des prix de transfert) ;

- **l'article 60 septies** (Transmission à l'administration fiscale française des *rulings* bénéficiant, dans d'autres États, à des entités liées à des entreprises établies en France) ;

- **l'article 60 octies** (Communication de la comptabilité analytique et consolidée au service vérificateur) ;

- **l'article 60 undecies** (Validation de mise en recouvrement) ;

- **l'article 60 duodecies** (Annexe relative à l'exil fiscal et à ses conséquences sur les ressources fiscales) ;

- **l'article 60 quindecies** (Rapport au Parlement sur les entités hybrides) ;

- **l'article 61** (Dématérialisation partielle de la propagande électorale). L'Assemblée nationale a confirmé la suppression de cet article en nouvelle lecture ;

- **l'article 61 bis** (Déplafonnement temporaire de la taxe pour frais de chambre d'agriculture de la Guyane) ;

- **l'article 61 ter** (Augmentation de la taxe de solidarité sur les billets d'avion) ;

- **l'article 62** (Renforcement de l'équité pour l'attribution de la carte du combattant au titre de la guerre d'Algérie et des combats d'Afrique du Nord) ;

- **l'article 62 bis** (Extension de la majoration de la pension du conjoint survivant des très grands invalides de guerre) ;

- **l'article 62 ter** (Prolongation d'un an du délai pour faire valoir la décristallisation des pensions militaires d'invalidité et la retraite du combattant) ;

- **l'article 62 quater** (Demande d'un rapport au Gouvernement sur l'action sociale de l'Office national des anciens combattants et des victimes de guerre (ONAC-VG), ainsi que sur les aides apportées par les associations d'anciens combattants) ;

- **l'article 62 quinquies** (Demande d'un rapport au Gouvernement sur les mesures à prendre pour attribuer le bénéfice de la campagne double à l'ensemble des anciens combattants d'Afrique du Nord) ;

- **l'article 62 sexies** (Demande d'un rapport au Gouvernement sur l'opportunité de reconnaître le statut d'anciens combattants aux anciens casques bleus de la force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL)) ;

- **l'article 62 septies** (Demande d'un rapport au Gouvernement sur l'opportunité et les modalités de modification du décret n° 2010-653 du 11 juin 2010 pris en application de la loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français) ;

- **l'article 62 octies** (Demande d'un rapport au Gouvernement sur l'application des décrets instituant des mesures de réparation pour les orphelins victimes de persécutions antisémites et d'actes de barbarie durant la Deuxième Guerre mondiale) ;

- **l'article 62 nonies** (Extension aux départements d'outre-mer du dispositif de soutien à l'industrie cinématographique et de son financement par la taxe sur le prix des entrées aux spectacles cinématographiques) ;

- **l'article 63** (Extension du périmètre du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM)) ;

- **l'article 63 ter** (Extension du dispositif de cessation anticipée d'activité aux fonctionnaires et personnels non titulaires relevant du ministère chargé de la mer, reconnus atteints de certaines maladies professionnelles provoquées par l'amiante) ;

- **l'article 64** (Modification du barème des aides personnelles au logement (APL)) ;
- **l'article 65** (Simplification du circuit de financement du Fonds national d'aide au logement (FNAL) par Action Logement) ;
- **l'article 66** (Modification des conditions d'assistance technique de l'Etat aux communes et à leurs groupements) ;
- **l'article 66 ter** (Prorogation d'un an des aides à l'accompagnement de la réforme des rythmes scolaires) ;
- **l'article 67** (Abrogation du jour de carence et renforcement du contrôle des arrêts maladie dans la fonction publique) ;
- **l'article 68** (Dissolution de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'Outre-mer (ANIFOM)) ;
- **l'article 69** (Renforcement de l'équité en matière d'aide juridictionnelle) ;
- **l'article 69 bis** (Report de la collégialité de l'instruction) ;
- **l'article 70** (Recentrage sur les bas salaires de l'exonération des cotisations employeurs outre-mer) ;
- **l'article 71** (Prolongation et extension du régime d'exonérations sociales accordées aux jeunes entreprises innovantes (JEI)) ;
- **l'article 74** (Pérennisation de la dotation spéciale de construction et d'équipement des établissements scolaires à Mayotte) ;
- **l'article 74 ter** (Prorogation du délai pour contracter des baux emphytéotiques administratifs (BEA) pour les besoins de la justice, de la police et la gendarmerie nationales et des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS)) ;
- **l'article 75** (Modification des modalités de calcul de l'aide aux collectivités territoriales et organismes gérant des aires d'accueil des gens du voyage) ;
- **l'article 76** (Financement par le Fonds national des solidarités actives (FNSA) de la partie socle du revenu de solidarité active en faveur des jeunes actifs) ;
- **l'article 77** (Suppression des indemnités compensatrices forfaitaires (ICF) et création d'une prime à l'apprentissage) ;
- **l'article 78** (Recentrage de l'exonération des cotisations employeurs en faveur des organismes d'intérêt général et associations en zone de revitalisation rurale (ZRR)) ;
- **l'article 80** (Prorogation du Fonds d'amorçage en faveur des communes s'équipant pour utiliser le procès-verbal électronique).

## II. LES ARTICLES MODIFIÉS PAR RAPPORT À LEUR RÉDACTION ISSUE DE LA PREMIÈRE LECTURE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### A. LA REPRISE D'INITIATIVES DU SÉNAT

L'Assemblée nationale a repris 10 amendements (portant sur 7 articles différents) qui avaient été déposés et adoptés par le Sénat en première lecture, avant le rejet de l'ensemble de la première partie :

- à l'article 7 *quater* (Application du taux normal de TVA pour certains engrais et autres produits assimilables), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, **un amendement rendant éligible les engrais d'origine organique au taux intermédiaire de TVA** (cette disposition avait été adoptée à l'initiative de votre commission des finances) ;

- à l'article 11 (Réforme du régime d'imposition des plus-values de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux des particuliers), l'Assemblée nationale a adopté :

• à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement précisant que l'abattement fixe de 500 000 euros dont bénéficient les dirigeants de PME partant à la retraite pour le calcul de leur plus-value de cession s'applique à l'ensemble des gains afférents à une même société, et non par cession (cette disposition avait été adoptée à l'initiative de votre commission des finances) ;

• à l'initiative du Gouvernement, un amendement visant à concilier l'incitation à l'investissement dans les PME les plus risquées avec l'imposition des plus-values tirées, *in fine*, de ces investissements, en tenant compte, le cas échéant, dans le calcul des plus-values de cession de valeurs mobilières de la réduction d'impôt dite « Madelin » que le cédant a obtenue au moment de son investissement dans la société dont il cède des parts, droits ou titres (cette disposition avait été adoptée à l'initiative de votre commission des finances) ;

- à l'article 13 (Réforme du régime de défiscalisation des investissements productifs et des logements sociaux outre-mer), l'Assemblée nationale a adopté :

• à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, et de nos collègues députés Jean-Claude Fruteau, Hélène Vainqueur-Christophe et Chantal Berthelot, un amendement permettant aux bailleurs sociaux de ne pas être soumis au seuil de 20 millions d'euros pour pouvoir bénéficier de la défiscalisation à l'impôt sur les sociétés (cette disposition avait été adoptée à l'initiative de nos collègues sénateurs Eric Doligé et Mohamed Soilihi) ;

• à l'initiative de notre collègue député Serge Letchimy et de membres du groupe socialiste, républicain et citoyen, un amendement demandant au Gouvernement la **remise d'un rapport sur l'instauration d'un prêt à taux zéro** se substituant, au moins partiellement, à l'aide fiscale (cette disposition avait été adoptée à l'initiative de nos collègues sénateurs Eric Doligé et Mohamed Soilihi) ;

- à l'**article 18 ter** (Extension de l'exonération de plus-value de cession immobilière applicable à certains non-résidents), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement de **clarification rédactionnelle** (cette disposition avait été adoptée à l'initiative de votre commission des finances) ;

- à l'**article 19** (Abaissement du taux de TVA applicable à la construction et à la rénovation de logements sociaux), l'Assemblée nationale a adopté :

• à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, et de notre collègue député Daniel Goldberg, un amendement visant à **permettre aux opérations de construction de logements situées à plus de 300 mètres et à moins de 500 mètres de la zone « ANRU »**, dont la demande de permis de construire a été déposée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, **de bénéficier d'un taux de TVA à 7 %** (cette disposition avait été adoptée à l'initiative de votre commission des finances) ;

• à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement visant à appliquer le **taux réduit de TVA à la fourniture de nourriture et d'hébergement par les logements-foyers, les foyers de jeunes travailleurs et les centres d'hébergement d'urgence** (une disposition semblable - qui n'incluait pas les hébergements d'urgence - avait été adoptée à l'initiative de nos collègues sénateurs membres du groupe écologiste) ;

- à l'**article 34** (Contribution des chambres de commerce et d'industrie (CCI) à l'effort de rétablissement des comptes publics et rétrocession aux entreprises de la baisse du plafond de leurs taxes affectées), l'Assemblée nationale a adopté un amendement limitant le champ de la définition d'une **trajectoire triennale entre l'Etat et le réseau des chambres de commerce et d'industrie** aux seules ressources fiscales de ces dernières (cette disposition avait été adoptée à l'initiative de votre commission des finances) ;

- à l'**article 42** (Gouvernance du second programme d'investissements d'avenir), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, d'une part et de notre collègue député Eric Alauzet et des membres du groupe

écologistes, d'autre part, deux amendements identiques prévoyant la **remise d'un rapport sur l'application du critère d'éco-conditionnalité auquel seront soumis les projets du second programme d'investissements d'avenir** (cette disposition avait été adoptée à l'initiative de nos collègues sénateurs membres du groupe écologiste).

## B. LES AUTRES MODIFICATIONS

### 1. Première partie

En première partie, - outre les articles modifiés afin d'introduire des dispositions adoptées par le Sénat, en première lecture, avant le rejet de l'ensemble de la première partie (*cf. supra*) -, **l'Assemblée nationale a modifié 27 articles par rapport à son vote de première lecture :**

- à **l'article 7** (Baisse du taux TVA applicable aux entrées dans les salles de cinéma), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de nos collègues députés Christian Eckert, rapporteur général, et Eric Alauzet **un amendement visant à soumettre au taux réduit de TVA la cession de droits de films** pour leur présentation dans des ciné-clubs ou des festivals de cinéma ;

- à **l'article 7 ter** (Application du taux de TVA à 5,5 % pour les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, **deux amendements** : le premier vise à appliquer **le taux réduit de TVA aux travaux induits par les travaux de rénovation énergétique**, conformément à un engagement du Gouvernement ; le second apporte **une précision technique**, en prévoyant de mentionner les travaux de rénovation énergétique dans le contenu de l'attestation prévue à ce titre ;

- à **l'article 7 quater** (Application du taux normal de TVA pour certains engrais et autres produits assimilables), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, outre l'amendement reprenant une mesure proposée par le Sénat (*cf. supra*), un **amendement rédactionnel** ;

- à **l'article 8** (Aménagement des droits de mutation par décès en cas de défaut de titre de propriété immobilière), l'Assemblée nationale a adopté :

• à l'initiative de notre collègue député Camille de Rocca Serra, deux amendements tendant : 1) à **renforcer le caractère incitatif des mesures en faveur de la reconstitution de titres de propriété immobilière**, en donnant la possibilité, pour un futur donataire, de déduire de la valeur du bien qu'il souhaite transmettre, les frais engagés

pour faire reconnaître son droit de propriété ; 2) à procéder à une mise en cohérence de l'article 797 du code général des impôts et à améliorer la rédaction du texte de l'article 8 ;

- à l'initiative du Gouvernement, un amendement visant à **réduire les droits de mutation à titre gratuit au titre de la première transmission** à titre gratuit des immeubles et des droits immobiliers pour lesquels le droit de propriété est constaté pour la première fois par un acte régulièrement transcrit ou publié entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 31 décembre 2017 ;

- à l'**article 8 quater** (Exonération de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) pour les cessions de biens issus des immeubles domaniaux reconnus inutiles par le ministre de la défense aux sociétés publiques locales ou aux sociétés publiques locales d'aménagement agissant en tant que concessionnaire de l'opération d'aménagement), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, **un amendement étendant aux baux emphytéotiques administratifs (BEA) conclus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 l'exonération de taxe sur la publicité foncière** en faveur des actes portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public ;

- à l'**article 11 ter** (Relèvement du taux de la taxe forfaitaire sur les métaux précieux), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, un amendement tendant à **compléter la mesure introduite en première lecture par les députés** en proposant : 1) qu'en l'absence d'intermédiaire de paiement, les obligations déclaratives soient transférées à l'acquéreur, si celui-ci est un professionnel établi en France et assujéti à la TVA ; 2) que les exportations soumises à la taxation forfaitaire soient, comme les ventes, soumises à la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) et 3) que l'exonération de la taxe pour les non-résidents fiscaux, applicable aux cessions de bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité, soit étendue aux cessions de métaux précieux ;

- à l'**article 13** (Réforme du régime de défiscalisation des investissements productifs et des logements sociaux outre-mer), outre les amendements reprenant des initiatives du Sénat, l'Assemblée nationale a adopté :

- à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, **sept amendements rédactionnels** ;

- à l'initiative de nos collègues députés Jean-Claude Fruteau, Hélène Vainqueur-Christophe et Chantal Berthelot, un amendement précisant les contraintes temporelles relatives à la **construction des immeubles financés grâce à la défiscalisation sur le logement social** à travers la souscription au capital d'une société ;



• à l'initiative du Gouvernement, un amendement qui maintient la possibilité de recourir à la **défiscalisation à l'impôt sur les sociétés sur les investissements productifs pour les opérations de logement social**, sans limites de chiffre d'affaires, et qui étend le **crédit d'impôt** sur les investissements productifs aux opérations portant sur le logement intermédiaire ;

- à **l'article 14** (Lutte contre l'endettement artificiel par le recours à des produits hybrides), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un **amendement rédactionnel** ;

- à **l'article 17** (Suppression de dépenses fiscales inefficaces ou inutiles), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un **amendement rédactionnel et un amendement de coordination** relatif à l'aménagement du régime fiscal des monuments historiques ;

- à **l'article 18** (Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières), l'Assemblée nationale a adopté :

• à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un **amendement rédactionnel** ;

• à l'initiative du Gouvernement, un amendement visant à **maintenir l'abattement exceptionnel pour les opérations de démolition suivies de reconstruction de locaux destinés à l'habitation et réalisées dans les zones tendues, jusqu'au 31 décembre 2014, et jusqu'au 31 décembre 2016 si une promesse de vente a été signée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015** ;

- à **l'article 18 bis** (Extension de l'exonération de taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) déchets à toutes les installations d'élimination qui reçoivent des déchets d'amiante-ciment), à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, un **amendement de suppression de cet article**. Il s'agit d'un **amendement de coordination** avec l'article 13 du projet de loi de finances rectificative pour 2013 en cours d'examen par le Parlement, qui reprend la rédaction prévue par cet article ;

- à **l'article 19** (Abaissement du taux de TVA applicable à la construction et à la rénovation de logements sociaux), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement prévoyant d'**étendre aux travaux de rénovation réalisés dans les logements sociaux la prise en compte des travaux induits** pour l'application du taux réduit de TVA (*cf. supra*) ;

- à **l'article 20** (Aménagement des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)), l'Assemblée nationale a adopté :

• à l'initiative du Gouvernement, un amendement fixant la **taxation du carburant essentiellement composé d'éthanol (E 85)**, afin d'améliorer l'articulation entre l'article fixant les tarifs de la TICPE et celui prévoyant la suppression progressive de la défiscalisation des biocarburants (article 22 du présent projet de loi de finances) ;

• à l'initiative de nos collègues députés Christian Eckert, Christine Pirès-Beaune, Sophie Dessus et Alain Calmette, un amendement visant à permettre aux **PME et PMI grandes consommatrices d'énergie qui ne font pas partie du système communautaire d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (SCEQE)** d'être incluses dans ce système, dans le but de bénéficier du maintien des taux actuels de TICPE ;

• à l'initiative de notre collègue député Eric Alauzet et des membres du groupe écologiste, deux amendements proposant de **soumettre le biogaz et le biométhane au régime de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN), afin de leur appliquer le régime normal de TVA**. En effet, ces produits relèvent actuellement du régime de la TICPE, et sont par conséquent soumis au régime de TVA précompte, inadapté aux petits producteurs de biogaz. Par ailleurs, afin de tenir compte des spécificités de ces deux produits, il est proposé un régime fiscal différencié ;

- à l'**article 22** (Suppression progressive de la défiscalisation des biocarburants et modification du régime de TGAP biocarburants), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, deux amendements visant à mettre en œuvre le **principe de « pause » dans le développement des biocarburants** produits à partir de cultures à vocation alimentaire ;

- à l'**article 24** (Fixation pour 2014 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des allocations compensatrices d'exonérations d'impôts directs locaux (IDL)), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, un amendement visant, d'une part, à tirer les conséquences de l'article 41 du projet de loi de finances rectificative pour 2013 qui prévoit le financement des **missions de préfiguration des métropoles** d'Aix-Marseille-Provence et du Grand Paris par un prélèvement sur la DGF des communes et EPCI concernés et, d'autre part, à dégager les marges de manœuvres budgétaires nécessaires à l'**augmentation des crédits de la dotation de développement urbain** (+ 25 millions d'euros) et de ceux du **fonds national d'aménagement du territoire** (+ 15 millions d'euros) ;

- à l'**article 24 quater** (Compensation aux collectivités territoriales de la prise en charge de la prime d'apprentissage), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un **amendement rédactionnel** ;

- à l'**article 25** (Affectation de nouvelles ressources dynamiques aux régions en substitution de la dotation générale de décentralisation liée à la formation professionnelle), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un **amendement rédactionnel** ;

- à l'**article 26** (Mise en œuvre du Pacte de confiance et de responsabilité entre l'État et les collectivités locales pour les départements et renforcement de la péréquation), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, six amendements visant à **préciser la rédaction du dispositif** proposé ;

- à l'**article 27** (Compensation des transferts de compétences aux régions par attribution d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, trois amendements visant à **actualiser**, en fonction des dernières informations connues, **les fractions de tarif de la TICPE affectées aux départements et aux régions** ;

- à l'**article 28** (Modification des droits à compensation des départements, dont Mayotte, au titre des transferts de compétences), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, deux **amendements rédactionnels** ;

- à l'**article 29** (Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un **amendement rédactionnel** ;

- à l'**article 30** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, un amendement prévoyant d'**ajuster les prélèvements sur recettes de l'État au bénéfice des collectivités territoriales** pour tenir compte, d'une part, du financement des missions de préfiguration des métropoles d'Aix-Marseille-Provence et du Grand Paris, de la majoration de la dotation de développement urbain (DDU) et des crédits du fonds national d'aménagement du territoire par la minoration de trois prélèvements sur recettes, et d'autre part, du « recalcul » de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) ;

- à l'**article 31** (Fixation des plafonds 2014 des taxes affectées aux opérateurs et à divers organismes chargés de missions de service public), l'Assemblée nationale a adopté :

• à l'initiative du Gouvernement, un amendement procédant à la **réduction de 3 millions d'euros du plafond de la taxe sur la cession à titre onéreux des terrains nus**, affectée à l'Agence des services de paiement (ASP) ;

• à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, **deux amendements rédactionnels** ;

- à l'**article 34** (Contribution des chambres de commerce et d'industrie à l'effort de rétablissement des comptes publics et rétrocession aux entreprises de la baisse du plafond de leurs taxes affectées), l'Assemblée nationale a adopté :

• à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement rédactionnel ;

• à l'initiative de de notre collègue député Serge Letchimy et de membres du groupe socialiste, république et citoyen, un amendement visant à **exonérer les chambres de commerce et d'industrie des départements et régions d'outre-mer** dont la circonscription coïncide avec la circonscription départementale de la contribution prévue à l'article 34 du présent projet de loi (cette disposition avait été proposée, à l'initiative de nos collègues sénateurs Georges Patient et Mohamed Soilihi et retirée à la suite de l'engagement du Gouvernement de trouver une solution sur ce point) ;

- à l'**article 39** (Relations financières entre l'État et la sécurité sociale), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, un amendement de coordination avec le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 afin de **préciser et simplifier les modalités d'affectation des contributions et prélèvements sociaux sur les revenus du capital reversés par l'Etat à l'ACOSS** ;

- à l'**article 41** (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, un amendement visant à prendre en compte, dans l'évaluation du montant du **prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne** (UE) l'adoption du budget définitif de l'UE pour 2014. Le montant du prélèvement est porté de 20 144 073 000 euros à 20 224 087 000 euros, soit une augmentation de 80 014 000 euros (+ 0,4 %) ;

- à l'**article 43 (et Etat A annexé)** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois), l'Assemblée nationale a adopté :

• à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, **un amendement rédactionnel** ;

• à l'initiative du Gouvernement, un amendement tendant à traduire, dans le **tableau relatif à l'équilibre du budget de l'Etat** et dans l'Etat A annexé, les modifications adoptées lors de l'examen de la première partie du présent projet de loi, et sa coordination avec le projet

de loi de finances rectificative pour 2013. **Il en résulte une amélioration du solde budgétaire de 10 millions d'euros.**

De manière résumée, les principales modifications ont été les suivantes :

- **les recettes fiscales sont minorées de 436 millions d'euros**, ce qui résulte essentiellement :

1) d'une **révision à la baisse de 100 millions d'euros des recettes fiscales inscrites au projet de loi de finances rectificative pour 2013 par rapport au niveau sous-jacent du PLF 2014 pour l'année 2013** (une baisse de 500 millions d'euros au titre de l'impôt sur le revenu est partiellement compensée par une réévaluation à la hausse de 400 millions d'euros d'autres recettes fiscales) ;

2) d'une **minoration des recettes de TVA de 230 millions d'euros** du fait de l'adoption de plusieurs dispositions (notamment l'élargissement du taux réduit de TVA à 5,5 % aux travaux induits par des travaux de rénovation thermique, pour un montant de 90 millions d'euros, et le maintien du taux de 7 % pour les travaux de rénovation des logements autres que de rénovation énergétique, pour une durée limitée et sous certaines conditions, soit une perte de recettes évaluée à 135 millions d'euros) ;

- **les recettes non fiscales sont majorées de 17 millions d'euros** compte tenu des nouvelles conditions de rémunération de la garantie accordée au Crédit immobilier de France ;

- **les prélèvements sur recettes à destination des collectivités territoriales sont minorés de 147 millions d'euros** du fait, notamment, d'une correction à la baisse de 104 millions d'euros de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), à la suite d'un recalcul intervenu à l'automne ;

- **le prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne est majoré de 80 millions d'euros**. En effet, l'adoption définitive par le Parlement européen, lors de la session plénière du 20 novembre 2013, d'un budget 2014 supérieur de 500 millions d'euros à la position adoptée par le Conseil, entraîne une hausse de 80 millions d'euros de la quote-part revenant à la France.

- **le solde des comptes spéciaux est amélioré de 60 millions d'euros**, compte tenu de la diminution des dépenses du compte d'avance aux collectivités territoriales liée à la prise en charge pour moitié, par celles-ci, de l'exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) pour les auto-entrepreneurs au titre de 2013.

**Enfin, les dépenses du budget général de l'Etat sont diminuées de 302 millions d'euros** ; cette évolution résulte principalement de la mise

en place d'une **taxation interministérielle** visant à assurer le respect de la norme de dépense et à compenser certaines pertes de recettes. Cette « taxation » conduit à baisser le plafond de taxes affectées de 3 millions d'euros et à diminuer les crédits du budget général de 297 millions d'euros. L'économie est répartie sur la plupart des missions du budget général ; les dépenses de personnel ainsi que les dépenses de guichet, sur lesquelles les ministères disposent de peu de marges pour procéder à des redéploiements en cours d'année, sont selon les termes du Gouvernement « sanctuarisées ».

L'exposé des motifs de l'amendement du Gouvernement à l'article d'équilibre indique que « *les efforts importants consentis par l'ensemble des ministères en deuxième lecture ont ainsi permis non seulement de compenser l'intégralité des nouvelles dépenses décidées par le Gouvernement, mais également une partie de l'évolution défavorable des recettes, ce qui fait la preuve du sérieux budgétaire du Gouvernement et de la majorité* ».

Enfin, le montant d'amortissement de la dette à moyen et long termes pour 2014 a été réduit d'un milliard d'euros, afin de tenir compte des rachats de titres arrivant à échéance en 2014 effectués cet automne. Les émissions de dette à moyen et long terme ont été réduites à due concurrence.

## 2. Seconde partie

En seconde partie, **l'Assemblée nationale a modifié 32 articles par rapport à son vote de première lecture :**

- à l'article 44 (et Etat B annexé) (Crédits du budget général), l'Assemblée nationale a adopté **plusieurs amendements de crédits**, correspondant à des modifications à titre non reconductible et à divers ajustements. Seules les missions ayant fait l'objet d'amendements de crédits autres que ceux à titre non reconductibles sont présentées ci-dessous<sup>1</sup> :

- au sein de la **mission « Action extérieure de l'Etat »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 2 861 757 euros** en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP), notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur et de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances ;

- au sein de la mission « **Administration générale et territoriale de l'Etat** », l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant une

---

<sup>1</sup> Les montants exposés correspondent à la totalité des modifications de crédits apportées à la mission.

**minoration de crédits de 6 436 132 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur, de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances et de tirer les conséquences, sur les crédits de masse salariale, de la diminution de 0,15 point du taux des cotisations « famille » en 2014 ;

- au sein de la **mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 8 818 826 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur et de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances ;

- au sein de la **mission « Aide publique au développement »**, un amendement proposant **une minoration de crédits de 43 062 800 euros** en AE et en CP, notamment afin de tirer les conséquences de la baisse du montant de la contribution de la France au Fonds européen de développement et de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances ;

- au sein de la **mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 12 784 731 euros** en AE et en CP, notamment afin de tirer les conséquences du transfert au programme « Coordination du travail gouvernemental » des moyens du comité d'indemnisation des victimes d'essais nucléaires (CIVEN), après sa transformation en autorité administrative indépendante par le projet de loi de programmation militaire ;

- au sein de la **mission « Culture »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une majoration nette de crédits de 7 596 728 euros** en AE et en CP. Outre des modifications à titre non reconductible, cet amendement prévoit, d'une part, **une minoration de 1 010 000 euros en AE et en CP**, destinée à garantir le respect de la norme de dépense en valeur de l'Etat et à compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances et, d'autre part, **une minoration de 466 297 euros** des crédits de titre 2 hors contributions au CAS « Pensions », afin de tirer les conséquences, sur les crédits de masse salariale, de la baisse de 0,15 point du taux de cotisations familiales en 2014 ;

- au sein de la **mission « Défense »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de**

**66 444 900 euros** en AE et en CP, notamment afin de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances et de tirer les conséquences, sur les crédits de masse salariale, de la diminution de 0,15 point du taux des cotisations « famille » en 2014 ;

- au sein de la **mission « Direction de l'action du Gouvernement »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une majoration de crédits de 6 169 037 euros** en AE et en CP, notamment afin de tirer les conséquences du transfert, depuis le programme « Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant » de la mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation », des moyens du CIVEN ;

- au sein de la **mission « Ecologie, développement et mobilité durables »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 22 040 640 euros** en AE et en CP, notamment afin de tirer les conséquences de plusieurs corrections de compensations versées aux départements et aux régions, de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances et de tirer les conséquences, sur les crédits de masse salariale, de la diminution de 0,15 point du taux de cotisations « famille » en 2014 ;

- au sein de la **mission « Economie »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 5 293 557 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur et de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances ;

- au sein de la **mission « Egalité des territoires, logement et ville »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une majoration de crédits de 31 183 871 euros** en AE et en CP, notamment afin de compenser l'impact, sur les ressources du fonds national d'aide au logement (FNAL), de la diminution du rendement du prélèvement de solidarité sur les revenus du patrimoine et des produits de placement qui lui sont affectés et, selon le Gouvernement, de tirer les conséquences de la création du commissariat général à l'égalité des territoires, placé auprès du Premier ministre, qui s'accompagne notamment du transfert des crédits et emplois relatifs aux délégués du préfet du programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative » de la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » vers le programme « Politique de la ville » de la mission « Egalité des territoires, logement et ville » ;



• au sein de la **mission « Engagements financiers de l'Etat »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 20 871 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur et de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances ;

• au sein de la **mission « Enseignement scolaire »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 56 196 226 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur, compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances et de tirer les conséquences, sur les crédits de masse salariale, de la diminution de 0,15 point du taux des cotisations « famille » en 2014 ;

• au sein de la **mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 24 181 184 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur et de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances et de tirer les conséquences, sur les crédits de masse salariale, de la diminution de 0,15 point du taux des cotisations « famille » en 2014 ;

• au sein de la **mission « Immigration, asile et intégration »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 6 113 800 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur et de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances ;

• au sein de la **mission « Justice »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 18 093 669 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur, de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances et de tirer les conséquences, sur les crédits de masse salariale, de la diminution de 0,15 point du taux des cotisations « famille » en 2014 ;

• au sein de la **mission « Médias, livre et industries culturelles »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 4 733 132 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur et de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances ;

• au sein de la **mission « Outre-mer »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 2 799 679 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur et de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances ;

• au sein de la **mission « Politiques des territoires »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une majoration de crédits de 23 751 097 euros** en AE et en CP, notamment afin de tirer les conséquences de la création du commissariat général à l'égalité des territoires et de financer un programme spécifique à destination des bourgs centres, conformément à l'engagement présenté par le Premier ministre devant le Congrès des maires du 19 novembre 2013 ;

• au sein de la **mission « Provisions »**, un amendement proposant **une minoration de crédits de 120 602 418 euros** en AE et en CP sur le programme « Dépenses accidentelles et imprévisibles », conformément aux souhaits des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat ;

• au sein de la **mission « Recherche et enseignement supérieur »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 45 685 459 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur et de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances ;

• au sein de la **mission « Régimes sociaux et de retraite »**, l'Assemblée nationale a adopté amendement proposant **une minoration de crédits de 21 000 000 euros** en AE et en CP, notamment afin de tirer les conséquences de la hausse de 0,3 point des cotisations « vieillesse » des actifs et des entreprises décidée dans le cadre de la réforme des retraites présentée à l'automne ;

• au sein de la **mission « Relations avec les collectivités territoriales »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une majoration de crédits de 117 343 491 euros** en AE et en CP, dont 25 millions d'euros correspondent à l'augmentation de la dotation de développement urbain ;

• au sein de la **mission « Remboursements et dégrèvements »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une majoration de 2 000 000 euros** en AE et en CP, afin de tirer les conséquences de l'article 8 du projet de loi de finances rectificative pour 2013 accordant aux entreprises un amortissement exceptionnel pour les investissements dans les PME innovantes ;

• au sein de la **mission « Santé**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 2 899 674 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur et de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances ;

• au sein de la **mission « Sécurités »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 17 842 431 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur, compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances et de tirer les conséquences, sur les crédits de masse salariale, de la diminution de 0,15 point du taux des cotisations « famille » en 2014 ;

• au sein de la **mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une majoration nette des crédits de 32 586 132 euros** en AE et en CP. Cette augmentation globale correspond essentiellement, d'une part, à une augmentation des crédits destinés à l'aide alimentaire et à tirer les conséquences **de la diminution du rendement du prélèvement de solidarité sur les revenus du patrimoine et des produits de placement** à destination du fonds national des solidarités actives (FNSA) (+ 59,2 millions d'euros) et, d'autre part, à une **diminution liée au transfert des crédits et des emplois du secrétariat général du comité interministériel à la ville (SG-CIV)** vers la mission « Politique des territoires » et au transfert des **délégués du préfet** vers la mission « Egalité des territoires, logement et ville » (- 27,9 millions d'euros) ;

• au sein de la **mission « Sport, jeunesse et vie associative »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration des crédits de 14 355 088 euros** en AE et en CP, notamment afin de tirer les conséquences de la réforme du régime de protection sociale des volontaires du service civique ;

• au sein de la **mission « Travail et emploi »**, l'Assemblée nationale a adopté un amendement proposant **une minoration de crédits de 18 626 884 euros** en AE et en CP, notamment afin de garantir le respect de la norme de dépenses en valeur et de compenser une partie des diminutions de recettes décidées dans le cadre de l'examen de la première partie du présent projet de loi de finances ;

- à l'**article 45 (et Etat C annexé)** (Crédits des budgets annexes), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, un amendement proposant une minoration des crédits de 491 667 euros en AE et en CP du budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » et un

amendement proposant une minoration de crédits de 53 654 euros en AE et en CP du budget annexe « Publications officielles et information administrative », afin de tirer les conséquences sur les crédits de masse salariale, de la diminution de 0,15 point du taux des cotisations « famille » en 2014 ;

- à l'**article 46 (et Etat D annexé)** (Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement et outre des ajustements de crédits à titre non reconductible, plusieurs amendements de coordination avec les amendements adoptés en première partie :

- au sein du **compte de concours financiers « Avances à divers organismes de l'Etat ou organismes gérant des services publics »**, un amendement proposant **une minoration des dépenses du compte de 491 667 euros**, afin de tirer les conséquences sur les crédits de masse salariale de la diminution de 0,15 point du taux des cotisations « famille » en 2014 ;

- au sein du **compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales »**, un amendement proposant **une minoration des dépenses du compte de 60 000 000 euros**, afin de tirer les conséquences de la prise en charge, pour moitié, par les collectivités territoriales de l'exonération de contribution foncière des entreprises (CFE) accordée aux auto-entrepreneurs prévue par la loi de finances rectificative pour 2013 ;

- à l'**article 48** (Plafonds des autorisations d'emplois de l'État), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, un amendement tendant à **majorer de 109 ETPT le plafond des autorisations d'emploi des services du Premier ministre ainsi que celui du ministère de l'égalité des territoires et du logement (+ 331 ETPT)** afin de tirer les conséquences de la création d'un commissariat général à l'égalité des territoires. Ces majorations sont compensées par une minoration de 389 ETPT du plafond d'emplois du ministère des affaires sociales ;

- à l'**article 49** (Plafonds des emplois des opérateurs de l'Etat) l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, un amendement tendant à **minorer de 51 ETPT le plafond d'emploi des opérateurs de la mission « Egalité des territoires, logement et ville »** correspondant au transfert progressif des missions de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances vers le nouveau commissariat général à l'égalité des territoires ;

- à l'**article 52** (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, un amendement visant à **exonérer du respect du plafond de 3 % des crédits de paiement pouvant être reportés d'une année sur**

l'autre pour le programme « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » de la mission « Egalité des territoires, logement et ville », le programme « Epargne » de la mission « Engagements financiers de l'Etat » et le programme « Enseignement supérieur et recherche agricole » de la mission « Recherche et enseignement supérieur » ;

- à l'**article 53** (Réforme du plan d'épargne en actions (PEA) en vue du financement des petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises de taille intermédiaire (ETI)), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement visant à **rendre éligibles au plan d'épargne en actions des PME (PEA PME) les parts de fonds communs de placement à risques, les fonds communs de placement dans l'innovation et les fonds d'investissement de proximité**, en exonérant ces fonds de l'obligation de respecter le quota de 75 % d'investissement dans les PME et les ETI ;

- à l'**article 54 bis** (Intégration de parlementaires dans le comité national de suivi du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de nos collègues députés Hervé Mariton, Gilles Carrez et Marie-Christine Dalloz, un amendement visant à **intégrer deux élus issus de l'opposition dans la composition de la délégation parlementaire aux instances d'évaluation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)** ;

- à l'**article 55** (Création d'un régime fiscal favorisant l'investissement institutionnel dans le logement intermédiaire), l'Assemblée nationale a adopté :

• à l'initiative de notre collègue député Daniel Goldberg et de membres du groupe socialiste, républicain et citoyen, deux amendements : l'un prévoyant que les opérations de construction menées dans le cadre du futur programme de logements intermédiaires doivent obtenir un **agrément** - et non faire l'objet d'une convention - de la part du représentant de l'Etat dans le département, l'autre précisant que le **seuil de 25 % de logements sociaux** s'apprécie à l'échelle d'un ensemble immobilier ;

• à l'initiative de notre collègue député Christophe Caresche, un amendement supprimant un alinéa faisant référence à un décret d'application ;

- à l'**article 56** (Réforme du crédit d'impôt en faveur du développement durable (CIDD) et aménagement de l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ)), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, **quatre amendements** destinés à corriger la rédaction d'un amendement adopté en première lecture par l'Assemblée nationale visant à **permettre la réalisation d'un « bouquet » de travaux sur deux années au lieu d'une** ;

- à l'**article 57** (Aménagement de la cotisation foncière des entreprises (CFE) due par les petites entreprises), l'Assemblée nationale a adopté :

- à l'initiative du Gouvernement, un amendement prévoyant que le dispositif de base minimum « par défaut », en l'absence de délibération sur le nouveau barème de CFE, ne s'applique pas en cas de délibération prise entre le 22 janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> octobre 2013, afin de conserver toute leur effectivité à ces délibérations, ainsi que trois amendements modifiant le dispositif optionnel de prise en charge de la CFE en 2013 ;

- à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un **amendement de coordination** avec l'article 22 du projet de loi de finances rectificative pour 2013 ;

- à l'**article 58 bis** (Octroi aux départements d'une faculté temporaire de relèvement du taux des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) et institution d'un prélèvement sur le produit des droits de mutation à titre onéreux répartis entre l'ensemble des départements), l'Assemblée nationale a adopté :

- à l'initiative du Gouvernement, un amendement proposant que le **versement** au titre du second fonds de péréquation, institué en première lecture par l'Assemblée nationale, soit effectué **en fonction des restes à charge par habitant de chaque département** au titre des allocations individuelles de solidarité (pour 70 %) et en fonction du potentiel fiscal corrigé du département (pour 30 %) ;

- à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un sous-amendement à l'amendement du Gouvernement précité prévoyant **l'utilisation, pour le calcul du versement de solidarité prévu au présent article, d'un potentiel fiscal « corrigé »**, destiné à neutraliser, dans la mesure de la richesse des départements, les effets de la réforme de la taxe professionnelle ;

- à l'**article 59 bis** (Délais d'harmonisation de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un **amendement précisant le régime applicable en matière de REOM à défaut de délibération** de l'EPCI ou du syndicat mixte ;

- à l'**article 59 sexies** (Report de la majoration automatique de la valeur locative de certains terrains constructibles en zones tendues et exclusion des terrains à usage agricole de cette majoration), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un **amendement précisant que les délibérations relatives à la majoration facultative prises antérieurement** par les communes situées dans les zones tendues **continuent de produire leurs effets** pour les impositions dues au titre de l'année 2014 ;

- à l'**article 59 undecies** (Reversement de la taxe d'aménagement aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement introduisant **l'obligation, pour la commune et l'EPCI, de prendre des délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, pour procéder au reversement de la taxe** de la commune à l'EPCI, ainsi que deux amendements de coordination ;

- à l'**article 60** (Fonds de soutien aux collectivités territoriales ayant contracté des produits structurés), l'Assemblée nationale a adopté :

- à l'initiative du Gouvernement, un amendement prévoyant la **possibilité pour l'Etat de demander les informations utiles au calcul de l'indemnité de remboursement anticipé**, sans que puisse lui être opposé le secret bancaire ;

- à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement visant à **inclure expressément les instruments de couverture dans le champ d'intervention du fonds de soutien**, quatre amendements rédactionnels ainsi qu'un sous-amendement à l'amendement précité du Gouvernement, supprimant la référence à un décret en Conseil d'Etat ;

- à l'**article 60 ter** (Extension des missions de la Société de gestion du fonds de garantie d'accession sociale à la propriété (SGFGAS)), l'Assemblée nationale a adopté à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement visant à inscrire, à l'article L. 316-3 du code de la construction et de l'habitat, les **dispositions relatives au contrôle de l'Inspection générale des finances**, ainsi qu'un amendement visant à **confier à la Cour des comptes une mission de contrôle sur la Société de gestion du fonds de garantie d'accession sociale à la propriété** ainsi que quatre amendements rédactionnels ;

- à l'**article 60 quater** (Augmentation du nombre de bénéficiaires de la dotation de développement urbain (DDU)), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, un amendement visant à **porter le montant de la dotation de développement urbain à 100 millions d'euros à compter de 2014** ;

- à l'**article 60 quinquies** (Obligation de déclaration des schémas d'optimisation fiscale), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, **deux amendements rédactionnels** ;

- à l'**article 60 nonies** (Élargissement de la définition de l'abus de droit), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, **un amendement modifiant les modalités d'entrée en vigueur de la réforme de l'abus de droit** : la

nouvelle définition de l'abus de droit ne pourrait s'appliquer rétroactivement, à l'occasion d'un contrôle fiscal portant sur des exercices antérieurs à la promulgation de la loi de finances pour 2014 ;

- à l'**article 60 *decies*** (Suppression du caractère automatique de la suspension de l'établissement de l'impôt pendant la durée de la procédure amiable prévue dans les contrôles des prix de transfert), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement rédactionnel ;

- à l'**article 60 *terdecies*** (Information du Parlement sur les mises en demeure de la Commission européenne), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement visant à **assurer la conformité de cet article au droit de l'Union européenne** en restreignant l'envoi des lettres de mises en demeure et d'avis motivés aux seuls présidents et rapporteurs généraux des commissions des finances ;

- à l'**article 60 *quaterdecies*** (Rapport au Parlement sur les modalités d'extension aux agriculteurs de la réduction d'impôt pour leurs dons de surplus agricoles), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, **un amendement de suppression** ;

- à l'**article 60 *sexdecies*** (Mesures de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales : prix de transfert), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, **un amendement rédactionnel** ;

- à l'**article 63 *bis*** (Amélioration du régime de pension des ouvriers des parcs et ateliers intégrés dans la fonction publique territoriale), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, **cinq amendements rédactionnels** ;

- à l'**article 66 *bis*** (Renforcement du dispositif d'accompagnement des élèves en situation de handicap), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, **un amendement rédactionnel** visant à corriger une erreur de référence ;

- à l'**article 72** (Répartition de la baisse de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et accroissement de la péréquation), l'Assemblée nationale a adopté :

• à l'initiative du Gouvernement, un amendement précisant que **les recettes réelles de fonctionnement sont minorées des atténuations de produit et du remboursement des mises à disposition de personnels** entre les communes et les EPCI ;



• à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement précisant que **le budget principal des collectivités territoriales** est utilisé pour la détermination des recettes réelles de fonctionnement, un amendement de coordination et trois amendements rédactionnels ;

- à **l'article 72 bis** (Incitations financières en faveur de la création de communes nouvelles), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative du Gouvernement, un amendement substituant à la garantie globale du montant de la DGF pendant trois ans **une exemption, pour les communes nouvelles, de participer à la réduction des concours financiers** prévue par le Pacte de confiance et de responsabilité **ainsi qu'une garantie d'absence de baisse de la dotation nationale de péréquation pendant trois ans** ;

- à **l'article 73** (Modification des critères de prélèvement et de reversement au titre du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) et du Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF)), l'Assemblée nationale a adopté :

• à l'initiative du Gouvernement, un amendement visant à **supprimer des dispositions**, introduites par l'Assemblée nationale, relatives à la répartition libre du FPIC à la majorité qualifiée et qui seraient **contraires au principe constitutionnel de libre administration des collectivités territoriales** ;

• à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement visant à **supprimer la modification** – introduite par l'Assemblée nationale à l'initiative de la commission des Lois – **du critère d'éligibilité au prélèvement au titre du FPIC** (qui conduisait à la concentration des prélèvements sur un nombre restreint de communes et EPCI), ainsi qu'un amendement rédactionnel ;

- à **l'article 73 bis** (Institution d'un Fonds de solidarité pour les départements d'Île-de-France (FSRIF)), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, un amendement visant à codifier le FSRIF, ainsi qu'un amendement de précision rédactionnelle ;

- à **l'article 74 bis** (Inclusion du versement transport dans le calcul du coefficient d'intégration fiscale (CIF)), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de nos collègues députés Christian Eckert, rapporteur général, Carole Delga et Christine Pires-Beaune, **un amendement de suppression** de l'article ;

- à l'**article 79** (Modalités de cofinancement par les départements des aides de l'État en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique), l'Assemblée nationale a adopté, à l'initiative de notre collègue député Christian Eckert, rapporteur général, **un amendement rédactionnel**.

## EXAMEN EN COMMISSION

**Réunie le 17 décembre 2013 sous la présidence de Philippe Marini, président, la commission a procédé à l'examen en nouvelle lecture du projet de loi n° 229 (2013-2014) de finances pour 2014, sur le rapport de François Marc, rapporteur général.**

La commission a décidé de proposer au Sénat d'adopter sans modification l'ensemble du projet de loi de finances pour 2014.

Le compte rendu détaillé de cette réunion peut être consulté à l'adresse suivante :

<http://www.senat.fr/commission/fin/travaux.html>



## TABLEAU COMPARATIF



---

**SOMMAIRE DU TABLEAU COMPARATIF**

ARTICLE LIMINAIRE .....	47
ARTICLE 1 <sup>ER</sup> .....	47
ARTICLE 2.....	48
ARTICLE 3.....	49
ARTICLE 4.....	49
ARTICLE 5.....	49
ARTICLE 6.....	50
ARTICLE 6 <i>BIS</i> ( <i>NOUVEAU</i> ) .....	51
ARTICLE 7.....	51
ARTICLE 7 <i>BIS</i> ( <i>NOUVEAU</i> ) .....	52
ARTICLE 7 <i>TER</i> ( <i>NOUVEAU</i> ).....	53
ARTICLE 7 <i>QUATER</i> ( <i>NOUVEAU</i> ) .....	54
ARTICLE 8.....	56
ARTICLE 8 <i>BIS</i> ( <i>NOUVEAU</i> ) .....	59
ARTICLE 8 <i>TER</i> ( <i>NOUVEAU</i> ).....	60
ARTICLE 8 <i>QUATER</i> ( <i>NOUVEAU</i> ) .....	60
ARTICLE 9.....	61
ARTICLE 10.....	64
ARTICLE 11.....	65
ARTICLE 11 <i>BIS</i> ( <i>NOUVEAU</i> ) .....	81
ARTICLE 11 <i>TER</i> ( <i>NOUVEAU</i> ).....	81

ARTICLE 12.....	83
ARTICLE 13.....	83
ARTICLE 14.....	110
ARTICLE 15.....	112
ARTICLE 15 <i>BIS (NOUVEAU)</i> .....	112
ARTICLE 15 <i>TER (NOUVEAU)</i> .....	112
ARTICLE 16.....	113
ARTICLE 17.....	113
ARTICLE 18.....	121
ARTICLE 18 <i>BIS (NOUVEAU)</i> .....	125
ARTICLE 18 <i>TER (NOUVEAU)</i> .....	126
ARTICLE 19.....	127
ARTICLE 19 <i>BIS (NOUVEAU)</i> .....	132
ARTICLE 19 <i>TER (NOUVEAU)</i> .....	134
ARTICLE 20.....	134
ARTICLE 21.....	154
ARTICLE 22.....	155
ARTICLE 23.....	159
ARTICLE 23 <i>BIS (NOUVEAU)</i> .....	159
ARTICLE 24.....	161
ARTICLE 24 <i>BIS (NOUVEAU)</i> .....	167
ARTICLE 24 <i>TER (NOUVEAU)</i> .....	167



---

ARTICLE 24 <i>QUATER (NOUVEAU)</i> .....	168
ARTICLE 25 .....	171
ARTICLE 26 .....	175
ARTICLE 27 .....	178
ARTICLE 28 .....	181
ARTICLE 29 .....	195
ARTICLE 30 .....	200
ARTICLE 31 .....	202
ARTICLE 32 .....	208
ARTICLE 33 .....	209
ARTICLE 33 <i>BIS (NOUVEAU)</i> .....	209
ARTICLE 34 .....	210
ARTICLE 34 <i>BIS (NOUVEAU)</i> .....	215
ARTICLE 35 .....	215
ARTICLE 36 .....	215
ARTICLE 37 .....	215
ARTICLE 38 .....	216
ARTICLE 39 .....	216
ARTICLE 40 .....	218
ARTICLE 41 .....	218
ARTICLE 42 .....	219
ARTICLE 43 .....	221

ARTICLE 44.....	227
ARTICLE 45.....	227
ARTICLE 46.....	227
ARTICLE 47.....	227
ARTICLE 48.....	228
ARTICLE 49.....	229
ARTICLE 50.....	230
ARTICLE 51.....	231
ARTICLE 52.....	233
ARTICLE 53.....	238
ARTICLE 54.....	243
ARTICLE 54 <i>BIS (NOUVEAU)</i> .....	243
ARTICLE 55.....	244
ARTICLE 56.....	247
ARTICLE 56 <i>BIS (NOUVEAU)</i> .....	250
ARTICLE 57.....	250
ARTICLE 58.....	255
ARTICLE 58 <i>BIS (NOUVEAU)</i> .....	256
ARTICLE 59.....	260
ARTICLE 59 <i>BIS (NOUVEAU)</i> .....	261
ARTICLE 59 <i>TER (NOUVEAU)</i> .....	262
ARTICLE 59 <i>QUATER (NOUVEAU)</i> .....	262

---

ARTICLE 59 <i>QUINQUIES (NOUVEAU)</i> .....	262
ARTICLE 59 <i>SEXIES (NOUVEAU)</i> .....	263
ARTICLE 59 <i>SEPTIES (NOUVEAU)</i> .....	264
ARTICLE 59 <i>OCTIES (NOUVEAU)</i> .....	264
ARTICLE 59 <i>NONIES (NOUVEAU)</i> .....	264
ARTICLE 59 <i>DECIES (NOUVEAU)</i> .....	265
ARTICLE 59 <i>UNDECIES (NOUVEAU)</i> .....	265
ARTICLE 59 <i>DUODECIES (NOUVEAU)</i> .....	266
ARTICLE 59 <i>TERDECIES (NOUVEAU)</i> .....	266
ARTICLE 60.....	266
ARTICLE 60 <i>BIS (NOUVEAU)</i> .....	269
ARTICLE 60 <i>TER (NOUVEAU)</i> .....	270
ARTICLE 60 <i>QUATER (NOUVEAU)</i> .....	273
ARTICLE 60 <i>QUINQUIES (NOUVEAU)</i> .....	274
ARTICLE 60 <i>SEXIES (NOUVEAU)</i> .....	275
ARTICLE 60 <i>SEPTIES (NOUVEAU)</i> .....	275
ARTICLE 60 <i>OCTIES (NOUVEAU)</i> .....	275
ARTICLE 60 <i>NONIES (NOUVEAU)</i> .....	277
ARTICLE 60 <i>DECIES (NOUVEAU)</i> .....	277
ARTICLE 60 <i>UNDECIES (NOUVEAU)</i> .....	278
ARTICLE 60 <i>DUODECIES (NOUVEAU)</i> .....	278
ARTICLE 60 <i>TERDECIES (NOUVEAU)</i> .....	280

ARTICLE 60 QUATERDECIES (NOUVEAU).....	280
ARTICLE 60 QUINDECIES (NOUVEAU) .....	281
ARTICLE 60 SEXDECIES (NOUVEAU).....	281
ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT .....	282
ARTICLE 61 .....	282
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES.....	283
ARTICLE 61 BIS (NOUVEAU) .....	283
AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT .....	283
ARTICLE 61 TER (NOUVEAU) .....	283
ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION .....	285
ARTICLE 62.....	285
ARTICLE 62 BIS (NOUVEAU) .....	285
ARTICLE 62 TER (NOUVEAU) .....	286
ARTICLE 62 QUATER (NOUVEAU) .....	286
ARTICLE 62 QUINQUIES (NOUVEAU) .....	286
ARTICLE 62 SEXIES (NOUVEAU) .....	286
ARTICLE 62 SEPTIES (NOUVEAU) .....	287
ARTICLE 62 OCTIES (NOUVEAU) .....	287
CULTURE .....	287
ARTICLE 62 NONIES (NOUVEAU).....	287
ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET MOBILITÉ DURABLES.....	288
ARTICLE 63 .....	288

---

<b>ARTICLE 63 BIS (NOUVEAU)</b> .....	289
<b>ARTICLE 63 TER (NOUVEAU)</b> .....	292
<i>ÉGALITÉ DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE</i> .....	292
<b>ARTICLE 64</b> .....	292
<b>ARTICLE 65</b> .....	293
<b>ARTICLE 66</b> .....	294
<i>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</i> .....	295
<b>ARTICLE 66 BIS (NOUVEAU)</b> .....	295
<b>ARTICLE 66 TER (NOUVEAU)</b> .....	298
<i>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</i> .....	299
<b>ARTICLE 67</b> .....	299
<b>ARTICLE 68</b> .....	300
<i>JUSTICE</i> .....	301
<b>ARTICLE 69</b> .....	301
<b>ARTICLE 69 BIS (NOUVEAU)</b> .....	303
<i>OUTRE-MER</i> .....	303
<b>ARTICLE 70</b> .....	303
<i>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</i> .....	305
<b>ARTICLE 71</b> .....	305
<i>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</i> .....	306
<b>ARTICLE 72</b> .....	306
<b>ARTICLE 72 BIS (NOUVEAU)</b> .....	312

<b>ARTICLE 73</b> .....	<b>313</b>
<b>ARTICLE 73 BIS (NOUVEAU)</b> .....	<b>315</b>
<b>ARTICLE 74</b> .....	<b>318</b>
<b>ARTICLE 74 BIS (NOUVEAU)</b> .....	<b>319</b>
<i>SÉCURITÉS</i> .....	<b>319</b>
<b>ARTICLE 74 TER (NOUVEAU)</b> .....	<b>319</b>
<i>SOLIDARITÉ, INSERTION ET ÉGALITÉ DES CHANCES</i> .....	<b>319</b>
<b>ARTICLE 75</b> .....	<b>319</b>
<b>ARTICLE 76</b> .....	<b>320</b>
<i>TRAVAIL ET EMPLOI</i> .....	<b>320</b>
<b>ARTICLE 77</b> .....	<b>320</b>
<b>ARTICLE 78</b> .....	<b>323</b>
<b>ARTICLE 79 (NOUVEAU)</b> .....	<b>323</b>
<i>CONTRÔLE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT ROUTIERS</i> .....	<b>325</b>
<b>ARTICLE 80 (NOUVEAU)</b> .....	<b>325</b>

## TABLEAU COMPARATIF

<p>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</p> <p>—</p> <p><b>Article liminaire</b></p> <p>La prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour 2014, l'exécution de l'année 2012 et la prévision d'exécution de l'année 2013 s'établissent comme suit :</p>	<p>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</p> <p>—</p> <p><b>Article liminaire</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p>Propositions de la commission</p> <p>—</p> <p><b>Article liminaire</b></p> <p>Sans modification.</p>																				
<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Exécution 2012</th> <th>Prévision d'exécution 2013</th> <th>Prévision 2014</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Solde structurel (1)</td> <td>- 3,9</td> <td>- 2,6</td> <td>- 1,7</td> </tr> <tr> <td>Solde conjoncturel (2)</td> <td>- 0,8</td> <td>- 1,4</td> <td>- 1,8</td> </tr> <tr> <td>Mesures exceptionnelles (3)</td> <td>- 0,1</td> <td>-</td> <td>- 0,1</td> </tr> <tr> <td>Solde effectif (1 + 2 + 3)</td> <td>- 4,8</td> <td>- 4,1</td> <td>- 3,6</td> </tr> </tbody> </table>		Exécution 2012	Prévision d'exécution 2013	Prévision 2014	Solde structurel (1)	- 3,9	- 2,6	- 1,7	Solde conjoncturel (2)	- 0,8	- 1,4	- 1,8	Mesures exceptionnelles (3)	- 0,1	-	- 0,1	Solde effectif (1 + 2 + 3)	- 4,8	- 4,1	- 3,6		
	Exécution 2012	Prévision d'exécution 2013	Prévision 2014																			
Solde structurel (1)	- 3,9	- 2,6	- 1,7																			
Solde conjoncturel (2)	- 0,8	- 1,4	- 1,8																			
Mesures exceptionnelles (3)	- 0,1	-	- 0,1																			
Solde effectif (1 + 2 + 3)	- 4,8	- 4,1	- 3,6																			
<p>PREMIÈRE PARTIE :</p> <p><b>CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER</b></p> <p>TITRE PREMIER :</p> <p><b>DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES</b></p> <p><i>I. – Impôts et ressources autorisés</i></p> <p><b>A. – Autorisation de perception des impôts et produits</b></p> <p><b>Article 1<sup>er</sup></b></p>	<p>PREMIÈRE PARTIE :</p> <p><b>CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER</b></p> <p>TITRE PREMIER :</p> <p><b>DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES</b></p> <p><i>I. – Impôts et ressources autorisés</i></p> <p><b>A. – Autorisation de perception des impôts et produits</b></p> <p><b>Article 1<sup>er</sup></b></p> <p>Sans modification.</p>	<p>PREMIÈRE PARTIE :</p> <p><b>CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER</b></p> <p>TITRE PREMIER :</p> <p><b>DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES</b></p> <p><i>I. – Impôts et ressources autorisés</i></p> <p><b>A. – Autorisation de perception des impôts et produits</b></p> <p><b>Article 1<sup>er</sup></b></p> <p>Sans modification.</p>																				

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>I.– La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'État, aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir continue d'être effectuée pendant l'année 2014 conformément aux lois et règlements et aux dispositions de la présente loi.</p> <p>II.– Sous réserve de dispositions contraires, la présente loi s'applique :</p> <p>1° À l'impôt sur le revenu dû au titre de 2013 et des années suivantes ;</p> <p>2° À l'impôt dû par les sociétés sur les résultats des exercices clos à compter du 31 décembre 2013 ;</p> <p>3° À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour les autres dispositions fiscales.</p>		
<p><b>B.– Mesures fiscales</b></p>	<p><b>B.– Mesures fiscales</b></p>	<p><b>B.– Mesures fiscales</b></p>
<p><b>Article 2</b></p>	<p><b>Article 2</b></p>	<p><b>Article 2</b></p>
<p>Sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>
<p>Le I de l'article 197 du code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° Le 1 est ainsi rédigé :</p> <p>« 1. L'impôt est calculé en appliquant à la fraction de chaque part de revenu qui excède 6 011 € le taux de :</p> <p>« – 5,50 % pour la fraction supérieure à 6 011 € et inférieure ou égale à 11 991 € ;</p> <p>« – 14 % pour la fraction supérieure à 11 991 € et inférieure ou égale à 26 631 € ;</p> <p>« – 30 % pour la fraction supérieure à 26 631 € et inférieure ou égale à 71 397 € ;</p> <p>« – 41 % pour la fraction supérieure à 71 397 € et inférieure ou égale à 151 200 € ;</p> <p>« – 45 % pour la fraction supérieure à 151 200 €. »</p> <p>2° Au 4, le montant « 480 € » est</p>		



<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>remplacé par le montant « 508 € ».</p> <p>II .– Par dérogation à l'avant-dernier alinéa du I de l'article 1414 A et au premier alinéa du III de l'article 1417 du code général des impôts, en 2014, les montants des abattements prévus au I de l'article 1414 A et des revenus prévus aux I et II de l'article 1417 du même code sont revalorisés de 4 %. Les montants ainsi obtenus sont arrondis à l'euro le plus proche.</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 3</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 3</b></p> <p style="text-align: center;">Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 3</b></p> <p style="text-align: center;">Sans modification.</p>
<p>Le 2 du I de l'article 197 du code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° Au premier alinéa, le montant : « 2 000 € » est remplacé par le montant : « 1 500 € » ;</p> <p>2° À la fin de la première phrase du deuxième alinéa, le montant : « 4 040 € » est remplacé par le montant : « 3 540 € » ;</p> <p>3° À la première phrase de l'avant-dernier alinéa, le montant : « 997 € » est remplacé par le montant : « 1 497 € » ;</p> <p>4° À la première phrase du dernier alinéa, le montant : « 672 € » est remplacé par le montant : « 1 672 € ».</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 4</b></p> <p style="text-align: center;"><i>Supprimé.</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 5</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 4</b></p> <p style="text-align: center;"><i>Suppression maintenue.</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 5</b></p> <p style="text-align: center;">Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 4</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 5</b></p> <p style="text-align: center;">Sans modification.</p>
<p>L'article 83 du code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° Le 1° <i>quater</i> est ainsi modifié :</p> <p>a) Au premier alinéa, les mots : « auxquels le salarié est affilié à titre</p>		

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>obligatoire » sont remplacés par les mots « obligatoires et collectifs, au sens du sixième alinéa de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale » ;</p> <p>b) Après le premier alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« Les cotisations ou les primes mentionnées au premier alinéa du présent 1° <i>quater</i> s'entendent, s'agissant des cotisations à la charge de l'employeur, de celles correspondant à des garanties autres que celles portant sur le remboursement ou l'indemnisation de frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident.</p> <p>« Les cotisations à la charge de l'employeur correspondant à des garanties portant sur le remboursement ou l'indemnisation de frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident sont ajoutées à la rémunération prise en compte pour la détermination des bases d'imposition. »</p> <p>c) Le dernier alinéa est ainsi rédigé :</p> <p>« Les cotisations ou les primes déductibles en application des deux premiers alinéas le sont dans la limite d'un montant égal à la somme de 5 % du montant annuel du plafond mentionné à l'article L. 241-3 du code de la sécurité sociale et de 2 % de la rémunération annuelle brute, sans que le total ainsi obtenu puisse excéder 2 % de huit fois le montant annuel du plafond précité. En cas d'excédent, celui-ci est ajouté à la rémunération. »</p> <p>2° À la première phrase du 2°-0 <i>ter</i>, la première occurrence du mot : « deuxième » est remplacée par le mot : « dernier ».</p>		
<p><b>Article 6</b></p>	<p><b>Article 6</b></p>	<p><b>Article 6</b></p>
<p>Le 2° <i>ter</i> de l'article 81 du code</p>	<p>Sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>général des impôts est abrogé.</p>		
<p><b>Article 6 bis (nouveau)</b></p>	<p><b>Article 6 bis</b></p>	<p><b>Article 6 bis</b></p>
<p>Le B du I et le A du III de l'article 68 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 sont abrogés.</p>	<p>Sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>
<p><b>Article 7</b></p>	<p><b>Article 7</b></p>	<p><b>Article 7</b></p>
<p>I.– L'article L. 334-1 du code du cinéma et de l'image animée est abrogé.</p>	<p>I.– Sans modification.</p>	
<p>II.– Le code général des impôts est ainsi modifié :</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	
<p>A.– L'article 278-0 bis est complété par un G ainsi rédigé :</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	
<p>« G.– Les droits d'entrée dans les salles de spectacles cinématographiques quels que soient le procédé de fixation ou de transmission et la nature du support des œuvres ou documents audiovisuels qui sont présentés. » ;</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	
<p>B. – L'article 279 est ainsi modifié :</p>	<p>« <u>G bis (nouveau).</u> – Les cessions de droits patrimoniaux portant sur des œuvres cinématographiques représentées au cours des séances de spectacles cinématographiques mentionnées à l'article L. 214-1 du code du cinéma et de l'image animée ou dans le cadre de festivals de cinéma ; »</p>	
<p>1° Le b quinquies est abrogé ;</p>	<p>2° (nouveau) Le second alinéa du g est complété par les mots : « , ainsi qu'aux cessions de droits patrimoniaux portant sur des œuvres</p>	<p>Sans modification.</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>C.– Au dernier alinéa du 2° du I de l'article 297, les références : « E et F » sont remplacées par les références : « E, F et G ».</p> <p>II <i>bis</i>.- Le II de l'article 68 de la loi n° 2012-1510 précitée est abrogé.</p> <p>III.– Le II du présent article s'applique aux opérations pour lesquelles la taxe sur la valeur ajoutée est exigible à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p> <p><b>Article 7 bis (nouveau)</b></p>	<p>—</p> <p><u>cinématographiques représentées au cours des séances de spectacles cinématographiques mentionnées à l'article L. 214-1 du code du cinéma et de l'image animée ou dans le cadre de festivals de cinéma » :</u></p> <p>C.– Au dernier alinéa du 2° du I de l'article 297, les références : « E et F » sont remplacées par les références : « E, F, <u>G</u> et <u>G bis</u> ».</p> <p>II <i>bis</i>.- Sans modification.</p> <p>III.– Sans modification.</p> <p><b>Article 7 bis</b></p>	<p>—</p> <p><b>Article 7 bis</b></p>
<p>I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° Les 1° et 4° de l'article 278 <i>septies</i> sont abrogés ;</p> <p>2° L'article 278-0 <i>bis</i> est complété par un H ainsi rédigé :</p> <p>« H. – 1° Les importations d'œuvres d'art, d'objets de collection ou d'antiquité, ainsi que sur les acquisitions intracommunautaires, effectuées par un assujetti ou une personne morale non assujettie, d'œuvres d'art, d'objets de collection ou d'antiquité qu'ils ont importés sur le territoire d'un autre État membre de l'Union européenne ;</p> <p>« 2° Les acquisitions intracommunautaires d'œuvres d'art qui ont fait l'objet d'une livraison dans un autre État membre par d'autres assujettis que des assujettis revendeurs. » ;</p> <p>3° Le premier alinéa de l'article 297 B est complété par la référence : « ou du H de l'article 278-0 <i>bis</i> » ;</p> <p>4° Au 2° <i>bis</i> de l'article 1460, après la référence : « 278 <i>septies</i> », est</p>	<p>Sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>insérée la référence : « et du H de l'article 278-0 bis ».</p> <p>II. – Le I s'applique aux opérations dont le fait générateur intervient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p> <p><b>Article 7 ter (nouveau)</b></p> <p>I.– Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° Après l'article 278-0 bis, il est inséré un article 278-0 ter ainsi rédigé :</p> <p>« Art. 278-0 ter. - 1. La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux réduit mentionné au premier alinéa de l'article 278-0 bis sur les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans. Ces travaux portent sur la pose, l'installation et l'entretien des matériaux et équipements mentionnés au 1. de l'article 200 quater, sous réserve que ces matériaux et équipements respectent des caractéristiques techniques et des critères de performances minimales fixés par arrêté du ministre chargé du budget.</p> <p>« 2. Par dérogation au 1 du présent article, le taux prévu à l'article 278 s'applique aux travaux, réalisés sur une période de deux ans au plus :</p> <p>« a) Qui concourent à la production d'un immeuble neuf au sens du 2° du 2 du I de l'article 257 ;</p> <p>« b) À l'issue desquels la surface de plancher des locaux existants est augmentée de plus de 10 %.</p> <p>« 3. Le taux réduit prévu au 1 du présent article est applicable aux travaux facturés au propriétaire ou, le cas échéant, au syndicat de copropriétaires, au locataire, à l'occupant des locaux ou à leur représentant à condition que le</p>	<p><b>Article 7 ter</b></p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« Art. 278-0 ter. – 1. La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux réduit mentionné au premier alinéa de l'article 278-0 bis sur les travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans <u>ainsi que sur les travaux induits qui leur sont indissociablement liés</u>. Ces travaux portent sur la pose, l'installation et l'entretien des matériaux et équipements mentionnés au 1 de l'article 200 quater, sous réserve que ces matériaux et équipements respectent des caractéristiques techniques et des critères de performances minimales fixés par arrêté du ministre chargé du budget.</p> <p>« 2.Sans modification.</p> <p>« 3. Le taux réduit prévu au 1 du présent article est applicable aux travaux facturés au propriétaire ou, le cas échéant, au syndicat de copropriétaires, au locataire, à l'occupant des locaux ou à leur</p>	<p><b>Article 7 ter</b></p> <p>Sans modification.</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>preneur atteste que ces travaux se rapportent à des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans et ne répondent pas aux conditions mentionnées au 2. Il est également applicable, dans les mêmes conditions, aux travaux réalisés par l'intermédiaire d'une société d'économie mixte intervenant comme tiers financeur. Le prestataire est tenu de conserver cette attestation à l'appui de sa comptabilité.</p> <p>« Le preneur doit conserver copie de cette attestation, ainsi que les factures ou notes émises par les entreprises ayant réalisé des travaux, jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant la réalisation de ces travaux.</p> <p>« Le preneur est solidairement tenu au paiement du complément de taxe si les mentions portées sur l'attestation s'avèrent inexactes de son fait. » ;</p> <p>2° Au 1 de l'article 279-0 <i>bis</i>, après le mot : « entretien », sont insérés les mots : « autres que ceux mentionnés à l'article 278-0 <i>ter</i> ».</p> <p>II.- À l'article L. 16 BA du livre des procédures fiscales, après le mot : « prévu », est insérée la référence : « à l'article 278-0 <i>ter</i> ou ».</p> <p>III.- Le 1° du I s'applique aux opérations pour lesquelles la taxe sur la valeur ajoutée est exigible à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p>	<p>représentant, à condition que le preneur atteste que ces travaux se rapportent à des locaux d'habitation achevés depuis plus de deux ans, <u>ont la nature de travaux mentionnés au 1</u> et ne répondent pas aux conditions mentionnées au 2. Il est également applicable, dans les mêmes conditions, aux travaux réalisés par l'intermédiaire d'une société d'économie mixte intervenant comme tiers financeur. Le prestataire est tenu de conserver cette attestation à l'appui de sa comptabilité.</p> <p>2° Sans modification.</p> <p>II.- Sans modification.</p> <p>III.- Sans modification.</p>	
<p><b>Article 7 <i>quater</i> (nouveau)</b></p> <p>I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>A. – Le 5° de l'article 278 <i>bis</i> est ainsi modifié :</p> <p>1° Les <i>a</i> et <i>c</i> sont abrogés ;</p> <p>2° Le <i>b</i> est complété par les mots : « et amendements calcaires mentionnés à l'annexe I au règlement (CE) n° 889/2008 de la Commission, du 5</p>	<p><b>Article 7 <i>quater</i></b></p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>1° <u>Le <i>a</i> est abrogé ;</u></p> <p>2° Sans modification.</p>	<p><b>Article 7 <i>quater</i></b></p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>septembre 2008, portant modalités d'application du règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques en ce qui concerne la production biologique, l'étiquetage et les contrôles » ;</p> <p>B. – Le V de l'article 298 <i>bis</i> est abrogé ;</p> <p>C. – Le I <i>bis</i> de l'article 298 <i>quater</i> est ainsi modifié :</p> <p>1° Au 1°, le taux : « 4,90 % » est remplacé par le taux : « 5,59 % » ;</p> <p>2° Au 2°, le taux : « 3,89 % » est remplacé par le taux : « 4,43 % ».</p> <p>II. – Les exploitants agricoles qui relèvent du régime simplifié prévu aux I et II de l'article 298 <i>bis</i> du code général des impôts peuvent, par dérogation au I de l'article 1693 <i>bis</i> du même code, imputer sur le montant des acomptes trimestriels prévus au même article 1693 <i>bis</i> acquittés au titre de l'année 2014 ou du premier exercice ouvert en 2014, dans la limite du montant de l'acompte, à hauteur de 50 % de la taxe sur la valeur ajoutée qui a grevé les achats, réglés au cours du trimestre civil précédant l'échéance de l'acompte, d'amendements calcaires, d'engrais, de soufre, de sulfate de cuivre et de grenaille utilisée pour la fabrication du sulfate de cuivre, de produits cupriques contenant au minimum 10 % de cuivre, autres que ceux mentionnés au <i>b</i> du 5° de l'article 278 <i>bis</i> dudit code, sous réserve que ceux-ci aient fait l'objet soit d'une homologation, soit d'une autorisation de vente délivrée par le ministre chargé de l'agriculture.</p>	<p><u>3° (nouveau) Le c est ainsi rédigé :</u></p> <p><u>« c) Matières fertilisantes ou supports de culture d'origine organique agricole autorisés à la vente dans les conditions prévues à l'article L. 255-2 du code rural et de la pêche maritime ; »</u></p> <p>B. – Sans modification.</p> <p>C. – Sans modification.</p> <p>II. – Les exploitants agricoles qui relèvent du régime simplifié prévu aux I et II de l'article 298 <i>bis</i> du code général des impôts peuvent, par dérogation au I de l'article 1693 <i>bis</i> du même code, imputer sur le montant des acomptes trimestriels prévus au même article 1693 <i>bis</i> acquittés au titre de l'année 2014 ou du premier exercice ouvert en 2014, dans la limite du montant de l'acompte, 50 % de la taxe sur la valeur ajoutée qui a grevé les achats, réglés au cours du trimestre civil précédant l'échéance de l'acompte, d'amendements calcaires, d'engrais, de soufre, de sulfate de cuivre et de grenaille utilisée pour la fabrication du sulfate de cuivre, de produits cupriques contenant au minimum 10 % de cuivre, autres que ceux mentionnés au <i>b</i> du 5° de l'article 278 <i>bis</i> dudit code, sous réserve que ceux-ci aient fait l'objet soit d'une homologation, soit d'une autorisation de vente délivrée par le ministre chargé de l'agriculture.</p>	

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p>III. – Les I et II s'appliquent aux opérations dont le fait générateur intervient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Toutefois, ils ne s'appliquent pas aux encaissements pour lesquels la taxe sur la valeur ajoutée est exigible avant cette date.</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 8</b></p> <p>I.– Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>A.– L'article 641 <i>bis</i> est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. 641 bis.</i>– Les délais prévus à l'article 641 sont portés à vingt-quatre mois pour les déclarations de succession comportant des immeubles ou des droits immobiliers pour lesquels le droit de propriété du défunt n'a pas été constaté avant son décès par un acte régulièrement transcrit ou publié, à la condition que les attestations notariées mentionnées au 3<sup>o</sup> de l'article 28 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, relatives à ces biens, soient publiées dans ce même délai. ».</p> <p>B.– Le <i>b</i> du 2 du B du VI de la section II du chapitre I<sup>er</sup> du titre IV de la première partie du livre I<sup>er</sup> est complété par un 8<sup>o</sup> ainsi rédigé</p> <p>« 8<sup>o</sup>. <i>Frais de reconstitution de titres de propriété des biens immeubles et des droits immobiliers</i> »</p> <p>« <i>Art. 775 sexies.</i>– Les frais de reconstitution des titres de propriété d'immeubles ou de droits immobiliers pour lesquels le droit de propriété du défunt n'a pas été constaté antérieurement à son décès par un acte régulièrement transcrit ou publié, mis à la charge des héritiers par le notaire, sont admis, sur justificatifs, en déduction de l'actif successoral dans la limite de la valeur déclarée de ces biens, à la condition que les attestations notariées mentionnées au 3<sup>o</sup> de l'article 28 du</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>III. – Sans modification.</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 8</b></p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>A.– Sans modification.</p> <p>B.- Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 8</b></p> <p>Sans modification.</p>



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, relatives à ces biens, soient publiées dans un délai de vingt-quatre mois à compter du décès. ».</p>	<p>—</p> <p><u>B bis (nouveau).</u> – <u>Le 3 du B du même VI est complété par un article 776 quater ainsi rédigé :</u></p> <p><u>« Art. 776 quater. – À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, les frais de reconstitution des titres de propriété d'immeubles ou de droits immobiliers engagés dans les vingt-quatre mois précédant une donation entre vifs pour permettre de constater le droit de propriété du donateur et mis à la charge de ce dernier par le notaire sont admis, sur justificatifs, en déduction de la valeur déclarée des biens transmis, dans la limite de cette valeur, à la condition que les attestations notariées, mentionnées au 3° de l'article 28 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, relatives à ces biens, aient été publiées dans les six mois précédant l'acte de donation. » ;</u></p>	<p>—</p>
<p>C.– Le D du VI de la section II du chapitre I<sup>er</sup> du titre IV de la première partie du livre I<sup>er</sup> est complété par un article 797 ainsi rétabli :</p> <p>« Art. 797.– I.– Les immeubles non bâtis et les droits portant sur ces immeubles sont exonérés de droits de mutation par décès aux conditions suivantes :</p> <p>« 1° Les immeubles considérés sont indivis au sein d'une parcelle cadastrale ;</p> <p>« 2° La valeur totale de l'immeuble est inférieure à 5 000 € lorsqu'il est constitué d'une seule parcelle et à 10 000 € lorsqu'il est</p>	<p>Alinéa sans modification.</p> <p>« Alinéa sans modification.</p> <p>« 1° Sans modification.</p> <p>« 2° La valeur totale <u>des immeubles considérés</u> est inférieure à 5 000 € <u>lorsqu'ils sont constitués</u> d'une seule parcelle et à 10 000 € <u>lorsqu'ils</u></p>	

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>constitué de deux parcelles contiguës ;</p> <p>« 3° Le droit de propriété du défunt n'a pas été constaté antérieurement à son décès par un acte régulièrement transcrit ou publié ;</p> <p>« 4° Les attestations notariées mentionnées au 3° de l'article 28 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et relatives à ces biens sont publiées dans un délai de vingt-quatre mois à compter du décès.</p> <p>« II.– L'exonération prévue au I n'est applicable qu'à raison d'une seule parcelle ou de deux parcelles contiguës en indivision par succession. »</p>	<p>—</p> <p><u>sont constitués</u> de deux parcelles contiguës ;</p> <p>« 3° Sans modification.</p> <p>« 4° Sans modification.</p> <p>« II.– Sans modification.</p> <p><u>D (nouveau). – Le 2 de l'article 793 est complété par un 8° ainsi rédigé :</u></p> <p><u>« 8° Les immeubles et droits immobiliers pour lesquels le droit de propriété est constaté pour la première fois par un acte régulièrement transcrit ou publié entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 31 décembre 2017, au titre de la première mutation des immeubles ou droits concernés postérieure à la transcription ou la publication de l'acte et à concurrence de 30 % de la valeur de ces biens. » ;</u></p> <p><u>E (nouveau). – Après le I de l'article 1135 bis, il est inséré un I bis ainsi rédigé :</u></p> <p><u>« I bis. – Lorsqu'il a été fait application du 8° du 2 de l'article 793, les exonérations mentionnées au I du présent article sont applicables à la valeur des immeubles et droits immobiliers retenue après application de ces dispositions. »</u></p>	<p>—</p>
<p>II.– Le I s'applique aux successions ouvertes à compter de la date de publication de la présente loi.</p>	<p>II. – Le I s'applique aux successions ouvertes <u>et aux donations consenties</u> à compter de la date de publication de la</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 8 bis (nouveau)</b></p> <p>I. – Le I de l'article 1135 <i>bis</i> est ainsi modifié :</p> <p>1° Le deuxième alinéa est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :</p> <p style="padding-left: 2em;">« Pour les successions ouvertes entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 décembre 2016, l'exonération mentionnée au premier alinéa est applicable à concurrence des quatre-vingt-cinq centièmes de la valeur des immeubles et droits immobiliers situés en Corse.</p> <p style="padding-left: 2em;">« Pour les successions ouvertes entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019, l'exonération mentionnée au premier alinéa est applicable à concurrence des soixante-dix centièmes de la valeur des immeubles et droits immobiliers situés en Corse.</p> <p style="padding-left: 2em;">« Pour les successions ouvertes entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 31 décembre 2022, l'exonération mentionnée au premier alinéa est applicable à concurrence de la moitié de la valeur des immeubles et droits immobiliers situés en Corse. » ;</p> <p>2° Au dernier alinéa, l'année : « 2018 » est remplacée par l'année : « 2023 ».</p> <p>II. – L'article 63 de la loi n° 91-428 du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse est ainsi rédigé :</p> <p style="padding-left: 2em;">« <i>Art. 63.</i> – Une commission mixte de douze membres, composée par moitié de représentants de la collectivité territoriale de Corse et de représentants de l'État, est chargée de suivre la mise en œuvre et d'étudier les possibilités d'amélioration de l'ensemble des dispositions fiscales spécifiques</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>présente loi.</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 8 bis</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 8 bis</b></p> <p>Sans modification.</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>applicables en Corse et notamment de celles destinées à faciliter la reconstitution des titres de propriété et la sortie de l'indivision. Elle se réunit chaque année avant la fin du second trimestre, des personnalités extérieures pouvant être associées à ses travaux. »</p> <p><b>Article 8 ter (nouveau)</b></p> <p>Le I de l'article 885 V <i>bis</i> du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Pour l'application du premier alinéa du présent I, sont également considérés comme des revenus réalisés au cours de la même année en France ou hors de France les revenus des bons ou contrats de capitalisation et des placements de même nature, notamment des contrats d'assurance-vie, souscrits auprès d'entreprises d'assurance établies en France ou à l'étranger, pour leur montant retenu au titre du 3° du II de l'article L. 136-7 du code de la sécurité sociale. »</p>	<p><b>Article 8 ter</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p><b>Article 8 ter</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p><b>Article 8 quater (nouveau)</b></p> <p>I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° L'article 1042 est complété par un III ainsi rédigé:</p> <p>« III. – Sous réserve du I de l'article 257, les acquisitions faites, à l'amiable et à titre onéreux, des immeubles domaniaux reconnus inutiles par le ministre de la défense et ayant bénéficié du dispositif prévu à l'article 67 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, par des sociétés publiques locales créées en application de l'article L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales ou par des sociétés publiques locales d'aménagement créées en application de l'article L. 327-1 du code de l'urbanisme et qui agissent en tant que concessionnaire de l'opération</p>	<p><b>Article 8 quater</b></p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>1° Sans modification.</p>	<p><b>Article 8 quater</b></p> <p>Sans modification.</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>d'aménagement ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor public. » ;</p> <p>2° Le 2 de l'article 793 est ainsi modifié :</p> <p>a) À la première phrase du quatrième alinéa du b du 2°, la seconde occurrence du mot : « à » est remplacée par les références : « aux I et II de » ;</p> <p>b) À la première phrase du dernier alinéa, la troisième occurrence du mot : « à » est remplacée par les références : « aux I et II de ».</p> <p>II. – Le 1° du I s'applique aux actes d'acquisition signés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p>	<p>—</p> <p>2° Sans modification.</p> <p><u>3° (nouveau) Le 1° de l'article 1048 ter est complété par les mots : « , ainsi que les baux emphytéotiques administratifs conclus en application de l'article L. 2341-1 du code général de la propriété des personnes publiques ».</u></p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p><u>Le 3° du même I s'applique aux baux emphytéotiques administratifs conclus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</u></p>	<p>—</p>
<p><b>Article 9</b></p> <p>I. – Les entreprises individuelles, les personnes morales, les sociétés, groupements ou organismes non dotés de la personnalité morale, qui exploitent une entreprise en France, acquittent une taxe exceptionnelle sur les hautes rémunérations attribuées en 2013 et 2014.</p> <p>II. – La taxe est assise sur la part des rémunérations individuelles qui excède un million d'euros.</p> <p>A. – La rémunération individuelle s'entend de la somme des montants bruts suivants susceptibles d'être admis en déduction du résultat imposable, avant éventuelle application du second alinéa du 1° du 1 et du 5 bis de l'article 39 et des articles 154 et 210 <i>sexies</i> du code général des impôts :</p>	<p><b>Article 9</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p><b>Article 9</b></p> <p>Sans modification.</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p>a) Les traitements, salaires ou revenus assimilés ainsi que tous les avantages en argent ou en nature ;</p> <p>b) Les jetons de présence mentionnés à l'article 117 <i>bis</i> du même code ;</p> <p>c) Les pensions, compléments de retraite, indemnités, allocations ou avantages assimilés attribués en raison du départ à la retraite ;</p> <p>d) Les sommes attribuées en application du livre III de la troisième partie du code du travail ;</p> <p>e) Les attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions en application des articles L. 225-177 à L. 225-186-1 du code de commerce ainsi que les attributions gratuites d'actions en application des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-6 du même code ;</p> <p>f) Les attributions de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise mentionnées à l'article 163 <i>bis</i> G du code général des impôts ;</p> <p>g) Les remboursements à d'autres entités d'éléments de rémunération mentionnés aux a à f du présent A.</p> <p>B.– Les éléments de rémunérations mentionnés au A sont pris en compte dans l'assiette de la taxe, quelle que soit l'année de leur versement :</p> <p>1° Pour ceux mentionnés aux a à d et au g, l'année au cours de laquelle la charge est prise en compte pour la détermination du résultat de l'entreprise ;</p> <p>1° Pour ceux mentionnés aux e et f, l'année de la décision d'attribution.</p> <p>C.– Les éléments de rémunération mentionnés au A sont retenus dans l'assiette de la taxe à hauteur :</p> <p>1° Lorsque la rémunération prend l'une des formes mentionnées aux a, b, d et g du même A, du montant comptabilisé par l'entreprise ;</p> <p>2° Lorsque la rémunération prend</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>l'une des formes mentionnées au <i>c</i> dudit A :</p> <p>a) Du montant comptabilisé par l'entreprise lorsqu'elle est versée sous forme de rente annuelle ;</p> <p>a) De 10 % du montant comptabilisé par l'entreprise lorsqu'elle est servie sous forme de capital ;</p> <p>3° Lorsque la rémunération prend la forme d'options de souscription ou d'achat d'actions mentionnés au <i>e</i> du A, au choix de l'entreprise, soit de la juste valeur des options telle qu'elle est estimée pour l'établissement des comptes consolidés pour les sociétés appliquant les normes comptables internationales adoptées par le règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, du 19 juillet 2002, sur l'application des normes comptables internationales, soit de 25 % de la valeur des actions sur lesquelles portent ces options, à la date de décision d'attribution. Ce choix est exercé dans le délai prévu pour la liquidation de la taxe ;</p> <p>4° Lorsque la rémunération prend la forme d'attribution gratuite d'actions mentionnée au <i>e</i> du A, au choix de l'entreprise, soit de la juste valeur des actions telle qu'elle est estimée pour l'établissement des comptes consolidés pour les sociétés appliquant les normes comptables internationales adoptées par le règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, du 19 juillet 2002, précité, soit de la valeur des actions à la date de la décision d'attribution par le conseil d'administration ou le directoire. Ce choix est exercé dans le délai prévu pour la liquidation de la taxe ;</p> <p>5° Lorsque la rémunération prend la forme de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise mentionnés au <i>f</i> du A, au choix de l'entreprise, soit de la valeur ou de la juste valeur des bons telle qu'elle est estimée pour l'établissement des comptes consolidés pour les sociétés appliquant les normes comptables</p>	<p>—</p>	<p>—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>internationales adoptées par le règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, du 19 juillet 2002, précité, soit de 25 % de la valeur des titres sur lesquels portent ces bons, à la date de décision d'attribution. Ce choix est exercé dans le délai prévu pour la liquidation de la taxe.</p> <p>III.- Le taux de la taxe est de 50 %.</p> <p>IV.- Le montant de la taxe est plafonné à hauteur de 5 % du chiffre d'affaires réalisé l'année au titre de laquelle la taxe est due.</p> <p>V.- A.- Pour les rémunérations prises en compte dans l'assiette de la taxe pour 2013, la taxe est exigible au 1<sup>er</sup> février 2014.</p> <p>Pour les rémunérations prises en compte dans l'assiette de la taxe pour 2014, la taxe est exigible au 1<sup>er</sup> février 2015.</p> <p>B.- La taxe est déclarée et liquidée sur une déclaration conforme au modèle établi par l'administration, déposée au plus tard le 30 avril de l'année de son exigibilité.</p> <p>C.- Elle est acquittée lors du dépôt de cette déclaration.</p> <p>VI.- La taxe est recouvrée et contrôlée selon les procédures et sous les mêmes sanctions, garanties et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à cette même taxe.</p> <p>VII. - La taxe n'est pas admise en déduction des résultats imposables pour le calcul de la contribution mentionnée à l'article 235 <i>ter</i> ZAA du code général des impôts.</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 10</b></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 10</b></p> <p style="text-align: center;">Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 10</b></p> <p style="text-align: center;">Sans modification.</p>



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>I. – Au deuxième alinéa du I de l'article 235 <i>ter</i> ZAA du code général des impôts, le taux : « 5 % » est remplacé par le taux : « 10,7 % ».</p> <p>II – Le présent article est applicable aux exercices clos à compter du 31 décembre 2013.</p>		
<b>Article 11</b>	<b>Article 11</b>	<b>Article 11</b>
I.– Le code général des impôts est ainsi modifié :	Alinéa sans modification.	Sans modification.
A.– <i>Supprimé.</i>	A.– <i>Suppression maintenue.</i>	
B.– À la fin de la première phrase du premier alinéa de l'article 124 C, les références : « aux 1 et 2 de l'article 150-0 D » sont remplacées par les références : « au premier alinéa du 1 et au 2 de l'article 150-0 D » ;	B.– Sans modification.	
C.– Au premier alinéa du I de l'article 137 <i>bis</i> , après le mot : « placement », sont insérés les mots : « , à l'exclusion des distributions mentionnées aux 7 et 7 <i>bis</i> du II de l'article 150-0 A, » ;	C.– Sans modification.	
D.– À la fin du 2 de l'article 150 <i>undecies</i> , les références : « aux 1 et 2 de l'article 150-0 D » sont remplacées par les références : « au premier alinéa du 1 et au 2 de l'article 150-0 D » ;	D.– Sans modification.	
E.– L'article 150-0 A est ainsi modifié :	E.– Sans modification.	
1° Le 3 du I est abrogé ;		
2° Le II est ainsi modifié :		
a) Le 4 est complété par les mots : « ou sociétés » ;		
b) au 7, les mots : « ou d'un fonds professionnel de capital investissement dans les conditions du IX de l'article L. 214-28 du code monétaire et financier » sont remplacés par les mots : « , d'un fonds professionnel spécialisé relevant de l'article L. 214-37 du code		

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

monétaire et financier, dans sa rédaction antérieure à l'ordonnance n° 2013-676 du 25 juillet 2013 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs, d'un fonds professionnel de capital d'investissement ou d'une entité de même nature constituée sur le fondement d'un droit étranger » ;

c) Après le 7, il est inséré un 7 *bis* ainsi rédigé :

« 7 *bis*. Sous réserve de l'application de l'article 163 *quinquies* B, du 8 du présent II et du 2 du III, en cas de distribution de plus-values par un organisme de placement collectif en valeurs mobilières ou un placement collectif relevant des articles L. 214-24-24 à L. 214-32-1, L. 214-139 à L. 214-147, L. 214-152 à L. 214-166 du code monétaire et financier, ou par une entité de même nature constituée sur le fondement d'un droit étranger ; »

3° Le 8 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « fonds communs de placement à risques ou de fonds professionnels spécialisés relevant de l'article L. 214-37 du code monétaire et financier dans sa rédaction antérieure à l'ordonnance n° 2013-676 du 25 juillet 2013 modifiant le cadre juridique de la gestion d'actifs ou de fonds professionnels de capital investissement » sont remplacés par les mots : « tels fonds » et la deuxième occurrence des mots : « fonds communs de placement à risques » est remplacée par les mots : « fonds précités » ;

b) À l'avant-dernier alinéa, la référence : « au 7 » est remplacée par la référence : « aux 7 et 7 *bis* » ;

4° Le 7 du III est abrogé.

E *bis*.—À la fin de la deuxième phrase du 2° du I de l'article 150-0 B *ter*, la référence : « b du 3° du II de l'article 150-0 D *bis* » est remplacée par les références : « d du 3 du I de l'article 150-0 D *ter* et aux b et c du 2° du I de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

E *bis*.— Sans modification.

**Propositions de la commission**

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
—	—	—
l'article 199 <i>terdecies</i> -0 A » ;		
F.– L'article 150-0 D est ainsi modifié :	Alinéa sans modification.	
1° Le 1 est ainsi modifié :	Alinéa sans modification.	
	<u>aa) (nouveau) Au premier alinéa, après le mot : « celui-ci », sont insérés les mots : « diminué, le cas échéant, des réductions d'impôt effectivement obtenues dans les conditions prévues à l'article 199 <i>terdecies</i>-0 A, »</u>	
a) Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :	a) Sans modification.	
« Les gains nets de cession à titre onéreux d'actions, de parts de sociétés, de droits portant sur ces actions ou parts, ou de titres représentatifs de ces mêmes actions, parts ou droits, mentionnés au I de l'article 150-0 A, ainsi que les distributions mentionnées aux 7, 7 <i>bis</i> et aux deux derniers alinéas du 8 du II du même article, à l'article 150-0 F et au 1 du II de l'article 163 <i>quinquies</i> C sont réduits d'un abattement déterminé dans les conditions prévues, selon le cas, au 1 <i>ter</i> ou au 1 <i>quater</i> . » ;		
b) Les troisième à cinquième alinéas sont supprimés ;	b) Sans modification.	
c) après le cinquième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :	c) Sans modification.	
« Le complément de prix prévu au 2 du I de l'article 150-0 A, afférent à la cession d'actions, de parts ou de droits mentionnés au deuxième alinéa du présent I, est réduit de l'abattement prévu au même alinéa et appliqué lors de cette cession. » ;		
d) Les septième à dernier alinéas deviennent un 1 <i>quinquies</i> ;	d) Sans modification.	
e) Au septième alinéa, les mots : « cet abattement » sont remplacés par les mots : « l'abattement mentionné au 1 » ;	e) Sans modification.	
f et g) <i>Supprimés</i> .	f et g) <i>Suppression maintenue</i> .	
h) Les deux derniers alinéas sont	h) Sans modification.	

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

remplacés par cinq alinéas ainsi rédigés

« En cas de cessions antérieures de titres ou droits de la société concernée pour lesquels le gain net a été déterminé en retenant un prix d'acquisition calculé suivant la règle de la valeur moyenne pondérée d'acquisition prévue au premier alinéa du 3, le nombre de titres ou droits cédés antérieurement est réputé avoir été prélevé en priorité sur les titres ou droits acquis ou souscrits aux dates les plus anciennes.

« Pour les distributions mentionnées aux 7, 7 bis et aux deux derniers alinéas du 8 du II de l'article 150-0 A, à l'article 150-0 F et au 1 du II de l'article 163 *quinquies* C, la durée de détention est décomptée à partir de la date d'acquisition ou de souscription des titres du fonds, de l'entité ou de la société de capital-risque concerné.

« Pour l'application du dernier alinéa du 1 *ter*, en cas de cession à titre onéreux ou de rachat de parts ou d'actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières ou de placements collectifs, constitués avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, ou en cas de distributions effectuées par de tels organismes la durée de détention est décomptée :

« – à partir de la date de souscription ou d'acquisition de ces parts ou actions, lorsque les parts ou actions ont été souscrites ou acquises à une date où l'organisme respecte le quota d'investissement mentionné aux quatrième et cinquième alinéas du même 1 *ter* ;

« – à partir de la date de respect du quota d'investissement mentionné à l'avant-dernier alinéa du présent 1 *quinquies* lorsque les parts ou actions ont été souscrites ou acquises à une date antérieure.» ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p>2° Après le 1 <i>bis</i>, sont insérés des 1 <i>ter</i> et 1 <i>quater</i> ainsi rédigés :</p> <p>« 1 <i>ter</i>. L'abattement mentionné au 1 est égal à :</p> <p>« a) 50 % du montant des gains nets ou des distributions lorsque les actions, parts, droits ou titres sont détenus depuis au moins deux ans et moins de huit ans à la date de la cession ou de la distribution ;</p> <p>« b) 65 % du montant des gains nets ou des distributions lorsque les actions, parts, droits ou titres sont détenus depuis au moins huit ans à la date de la cession ou de la distribution.</p> <p>« Cet abattement s'applique aux gains nets de cession à titre onéreux ou de rachat de parts ou d'actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières ou de placements collectifs, relevant des articles L. 214-24-24 à L. 214-32-1, L. 214-139 à L. 214-147 et L. 214-152 à L. 214-166 du code monétaire et financier, ou de dissolution de tels organismes ou placements, à condition qu'ils emploient plus de 75 % de leurs actifs en parts ou actions de sociétés. Ce quota doit être respecté au plus tard lors de la clôture de l'exercice suivant celui de la constitution de l'organisme ou du placement collectif et, de manière continue, jusqu'à la date de la cession ou du rachat des actions, parts ou droits ou de la dissolution de cet organisme ou placement collectif. Toutefois, cette condition ne s'applique pas aux gains nets mentionnés au 8 du II de l'article 150-0 A du présent code et aux gains nets de cession ou de rachat de parts de fonds communs de placement à risques mentionnés aux articles L. 214-28, L. 214-30 et L. 214-31 du code monétaire et financier et de parts ou actions de fonds professionnels de capital investissement mentionnés à l'article L. 214-159 du même code.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« 1 <i>ter</i>. Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

« L'abattement précité s'applique aux distributions mentionnées aux 7 et 7 bis du II de l'article 150-0 A du présent article, à condition que les fonds mentionnés à ce même 7 et les organismes ou les placements collectifs mentionnés à ce même 7 bis emploient plus de 75 % de leurs actifs en actions ou parts de sociétés ou en droits portant sur ces actions ou parts. Ce quota doit être respecté au plus tard lors de la clôture de l'exercice suivant celui de la constitution du fonds, de l'organisme ou du placement collectif et de manière continue jusqu'à la date de la distribution. Toutefois, cette condition ne s'applique pas aux distributions effectuées par des fonds communs de placement à risques mentionnés aux articles L. 214-28, L. 214-30 et L. 214-31 du code monétaire et financier et de fonds professionnels de capital investissement mentionnés à l'article L.214-159 du même code.

« Les conditions mentionnées aux quatrième et cinquième alinéas du présent 1 *ter* s'appliquent également aux entités de même nature constituées sur le fondement d'un droit étranger.

« Par dérogation aux mêmes quatrième et cinquième alinéas, pour les organismes constitués avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, le quota de 75 % doit être respecté au plus tard lors de la clôture du premier exercice ouvert à compter de cette même date et de manière continue jusqu'à la date de la cession, du rachat ou de la dissolution ou jusqu'à la date de la distribution.

« 1 *quater*. A.- Par dérogation au 1 *ter*, lorsque les conditions prévues au B du présent 1 *quater* sont remplies, les gains nets sont réduits d'un abattement égal à :

« 1° 50 % de leur montant lorsque les actions, parts ou droits sont détenus depuis au moins un an et moins de quatre ans à la date de la cession ;

« 2° 65 % de leur montant lorsque les actions, parts ou droits sont détenus depuis au moins quatre ans et moins de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

« 1 *quater*. A.- Sans modification.

**Propositions de la commission**

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>huit ans à la date de la cession ;</p> <p>« 3° 85 % de leur montant lorsque les actions, parts ou droits sont détenus depuis au moins huit ans à la date de la cession.</p> <p>« B.- L'abattement mentionné au A s'applique :</p> <p>« 1° Lorsque la société émettrice des droits cédés respecte l'ensemble des conditions suivantes :</p> <p>« a) Elle est créée depuis moins de dix ans et n'est pas issue d'une concentration, d'une restructuration, d'une extension ou d'une reprise d'activités préexistantes. Cette condition s'apprécie à la date de souscription ou d'acquisition des droits cédés ;</p> <p>« b) Elle répond à la définition prévue au e du 2° du I de l'article 199 <i>terdecies</i>-0 A. Cette condition est appréciée à la date de clôture du dernier exercice précédant la date de souscription ou d'acquisition de ces droits ou, à défaut d'exercice clos, à la date du premier exercice clos suivant la date de souscription ou d'acquisition de ces droits ;</p> <p>« c) Elle respecte la condition prévue au f du même 2 ;</p> <p>« d) Elle est passible de l'impôt sur les bénéfices ou d'un impôt équivalent ;</p> <p>« e) Elle a son siège social dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;</p> <p>« f) Elle exerce une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole, à l'exception de la gestion de son propre patrimoine mobilier ou immobilier.</p> <p>« Lorsque la société émettrice des droits cédés est une société holding animatrice au sens du dernier alinéa du VI <i>quater</i> du même</p>	<p>—</p> <p>« B.- Sans modification.</p>	<p>—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>article 199 <i>terdecies-0 A</i>, le respect des conditions mentionnées au présent 1° s'apprécie au niveau de la société émettrice et de chacune des sociétés dans laquelle elle détient des participations.</p> <p>« Les conditions prévues aux quatrième à huitième alinéas du présent 1° s'apprécient de manière continue depuis la date de création de la société ;</p> <p>« 2° Lorsque le gain est réalisé dans les conditions prévues à l'article 150-0 D <i>ter</i> ;</p> <p>« 3° Lorsque le gain résulte de la cession de droits, détenus directement ou indirectement par le cédant avec son conjoint, leurs ascendants et descendants ainsi que leurs frères et sœurs, dans les bénéfices sociaux d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés ou à un impôt équivalent et ayant son siège dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales qui ont dépassé ensemble 25 % de ces bénéfices à un moment quelconque au cours des cinq dernières années, pendant la durée de la société, à l'une des personnes mentionnées au présent 3°, si tout ou partie de ces droits sociaux n'est pas revendu à un tiers dans un délai de cinq ans. À défaut, la plus-value, réduite, le cas échéant, de l'abattement mentionné au 1 <i>ter</i>, est imposée au nom du premier cédant au titre de l'année de la revente des droits au tiers. » ;</p> <p>« C. L'abattement mentionné au 1° ne s'applique pas :</p> <p>« 1° Aux gains nets de cession ou de rachat de parts ou d'actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières ou de placements collectifs, relevant des articles L. 214-24-24 à L. 214-32-1, L. 214-139 à L. 214-147 et L. 214-152 à L. 214-166 du code monétaire et financier, ou d'entités de même nature constituées sur</p>	<p>—</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« 1° Sans modification.</p>	<p>—</p>



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
—	—	—
le fondement d'un droit étranger, ou de dissolution de tels organismes, placements ou entités ;		
« 2° Aux distributions mentionnées aux 7 et 7 bis, aux deux derniers alinéas du 8 du II de l'article 150-0 A, à l'article 150-0 F et au 1 du II de l'article 163 quinquies C du présent code, y compris lorsqu'elles sont effectuées par des entités de même nature constituées sur le fondement d'un droit étranger. »	Sans modification.	
<del>« 3° Aux gains nets de cession de souscriptions en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés pour lequel le contribuable a bénéficié de la réduction d'impôt mentionnée au 1° du I de l'article 199 terdecies 0 A.</del>	« 3° <i>Supprimé.</i>	
G.- L'article 150-0 D bis est abrogé.	G.- Sans modification.	
<i>Alinéas supprimés.</i>		
H. – L'article 150-0 D ter est ainsi modifié :	Alinéa sans modification.	
1° Le I est ainsi modifié :	Alinéa sans modification.	
a) Le premier alinéa est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :	Alinéa sans modification.	
« I.- 1. Les gains nets mentionnés au 1 de l'article 150-0 D et déterminés dans les conditions prévues au même article retirés de la cession à titre onéreux d'actions, de parts de sociétés ou de droits portant sur ces actions ou parts sont réduits, d'un abattement fixe de 500 000 € et, pour le surplus éventuel, de l'abattement prévu au 1 quater dudit article 150-0 D, lorsque les conditions prévues au 3 du présent I sont remplies.	Alinéa sans modification.	
	<u>« L'abattement fixe prévu au premier alinéa du présent I s'applique à l'ensemble des gains afférents à des actions, parts ou droits portant sur ces actions ou parts émis par une même société et, si cette société est issue d'une scission intervenue au cours des</u>	

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>« 2. Le complément de prix prévu au 2 du I de l'article 150-0 A, afférent à la cession de titres ou de droits mentionnés au 1 du présent I, est réduit de l'abattement fixe prévu au même 1, à hauteur de la fraction non utilisée lors de cette cession, et, pour le surplus éventuel, de l'abattement prévu au 1 <i>quater</i> de l'article 150-0 D appliqué lors de cette même cession.</p> <p>« 3. Le bénéfice des abattements mentionnés au 1 du présent I est subordonné au respect des conditions suivantes : » ;</p> <p>b) Le 3° est complété par des <i>d</i> et <i>e</i> ainsi rédigés :</p> <p>« <i>d</i>) Elle exerce une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière, à l'exception de la gestion de son propre patrimoine mobilier ou immobilier, ou a pour objet social exclusif de détenir des participations dans des sociétés exerçant les activités précitées.</p> <p>« Cette condition s'apprécie de manière continue pendant les cinq années précédant la cession ;</p> <p>« <i>e</i>) elle répond aux conditions prévues aux a et c du 2° du II de l'article 150-0 D <i>bis</i> ;</p> <p>c) <b>Supprimé.</b></p> <p>2° Le II est abrogé ;</p> <p>3° Après le II, il est inséré un II <i>bis</i> ainsi rédigé :</p> <p>« II <i>bis</i>. – Le I ne s'applique pas :</p> <p>« 1° Aux plus-values mentionnées aux articles 238 <i>bis</i> HK et 238 <i>bis</i> HS et aux pertes constatées dans les conditions prévues aux 12 et 13 de l'article 150-0 D ;</p>	<p>—</p> <p><u>deux années précédant la cession à titre onéreux, par les autres sociétés issues de cette même scission.</u></p> <p>« 2. Sans modification.</p> <p>« 3. Sans modification.</p> <p>2° Sans modification.</p> <p>3° Sans modification.</p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>« 2° Aux gains nets de cession d'actions de sociétés d'investissement mentionnées aux 1° <i>bis</i>, 1° <i>ter</i> et 3° <i>septies</i> de l'article 208 et de sociétés unipersonnelles d'investissement à risque pendant la période au cours de laquelle elles bénéficient de l'exonération d'impôt sur les sociétés prévue à l'article 208 D, ainsi que des sociétés de même nature établies hors de France et soumises à un régime fiscal équivalent ;</p> <p>« 3° Aux gains nets de cession d'actions des sociétés de placement à prépondérance immobilière à capital variable régies par les articles L. 214-62 à L.214-70 du code monétaire et financier et des sociétés de même nature établies hors de France et soumises à un régime fiscal équivalent. » ;</p> <p>4° Le III est abrogé ;</p> <p>5° Le IV est ainsi modifié :</p> <p><i>a)</i> À la première phrase, après la référence : « 4° du », est insérée la référence : « 3 du » et les mots : « l'abattement prévu au même I est » sont remplacés par les mots : « les abattements prévus au même I sont » ;</p> <p><i>b)</i> À la seconde phrase, après la première occurrence de la référence : « 2° », est insérée la référence : « du 3 » et la référence : « même I » est remplacée par la référence : « même 3 » ;</p> <p><i>c)</i> Est ajoutée une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« La plus-value est alors réduite de l'abattement prévu au 1° <i>ter</i> de l'article 150-0 D. ».</p> <p>I. – À l'article 150-0 E, les mots : « mentionnés au I » sont remplacés par les mots : « et les distributions mentionnés aux I et II » ;</p> <p>J. – Le II de l'article 154 <i>quinquies</i> est ainsi modifié :</p> <p>1° Les références : « aux 2° <i>bis</i>, 6 et 6° <i>bis</i> de l'article 200 A » sont</p>	<p>—</p> <p>4° Sans modification.</p> <p>5° Sans modification.</p> <p>I. – Sans modification.</p> <p>J. – Sans modification.</p>	<p>—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>remplacées par les mots : « au 5 de l'article 200 A et aux 6 et 6 <i>bis</i> du même article dans leur rédaction applicable aux options sur titres et actions gratuites attribuées avant le 28 septembre 2012 » ;</p> <p>2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« La contribution afférente aux gains bénéficiant de l'abattement fixe mentionné au 1 du I de l'article 150-0 D <i>ter</i> mentionnés à l'article 150-0 A est déductible dans les conditions et pour la fraction définies au premier alinéa du présent II, dans la limite du montant imposable de chacun ces gains. » ;</p> <p>K.- Le 1 du II de l'article 163 <i>quinquies</i> C est ainsi modifié :</p> <p>1° Le premier alinéa est ainsi modifié :</p> <p>a) À la première phrase, le mot : « précitée » est remplacé par les mots : « portant diverses dispositions d'ordre économique et financier » et les mots : « de 19 % pour les gains réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et de 45 % pour ceux réalisés à compter de cette même date » sont remplacés par le taux : « 30 % » ;</p> <p>b) À la seconde phrase, le taux : « 45 % » est remplacée par le taux : « 30 % » et après le mot : « alinéa », sont insérés les mots : « , réduites, le cas échéant, de l'abattement mentionné au 1 <i>ter</i> de l'article 150-0 D » ;</p> <p>2° Au deuxième alinéa, les mots : « le taux mentionné au 2 de l'article 200 A s'applique » sont remplacés par les mots : « les modalités d'imposition prévues au 2 de l'article 200 A s'appliquent ».</p> <p>L.- Après le <i>f</i> du I de l'article 164 B, sont insérés des <i>f bis</i> et <i>f ter</i> ainsi rédigés :</p> <p>« <i>f bis</i>) Les distributions mentionnées au 7 du II de l'article 150-0 A afférentes à des éléments d'actif situés en France, à l'exception de celles effectuées par des entités constituées sur</p>	<p>K.- Sans modification.</p> <p>L.- Sans modification.</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>le fondement d'un droit étranger ;</p> <p>« <i>f ter</i>) Les distributions mentionnées au 7 <i>bis</i> du même II prélevées sur des plus-values nettes de cession d'éléments d'actif situés en France, à l'exception des distributions de plus-values par des entités constituées sur le fondement d'un droit étranger ; ».</p> <p>L <i>bis</i>. – L'article 167 <i>bis</i> est ainsi modifié :</p> <p>1° Au II, les références : « , 150-O B <i>ter</i> et 150-O D <i>bis</i> » sont remplacés par la référence : « et 150-OB <i>ter</i> » ;</p> <p>2° Le 2 du II <i>bis</i> est abrogé ;</p> <p>3° À la première phrase du <i>a</i> du 1 du VII, les références : « aux articles 150-OB <i>ter</i> et 150-OD <i>bis</i> » sont remplacées par la référence : « à l'article 150-OB <i>ter</i> » ;</p> <p>4° Les <i>d bis</i> et le <i>e</i> du 1 du VII et le dernier alinéa du 3 du VII sont supprimés » ; » ;</p> <p>M.– Le dernier alinéa du 1 de l'article 170 est ainsi modifié :</p> <p>1° A La référence : « et du I de l'article 150-0 D <i>bis</i> » est supprimée ;</p> <p>1° Les mots : « de l'abattement mentionné » sont remplacés par les mots : « des abattements mentionnés au 1 de l'article 150-0 D et » ;</p> <p>2° Les références : « du 3 du I et des 1, 1 <i>bis</i> et 7 » sont remplacées par les références : « des 1 et 1 <i>bis</i> ».</p> <p>N.– Le dernier alinéa du 1 de l'article 187 est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Toutefois, les personnes physiques qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4 B qui bénéficient de distributions mentionnées aux <i>f bis</i> et <i>f ter</i> du I de l'article 164 B peuvent demander le remboursement de l'excédent de la retenue à la source</p>	<p>L <i>bis</i> .- Sans modification.</p> <p>M.– Sans modification.</p> <p>N.– Sans modification.</p>	

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>de 30 % lorsque cette retenue à la source excède la différence entre, d'une part, le montant de l'impôt qui résulterait de l'application de l'article 197 A à la somme des distributions précitées, réduites, le cas échéant, de l'abattement mentionné au 1<sup>er</sup> de l'article 150-0 D, et des autres revenus de source française imposés dans les conditions de l'article 197 A au titre de la même année et, d'autre part, le montant de l'impôt établi dans les conditions prévues à ce même article 197 A sur ces autres revenus. »</p> <p>O.– Le II de l'article 199 <i>ter</i> est ainsi modifié :</p> <p>1° Au premier alinéa, après le mot : « produits », sont insérés les mots : « et plus-values de cession » ;</p> <p>2° Au deuxième alinéa, après le mot : « encaissés », sont insérés les mots : « et les plus-values réalisées » ;</p> <p>3° Le troisième alinéa est ainsi modifié :</p> <p>a) À la première phrase, après le mot : « dividendes », sont insérés les mots : « et les plus-values » ;</p> <p>b) Au début de la seconde phrase, sont ajoutés les mots : « Pour les dividendes, » ;</p> <p>4° Le dernier alinéa est ainsi modifié :</p> <p>a) À la première phrase, après le mot : « encaissés », sont insérés les mots : « et aux plus-values de cession réalisées » et le mot : « quatre » est supprimé ;</p> <p>b) La seconde phrase est supprimée.</p>	<p>—</p> <p>O.– Sans modification.</p>	<p>—</p>
<p>P.– L'article 199 <i>ter</i> A est ainsi modifié :</p> <p>1° Au premier alinéa, après le mot « produits », sont insérés les mots « et plus-values de cession » ;</p>	<p>P.– Sans modification.</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>2° Au deuxième alinéa, après le mot : « encaissés », sont insérés les mots : « et les plus-values réalisées » ;</p> <p>3° Le troisième alinéa est ainsi modifié :</p> <p>a) À la fin de la première phrase, les mots : « produits compris dans cette répartition » sont remplacés par les mots : « sommes ou valeurs réparties » ;</p> <p>b) La seconde phrase est complétée par les mots : « ou réalisé directement cette même plus-value » ;</p> <p>Q.— Le dernier alinéa du IV de l'article 199 <i>terdecies</i>-0 A est supprimé.</p> <p>R.— Le 2 <i>bis</i> de l'article 200 A est abrogé ;</p> <p>S.— Le XIX de la section II du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> de la première partie du livre I<sup>er</sup> est complété par un 3° ainsi rédigé :</p> <p>« 3° <i>Plus-values distribuées par les organismes de placement collectif en valeurs mobilières et certains placements collectifs</i></p> <p>« Art. 242 <i>ter D</i>.— Les organismes de placement collectif en valeurs mobilières et les placements collectifs relevant des articles L. 214-24-24 à L. 214-32-1, L. 214-139 à L. 214-147 et L. 214-152 à L. 214-166 du code monétaire et financier, leur société de gestion ou les dépositaires des actifs de ces organismes ou placements collectifs sont tenus de mentionner, sur la déclaration prévue à l'article 242 <i>ter</i> du présent code, l'identité et l'adresse des actionnaires ou des porteurs de parts qui ont bénéficié des distributions mentionnées au 7 <i>bis</i> du II de l'article 150-0 A ainsi que, par bénéficiaire, le détail du montant de ces distributions. » ;</p> <p>T. — L'article 244 <i>bis</i> B est ainsi modifié :</p>	<p>—</p> <p>Q.— Sans modification.</p> <p>R.— Sans modification.</p> <p>S.— Sans modification.</p> <p>T.— Sans modification.</p>	<p>—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>1° Au premier alinéa, les mots : « de 19 % ou, pour les gains réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, » sont supprimés ;</p> <p>2° Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Les deux premiers alinéas sont applicables aux distributions mentionnées aux <i>f bis</i> et <i>f ter</i> du I de l'article 164 B effectuées au profit des personnes et organismes mentionnés aux mêmes deux premiers alinéas. » ;</p> <p>T <i>bis</i>. – Au <i>a bis</i> du 1° du IV de l'article 1417, les mots : « du montant des plus-values en report d'imposition en application du I de l'article 150-0 D <i>bis</i>, » sont supprimés ;</p> <p>U. – Au <i>d</i> du 1° du IV de l'article 1417, les références : « du 3 du I et des 1, 1 <i>bis</i> et 7 » sont remplacées par les références : « des 1 et 1 bis ».</p> <p>II. – Le I de l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :</p> <p>1° Au <i>e</i>, après la référence : « 7 », est insérée la référence « , 7 <i>bis</i> » ;</p> <p>2° Les <i>e ter</i> et 2° sont abrogés.</p> <p>III. – Les I et II s'appliquent aux gains réalisés et aux distributions perçues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, à l'exception du A, des 1° et 4° du E, du E <i>bis</i>, des vingt-deuxième et vingt-troisième alinéas du 2° du F, des G et H, des <i>b</i> et <i>c</i> du 1° du K, du L, des 1° A et 2° du M, des N, Q et U du I et du 2° du II, qui s'appliquent aux gains réalisés et aux distributions perçues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les L <i>bis</i> et T <i>bis</i> ne s'appliquent pas aux contribuables qui bénéficient, au 31 décembre 2013, du report d'imposition mentionné à l'article 150-0 D <i>bis</i>, dans sa version en vigueur à cette date.</p>	<p>—</p> <p>T <i>bis</i>. – Sans modification.</p> <p>U. – Sans modification.</p> <p>II. – Sans modification.</p> <p>III. – Sans modification.</p>	<p>—</p>



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p align="center">—</p> <p align="center"><b>Article 11 bis (nouveau)</b></p> <p>Au cinquième alinéa du I de l'article 150 VC du code général des impôts, le taux : « 10 % » est remplacé par le taux : « 5 % ».</p>	<p align="center">—</p> <p align="center"><b>Article 11 bis</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p align="center">—</p> <p align="center"><b>Article 11 bis</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p align="center"><b>Article 11 ter (nouveau)</b></p> <p align="center">Le II de l'article 150 VK du code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° Au 1°, le taux : « 7,5 % » est</p>	<p align="center"><b>Article 11 ter</b></p> <p><u>I. – Le VII quater de la première sous-section de la section II du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> de la première partie du code général des impôts est ainsi modifié :</u></p> <p><u>A (nouveau). – Au premier alinéa du I et au II de l'article 150 VI, les mots : « la Communauté » sont remplacés par les mots : « l'Union » :</u></p> <p><u>B (nouveau). – L'article 150 VJ est ainsi modifié :</u></p> <p><u>1° À la première phrase du 5°, la référence : « 2° du » est supprimée ;</u></p> <p><u>2° Le 6° est abrogé ;</u></p> <p><u>C. – L'article 150 VK est ainsi modifié :</u></p> <p><u>1° (nouveau) La seconde phrase du I est ainsi rédigée :</u></p> <p><u>« Elle est due, sous leur responsabilité, par l'intermédiaire établi fiscalement en France participant à la transaction ou, en l'absence d'intermédiaire, par l'acquéreur lorsque celui-ci est un assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée établi en France ; dans les autres cas, elle est due par le vendeur ou l'exportateur. » ;</u></p> <p><u>2° Le II est ainsi modifié :</u></p> <p><u>a) Au 1°, le taux : « 7,5 % » est</u></p>	<p align="center"><b>Article 11 ter</b></p> <p>Sans modification.</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>remplacé par le taux : « 10 % » ;</p> <p>2° Au 2° du II, le taux : « 4,5 % » est remplacé par le taux : « 6 % ».</p>	<p>—</p> <p>remplacé par le taux : « 10 % » ;</p> <p><u>b) Au 2°, le taux : « 4,5 % » est remplacé par le taux : « 6 % » ;</u></p> <p><u>D (nouveau). – À la première phrase de l'article 150 VL, les mots : « , personne physique domiciliée en France, » sont supprimés et le mot : « douze » est remplacé par le mot : « vingt-deux » ;</u></p> <p><u>E (nouveau). – L'article 150 VM est ainsi modifié :</u></p> <p><u>1° Le 1° du I est ainsi modifié :</u></p> <p><u>a) À la première phrase, après le mot : « France », sont insérés les mots : « ou, en l'absence d'intermédiaire, lorsque l'acquéreur est un assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée établi en France » et, après la seconde occurrence du mot : « intermédiaire », sont insérés les mots : « ou cet acquéreur » ;</u></p> <p><u>b) À la seconde phrase, après le mot : « intermédiaire », sont insérés les mots : « , l'acquéreur » ;</u></p> <p><u>2° Au 1° du III, après le mot : « intermédiaire », sont insérés les mots : « ou, en l'absence d'intermédiaire, lorsque l'acquéreur est un assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée établi en France ».</u></p> <p><u>II (nouveau). – Au I de l'article 17 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, après le mot : « ventes », sont insérés les mots : « ou les exportations ».</u></p> <p><u>III (nouveau). – Les I et II s'appliquent aux cessions et aux exportations de biens réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</u></p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 12</b></p> <p>L'article 39 AH du code général des impôts est ainsi rétabli :</p> <p>« <i>Art. 39 AH.</i>— Les manipulateurs multi-applications reprogrammables commandés automatiquement, programmables dans trois axes ou plus, qui sont fixés ou mobiles et destinés à une utilisation dans des applications industrielles d'automatisation, acquis ou créés entre le 1<sup>er</sup> octobre 2013 et le 31 décembre 2015 peuvent faire l'objet d'un amortissement exceptionnel sur vingt-quatre mois à compter de la date de leur mise en service.</p> <p>« Le premier alinéa s'applique aux petites et moyennes entreprises au sens du règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission, du 6 août 2008, déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie).</p> <p>« Le bénéfice de l'amortissement exceptionnel est subordonné au respect du règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission, du 15 décembre 2006, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides <i>de minimis</i>. »</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 12</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 12</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 13</b></p> <p>I.- Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>A.- Après l'article 199 <i>ter</i> T, il est inséré un article 199 <i>ter</i> U ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Article 199 ter U.</i>— Le crédit d'impôt défini à l'article 244 <i>quater</i> W est imputé sur l'impôt sur le revenu dû par l'entreprise au titre de l'exercice au cours duquel l'événement prévu au IV du même article est survenu. Si le</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 13</b></p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>A.- Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 13</b></p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>montant du crédit d'impôt excède l'impôt dû au titre dudit exercice, l'excédent est restitué.</p> <p>« Le montant du crédit d'impôt avant imputation sur l'impôt sur le revenu constitue une créance sur l'État lorsque, en application du deuxième alinéa de l'article L. 313-23 du code monétaire et financier, cette créance a fait l'objet d'une cession ou d'un nantissement avant la liquidation de l'impôt sur le revenu sur lequel le crédit d'impôt correspondant s'impute, à la condition que l'administration en ait été préalablement informée.</p> <p>« La créance est inaliénable et incessible, sauf dans les cas et les conditions prévus aux articles L. 313-23 à L. 313-35 du même code ; elle ne peut alors faire l'objet de plusieurs cessions ou nantissemements partiels auprès d'un ou de plusieurs cessionnaires ou créanciers.</p> <p>« Dans l'hypothèse où la créance a fait l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent article et que le crédit d'impôt fait l'objet d'une reprise dans les conditions prévues au VIII de l'article 244 <i>quater</i> W, la reprise est faite auprès :</p> <p>« 1° Des entreprises mentionnées au 1 du I du même article 244 <i>quater</i> W, à concurrence du prix de cession ou du nantissement de la créance ;</p> <p>« 2° Du cessionnaire ou du bénéficiaire du nantissement de la créance, à concurrence de la différence entre le montant du crédit d'impôt et le prix d'acquisition ou du nantissement de la créance.</p> <p>« Un décret fixe les modalités de cession et de nantissement de la créance en cas de construction d'immeuble. ».</p> <p><b>B. – <i>Supprimé.</i></b></p> <p>C.-L'article 199 <i>undecies</i> B est ainsi modifié :</p>	<p>—</p> <p>—</p> <p><b>B. – <i>Suppression maintenue.</i></b></p> <p>C.- Sans modification.</p>	<p>—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p>1° Le I est ainsi modifié :</p> <p>a) Le premier alinéa est complété par six phrases ainsi rédigées :</p> <p>« Lorsque l'activité est exercée dans un département d'outre-mer, l'entreprise doit avoir réalisé un chiffre d'affaires, au titre de son dernier exercice clos, inférieur à 20 millions d'euros. Lorsque l'entreprise n'a clôturé aucun exercice, son chiffre d'affaires est réputé être nul. Si le dernier exercice clos est d'une durée de plus ou de moins de douze mois, le montant du chiffre d'affaires est corrigé pour correspondre à une période de douze mois. Lorsque la réduction d'impôt s'applique dans les conditions prévues aux vingt-sixième et vingt-septième alinéas, le chiffre d'affaires s'apprécie au niveau de l'entreprise locataire ou crédit-preneuse. Celle-ci en communique le montant à la société réalisant l'investissement. Lorsque l'entreprise mentionnée aux deuxième et cinquième phrases du présent alinéa est liée, directement ou indirectement, à une ou plusieurs autres entreprises au sens du 12 de l'article 39, le chiffre d'affaires à retenir s'entend de la somme de son chiffre d'affaires et de celui de l'ensemble des entreprises qui lui sont liées. » ;</p> <p>b) Le quinzième alinéa est ainsi modifié :</p> <p>- à la première phrase, les mots : « et aux logiciels qui sont nécessaires à l'utilisation des investissements éligibles » et les mots : « et logiciels » sont supprimés ;</p> <p>- à la deuxième phrase, les mots : « de tourisme au sens de l'article 1010 » sont remplacés par les mots : « soumis à la taxe définie à » ;</p> <p>c) À la première phrase du seizième alinéa, le mot : « nécessaires » est remplacé par les mots : « affectés plus</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>de cinq ans par le concessionnaire » et, à la fin, les mots : « , quelles que soient la nature des biens et leur affectation finale » sont supprimés ;</p> <p>d) À la fin de la première phrase du dix-septième alinéa, les mots : « subvention publique » sont remplacés par les mots : « aide publique et, lorsque l'investissement a pour objet de remplacer un investissement ayant bénéficié de l'un des dispositifs définis au présent article ou aux articles 217 <i>undecies</i> ou 244 <i>quater</i> W, de la valeur réelle de l'investissement remplacé » ;</p> <p>e) À la fin de la première phrase du vingtième alinéa, le mot : « réalisé » est remplacé par les mots : « mis en service » ;</p> <p>f) Le vingt-sixième alinéa est ainsi modifié :</p> <p>– à la première phrase, le taux : « 62,5 % » est remplacé par le taux : « 66 % » ;</p> <p>– à la deuxième phrase, le taux : « 52,63 % » est remplacé par le taux : « 56 % » ;</p> <p>– à la même phrase, les mots : « et par exercice » sont supprimés ;</p> <p>g) Au 2°, le taux : « 62,5 % » est remplacé par le taux : « 66 % » ;</p> <p>h) À la première phrase de l'avant-dernier alinéa, le taux : « 62,5 % » est remplacé par le taux : « 66 % » ;</p> <p>i) À la première phrase du dernier alinéa, le taux : « 52,63 % » est remplacé par le taux : « 56 % ».</p> <p>2° Au 2 du I <i>bis</i>, le taux : « 62,5 % » est remplacé par le taux : « 66 % » ;</p> <p>3° Au premier alinéa et à la première phrase du second alinéa du I du II, les mots : « et par exercice »</p>	<p>—</p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>sont supprimés ;</p> <p>D.-L'article 199 <i>undecies</i> C est ainsi modifié :</p> <p>1° Le I est ainsi modifié :</p> <p>a) Au 4°, après les mots : « prestations de service » sont insérés les mots : « de nature hôtelière » ;</p> <p>b) Au 8°, le taux : « 65 % » est remplacé par le taux : « 70 % » ;</p> <p>c) Après le 8°, il est inséré un 9° ainsi rédigé :</p> <p>« 9° Les logements sont financés par subvention publique à hauteur d'une fraction minimale de 5 % . » ;</p> <p>d) (<i>nouveau</i>) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« La condition mentionnée au 9° n'est pas applicable aux logements acquis ou construits à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à Saint-Martin, à Saint-Barthélemy et dans les îles Wallis et Futuna. » ;</p> <p>2° Le premier alinéa du II est ainsi modifié :</p> <p>a) À la deuxième phrase, les mots : « de 2 194 € hors taxes » sont remplacés par les mots : « mentionnée au 5 de l'article 199 <i>undecies</i> A appréciée » ;</p> <p>b) À la fin de la dernière phrase, les mots : « au 1<sup>er</sup> janvier, dans la même proportion que la variation de la moyenne sur quatre trimestres du coût de la construction dans chaque département ou collectivité » sont remplacés par les mots : « à la date et dans les conditions prévues au 5 de l'article 199 <i>undecies</i> A » ;</p>	<p>—</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>1° Sans modification.</p> <p>2° Sans modification.</p> <p>3° (<i>nouveau</i>) <u>Le premier alinéa du IV est complété par une phrase ainsi rédigée :</u></p>	<p>—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>E.– Le I de l'article 199 <i>undecies</i> D est ainsi modifié :</p> <p>1° Au 2, le taux : « 37,5 % » est remplacé par le taux : « 34 % » ;</p> <p>2° Au 3, le taux : « 47,37 % » est remplacé par le taux : « 44 % » ;</p> <p>3° Au 3 <i>bis</i>, le taux : « 35 % » est remplacé par le taux : « 30 % » ;</p> <p>4° Le 4 est ainsi modifié :</p> <p>a) au deuxième alinéa, les mots : « cinq fois le tiers » sont remplacés par les mots : « trente-trois fois le dix-septième » ;</p> <p>b) au troisième alinéa, les mots : « treize fois le septième » sont remplacés par les mots : « sept fois le troisième » ;</p> <p>c) au dernier alinéa, les mots : « dix fois le neuvième » sont remplacés par les mots : « quatorze fois le onzième » ;</p>	<p>—</p> <p><u>« Lorsque l'investissement revêt la forme de la construction d'un immeuble ou de l'acquisition d'un immeuble à construire, la réduction d'impôt ne s'applique que si la société qui réalise l'investissement s'engage à achever les fondations de l'immeuble dans les deux ans qui suivent la clôture de la souscription et à achever l'immeuble dans les deux ans qui suivent la date d'achèvement des fondations. » ;</u></p> <p>E.– Sans modification.</p>	<p>—</p>
<p>F.– Le 3 de l'article 200-0 A est ainsi modifié :</p> <p>1° À la première phrase, le taux : « 37,5 % » est remplacé par le taux : « 34 % » ;</p> <p>2° À la deuxième phrase, le taux : « 47,37 % » est remplacé par le taux : « 44 % » ;</p>	<p>F.– Sans modification.</p>	



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>3° À la dernière phrase, le taux : « 35 % » est remplacé par le taux : « 30 % ».</p> <p>G.-L'article 217 <i>undecies</i> est ainsi modifié :</p> <p>1° Le I est ainsi modifié :</p> <p>a) Le premier alinéa est ainsi modifié :</p> <p>- à la première phrase, après le mot : « sociétés », sont insérés les mots : « réalisant, au titre de leur dernier exercice clos, un chiffre d'affaires inférieur à 20 millions d'euros » et les mots : « subvention publique » sont remplacés par les mots : « aide publique ainsi que, lorsque l'investissement a pour objet de remplacer un investissement ayant bénéficié de l'un des dispositifs définis au présent article ou aux articles 199 <i>undecies</i> B ou 244 <i>quater</i> W, de la valeur réelle de l'investissement remplacé » ;</p> <p>- après la première phrase, sont insérées les quatre phrases suivantes :</p> <p>« Lorsque l'entreprise n'a clôturé aucun exercice, son chiffre d'affaires est réputé nul. Si le dernier exercice clos est d'une durée de plus ou moins de douze mois, le montant du chiffre d'affaires est corrigé pour correspondre à une année pleine. Lorsque la déduction d'impôt s'applique dans les conditions prévues aux quatorzième à dix-neuvième alinéas du présent I, le chiffre d'affaires défini au présent alinéa s'apprécie au niveau de l'entreprise locataire ou crédit-preneuse qui en communique le montant à la société qui réalise l'investissement. Lorsque l'entreprise mentionnée aux première et quatrième phrases du présent alinéa est liée, directement ou indirectement, à une ou plusieurs autres entreprises au sens du 12 de l'article 39, le chiffre d'affaires à retenir s'entend de la somme de son chiffre d'affaires et de celui de l'ensemble des entreprises qui lui sont liées. » ;</p> <p>- à la deuxième phrase, les mots : « ce montant » sont remplacés par les</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>1° Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>mots : « le montant déductible mentionné à la première phrase du présent alinéa » ;</p> <p>- à la quatrième phrase, le mot : « réalisé » est remplacé par les mots : « mis en service » ;</p> <p>b) Le troisième alinéa est ainsi modifié :</p> <p>- les mots : « et aux logiciels nécessaires à l'utilisation des investissements éligibles », les mots : « et logiciels » sont supprimés ;</p> <p>- est ajoutée une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« La déduction ne s'applique pas à l'acquisition de véhicules soumis à la taxe définie à l'article 1010 qui ne sont pas strictement indispensables à l'activité de l'exploitant. » ;</p> <p>c) À la première phrase du quatrième alinéa, le mot : « nécessaires » est remplacé par les mots : « affectés plus de cinq ans par le concessionnaire » et, à la fin, les mots : « , quelles que soient la nature des biens et leur affectation finale » sont supprimés ;</p> <p>d) Au dix-neuvième alinéa, les mots : « Les trois quarts » sont remplacés par le taux : « 77 % » ;</p> <p>2° <i>Supprimé.</i></p> <p>3° Le II est ainsi modifié :</p>	<p>—</p> <p>2° <i>Suppression maintenue.</i></p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p><u>aa) (nouveau) À la première phrase du premier alinéa, les mots : « mentionnées au I » sont remplacés par les mots : « soumises à l'impôt sur les sociétés » et, après la seconde occurrence du mot : « sociétés », sont insérés les mots : « mentionnées au I » ;</u></p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>a) Au deuxième alinéa, après le mot : « classés » sont insérés les mots : « exploités par ces sociétés » et les mots : « et aux logiciels nécessaires à l'utilisation des investissements éligibles » et « et logiciels » sont supprimés ;</p> <p>b) Au dernier alinéa, le mot : « nécessaires » est remplacé par les mots : « affectés plus de cinq ans par le concessionnaire » et les mots : « quelles que soient la nature des biens qui constituent l'emploi de la souscription et leur affectation définitive » sont supprimés ;</p> <p>4° <i>Supprimé.</i></p> <p>5° Le II <i>quater</i> est ainsi modifié :</p> <p>a) Le premier alinéa est ainsi rédigé :</p> <p>« II <i>quater</i>.- Les programmes d'investissement dont le montant total est supérieur à 1 000 000 € ne peuvent ouvrir droit à déduction mentionnée aux I, II et II <i>ter</i> que s'ils ont reçu un agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III. » ;</p> <p>b) Au deuxième alinéa, les mots :</p>	<p>—</p> <p><u>ab) (nouveau) La deuxième phrase du même alinéa est complétée par les mots : « et à achever l'immeuble dans les deux ans qui suivent la date d'achèvement des fondations » :</u></p> <p><u>ac) (nouveau) La dernière phrase du même alinéa est ainsi modifiée :</u></p> <p><u>– les mots : « cet engagement » sont remplacés par les mots : « ces engagements » ;</u></p> <p><u>– les mots : « l'engagement mentionné à la phrase qui précède » sont remplacés par les mots : « les engagements mentionnés au présent alinéa » ;</u></p> <p>a) Sans modification.</p> <p>b) Sans modification.</p> <p>4° <i>Suppression maintenue.</i></p> <p>5° Sans modification.</p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>« et par exercice » sont supprimés.</p> <p>6 Après le II <i>quater</i>, il est inséré un II <i>quinquies</i> ainsi rédigé :</p> <p>« II <i>quinquies</i>. La déduction prévue au II s'applique si les conditions prévues au dix-neuvième alinéa du I sont réunies. »</p> <p>7 À la première phrase du premier alinéa du 3 du III, les mots : « et par exercice » sont supprimés ;</p> <p>H.- L'article 217 <i>duodecies</i> est ainsi modifié :</p> <p>1° Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Le seuil de chiffre d'affaires prévu à la première phrase du premier alinéa du I du même article ne s'applique pas pour les investissements réalisés dans les collectivités mentionnées à la première phrase du présent alinéa. » ;</p> <p>2° <i>Supprimé.</i></p> <p>I.- Après l'article 220 <i>Z ter</i> sont insérés les articles 220 <i>Z quater</i> et</p>	<p>6° Sans modification.</p> <p>7° Sans modification.</p> <p>8° (<i>nouveau</i>) Après le IV <i>ter</i>, il est inséré un IV <i>quater</i> ainsi rédigé :</p> <p><u>« IV <i>quater</i>. – Le seuil de chiffre d'affaires défini au I ne s'applique pas aux opérations d'acquisition ou de construction de logements neufs répondant aux critères mentionnés aux b et c du 1 du I de l'article 244 <i>quater</i> X.</u></p> <p><u>« Lorsque la déduction d'impôt s'applique dans les conditions prévues aux sixième à huitième alinéas du I, au I <i>bis</i> ou au II <i>ter</i> du présent article, le montant de la déduction mentionnée au I est égal au montant, hors taxes et hors frais de toute nature, de l'opération, diminué de la fraction de son prix de revient financée par une subvention publique. » ;</u></p> <p>H.- Sans modification.</p> <p>I.- Sans modification.</p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>220 Z <i>quinquies</i> ainsi rédigés :</p> <p>« Article 220 Z quater. - Le crédit d'impôt défini à l'article 244 <i>quater</i> W est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise dans les conditions prévues à l'article 199 <i>ter</i> U.</p> <p>« Article 220 Z <i>quinquies</i>.- 1. Le crédit d'impôt défini à l'article 244 <i>quater</i> X est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise au titre de l'exercice au cours duquel l'événement prévu au IV du même article est survenu. Si le montant du crédit d'impôt excède l'impôt dû au titre dudit exercice, l'excédent est restitué.</p> <p>« Le montant du crédit d'impôt avant imputation sur l'impôt sur les sociétés constitue une créance sur l'État lorsque, en application du deuxième alinéa de l'article L. 313-23 du code monétaire et financier, cette créance a fait l'objet d'une cession ou d'un nantissement avant la liquidation de l'impôt sur les sociétés sur lequel le crédit d'impôt correspondant s'impute, à la condition que l'administration en ait été préalablement informée.</p> <p>« La créance est inaliénable et incessible, sauf dans les cas et les conditions prévus aux articles L. 313-23 à L. 313-35 du même code ; elle ne peut alors faire l'objet de plusieurs cessions ou nantissements partiels auprès d'un ou de plusieurs cessionnaires ou créanciers.</p> <p>« Dans l'hypothèse où la créance a fait l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent article et que le crédit d'impôt fait l'objet d'une reprise dans les conditions prévues au VII de l'article 244 <i>quater</i> X, la reprise est faite auprès :</p> <p>« 1° Des organismes ou sociétés mentionnés au 1 du I de l'article 244 <i>quater</i> X, à concurrence du prix de cession ou du nantissement de la créance ;</p> <p>« 2° Du cessionnaire ou du bénéficiaire du nantissement de la</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
—	—	—
<p>créance, à concurrence de la différence entre le montant du crédit d'impôt et le prix d'acquisition ou du nantissement de la créance. » ;</p>		
<p>J.- Le 1 de l'article 223 O est complété par un z ter ainsi rédigé :</p>	<p>J.- Sans modification.</p>	
<p>« z ter. Des crédits d'impôt dégagés par chaque société du groupe en application de l'article 244 quater W ; l'article 220 Z quater s'applique à la somme de ces crédits d'impôt. » ;</p>		
<p>K.- À la première phrase du premier alinéa de l'article 242 sexies, la référence : « ou 217 undecies » est remplacée par les références : « , 217 undecies, 244 quater W ou 244 quater X » ;</p>	<p>K.- Sans modification.</p>	
<p>L.- L'article 242 septies est ainsi modifié :</p>	<p>L.- Sans modification.</p>	
<p>1° À la première phrase du premier alinéa, la référence : « et 217 duodecies » est remplacée par les références : « , 217 duodecies, 244 quater W ou 244 quater X » ;</p>		
<p>2° À la seconde phrase du neuvième alinéa, après la première occurrence du mot : « exploitant, », sont insérés les mots : « les noms et adresses des investisseurs, » ;</p>		
<p>2° Après le 6° est inséré un 7° ainsi rédigé :</p>		
<p>« 7° Tenir un registre des investissements mentionnant les noms et adresse des investisseurs qui bénéficient des dispositions prévues aux articles 199 undecies A, 199 undecies B, 199 undecies C, 217 undecies et 217 duodecies ».</p>		
<p>M.- Après l'article 244 quater V, sont insérés des articles 244 quater W et 244 quater X ainsi rédigés :</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	
<p>« Art. 244 quater W.- I.- 1. Les entreprises imposées d'après leur bénéfice réel ou exonérées en application</p>	<p>« Art. 244 quater W.- I.- 1. Sans modification.</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>des articles 44 <i>sexies</i>, 44 <i>sexies</i> A, 44 <i>septies</i>, 44 <i>octies</i>, 44 <i>octies</i> A et 44 <i>decies</i> à 44 <i>quindecies</i>, exerçant une activité agricole ou une activité industrielle, commerciale ou artisanale relevant de l'article 34, peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt à raison des investissements productifs neufs qu'elles réalisent dans un département d'outre-mer pour l'exercice d'une activité ne relevant pas de l'un des secteurs énumérés aux a) à l) du I de l'article 199 <i>undecies</i> B.</p> <p>« Le crédit d'impôt prévu au premier alinéa du présent I s'applique également aux travaux de rénovation et de réhabilitation d'hôtel, de résidence de tourisme et de village de vacances classés lorsque ces travaux constituent des éléments de l'actif immobilisé.</p> <p>« Le crédit d'impôt prévu au même premier alinéa s'applique également aux investissements affectés plus de cinq ans par le concessionnaire à l'exploitation d'une concession de service public local à caractère industriel et commercial réalisés dans des secteurs éligibles.</p> <p>« 2. Le crédit d'impôt ne s'applique pas :</p> <p>« a) À l'acquisition de véhicules soumis à la taxe définie à l'article 1010 qui ne sont pas strictement indispensables à l'activité ;</p> <p>« b) Aux investissements portant sur des installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil.</p> <p>« 3. Le crédit d'impôt est également accordé aux entreprises qui exploitent dans un département d'outre-mer des investissements, mis à leur disposition dans le cadre d'un contrat de location avec option d'achat ou d'un contrat de crédit-bail, sous réserve du respect des conditions suivantes :</p> <p>« a) Le contrat de location ou de crédit-bail est conclu pour une durée au moins égale à cinq ans ou pour la durée</p>	<p>« 2. Sans modification.</p> <p>« 3. Sans modification.</p>	

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>normale d'utilisation du bien loué si elle est inférieure ;</p> <p>« <i>b</i>) Le contrat de location ou de crédit-bail revêt un caractère commercial ;</p> <p>« <i>c</i>) L'entreprise locataire ou crédit-preneuse aurait pu bénéficier du crédit d'impôt prévu au 1 du présent I si elle avait acquis directement le bien.</p>	<p><u>4 (nouveau). Pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés dont l'activité principale relève de l'un des secteurs d'activité éligibles à la réduction d'impôt prévue à l'article 199 <i>undecies</i> B ou pour les organismes mentionnés au 1 du I de l'article 244 <i>quater</i> X, le crédit d'impôt s'applique également :</u></p> <p><u>1° Aux acquisitions ou constructions de logements neufs à usage locatif situés dans les départements d'outre-mer, à l'exception des logements neufs répondant aux critères mentionnés aux <i>b</i> et <i>c</i> du 1 du I de l'article 244 <i>quater</i> X, si les conditions suivantes sont réunies :</u></p> <p><u><i>a</i>) L'entreprise ou l'organisme s'engage à louer l'immeuble nu dans les six mois de son achèvement, ou de son acquisition si elle est postérieure, et pendant six ans au moins à des personnes qui en font leur résidence principale ;</u></p> <p><u><i>b</i>) Le loyer et les ressources du locataire n'excèdent pas des plafonds fixés par décret ;</u></p> <p><u>2° Aux logements neufs à usage locatif mis à leur disposition lorsque les conditions suivantes sont respectées :</u></p> <p><u><i>a</i>) Le contrat de crédit-bail est conclu pour une durée au moins égale à cinq ans ;</u></p>	



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>« II.- 1. Le crédit d'impôt est assis sur le montant, hors taxes et hors frais de toute nature, notamment les commissions d'acquisition, à l'exception des frais de transport, d'installation et de mise en service amortissables, des investissements productifs, diminué de la fraction de leur prix de revient financée par une aide publique.</p> <p>« Pour les projets d'investissement comportant l'acquisition, l'installation ou l'exploitation d'équipements de</p>	<p>—</p> <p><u>b) L'entreprise ou l'organisme aurait pu bénéficier du crédit d'impôt dans les conditions définies au 1° s'il avait acquis directement le bien ;</u></p> <p><u>3° Aux acquisitions ou constructions de logements neufs situés dans les départements d'outre-mer si les conditions suivantes sont réunies :</u></p> <p><u>a) L'entreprise signe avec une personne physique, dans les six mois de l'achèvement de l'immeuble, ou de son acquisition si elle est postérieure, un contrat de location-accession dans les conditions prévues par la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière ;</u></p> <p><u>b) L'acquisition ou la construction de l'immeuble a été financée au moyen d'un prêt mentionné au I de l'article R. 331-76-5-1 du code de la construction et de l'habitation ;</u></p> <p><u>c) Les trois quarts de l'avantage en impôt procuré par le crédit d'impôt pratiqué au titre de l'acquisition ou la construction de l'immeuble sont rétrocédés à la personne physique signataire du contrat mentionné au 1° sous forme de diminution de la redevance prévue à l'article 5 de la loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 précitée et du prix de cession de l'immeuble.</u></p> <p>« II.- 1. Sans modification.</p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>production d'énergie renouvelable, ce montant est pris en compte dans la limite d'un montant par watt installé, fixé par arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de l'énergie, de l'outre-mer et de l'industrie pour chaque type d'équipement. Ce montant prend en compte les coûts d'acquisition et d'installation directement liés à ces équipements.</p> <p>« 2. Lorsque l'investissement a pour objet de remplacer un investissement ayant bénéficié de l'un des dispositifs définis aux articles 199 <i>undecies</i> B et 217 <i>undecies</i> ou du crédit d'impôt défini au présent article, l'assiette du crédit d'impôt telle que définie au 1 du présent II est diminuée de la valeur réelle de l'investissement remplacé.</p> <p>« 3. Pour les travaux mentionnés au deuxième alinéa du 1 du I, le crédit d'impôt est assis sur le prix de revient de l'hôtel, de la résidence de tourisme ou du village de vacances classés après réalisation des travaux diminué du prix de revient de ces mêmes biens avant réalisation des travaux.</p> <p>« 4. Lorsque l'entreprise qui réalise l'investissement bénéficie d'une souscription au capital mentionnée aux II de l'article 217 <i>undecies</i> et à l'article 199 <i>undecies</i> A ou de financements, apports en capital et prêts participatifs, apportés par les sociétés de financement définies au g du 2 du même article 199 <i>undecies</i> A, l'assiette du crédit d'impôt est minorée du montant</p>	<p>« 2. Sans modification.</p> <p>« 3. Sans modification.</p> <p><u>« 3 bis (nouveau). Pour les logements mentionnés au 4 du I, le crédit d'impôt est assis sur le prix de revient des logements, minoré, d'une part, des taxes et des commissions d'acquisition versées et, d'autre part, des subventions publiques reçues. Ce montant est retenu dans la limite mentionnée au 5 de l'article 199 <i>undecies</i> A appréciée par mètre carré de surface habitable.</u></p> <p>« 4. Lorsque l'entreprise qui réalise l'investissement bénéficie d'une souscription au capital mentionnée aux II <u>ou II ter</u> de l'article 217 <i>undecies</i> et à l'article 199 <i>undecies</i> A ou de financements, apports en capital et prêts participatifs, apportés par les sociétés de financement</p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>de ces apports et financements.</p> <p>« III.– Le taux du crédit d'impôt est fixé à :</p> <p>« a) 38,25 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu ;</p> <p>« b) 35 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés.</p> <p>« Le taux mentionné au a est porté à 45,9 % pour les investissements réalisés en Guyane et à Mayotte, dans les limites définies par les règles européennes relatives aux aides d'État.</p> <p>« IV.– 1. Le bénéficiaire du crédit d'impôt prévu au 1 du I est accordé au titre de l'année au cours de laquelle l'investissement est mis en service.</p> <p>« 2. Toutefois :</p> <p>« a) Lorsque l'investissement consiste en la seule acquisition d'un immeuble à construire ou construction d'un immeuble, le crédit d'impôt, calculé sur le montant prévisionnel du prix de revient défini au I, est accordé à hauteur de 50 % au titre de l'année au cours de laquelle les fondations sont achevées et 25 % au titre de l'année de la mise hors d'eau, et le solde calculé sur le prix de revient définitif, est accordé au titre de l'année de livraison de l'immeuble ;</p> <p>« b) En cas de rénovation ou réhabilitation d'immeuble, le crédit d'impôt est accordé au titre de l'année d'achèvement des travaux.</p> <p>« 3. Lorsque l'investissement est réalisé dans les conditions prévues au 3 du I, le crédit d'impôt est accordé au titre de l'année de mise à disposition de l'investissement à l'entreprise locataire ou crédit-preneuse.</p>	<p>définies au g du 2 du même article 199 <i>undecies</i> A, l'assiette du crédit d'impôt est minorée du montant de ces apports et financements.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« a) Sans modification.</p> <p>« b) 35 % pour les entreprises <u>et les organismes soumis</u> à l'impôt sur les sociétés.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« IV.– 1. Sans modification.</p> <p>« 2. Sans modification.</p> <p>« 3. Lorsque l'investissement est réalisé dans les conditions prévues au 3 <u>ou au 2° du 4 du I</u>, le crédit d'impôt est accordé au titre de l'année <u>au cours de laquelle l'investissement est mis à la disposition de l'entreprise locataire ou crédit-preneuse ou de l'organisme crédit-preneur.</u></p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>« V.- 1. Lorsque l'entreprise qui exploite l'investissement réalise un chiffre d'affaires, apprécié selon les règles définies au premier alinéa du I de l'article 199 <i>undecies</i> B, inférieur à 20 millions d'euros, le bénéfice du crédit d'impôt est subordonné à l'exercice d'une option.</p> <p>« Cette option est exercée par investissement et s'applique à l'ensemble des autres investissements d'un même programme. L'option est exercée par l'entreprise qui exploite l'investissement, au plus tard à la date à laquelle celui-ci est mis en service ou lui est mis à disposition dans les cas mentionnés au 3 du I ; l'option est alors portée à la connaissance du loueur ou du crédit-bailleur. Elle est formalisée dans la déclaration de résultat de l'exercice au cours duquel l'investissement a été mis en service ou mis à disposition et est jointe à la déclaration de résultat du loueur ou du crédit-bailleur de ce même exercice.</p> <p>« 2. L'exercice de l'option mentionnée au 1 emporte renonciation au bénéfice des dispositifs définis aux articles 199 <i>undecies</i> B et 217 <i>undecies</i>. »</p> <p>« VI.- Le crédit d'impôt calculé par les sociétés de personnes mentionnées aux articles 8, 238 <i>bis</i> L, 239 <i>ter</i> et 239 <i>quater</i> A ou les groupements mentionnés aux articles 238 <i>ter</i>, 239 <i>quater</i>, 239 <i>quater</i> B, 239 <i>quater</i> C et 239 <i>quinquies</i> qui ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés peut être utilisé par leurs associés proportionnellement à leurs droits dans ces sociétés ou groupements, à condition qu'il s'agisse de redevables de l'impôt sur les sociétés ou de personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° <i>bis</i> du I de</p>	<p>« V. - 1. Lorsque l'entreprise <u>ou l'organisme</u> qui exploite l'investissement réalise un chiffre d'affaires, apprécié selon les règles définies au premier alinéa du I de l'article 199 <i>undecies</i> B, inférieur à 20 millions d'euros, le bénéfice du crédit d'impôt est subordonné à l'exercice d'une option.</p> <p>« Cette option est exercée par investissement et s'applique à l'ensemble des autres investissements d'un même programme. L'option est exercée par l'entreprise <u>ou l'organisme</u> qui exploite l'investissement, au plus tard à la date à laquelle celui-ci est mis en service ou <u>est mis à sa</u> disposition dans les cas mentionnés au 3 <u>et au 2° du 4</u> du I ; l'option est alors portée à la connaissance du loueur ou du crédit-bailleur. Elle est formalisée dans la déclaration de résultat de l'exercice au cours duquel l'investissement a été mis en service ou mis à disposition et est jointe à la déclaration de résultat du loueur ou du crédit-bailleur de ce même exercice.</p> <p>« 2. Sans modification.</p> <p>« VI. - Le crédit d'impôt calculé par les sociétés de personnes mentionnées aux articles 8, 238 <i>bis</i> L, 239 <i>ter</i> et 239 <i>quater</i> A ou les groupements mentionnés aux articles 238 <i>ter</i>, 239 <i>quater</i>, 239 <i>quater</i> B, 239 <i>quater</i> C et 239 <i>quinquies</i> qui ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés peut être utilisé par leurs associés proportionnellement à leurs droits dans ces sociétés ou groupements, à condition qu'il s'agisse de redevables de l'impôt sur les sociétés ou de personnes physiques participant à</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>l'article 156.</p> <p>« VII.– Lorsque le montant total par programme d'investissements est supérieur aux seuils mentionnés au II <i>quater</i> de l'article 217 <i>undecies</i>, le bénéfice du crédit d'impôt est conditionné à l'obtention d'un agrément préalable délivré par le ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III du même article.</p> <p>« VIII.-1. L'investissement ayant ouvert droit au crédit d'impôt doit être affecté, par l'entreprise qui en bénéficie, à sa propre exploitation pendant un délai de cinq ans, décompté à partir de la date de l'acquisition ou de la création du bien. Ce délai est réduit à la durée normale d'utilisation de l'investissement si cette durée est inférieure à cinq ans.</p> <p>« Si, dans le délai ainsi défini, l'investissement ayant ouvert droit au crédit d'impôt est cédé ou cesse d'être affecté à l'exploitation de l'entreprise utilisatrice ou si l'acquéreur cesse son activité, le crédit d'impôt fait l'objet d'une reprise au titre de l'exercice ou de l'année au cours duquel interviennent les événements précités.</p> <p>« Toutefois, la reprise du crédit d'impôt n'est pas effectuée :</p> <p>« a) Lorsque les biens ayant ouvert droit au crédit d'impôt sont transmis dans le cadre des opérations mentionnées aux articles 41, 151 <i>octies</i>, 210 A ou 210 B si le bénéficiaire de la transmission s'engage à maintenir l'exploitation des biens dans un département d'outre-mer dans le cadre d'une activité éligible pendant la fraction du délai de conservation restant à courir. En cas de non-respect de cet engagement, le bénéficiaire de la transmission doit, au titre de l'exercice au cours duquel cet événement est</p>	<p>l'exploitation au sens du 1° <i>bis</i> du I de l'article 156 <u>ou, pour les investissements mentionnés au 4 du I, d'entreprises ou organismes mentionnés au premier alinéa du même 4.</u></p> <p>« VII.– Sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« a) Sans modification.</p>	<p>—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>intervenu, ajouter à son résultat une somme égale au triple du montant du crédit d'impôt auquel les biens transmis ont ouvert droit.</p> <p>« L'engagement est pris dans l'acte constatant la transmission ou, à défaut, dans un acte sous seing privé ayant date certaine, établi à cette occasion.</p> <p>« <i>b</i>) Lorsque, en cas de défaillance de l'exploitant, les biens ayant ouvert droit au crédit d'impôt sont repris par une autre entreprise qui s'engage à les maintenir dans l'activité pour laquelle ils ont été acquis ou créés pendant la fraction du délai de conservation restant à courir.</p> <p>« 2. Lorsque l'investissement revêt la forme de la construction d'un immeuble ou de l'acquisition d'un immeuble à construire, l'immeuble doit être achevé dans les deux ans suivant la date à laquelle les fondations sont achevées.</p> <p>« À défaut, le crédit d'impôt acquis au titre de cet investissement fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle intervient le terme de ce délai de deux ans.</p>	<p>—</p> <p>« <i>b</i>) Sans modification.</p> <p>« <u>Le présent 1 ne s'applique pas aux investissements mentionnés au 4 du I.</u></p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« <u>En outre, lorsque l'investissement porte sur la construction ou l'acquisition d'un logement neuf, le crédit d'impôt acquis au titre de cet investissement fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle l'une des conditions prévues au 4 du I n'est plus respectée. Toutefois, la reprise du crédit d'impôt n'est pas effectuée lorsque, en cas de défaillance de l'entreprise ou de l'organisme, les logements ayant ouvert droit au crédit d'impôt sont repris par une autre entreprise ou organisme qui s'engage à louer les logements, dans les conditions prévues au même 4, pour la fraction de la durée minimale de</u></p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>« 3. Le crédit d'impôt prévu au présent article est subordonné au respect par les entreprises exploitantes de leurs obligations fiscales et sociales et de l'obligation de dépôt de leurs comptes annuels selon les modalités prévues aux articles L. 232-21 à L. 232-23 du code de commerce à la date de réalisation de l'investissement.</p> <p>« Sont considérés comme à jour de leurs obligations fiscales et sociales les employeurs qui, d'une part, ont souscrit et respectent un plan d'apurement des cotisations restant dues et, d'autre part, acquittent les cotisations en cours à leur date normale d'exigibilité.</p> <p>« IX.- 1. Le présent article est applicable aux investissements mis en service à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014, et jusqu'au 31 décembre 2017.</p> <p>« 2. Un décret fixe les conditions d'application du présent article, notamment les obligations déclaratives incombant aux entreprises.</p> <p>« Art. 244 quater X.- I.- 1. Sur option, les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation, à l'exception des sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété, les sociétés d'économie mixte exerçant une activité immobilière outre-mer et les organismes mentionnés à l'article L. 365-1 du même code peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt à raison de l'acquisition ou de la construction de logements neufs dans les départements d'outre-mer, lorsqu'ils respectent les conditions suivantes :</p> <p>« a) Les logements sont donnés en location nue ou meublée par l'organisme mentionné au premier alinéa au présent</p>	<p>—</p> <p><u>location restant à courir.</u></p> <p>« 3. Le crédit d'impôt prévu au présent article est subordonné au respect par les entreprises exploitantes <u>et par les organismes mentionnés au 4 du I du présent article</u> de leurs obligations fiscales et sociales et de l'obligation de dépôt de leurs comptes annuels selon les modalités prévues aux articles L. 232-21 à L. 232-23 du code de commerce à la date de réalisation de l'investissement.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« 2. Un décret fixe les conditions d'application du présent article, notamment les obligations déclaratives incombant aux entreprises <u>et organismes mentionnés au 4 du I.</u></p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« a) Sans modification.</p>	<p>—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>article, dans les six mois de leur achèvement ou de leur acquisition si elle est postérieure et pour une durée au moins égale à cinq ans, à des personnes physiques qui en font leur résidence principale.</p> <p>« Les logements peuvent être spécialement adaptés à l'hébergement de personnes âgées de plus de soixante-cinq ans ou de personnes handicapées auxquelles des prestations de services de nature hôtelière peuvent être proposées.</p> <p>« <i>b</i>) Les bénéficiaires de la location sont des personnes physiques <del>qui en font leur résidence principale et</del> dont les ressources n'excèdent pas des plafonds fixés par décret en fonction du nombre de personnes destinées à occuper à titre principal le logement et de la localisation de celui-ci ;</p> <p>« <i>c</i>) Le montant des loyers à la charge des personnes physiques mentionnées au premier alinéa du <i>a</i><sup>o</sup> ne peut excéder des limites fixées par décret déterminées en fonction notamment de la localisation du logement ;</p> <p>« <i>d</i>) Une part minimale, définie par décret, de la surface habitable des logements compris dans un ensemble d'investissements portés simultanément à la connaissance du ministre chargé du budget dans les conditions prévues au V est louée, dans les conditions définies au <i>a</i><sup>o</sup>, à des personnes physiques dont les ressources sont inférieures aux plafonds mentionnés au <i>b</i><sup>o</sup>, pour des loyers inférieurs aux limites mentionnées au <i>c</i> ;</p> <p>« <i>e</i>) Une fraction, définie par décret, du prix de revient d'un ensemble d'investissements portés simultanément à la connaissance du ministre chargé du budget correspond à des dépenses supportées au titre de l'acquisition d'équipements de production d'énergie renouvelable, d'appareils utilisant une source d'énergie renouvelable ou de matériaux</p>	<p>—</p> <p>« <i>b</i>) Les bénéficiaires de la location sont des personnes physiques dont les ressources n'excèdent pas des plafonds fixés par décret en fonction du nombre de personnes destinées à occuper à titre principal le logement et de la localisation de celui-ci ;</p> <p>« <i>c</i>) Sans modification.</p> <p>« <i>D</i>) Sans modification.</p> <p>« <i>E</i>) Sans modification.</p>	<p>—</p>



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>d'isolation. Un arrêté des ministres chargés du budget, de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'outre-mer fixe la nature des dépenses d'équipement concernées ;</p> <p>« f) les logements sont financés par subvention publique à hauteur d'une fraction minimale de 5 %.</p> <p>« 2. Le crédit d'impôt défini au 1 bénéficie également aux organismes mentionnés au premier alinéa de ce même 1 auxquels sont mis à disposition des logements neufs lorsque les conditions suivantes sont respectées :</p> <p>« a)°Le contrat de crédit-bail est conclu pour une durée au moins égale à cinq ans ;</p> <p>« b)°L'organisme mentionné au premier alinéa du 1 aurait pu bénéficier du crédit d'impôt prévu au même 1 s'il avait acquis directement le bien.</p> <p>« 3. Ouvre également droit au bénéfice du crédit d'impôt l'acquisition de logements achevés depuis plus de vingt ans faisant l'objet de travaux de réhabilitation définis par décret permettant aux logements d'acquérir des performances techniques voisines de celles des logements neufs.</p> <p>« 4. <b>Supprimé.</b></p> <p>« II. – 1. Le crédit d'impôt est assis sur le prix de revient des logements, minoré, d'une part, des taxes et des commissions d'acquisition versées et, d'autre part, des subventions publiques reçues. Ce montant est retenu dans la limite mentionnée au 5 de l'article 199 <i>undecies</i> A, appréciée par mètre carré de surface habitable et, dans le cas des logements mentionnés au second alinéa du a du 1 du I, par mètre carré de surface des parties communes dans lesquelles des prestations de services sont proposées. <del>Cette limite est relevée chaque année, à la date et dans les conditions prévues au 5 de l'article 199 <i>undecies</i> A.</del></p>	<p>« F) Sans modification.</p> <p>« 2. Sans modification.</p> <p>« 3. Sans modification.</p> <p>« 4. <b>Suppression maintenue.</b></p> <p>« II. – 1. Le crédit d'impôt est assis sur le prix de revient des logements, minoré, d'une part, des taxes et des commissions d'acquisition versées et, d'autre part, des subventions publiques reçues. Ce montant est retenu dans la limite mentionnée au 5 de l'article 199 <i>undecies</i> A, appréciée par mètre carré de surface habitable et, dans le cas des logements mentionnés au second alinéa du a du 1 du I, par mètre carré de surface des parties communes dans lesquelles des prestations de services sont proposées.</p>	<p>—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>« Un décret précise, en tant que de besoin, la nature des sommes retenues pour l'appréciation du prix de revient mentionné au premier alinéa du présent 1.</p> <p>« 2. Dans le cas mentionné au 3 du I, le crédit d'impôt est assis sur le prix de revient des logements majoré du coût des travaux de réhabilitation et minoré, d'une part, des taxes et des commissions d'acquisition versées et, d'autre part, des subventions publiques reçues. La limite mentionnée au 1 du présent II est applicable.</p> <p>« III.- Le taux du crédit d'impôt est fixé à 40 %.</p> <p>« IV.- 1. Le crédit d'impôt prévu au I est accordé au titre de l'année d'acquisition de l'immeuble.</p> <p>« 2. Toutefois :</p> <p>« a) En cas de construction de l'immeuble, le crédit d'impôt, calculé sur le montant prévisionnel du prix de revient défini au II, est accordé à hauteur de 50 % au titre de l'année au cours de laquelle les fondations sont achevées et de 25 % au titre de l'année de la mise hors d'eau, et le solde, calculé sur le prix de revient définitif, est accordé au titre de l'année de livraison de l'immeuble ;</p> <p>« b) En cas de réhabilitation d'immeuble, le crédit d'impôt est accordé au titre de l'année d'achèvement des travaux.</p> <p>« 3. Lorsque l'investissement est réalisé dans les conditions prévues au 2 du I, le crédit d'impôt est accordé au titre de l'année de mise à disposition du bien au crédit-preneur.</p> <p>« V.- 1. L'option mentionnée au 1 du I est exercée par investissement et s'applique à l'ensemble des autres investissements d'un même programme. L'option est exercée par l'organisme qui exploite l'investissement au plus tard l'année précédant l'achèvement des</p>	<p>—</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« 2. Sans modification.</p> <p>« III.- Sans modification.</p> <p>« IV.- 1. Sans modification.</p> <p>« 2. Sans modification.</p> <p>« 3. Lorsque l'investissement est réalisé dans les conditions prévues au 2 du I, le crédit d'impôt est accordé au titre de l'année <u>au cours de laquelle le bien est mis à la disposition du crédit-preneur.</u></p> <p>Alinéa sans modification.</p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>fondations.</p> <p>« Cette option doit être exercée auprès de l'administration avant la date limite de dépôt de la déclaration de résultats de l'exercice précédant l'achèvement des fondations.</p> <p>« Dans la situation mentionnée au 2 du I, l'option est portée à la connaissance du crédit-bailleur. Elle est formalisée dans la déclaration de résultat de l'exercice au cours duquel l'investissement a été mis en service ou mis à disposition et est jointe à la déclaration de résultat du crédit-bailleur de ce même exercice.</p> <p>« 2. L'option mentionnée au 1 du présent V emporte renonciation au bénéfice des dispositifs définis aux articles 199 <i>undecies</i> C et 217 <i>undecies</i>.</p> <p>« 3. <i>Supprimé.</i></p> <p>« VI.- Lorsque le montant par programme des investissements est supérieur à deux millions d'euros, le bénéfice du crédit d'impôt est conditionné à l'obtention d'un agrément préalable délivré par le ministre chargé du budget dans les conditions prévues au III de l'article 217 <i>undecies</i>.</p> <p>« VII.- 1. Le crédit d'impôt fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle :</p> <p>« a) L'une des conditions mentionnées au I n'est pas respectée ;</p> <p>« b) Les logements mentionnés au I sont cédés, si cette cession intervient avant l'expiration de la période de cinq ans mentionnée au a° du 1 et au a° du 2 du I.</p> <p>« 2. Lorsque l'investissement revêt la forme de la construction d'un immeuble ou de l'acquisition d'un immeuble à construire, l'immeuble doit être achevé dans les deux ans suivant la date à laquelle les fondations sont achevées.</p> <p>« À défaut, le crédit d'impôt</p>	<p>—</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« Dans la situation mentionnée au 2 du I, l'option est portée à la connaissance du crédit-bailleur. Elle est formalisée dans la déclaration de résultat de l'exercice au cours duquel l'investissement a été mis en service ou mis à disposition et est jointe à la déclaration de résultat du crédit-bailleur <u>au titre</u> de ce même exercice.</p> <p>« 2. Sans modification.</p> <p>« 3. <i>Suppression maintenue.</i></p> <p>« VI.- Sans modification.</p> <p>« VII.- Sans modification.</p>	<p>—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p>	<p>—</p>	<p>—</p>
<p>acquis au titre de cet investissement fait l'objet d'une reprise au titre de l'année au cours de laquelle intervient le terme de ce délai de deux ans.</p>		
<p>« VIII.- 1. Le présent article est applicable aux acquisitions, constructions ou réhabilitations d'immeubles effectuées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014, et jusqu'au 31 décembre 2017.</p>	<p>« VIII.- Sans modification.</p>	
<p>« 2. Un décret fixe les conditions d'application du présent article, notamment les obligations déclaratives incombant aux organismes mentionnés au premier alinéa du 1 du I. ».</p>		
<p>N.- Le <i>c</i> de l'article 296 <i>ter</i> est complété par les mots : « , ou à l'article 244 <i>quater</i> X » ;</p>	<p>N.- Sans modification.</p>	
<p>O.- À la fin de l'article 1740-00 AB, la référence : « et 217 <i>duodecies</i> » est remplacée par les références « , 217 <i>duodecies</i>, 244 <i>quater</i> W et 244 <i>quater</i> X » ;</p>	<p>O.- Sans modification.</p>	
<p>P.- À la fin de l'article 1740-0 A, la référence : « ou 217 <i>undecies</i> » est remplacée par les références « , 217 <i>undecies</i>, 244 <i>quater</i> W ou 244 <i>quater</i> X ».</p>	<p>P.- Sans modification.</p>	
<p>Q.- Au 3<sup>o</sup> de l'article 1743, la référence : « et 217 <i>duodecies</i> » est remplacée par les références « , 217 <i>duodecies</i>, 244 <i>quater</i> W et 244 <i>quater</i> X ».</p>	<p>Q.- Sans modification.</p>	
<p>II.- Au premier alinéa de l'article L. 45 F du livre des procédures fiscales, la référence : « et 217 <i>duodecies</i> » est remplacée par les références « , 217 <i>duodecies</i>, 244 <i>quater</i> W et 244 <i>quater</i> X ».</p>	<p>II.- Sans modification.</p>	
<p>III.- Le présent article est applicable aux investissements réalisés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014, sous réserve que la Commission européenne ait déclaré ces dispositions compatibles avec le droit de l'Union européenne.</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Toutefois les articles 199 <i>undecies</i> B, 199 <i>undecies</i> C, 199 <i>undecies</i> D, 200-0 A, 217 <i>undecies</i> et 217 <i>duodecies</i> du code général des impôts restent applicables, dans les conditions prévues par les dispositions antérieures à la présente loi :</p> <p>1° Aux investissements pour l'agrément desquels une demande est parvenue à l'administration avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et, pour les biens meubles, qui font l'objet d'une commande et du versement d'acomptes au moins égaux à 50 % du prix de revient au plus tard le 31 décembre 2014 ou qui portent sur des biens immeubles dont l'achèvement des fondations intervient au plus tard le 31 décembre 2015 ;</p> <p>2° Aux acquisitions d'immeubles ayant fait l'objet d'une déclaration d'ouverture de chantier avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;</p> <p>3° Aux acquisitions de biens meubles corporels commandés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et pour lesquels des acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix ont été versés à cette date ;</p> <p>4° Aux travaux de réhabilitation d'immeubles pour lesquels des acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix ont été versés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>1° <u>Aux investissements pour l'agrément desquels une demande est parvenue à l'administration avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 et :</u></p> <p><u>a) Pour les biens meubles, qui font l'objet d'une commande avant le 31 décembre 2014 et pour lesquels des acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix ont été versés à cette date ;</u></p> <p><u>b) (nouveau) Pour les travaux de réhabilitation d'immeubles, pour lesquels des acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix ont été versés au plus tard le 31 décembre 2014 ;</u></p> <p><u>c) Qui portent sur des biens immeubles dont l'achèvement des fondations intervient au plus tard le 31 décembre 2015 ;</u></p> <p>2° Sans modification.</p> <p>3° Sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

<p><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b></p>	<p><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b></p>	<p><b>Propositions de la commission</b></p>
<p>—</p> <p>Les entreprises qui réalisent les investissements mentionnés aux 1° à 4° du présent III peuvent opter, quel que soit leur chiffre d'affaires, pour l'application du crédit d'impôt prévu à l'article 244 <i>quater</i> W du code général des impôts à ces investissements dans les conditions prévues au V de ce même article ou, le cas échéant, pour l'application à ces investissements du crédit d'impôt prévu à l'article 244 <i>quater</i> X du même code dans les conditions prévues au V de ce même article.</p> <p>IV.– Une évaluation des dispositifs prévus aux articles 244 <i>quater</i> W et 244 <i>quater</i> X du code général des impôts est réalisée annuellement à compter de 2016.</p>	<p>—</p> <p>Les entreprises qui réalisent les investissements mentionnés aux 1° à 4° du présent III peuvent opter, quel que soit leur chiffre d'affaires, pour l'application <u>à ces investissements du crédit d'impôt prévu à l'article 244 <i>quater</i> W du code général des impôts</u>, dans les conditions prévues au V de ce même article, ou, le cas échéant, pour l'application à ces investissements du crédit d'impôt prévu à l'article 244 <i>quater</i> X du même code, dans les conditions prévues au V de ce même article.</p> <p>IV.– Sans modification.</p> <p><u>V (nouveau). – Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1<sup>er</sup> octobre 2014, un rapport étudiant l'opportunité et les modalités de la mise en place d'un prêt bonifié servi par la Caisse des dépôts et consignations qui se substituerait au moins partiellement à l'aide fiscale à l'investissement outre-mer pour le secteur du logement social.</u></p>	<p>—</p>
<p><b>Article 14</b></p> <p>I.– Le I de l'article 212 du code général des impôts est ainsi rédigé :</p> <p>« I.- Les intérêts afférents aux sommes laissées ou mises à disposition d'une entreprise par une entreprise liée, directement ou indirectement, au sens du 12 de l'article 39 sont déductibles :</p> <p>« a) Dans la limite de ceux calculés d'après le taux prévu au premier alinéa du 3° du 1 du même article 39 ou, s'ils sont supérieurs, d'après le taux que cette entreprise emprunteuse aurait pu obtenir d'établissements ou d'organismes financiers indépendants dans des conditions analogues ;</p>	<p><b>Article 14</b></p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« a) Sans modification.</p>	<p><b>Article 14</b></p> <p>Sans modification.</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>« <i>b</i>) Et, sous réserve que l'entreprise débitrice démontre, à la demande de l'administration, que l'entreprise qui a mis les sommes à sa disposition est, au titre de l'exercice en cours, assujettie à raison de ces mêmes intérêts à un impôt sur le revenu ou les bénéfices dont le montant est au moins égal au quart de l'impôt sur les bénéfices déterminé dans les conditions de droit commun.</p> <p>« Dans l'hypothèse où l'entreprise prêteuse est domiciliée ou établie à l'étranger, l'impôt sur les bénéfices déterminé dans les conditions de droit commun s'entend de celui dont elle aurait été redevable en France sur les intérêts perçus si elle y avait été domiciliée ou établie. ».</p> <p>« Lorsque l'entreprise prêteuse est une société ou un groupement soumis au régime d'imposition prévu à l'article 8 du présent code ou un organisme de placement collectif relevant des articles L. 214-1 à L. 214-191 du code monétaire et financier, ou un organisme de même nature constitué sur le fondement d'un droit étranger situé dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qui n'est pas un État non coopératif au sens de l'article 238-0 A du présent code, le présent <i>b</i> ne s'applique que s'il existe également des liens de dépendance, au sens du 12 de l'article 39, entre cette société, ce groupement ou cet organisme et un ou plusieurs détenteurs de parts de cette même structure. Dans cette hypothèse, l'impôt sur ces intérêts est apprécié au niveau de ces détenteurs de parts. »</p> <p>II.– Le présent article s'applique aux exercices clos à compter du 25 septembre 2013.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« Lorsque l'entreprise prêteuse est une société ou un groupement soumis au régime d'imposition prévu à l'article 8 du présent code ou un organisme de placement collectif relevant des articles L. 214-1 à L. 214-191 du code monétaire et financier ou un organisme de même nature constitué sur le fondement d'un droit étranger et situé dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qui n'est pas un État non coopératif au sens de l'article 238-0 A du présent code, le présent <i>b</i> ne s'applique que s'il existe également des liens de dépendance, au sens du 12 de l'article 39, entre cette société, ce groupement ou cet organisme et un ou plusieurs détenteurs de parts de cette <u>société, de ce groupement ou de cet organisme</u>. Dans cette hypothèse, l'impôt sur ces intérêts est apprécié au niveau de ces détenteurs de parts. »</p> <p>II.– Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 15</b></p> <p style="text-align: center;"><i>Supprimé.</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 15 bis (nouveau)</b></p> <p>I. – À la fin du VI de l'article 220 <i>quaterdecies</i> du code général des impôts, dans sa rédaction résultant de l'article 34 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012, le montant : « 10 millions d'euros » est remplacé par le montant : « 20 millions d'euros ».</p> <p>II. – Le I entre en vigueur à une date fixée par décret et, au plus tard, le 1<sup>er</sup> janvier 2015.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 15</b></p> <p style="text-align: center;"><i>Suppression maintenue.</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 15 bis</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 15</b></p> <p style="text-align: center;"><i>Suppression maintenue.</i></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 15 bis</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 15 ter (nouveau)</b></p> <p>L'article 244 <i>quater O</i> du code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° Au 2° du I, les mots : « conception des nouveaux produits » sont remplacés par les mots : « création d'ouvrages » ;</p> <p>2° Après le VI, il est inséré un VI <i>bis</i> ainsi rédigé :</p> <p>« VI <i>bis</i>. – Le bénéfice du crédit d'impôt mentionné au I est subordonné au respect du règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission, du 15 décembre 2006, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides <i>de minimis</i>.</p> <p>« Pour l'application du premier alinéa du présent VI <i>bis</i>, les sociétés de personnes et les groupements mentionnés aux articles 8, 238 <i>bis</i> L, 239 <i>quater</i>, 239 <i>quater A</i>, 239 <i>quater B</i> et 239 <i>quater C</i> qui ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés doivent également respecter le règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission, du 15 décembre 2006, précité. Le crédit d'impôt peut être utilisé par les associés de ces sociétés ou les membres de ces</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 15 ter</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 15 ter</b></p> <p>Sans modification.</p>



<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>groupements proportionnellement à leurs droits dans ces sociétés ou groupements s'ils satisfont aux conditions d'application de ce même règlement et sous réserve qu'il s'agisse de redevables soumis à l'impôt sur les sociétés ou de personnes physiques participant à l'exploitation au sens du 1° <i>bis</i> du I de l'article 156. »</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 16</b></p> <p>I.– Après le 2 <i>octies</i> de l'article 283 du code général des impôts, sont insérés des 2 <i>nonies</i> et 2 <i>decies</i> ainsi rédigés :</p> <p>« 2 <i>nonies</i>. Pour les travaux de construction, y compris ceux de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition effectués en relation avec un bien immobilier par une entreprise sous-traitante, au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, pour le compte d'un preneur assujetti, la taxe est acquittée par le preneur.</p> <p>« 2 <i>decies</i>. Lorsqu'il est constaté une urgence impérieuse tenant à un risque de fraude à la taxe sur la valeur ajoutée présentant un caractère soudain, massif, et susceptible d'entraîner pour le Trésor des pertes financières considérables et irréparables, un arrêté du ministre chargé du budget prévoit que la taxe est acquittée par l'assujetti destinataire des biens ou preneur des services. »</p> <p>II.– Le 2 <i>nonies</i> de l'article 283 du code général des impôts s'applique aux contrats de sous-traitance conclus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 16</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 16</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 17</b></p> <p>I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 17</b></p> <p>Alinéa sans modification.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 17</b></p> <p>Sans modification.</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>aa) À la première phrase du premier alinéa du 2° du 9 de l'article 38, le mot : « dix-septième » est remplacé par le mot : « seizième » et le mot : « dix-huitième » est remplacé par le mot : « dix-septième » ;</p> <p>a) Le quinzième alinéa du 5° du 1 de l'article 39 est supprimé ;</p> <p>a bis) Le même 5° est ainsi modifié :</p> <p>– à la première phrase du dix-septième alinéa, le mot : « seizième » est remplacé par le mot : « quinzième » ;</p> <p>– à la première phrase du vingt-cinquième alinéa, le mot : « dix-septième » est remplacé par le mot : « seizième » ;</p> <p>– au vingt-neuvième alinéa, le mot : « vingt-huitième » est remplacé par le mot : « vingt-septième » ;</p> <p>– au trentième alinéa, les mots : « vingt-huitième et vingt-neuvième » sont remplacés par les mots : « vingt-septième et vingt-huitième » et le mot : « seizième » est remplacé par le mot : « quinzième » ;</p> <p>– au trente-deuxième alinéa, les mots : « vingt-huitième à trente et unième » sont remplacés par les mots : « vingt-septième à trentième » ;</p>	<p>—</p> <p><u>aaa) (nouveau) À la seconde phrase du treizième alinéa du h du 1° du I de l'article 31, au dernier alinéa du D du I de l'article 199 novovicies et au 3 du II de l'article 239 nonies, les mots : « ou ayant fait l'objet d'un agrément ministériel » sont supprimés ;</u></p> <p>aa) Sans modification.</p> <p>a) Sans modification.</p> <p>a bis) Sans modification.</p> <p><u>a ter A) (nouveau) Au dernier alinéa du 4 du même article, les mots : « , inscrites à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ou agréées ou » sont remplacés par les mots : « ou inscrites à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, » ;</u></p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p><i>a ter</i>) Au second alinéa du 1<sup>er</sup> de l'article 39 <i>bis</i> et au 7 de l'article 39 <i>bis</i> A, le mot : « seizième » est remplacé par le mot : « quinzième » ;</p> <p><i>b</i>) L'article 39 <i>ter</i> B est abrogé ;</p> <p><i>c</i>) L'article 40 <i>quinquies</i> est abrogé ;</p> <p><i>d</i>) Les 3<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup> <i>septies</i> de l'article 81 sont abrogés ;</p> <p><i>d bis</i>) L'article 83 est ainsi modifié :</p> <p>– les 2<sup>o</sup> <i>quater</i> et 2<sup>o</sup> <i>quinquies</i> sont abrogés ;</p> <p>– à la première phrase du deuxième alinéa du 3<sup>o</sup>, la référence : « 2<sup>o</sup> <i>quinquies</i> » est remplacée par la référence : « 2<sup>o</sup> <i>ter</i> » et la référence : « et à l'article 83 <i>bis</i> » est supprimée ;</p>	<p>—</p> <p><i>a ter</i>) Sans modification.</p> <p><i>b</i>) Sans modification.</p> <p><i>c</i>) Sans modification.</p> <p><i>d</i>) Sans modification.</p> <p><i>d bis</i>) Sans modification.</p>	<p>—</p>
<p><i>d ter</i>) L'article 83 <i>bis</i> est abrogé ;</p> <p><i>e</i>) Le 7 de l'article 93 est abrogé ;</p>	<p><i>d ter</i>) Sans modification.</p> <p><i>e</i>) Sans modification.</p>	
<p><i>f</i>) Le 9<sup>o</sup> <i>quinquies</i> de l'article 157</p>	<p><u><i>e bis</i>) (nouveau) L'article 156 est ainsi modifié :</u></p> <p>– au premier alinéa du 3<sup>o</sup> du I, les mots : « ou ayant fait l'objet d'un agrément ministériel » sont supprimés ;</p> <p>– au 1<sup>o</sup> <i>ter</i> du II, les mots : « en raison de leur caractère historique ou artistique particulier et qui auront été agréés à cet effet par le ministre chargé du budget, » sont supprimés ;</p> <p><u><i>e ter</i>) (nouveau) Au I, au premier alinéa du II et au V de l'article 156 <i>bis</i>, les mots : « ayant fait l'objet d'un agrément par le ministre chargé du budget en raison de leur caractère historique ou artistique particulier » sont supprimés ;</u></p> <p><i>f</i>) Sans modification.</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>est abrogé ;</p>	<p>—</p> <p><u><i>f bis A) (nouveau)</i> Le 3 de l'article 158 est ainsi modifié :</u></p> <p>– au <i>a</i> du 3°, les mots : « des sociétés d'investissement mentionnées au 1° <i>ter</i> de l'article 208 et » sont supprimés ;</p> <p>– au <i>c</i> du 4°, la référence : « aux 1° <i>ter</i> et » est remplacée par le mot : « au » ;</p> <p><u><i>f bis B) (nouveau)</i> L'avant-dernier alinéa de l'article 163 <i>bis AA</i> est supprimé ;</u></p> <p><u><i>f bis C) (nouveau)</i> Au premier alinéa du II de l'article 199 <i>ter</i>, la référence : « à 1° <i>ter</i> » est remplacée par la référence : « et 1° <i>bis A</i> » ;</u></p> <p><u><i>f bis D) (nouveau)</i> La seconde phrase du premier alinéa du VI <i>quater</i> de l'article 199 <i>terdecies-0 A</i> et du V de l'article 885-0 V <i>bis</i> est supprimée ;</u></p> <p><u><i>f bis E) (nouveau)</i> Au second alinéa du III de l'article 199 <i>terdecies-0 B</i>, la référence : « au 2° <i>quinquies</i> et » est supprimée ;</u></p> <p><u><i>f bis F) (nouveau)</i> À la seconde phrase du dernier alinéa du 4 du I de l'article 199 <i>septvicies</i>, les mots : « ou ayant fait l'objet d'un agrément ministériel » sont supprimés ;</u></p>	<p>—</p>
<p><i>f bis)</i> Le 1° <i>ter</i> de l'article 208 est abrogé ;</p> <p><i>f ter)</i> L'article 209 est ainsi modifié :</p> <p>– au VI, le mot : « vingtième » est remplacé par le mot : « dix-neuvième » ;</p> <p>– à la première phrase du premier alinéa du VII, le mot : « dix-huitième » est</p>	<p><i>f bis)</i> Sans modification.</p> <p><i>f ter)</i> Sans modification.</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
—	—	—
remplacé par le mot : « dix-septième » ;		
g) L'article 209 C est abrogé ;	g) Sans modification.	
g bis) L'article 217 <i>septies</i> est abrogé ;	g bis) Sans modification.	
h) L'article 217 <i>quaterdecies</i> est abrogé ;	h) Sans modification.	
i) Au premier alinéa du <i>a septies</i> du I de l'article 219, le mot : « dix-huitième » est remplacé par le mot : « dix-septième » ;	i) Sans modification.	
j) Aux deux dernières phrases du quatrième alinéa de l'article 223 B, le mot : « seizième » est remplacé par le mot : « quinzième » ;	j) Sans modification.	
k) Aux deux dernières phrases du dernier alinéa de l'article 223 D, le mot : « dix-septième » est remplacé par le mot : « seizième » ;	k) Sans modification.	
l) À l'article 238 <i>bis</i> HE, les mots : « sont admises en déduction dans les conditions définies à l'article 217 <i>septies</i> et » sont supprimés ;	l) Sans modification.	
m) À la dernière phrase du premier alinéa de l'article 238 <i>bis</i> HH, les références : « aux articles 199 <i>unvicies</i> et 217 <i>septies</i> » sont remplacées par la référence : « à l'article 199 <i>unvicies</i> » ;	m) Sans modification.	
n) À l'article 238 <i>bis</i> HL, les mots : « la réintégration des sommes déduites en application de l'article 217 <i>septies</i> au résultat imposable de l'exercice au cours duquel elles ont été déduites ou » sont supprimés ;	n) Sans modification.	
o) L'article 885 T est abrogé ;	o) Sans modification.	
p) Au second alinéa du II de l'article 1394 B <i>bis</i> , la référence : « ou au I de l'article 1395 D » est supprimée ;	p) Sans modification.	
q) L'article 1395 D est abrogé ;	q) Sans modification.	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>r) Au deuxième alinéa du 3 du II de l'article 1395 E, les références : « , 1395 C et 1395 D » sont remplacées par la référence : « et 1395 C » ;</p> <p>s) L'article 1395 F est abrogé ;</p> <p>t) Le II de l'article 1395 G est ainsi modifié :</p> <p>– au premier alinéa, les références : « des articles 1395 B et 1395 D » sont remplacées par la référence : « de l'article 1395 B » ;</p> <p>– à la fin du même premier alinéa, les références : « , aux articles 1395 E et 1395 F ainsi qu'à l'article 1649 » sont remplacées par les références : « ainsi qu'aux articles 1395 E et 1649 » ;</p> <p>– à la fin du deuxième alinéa, les références : « , au 1<sup>o</sup> ter de l'article 1395 et au I de l'article 1395 D » sont remplacées par la référence : « et au 1<sup>o</sup> ter de l'article 1395 » ;</p> <p>u) Au premier alinéa du II de l'article 1395 H, la référence : « 1395 F » est remplacée par la référence « 1395 E » ;</p> <p>v) Au deuxième alinéa du II de l'article 1395 H, la référence : « ou au I de l'article 1395 D » est supprimée.</p> <p><i>I bis.</i> – Le neuvième alinéa de l'article L. 117-3 du code de l'action sociale et des familles est supprimé.</p> <p><i>I ter.</i> – Le dernier alinéa de l'article L. 321-13 du code rural et de la pêche maritime est supprimé.</p> <p><i>I quater.</i> – Au 3<sup>o</sup> du III de l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale, la référence : « 3<sup>o</sup>, » est supprimée.</p> <p><i>I quinquies .</i> – L'article L. 332-2 du code du cinéma et de l'image animée est abrogé.</p>	<p>—</p> <p>r) Sans modification.</p> <p>s) Sans modification.</p> <p>t) Sans modification.</p> <p>u) Sans modification.</p> <p>v) Sans modification.</p> <p><i>I bis.</i> – Sans modification.</p> <p><i>I ter.</i> – Sans modification.</p> <p><i>I quater.</i> – Sans modification.</p> <p><i>I quinquies .</i> – Sans modification.</p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>H. Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° À la seconde phrase du treizième alinéa du <i>h</i> du 1° du I de l'article 31, au dernier alinéa du D du I de l'article 199 <i>novovicies</i> et au 3 du II de l'article 239 <i>nonies</i>, les mots : « ou ayant fait l'objet d'un agrément ministériel » sont supprimés ;</p> <p>2° L'article 156 est ainsi modifié :</p> <p>a) Au premier alinéa du 3° du I, les mots : « ou ayant fait l'objet d'un agrément ministériel » sont supprimés ;</p> <p>b) Au 1° <i>ter</i> du II, les mots : « en raison de leur caractère historique ou artistique particulier et qui auront été agréés à cet effet par le ministre chargé du budget, » sont supprimés ;</p> <p>3° Au I, au premier alinéa du II et au V de l'article 156 <i>bis</i>, les mots : « ayant fait l'objet d'un agrément par le ministre chargé du budget en raison de leur caractère historique ou artistique particulier » sont supprimés ;</p> <p>4° (nouveau) Le 3 de l'article 158 est ainsi modifié :</p> <p>a) Au <i>a</i> du 3°, les mots : « des sociétés d'investissement mentionnées au 1° <i>ter</i> de l'article 208 et » sont supprimés ;</p> <p>b) Au <i>c</i> du 4°, la référence : « aux 1° <i>ter</i> et » est remplacée par le mot : « au » ;</p> <p>5° (nouveau) L'avant dernier alinéa de l'article 163 <i>bis</i> AA est supprimé</p> <p>6° (nouveau) Au premier alinéa du II de l'article 199 <i>ter</i>, la référence : « à 1° <i>ter</i> » est remplacée par la référence : « et 1° <i>bis</i> A » ;</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>II. – <i>Supprimé.</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>
<p><del>7° (nouveau) La seconde phrase du premier alinéa du VI quater de l'article 199 terdecies 0 A et du V de l'article 885 0 V bis est supprimée ;</del></p>		
<p><del>8° (nouveau) Au second alinéa du III de l'article 199 terdecies 0 B, la référence : « au 2° quinquies et » est supprimée ;</del></p>		
<p><del>9° (nouveau) À la seconde phrase du dernier alinéa du 4 du I de l'article 199 septvicies, les mots : « ou ayant fait l'objet d'un agrément ministériel » sont supprimés ;</del></p>		
<p><del>10° (nouveau) À la première phrase du premier alinéa du c du 1 de l'article 220, les mots : « , les sociétés de développement régional visées au 1° ter de l'article précité » sont supprimés ;</del></p>		
<p>II bis. –L'article L. 221-31 du code monétaire et financier est ainsi modifié :</p>	<p>II bis. –Sans modification.</p>	
<p>1° À la seconde phrase du 4° du I, la référence : « aux 1° ter et » est remplacée par le mot : « au » ;</p>		
<p>2° À la première phrase du 2° du II, les mots : « des dispositions des 2° quater et 2° quinquies de l'article 83, » sont supprimés.</p>		
<p>II ter. – Le dernier alinéa de l'article L. 3325-2 du code du travail est supprimé.</p>	<p>II ter. – Sans modification.</p>	
<p>II quater. – La seconde phrase du dernier alinéa de l'article L. 143-2 du code du patrimoine est supprimée.</p>	<p>II quater. – Sans modification.</p>	
<p>II quinquies. –La seconde phrase du dernier alinéa de l'article L. 300-3 du code de l'environnement est supprimée.</p>	<p>II quinquies. –Sans modification.</p>	
<p>III.– Le II de l'article 95 de la loi n° 2009-1674 du 30 décembre 2009</p>	<p>III.– Sans modification.</p>	



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>de finances rectificative pour 2009 est abrogé.</p> <p>IV. – 1. Le <i>d</i> du I, en tant qu'il abroge le 3° de l'article 81 du code général des impôts, et les <i>I ter</i> et <i>I quater</i> s'appliquent aux sommes attribuées aux héritiers d'exploitants agricoles ou aux conjoints d'héritiers d'exploitants agricoles qui participent directement et gratuitement à l'exploitation agricole après le 30 juin 2014.</p> <p>2. Le <i>d</i> du I, en tant qu'il abroge le 9° <i>septies</i> de l'article 81 du code général des impôts, et le <i>I bis</i> s'appliquent aux aides versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p> <p>3. Les 1° à 3° du II s'appliquent à compter de l'imposition des revenus de l'année 2014. Toutefois, pour les immeubles ayant fait l'objet d'un agrément ministériel avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, les articles 31, 156, 156 <i>bis</i>, 199 <i>novovicies</i> et 239 <i>nonies</i> du code général des impôts continuent de s'appliquer, dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur du présent 3, jusqu'au terme de chaque agrément.</p> <p>4. Le <i>f</i> du I s'applique aux livrets d'épargne entreprise ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p> <p>5. Les <i>d bis</i> et <i>d ter</i> du I, les 5°, 7° et 8° du II, le 2° du II <i>bis</i> et le II <i>ter</i> s'appliquent aux emprunts contractés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.</p> <p>6. Le <i>s</i>, le troisième alinéa du <i>t</i> et le <i>u</i> du I s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.</p>	<p>IV. – 1. Sans modification.</p> <p>2. Sans modification.</p> <p>3. Les <u><i>aaa</i>, <i>e bis</i> et <i>e ter</i></u> du I s'appliquent à compter de l'imposition des revenus de l'année 2014. Toutefois, pour les immeubles ayant fait l'objet d'un agrément ministériel avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, les articles 31, 156, 156 <i>bis</i>, 199 <i>novovicies</i> et 239 <i>nonies</i> du code général des impôts continuent de s'appliquer, dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur du présent 3, jusqu'au terme de chaque agrément.</p> <p>4. Sans modification.</p> <p>5. Les <u><i>d bis</i>, <i>d ter</i>, <i>f bis B</i>, <i>f bis D</i> et <i>f bis E</i></u> du I, le 2° du II <i>bis</i> et le II <i>ter</i> s'appliquent aux emprunts contractés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.</p> <p>6. Sans modification.</p>	<p>Article 18</p>
<p>Article 18</p> <p>I.– Le code général des impôts est ainsi modifié :</p>	<p>Article 18</p> <p>I.– Sans modification.</p>	<p>Article 18</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p>A.— Le I de l'article 150 VC est ainsi modifié :</p> <p>1° Au premier alinéa, après la référence : « 150 UC », sont insérés les mots : « , autres que des terrains à bâtir définis au 1° du 2 du I de l'article 257 ou des droits s'y rapportant » ;</p> <p>2° Au deuxième alinéa, le taux : « 2 % » est remplacé par le taux : « 6 % » ;</p> <p>3° Le troisième alinéa est ainsi rédigé :</p> <p>«- 4 % au titre de la vingt-deuxième année de détention ; »</p> <p>4° Le quatrième alinéa est supprimé ;</p> <p>5° Au sixième alinéa, le mot : « cinquième » est remplacé par le mot : « quatrième ».</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>
<p>B.— Au II de l'article 150 VD, le mot : « quatre » est remplacé, deux fois, par le mot : « trois ».</p>		
<p>II.— Le VI de l'article L. 136-7 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :</p> <p>1° Au début du premier alinéa est ajoutée la mention : « 1. » ;</p> <p>2° Aux premier et second alinéas, après le mot : « est », sont insérés les mots : « , sous réserve du 2 du présent VI, » ;</p> <p>3° Il est ajouté un 2 ainsi rédigé :</p> <p>« 2. Pour la détermination de l'assiette de la contribution portant sur les plus-values mentionnées au 1, autres que celles mentionnées à l'article 150 UA du code général des impôts ou réalisées lors de la cession de terrains à bâtir définis au 1° du 2 du I de l'article 257 du même code, ou de droits s'y rapportant, il est fait application, en lieu et place de l'abattement mentionné aux premier à troisième alinéas du I de l'article 150 VC du même code, d'un</p>	<p>Alinéa sans modification.</p> <p>1° Sans modification.</p> <p>2° Sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>abattement fixé à :</p> <p>« a) 1,65 % pour chaque année de détention au-delà de la cinquième ;</p> <p>« b) 1,60 % pour la vingt-deuxième année de détention ;</p> <p>« c) 9 % pour chaque année de détention au-delà de la vingt-deuxième.</p> <p>« Pour l'application de l'abattement, la durée de détention est décomptée selon les mêmes modalités que celles prévues aux 1° à 3° du I du même article 150 VC. »</p> <p>III.– A.– Un abattement de 25 % est applicable sur les plus-values, déterminées dans les conditions prévues aux articles 150 V à 150 VD du code général des impôts, résultant de la cession de biens immobiliers ou de droits portant sur ces biens, autres que des terrains à bâtir définis au 1° du 2 du I de l'article 257 du même code ou de droits s'y rapportant, mentionnées à l'article 150 U de ce code ou au a du 3 du I de l'article 244 <i>bis</i> A dudit code lorsque lesdites plus-values sont réalisées, directement ou indirectement, par des personnes physiques soumises au prélèvement mentionné à cet article.</p> <p>L'abattement mentionné au premier alinéa du présent A est également applicable aux plus-values prises en compte pour la détermination de l'assiette des contributions prévues aux articles L. 136-7 du code de la sécurité sociale et 16 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, des prélèvements prévus aux articles 1600-0 S du code général des impôts et L. 245-15 du code de la sécurité sociale, de la contribution additionnelle prévue à l'article L. 14-10-4 du code de l'action sociale et des familles et de la taxe mentionnée à l'article 1609 <i>nonies</i> G du code général des impôts.</p> <p>B.– Le A ne s'applique pas aux plus-values résultant des cessions réalisées au profit d'un cessionnaire s'il</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>« a) Sans modification.</p> <p>« b) Sans modification.</p> <p>« c) Sans modification.</p> <p>« Pour l'application de l'abattement, la durée de détention est décomptée selon les <u>modalités</u> prévues aux 1° à 3° du I du même article 150 VC. »</p> <p>III.– Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p>s'agit :</p> <p>1° D'une personne physique, qui est le conjoint du cédant, son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, son concubin notoire ou un ascendant ou descendant du cédant ou de l'une de ces personnes ;</p> <p>2° D'une personne morale, dont le cédant, son conjoint, son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, son concubin notoire ou un ascendant ou descendant de l'une de ces personnes est un associé ou le devient à l'occasion de cette cession.</p> <p>IV.– A.– Le 1° du A du I s'applique aux plus-values réalisées au titre des cessions intervenant à compter du 1<sup>er</sup> mars 2014.</p> <p>B.– Les 2° à 5° du A, le B du I et le II s'appliquent aux plus-values réalisées au titre des cessions intervenant à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2013, à l'exception de celles réalisées au titre des cessions de terrains à bâtir définis au 1° du 2 du I de l'article 257 du code général des impôts ou de droits s'y rapportant.</p> <p>C.– Le III s'applique aux plus-values réalisées au titre des cessions intervenant entre le 1<sup>er</sup> septembre 2013 et le 31 août 2014.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>IV.– A.– Sans modification.</p> <p>B.– Sans modification.</p> <p>C. – <u>1.</u> Le III s'applique aux plus-values réalisées au titre des cessions intervenant entre le 1<sup>er</sup> septembre 2013 et le 31 août 2014.</p> <p><u>2 (nouveau).</u> Le III s'applique également aux plus-values réalisées au titre des cessions portant sur des biens immobiliers situés dans des communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants, telle que définie à l'article 232 du code général des impôts, intervenant entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 31 décembre 2014 et, à la condition qu'une promesse de vente ait acquis date certaine au plus tard le 31 décembre 2014, à celles réalisées au titre des mêmes cessions intervenant entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 31 décembre 2016.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>D. – Aux 7° et 8° du II de l'article 150 U du code général des impôts, après l'année : « 2011 », sont insérés les mots : « et du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2015 ».</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p><u>Pour l'application du premier alinéa du présent 2, le cessionnaire s'engage, par une mention portée dans l'acte authentique d'acquisition, à démolir les constructions existantes en vue de réaliser et d'achever des locaux destinés à l'habitation dont la surface de plancher est au moins égale à 90 % de celle autorisée par le coefficient d'occupation des sols applicable, dans un délai de quatre ans à compter de la date de l'acquisition.</u></p> <p><u>En cas de manquement à cet engagement, le cessionnaire est redevable d'une amende d'un montant égal à 10 % du prix de cession mentionné dans l'acte.</u></p> <p><u>En cas de fusion de sociétés, l'engagement souscrit par le cessionnaire n'est pas rompu lorsque la société absorbante s'engage, dans l'acte de fusion, à se substituer à la société absorbée pour le respect de l'engagement précité dans le délai restant à courir. Le non-respect par la société absorbante de cet engagement entraîne l'application de l'amende prévue pour le cessionnaire.</u></p> <p>D. – Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 18 bis (nouveau)</b></p> <p><del>Le 1<sup>er</sup> du II de l'article 266 sexies du code des douanes est ainsi rédigé :</del></p> <p><del>« 1<sup>er</sup>. Aux installations de stockage des déchets autorisées, au titre du titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, à recevoir des déchets d'amiante liés à des matériaux de construction inertes ayant conservé leur</del></p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 18 bis</b></p> <p style="text-align: center;"><i>Supprimé.</i></p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 18 bis</b></p> <p style="text-align: center;"><i>Suppression maintenue.</i></p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p><del>intégrité (amiante ciment) relevant du code 17 06 05 de la liste des déchets pour la quantité de déchets d'amiante ciment reçus ; ».</del></p> <p><b>Article 18 ter (nouveau)</b></p> <p>I. – Le 2° du II de l'article 150 U du code général des impôts est ainsi rédigé :</p> <p>« 2° Au titre de la cession d'un logement situé en France lorsque le cédant est une personne physique, non résidente de France, ressortissante d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et à la condition qu'il ait été fiscalement domicilié en France de manière continue pendant au moins deux ans à un moment quelconque antérieurement à la cession.</p> <p>« L'exonération mentionnée au premier alinéa du présent 2° s'applique, dans la limite d'une résidence par contribuable et de 150 000 € de plus-value nette imposable, aux cessions réalisées :</p> <p>« a) Au plus tard le 31 décembre de la cinquième année suivant celle du transfert par le cédant de son domicile fiscal hors de France ;</p> <p>« b) Sans condition de délai, lorsque le cédant a la libre disposition du bien au moins depuis le 1<sup>er</sup> janvier de l'année précédant celle de la cession ; ».</p> <p>II. – Le I s'applique aux plus-values réalisées au titre des cessions intervenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p> <p><del>Pour l'application du deuxième alinéa du 2° du II de l'article 150 U du</del></p>	<p><b>Article 18 ter</b></p> <p>I.- Sans modification.</p> <p>II. – Le I s'applique aux plus-values réalisées au titre des cessions intervenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, <u>à l'exception de celles réalisées par des contribuables ayant bénéficié de l'exonération prévue au 2° du II de l'article 150 U du code général des impôts, dans sa rédaction en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014.</u></p> <p><b>Alinéa supprimé.</b></p>	<p><b>Article 18 ter</b></p> <p>Sans modification.</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p><del>code général des impôts, dans sa rédaction résultant du I du présent article, il est tenu compte de l'exonération dont ont bénéficié, le cas échéant, les contribuables en application du même 2° dans sa rédaction en vigueur antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2014.</del></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 19</b></p> <p>I.- L'article 68 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 est ainsi modifié :</p> <p>A.- Au C du I, les références : « , au premier alinéa et aux II et III de l'article 278 <i>sexies</i> » sont supprimés ;</p> <p>B.- Les 2 et 3 du B du III sont abrogés.</p> <p>II.- Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>A.- Au <i>b</i> du 1° du 3 du I de l'article 257, la référence : « , au III de l'article 278 <i>sexies</i> » est remplacée par les références : « au IV de l'article 278 <i>sexies</i> et à l'article 278 <i>sexies</i> A » ;</p> <p>B.- L'article 278 <i>sexies</i> est ainsi modifié :</p> <p>1° Au premier alinéa et au II, le taux : « 7 % » est remplacé par le taux : « 5,5 % » ;</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 19</b></p> <p>I.- Sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>A.- Sans modification.</p> <p><u><i>A bis (nouveau).</i> – Après le mot : « retraite », la fin de la première phrase du C de l'article 278-0 <i>bis</i> est ainsi rédigée : « , les établissements accueillant des personnes handicapées, les logements-foyers mentionnés à l'article L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation et les établissements mentionnés au <i>b</i> du 5° et aux 8° et 10° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles. » ;</u></p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>1° Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 19</b></p>





Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>« f) Les systèmes de ventilation ;</p> <p>« g) Les systèmes d'éclairage des locaux ;</p> <p>« h) Les systèmes de répartition des frais d'eau et de chauffage ;</p> <p>« 2° L'accessibilité de l'immeuble et du logement et l'adaptation du logement aux personnes en situation de handicap et aux personnes âgées, concernant les cheminements extérieurs, le stationnement, l'accès au bâtiment, les parties communes de l'immeuble et les logements ;</p> <p>« 3° La mise en conformité des locaux avec les normes mentionnées à l'article 25 de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;</p> <p>« 4° La protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante ou au plomb ;</p> <p>« 5° La protection des locataires en matière de prévention et de lutte contre les incendies, de sécurité des ascenseurs, de sécurité des installations de gaz et d'électricité, de prévention des risques naturels, miniers et technologiques ou d'installation de dispositifs de retenue des personnes. »</p>	<p>—</p> <p>« <u>B (nouveau).</u> – Les livraisons à soi-même de travaux induits et indissociablement liés aux travaux prévus au A. » ;</p>	<p>—</p>
<p>4° Le III est abrogé ;</p> <p>C.– Après l'article 278 <i>sexies</i>, il est inséré un article 278 <i>sexies</i> A ainsi rédigé :</p> <p>« Art. 278 <i>sexies</i> A.– La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux réduit de 10 % en ce qui concerne les livraisons à soi-même de travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement ou d'entretien, autres que l'entretien des espaces verts et les</p>	<p>4° Sans modification.</p> <p>C.– Sans modification.</p>	

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>travaux de nettoyage, lorsqu'ils ne bénéficient pas du taux réduit de 5,5 % en application du IV de l'article 278 <i>sexies</i> et dans la mesure où ces travaux portent sur les locaux mentionnés aux 2 à 8 du I du même article. » ;</p> <p>D.- Au <i>b</i> du 2 de l'article 279-0 <i>bis</i>, les mots : « , majorée, le cas échéant, des surfaces de bâtiments d'exploitations agricoles mentionnées au <i>d</i> de l'article R. 112-2 du code de l'urbanisme, » sont supprimés ;</p> <p>E.- L'article 284 est ainsi modifié :</p> <p>1° Le II est ainsi modifié :</p> <p>a) À la première phrase du premier alinéa, les mots : « au taux prévu aux 2 à 12 du I » sont remplacés par les mots : « au taux prévu aux 2 à 10 et au 12 du I » ;</p> <p>b) Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Toute personne qui s'est livrée à elle-même ou a acquis un logement au taux prévu au 11 du I ainsi qu'au II de l'article 278 <i>sexies</i> est tenue au paiement du complément d'impôt lorsque les conditions auxquelles est subordonné l'octroi de ce taux cessent d'être remplies dans les dix ans qui suivent le fait générateur de l'opération. » ;</p> <p>b) Au deuxième alinéa, la référence : « , 11 » est supprimée ;</p> <p>c) Le même alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Toutefois, lorsque le logement a été acquis par des personnes physiques dans les conditions prévues aux 4 et 11 du même I, il est diminué d'un dixième par année de détention à compter de la première année. » ;</p> <p>d) <i>Supprimé.</i></p>	<p>D.- Sans modification.</p> <p>E.- Sans modification.</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>2° Au III, les mots : « d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de logements au taux prévu au III de l'article 278 <i>sexies</i> » sont remplacés par les mots : « aux taux prévus au IV de l'article 278 <i>sexies</i> ou à l'article 278 <i>sexies</i> A » et le mot « ce » est remplacé par le mot « ces ».</p> <p>III. – A. – Les A et B du II s'appliquent aux opérations dont le fait générateur intervient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Toutefois, pour les livraisons d'immeubles à construire, le B du II s'applique aux immeubles achevés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, y compris aux sommes versées en paiement du prix avant la date d'achèvement.</p> <p>B. – Par dérogation, le taux de taxe sur la valeur ajoutée de 7 % reste applicable, pour les livraisons, les livraisons à soi-même et les travaux réalisés en application d'un contrat unique de construction de logements mentionnés au 11 du I de l'article 278 <i>sexies</i> du code général des impôts et situés à une distance de plus de 300 mètres et de moins de 500 mètres de la limite des quartiers faisant l'objet d'une convention prévue à l'article 10 de la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, aux opérations pour lesquelles la demande de permis de construire a été déposée avant le 16 octobre 2013.</p> <p>C. – 1. Le C du II s'applique aux opérations dont le fait générateur intervient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p> <p>2. Par dérogation, il ne s'applique pas aux opérations soumises au taux de 5,5 % en application du dixième alinéa du III de l'article 13</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>III. – A. – Sans modification.</p> <p>B. – Par dérogation, le taux de taxe sur la valeur ajoutée de 7 % reste applicable, pour les livraisons, les livraisons à soi-même et les travaux réalisés en application d'un contrat unique de construction de logements mentionnés au 11 du I de l'article 278 <i>sexies</i> du code général des impôts et situés à une distance de plus de 300 mètres et de moins de 500 mètres de la limite des quartiers faisant l'objet d'une convention prévue à l'article 10 de la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, aux opérations pour lesquelles la demande de permis de construire a été déposée avant le <u>31 décembre 2013, ainsi qu'aux opérations réalisées en application d'un traité de concession d'aménagement défini à l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme signé avant cette même date.</u></p> <p>C. – Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>de la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificative pour 2011</p> <p>3. Par dérogation, le taux de taxe sur la valeur ajoutée de 7 % reste applicable, pour les livraisons à soi-même mentionnées à l'article 278 <i>sexies</i> A du code général des impôts, aux opérations ayant fait l'objet d'un devis daté accepté par les deux parties avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et ayant donné lieu à un acompte encaissé avant cette date ou ayant fait l'objet d'une décision d'octroi de la subvention mentionnée à l'article R. 323-1 du code de la construction et de l'habitation ou d'une décision favorable prise dans les conditions prévues aux articles R. 331-3 et R. 331-6 du même code avant cette même date.</p> <p>D.– Le E du II s'applique aux livraisons qui interviennent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p> <p><b>Article 19 bis (nouveau)</b></p> <p>I. – L'article 1010 du code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° Au début du premier alinéa, est ajoutée la mention : « I. – » ;</p> <p>2° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Le montant de la taxe est égal à la somme des deux composantes, dont le tarif est déterminé en application, respectivement, du <i>a</i> ou du <i>b</i>, d'une part, et du <i>c</i>, d'autre part. » ;</p> <p>3° Après le tableau du <i>b</i>, sont insérés six alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« Les véhicules combinant l'énergie électrique et une motorisation à l'essence ou au gazole dont les émissions sont inférieures ou égales à 110 grammes de dioxyde de carbone par kilomètre parcouru sont exonérés de la composante de la taxe prévue aux <i>a</i></p>	<p>—</p> <p>D.– Sans modification.</p> <p><b>Article 19 bis</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p>—</p> <p><b>Article 19 bis</b></p> <p>Sans modification.</p>

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

et *b* pendant une période de huit trimestres, décomptée à partir du premier jour du premier trimestre en cours à la date de première mise en circulation du véhicule.

« *c*. Le tarif applicable à la composante relative aux émissions de polluants atmosphériques, déterminé en fonction du type de carburant, est le suivant :

«

(En euros)

Année de première mise en circulation du véhicule	Essence et assimilé	Diesel et assimilé
Jusqu'au 31 décembre 1996	70	600
De 1997 à 2000	45	400
De 2001 à 2005	45	300
De 2006 à 2010	45	100
À compter de 2011	20	40

« Les mots : “Diesel et assimilé” désignent les véhicules ayant une motorisation au gazole ainsi que les véhicules combinant une motorisation électrique et une motorisation au gazole émettant plus de 110 grammes de dioxyde de carbone par kilomètre parcouru.

« Les mots : “Essence et assimilé” désignent des véhicules autres que ceux mentionnés au troisième alinéa du présent *c*.

« Ce tarif ne s'applique pas aux véhicules fonctionnant exclusivement au moyen de l'énergie électrique. » ;

4° Au début du sixième alinéa, est ajoutée la mention : « II. – ».

II. – Le III de l'article 21 de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 est abrogé.

III. – Le I s'applique à compter de la période d'imposition s'ouvrant le

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p>1<sup>er</sup> octobre 2013.</p> <p>IV. – Une fraction de la taxe définie à l'article 1010 du code général des impôts est affectée à l'État à hauteur de 150 millions d'euros en 2014.</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 19 ter (nouveau)</b></p> <p>Après la dernière occurrence du mot : « de », la fin du <i>c</i> du III de l'article 1010 <i>bis</i> du code général des impôts est ainsi rédigée : « 40 %. Cet abattement ne s'applique pas aux véhicules dont les émissions de dioxyde de carbone sont supérieures à 250 grammes par kilomètre. »</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 20</b></p> <p>I. – Le code des douanes est ainsi modifié :</p> <p>A. – Le tableau B du 1 de l'article 265 est ainsi rédigé :</p> <p>«</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 19 ter</b></p> <p>Sans modification.</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 20</b></p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>«</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 19 ter</b></p> <p>Sans modification.</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 20</b></p> <p>Sans modification.</p>

## Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture

Désignation des produits (Numéros du tarif des douanes)	Indice d'identification	Unité de perception	Tarif (en euros)		
			2014	2015	2016
Ex 2706-00					
- Goudrons de houille, de lignite ou de tourbe et autres goudrons minéraux, même déshydratés ou étêtés, y compris les goudrons reconstitués, utilisés comme combustibles.	1	100 kg nets	1,58	3,28	4,97
Ex 2707-50					
- Mélanges à forte teneur en hydrocarbures aromatiques distillant 65 % ou plus de leur volume (y compris les pertes) à 250 °C d'après la méthode ASTM D 86, destinés à être utilisés comme carburant ou combustible.	2	Hectolitre ou 100 kg nets suivant les caractéristiques du produit	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article
2709-00					
- Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux.	3	Hectolitre ou 100 kg nets suivant les caractéristiques du produit	Taxe intérieure de consommation applicable aux huiles légères du 2710, suivant les caractéristiques du produit	Taxe intérieure de consommation applicable aux huiles légères du 2710, suivant les caractéristiques du produit	Taxe intérieure de consommation applicable aux huiles légères du 2710, suivant les caractéristiques du produit
2710					
- Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes ; préparations non dénommées ni comprises ailleurs, contenant en poids 70 % ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux et dont ces huiles constituent l'élément de base, autres que les déchets :					
-- huiles légères et préparations :					
--- essences spéciales :					
---- White spirit destiné à être utilisé comme combustible ;	4 bis	Hectolitre	5,66	7,87	10,08

Désignation des produits (Numéros du tarif des douanes)	Indice d'identification	Unité de perception	Tarif ( <i>en euros</i> )		
			2014	2015	2016
---- autres essences spéciales :					
----- destinées à être utilisées comme carburants ou combustibles ;	6	Hectolitre	58,92	60,64	62,35



## Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture

Désignation des produits (Numéros du tarif des douanes)	Indice d'identification	Unité de perception	Tarif (en euros)		
			2014	2015	2016
---- autres.	9		Exemption	Exemption	Exemption
--- autres huiles légères et préparations :					
---- essences pour moteur :					
----- essence d'aviation ;	10	Hectolitre	35,90	37,81	39,72
----- supercarburant d'une teneur en plomb n'excédant pas 0,005 g/litre, autre que le supercarburant correspondant à l'indice d'identification n° 11 <i>bis</i> ;	11	Hectolitre	60,69	62,41	64,12
---- supercarburant d'une teneur en plomb n'excédant pas 0,005 g/litre, contenant un additif spécifique améliorant les caractéristiques antirécession de soupape, à base de potassium, ou tout autre additif reconnu de qualité équivalente dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen.	11 <i>bis</i>	Hectolitre	63,96	65,68	67,39
---- supercarburant d'une teneur en plomb n'excédant pas 0,005 g/litre, autre que les supercarburants correspondant aux indices d'identification 11 et 11 <i>bis</i> , et contenant jusqu'à 10 % volume / volume d'éthanol, 22 % volume / volume d'éthers contenant 5 atomes de carbone, ou plus, par molécule et d'une teneur en oxygène maximale de 4 % en masse / masse d'oxygène. Ce super-carburant est dénommé E10.	11 <i>ter</i>	Hectolitre	60,69	62,41	64,12
---- carburateurs, type essence :					
<i>Ligne supprimée</i>					
----- carburant utilisé pour les moteurs d'avions ;	13 <i>bis</i>	Hectolitre	30,20	32,11	34,02
---- autres.	13 <i>ter</i>	Hectolitre	58,92	60,83	62,74

Désignation des produits (Numéros du tarif des douanes)	Indice d'identification	Unité de perception	Tarif (en euros)		
			2014	2015	2016
---- autres huiles légères.	15	Hectolitre	58,92	60,64	62,35
-- huiles moyennes :					
--- Pétrole lampant :					
---- destiné à être utilisé comme combustible :	15 bis	Hectolitre	5,66	7,57	9,48
---- autres.	16	Hectolitre	41,69	43,60	45,51

## Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture

Désignation des produits (Numéros du tarif des douanes)	Indice d'identification	Unité de perception	Tarif (en euros)		
			2014	2015	2016
--- carburéacteurs, type pétrole lampant :					
<i>Ligne supprimée</i>					
---- carburant utilisé pour les moteurs d'avions ;	17 bis	Hectolitre	30,20	32,11	34,02
--- autres.	17 ter	Hectolitre	41,69	43,60	45,51
--- autres huiles moyennes.	18	Hectolitre	41,69	43,60	45,51
-- huiles lourdes :					
--- gazole :					
---- destiné à être utilisé comme carburant sous condition d'emploi ;	20	Hectolitre	8,86	10,84	12,83
---- fioul domestique ;	21	Hectolitre	5,66	7,64	9,63
---- autres ;	22	Hectolitre	42,84	44,82	46,81
---- fioul lourd.	24	100 kg nets	2,19	4,53	6,88
--- huiles lubrifiantes et autres.	29	Hectolitre	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article
2711-12					
- Propane, à l'exclusion du propane d'une pureté égale ou supérieure à 99 % :					
-- destiné à être utilisé comme carburant (y compris le mélange spécial de butane et de propane dans lequel le propane représente plus de 50 % en poids) :					
--- sous condition d'emploi.	30 bis	100 kg nets	4,68	6,92	9,16
-- autres ;	30 ter	100 kg nets	10,76	13,00	15,24
-- destiné à d'autres usages.	31		Exemption	Exemption	Exemption
2711-13					
- Butanes liquéfiés :					
-- destinés à être utilisés comme carburant (y compris le mélange spécial de butane et de propane dans lequel le butane représente au moins 50 % en poids) :					
--- sous condition d'emploi ;	31 bis	100 kg nets	4,68	6,92	9,16
--- autres.	31 ter	100 kg nets	10,76	13,00	15,24

Désignation des produits (Numéros du tarif des douanes)	Indice d'identification	Unité de perception	Tarif ( <i>en euros</i> )		
			2014	2015	2016
-- destinés à d'autres usages.	32		Exemption	Exemption	Exemption

## Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture

Désignation des produits (Numéros du tarif des douanes)	Indice d'identification	Unité de perception	Tarif (en euros)		
			2014	2015	2016
2711-14					
Ethylène, propylène, butylène et butadiène.	33	100 kg nets	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article
2711-19					
- Autres gaz de pétrole liquéfiés :					
-- destinés à être utilisés comme carburant :					
--- sous condition d'emploi ;	33 bis	100 kg nets	4,68	6,92	9,16
--- autres.	34	100 kg nets	10,76	13,00	15,24
2711-21					
- Gaz naturel à l'état gazeux :					
-- destiné à être utilisé comme carburant ;	36	100 m <sup>3</sup>	1,49	3,09	4,69
-- destiné, sous condition d'emploi, à alimenter des moteurs stationnaires, y compris dans le cadre d'essais.	36 bis	100 m <sup>3</sup>	1,49	3,09	4,69
2711-29					
- Autres gaz de pétrole et autres hydrocarbures présentés à l'état gazeux					
-- destinés à être utilisés comme carburant ;	38 bis	100 m <sup>3</sup>	Taxe intérieure de consommation applicable aux produits mentionnés aux indices 36 et 36 bis, selon qu'ils sont ou non utilisés sous condition d'emploi	Taxe intérieure de consommation applicable aux produits mentionnés aux indices 36 et 36 bis, selon qu'ils sont ou non utilisés sous condition d'emploi	Taxe intérieure de consommation applicable aux produits mentionnés aux indices 36 et 36 bis, selon qu'ils sont ou non utilisés sous condition d'emploi
-- destinés à d'autres usages.	39		Exemption	Exemption	Exemption
2712-10					
- Vaseline	40		Taxe intérieure de consommation applicable conformément	Taxe intérieure de consommation applicable conformément	Taxe intérieure de consommation applicable conformément

Désignation des produits (Numéros du tarif des douanes)	Indice d'identification	Unité de perception	Tarif (en euros)		
			2014	2015	2016
			au 3 du présent article	au 3 du présent article	au 3 du présent article
2712-20					
- Paraffine contenant en poids moins de 0,75 % d'huile	41		Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article

## Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Désignation des produits (Numéros du tarif des douanes)	Indice d'identification	Unité de perception	Tarif (en euros)		
			2014	2015	2016
2711-14					
Ethylène, propylène, butylène et butadiène.	33	100 kg nets	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article
2711-19					
- Autres gaz de pétrole liquéfiés :					
-- destinés à être utilisés comme carburant :					
--- sous condition d'emploi ;	33 bis	100 kg nets	4,68	6,92	9,16
--- autres.	34	100 kg nets	10,76	13,00	15,24
2711-21					
- Gaz naturel à l'état gazeux :					
-- destiné à être utilisé comme carburant ;	36	100 m <sup>3</sup>	1,49	3,09	4,69
-- destiné, sous condition d'emploi, à alimenter des moteurs stationnaires, y compris dans le cadre d'essais.	36 bis	100 m <sup>3</sup>	1,49	3,09	4,69
2711-29					
- Autres gaz de pétrole et autres hydrocarbures présentés à l'état gazeux					
-- destinés à être utilisés comme carburant ;	38 bis	100 m <sup>3</sup>	Taxe intérieure de consommation applicable aux produits mentionnés aux indices 36 et 36 bis, selon	Taxe intérieure de consommation applicable aux produits mentionnés aux indices 36 et 36 bis, selon	Taxe intérieure de consommation applicable aux produits mentionnés aux indices 36 et 36 bis, selon

Désignation des produits (Numéros du tarif des douanes)	Indice d'identification	Unité de perception	Tarif (en euros)		
			2014	2015	2016
			qu'ils sont ou non utilisés sous condition d'emploi	qu'ils sont ou non utilisés sous condition d'emploi	qu'ils sont ou non utilisés sous condition d'emploi
-- destinés à d'autres usages, autres que le biogaz et le biométhane visés au code NC 2711-29.	39		Exemption	Exemption	Exemption
2712-10					
- Vaseline	40		Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article
2712-20					
- Paraffine contenant en poids moins de 0,75 % d'huile	41		Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

Désignation des produits (Numéros du tarif des douanes)	Indice d'identification	Unité de perception	Tarif (en euros)		
			2014	2015	2016
Ex 2712-90					
- Paraffine (autre que celle mentionnée au 2712-20) cires de pétrole et résidus paraffineux, même colorés.	42		Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article
2713-20					
- Bitumes de pétrole	46		Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article
2713-90					

- Autres résidus des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux.	46 bis		Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article
-- autres					
2715-00					
- Mélanges bitumeux à base d'asphalte ou de bitume naturel, de bitume de pétrole, de goudrons minéraux ou de brai de goudron minéral	47		Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article
3403-11					
- Préparations pour le traitement des matières textiles, du cuir, des pelleteries ou d'autres matières, contenant moins de 70 % en poids d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux.	48		Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article
Ex 3403-19					
- Préparations lubrifiantes contenant moins de 70 % en poids d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux.	49		Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article



## Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture

Désignation des produits (Numéros du tarif des douanes)	Indice d'identification	Unité de perception	Tarif (en euros)		
			2014	2015	2016
3811-21					
- Additifs pour huiles lubrifiantes, contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux.	51		Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article
Ex 3824-90-97					
- Émulsion d'eau dans du gazole stabilisée par des agents tensio-actifs, dont la teneur en eau est égale ou supérieure à 7 % en volume sans dépasser 20 % en volume, destinée à être utilisée comme carburant :					
-- sous condition d'emploi.	52	Hectolitre	2,1	3,74	5,39
- autres.	53	Hectolitre	28,71	30,35	32
Ex 3824-90-97					
- Superéthanol E 85 destiné à être utilisé comme carburant.	55	Hectolitre	17,29	18,57	19,86

» ;

## Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Désignation des produits (Numéros du tarif des douanes)	Indice d'identification	Unité de perception	Tarif (en euros)		
			2014	2015	2016
3811-21					
- Additifs pour huiles lubrifiantes, contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumeux.	51		Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article	Taxe intérieure de consommation applicable conformément au 3 du présent article
Ex 3824-90-97					
- Émulsion d'eau dans du gazole stabilisée par des agents tensio-actifs, dont la teneur en eau est égale ou supérieure à 7 % en volume sans dépasser 20 % en volume, destinée à être utilisée comme carburant :					
-- sous condition d'emploi.	52	Hectolitre	2,1	3,74	5,39
- autres.	53	Hectolitre	28,71	30,35	32
Ex 3824-90-97					
- Superéthanol E 85 destiné à être utilisé comme carburant.	55	Hectolitre	<u>12,40</u>	<u>12,62</u>	<u>7,96</u>

---

**Propositions de la commission**

---



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, du 13 octobre 2003, établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil, soumises aux dispositions de ladite directive, le tarif de la taxe intérieure de consommation applicable aux consommations de produits à usage combustible effectuées pour les besoins de ces installations est celui qui leur est applicable à la date du 31 décembre 2013.</p> <p>« Les modalités d'application du premier alinéa ainsi que les modalités du contrôle de la destination des produits et de leur affectation aux besoins des installations grandes consommatrices d'énergie qui y sont mentionnées sont fixées par décret.</p>	<p>—</p> <p><u>« Lorsque les installations grandes consommatrices d'énergie au sens de l'article 17 de la directive 2003/96/CE du Conseil, du 27 octobre 2003, précitée sont incluses dans le système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre, conformément à la procédure prévue à l'article 24 de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, du 13 octobre 2003, précitée les consommations de produits énergétiques à usage combustible effectuées pour les besoins de ces installations bénéficient également du tarif de la taxe intérieure de consommation en vigueur au 31 décembre 2013, à compter de la date à laquelle la Commission européenne a approuvé la demande d'inclusion prévue au même article 24.</u></p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>D.- L'article 266 <i>quinquies</i> est ainsi modifié :</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p><u>1° A (nouveau) Après le mot : « douanière », la fin du 1 est ainsi rédigée : « ainsi que le produit résultant du mélange du gaz naturel repris aux codes NC 2711-11 et 2711-21 et d'autres hydrocarbures gazeux repris au code NC 2711, destinés à être utilisés comme combustibles, sont soumis à une taxe intérieure de consommation. » :</u></p> <p><u>1° B (nouveau) Le premier alinéa du 2 est ainsi modifié :</u></p> <p><u>a) À la première phrase, les mots : « ce produit » sont remplacés par les mots : « ces produits » ;</u></p> <p><u>b) À la seconde phrase, les mots : « le gaz naturel est directement importé » sont remplacés par les mots : « ces produits sont directement importés » ;</u></p> <p><u>1° C (nouveau) Au second alinéa du 2, les mots : « gaz naturel » sont remplacés par les mots : « ces produits » ;</u></p> <p><u>1° D (nouveau) Le a du 4 est ainsi rédigé :</u></p> <p><u>a) Les produits mentionnés au 1 ne sont pas soumis à la taxe intérieure de consommation prévue au 1 lorsqu'ils sont utilisés : » ;</u></p> <p><u>1° E (nouveau) Le début du b du 4 est ainsi rédigé : « Les produits mentionnés au 1 ne sont pas soumis à la taxe intérieure de consommation prévue au 1 lorsqu'ils sont consommés dans les... (le reste sans changement). » ;</u></p> <p><u>1° F (nouveau) Le premier alinéa du 5 est ainsi rédigé :</u></p> <p><u>« Les produits mentionnés au 1 sont exonérés de la taxe intérieure de consommation prévue au 1 lorsqu'ils sont utilisés : » ;</u></p>	<p style="text-align: center;">—</p>

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

1° Le c du 5 est abrogé.

2° Le 8 est ainsi rédigé :

« 8. La taxe intérieure de consommation mentionnée au 1 est assise sur la quantité d'énergie livrée. Elle est déterminée conformément au tableau ci-dessous :

«

Désignation des produits	Unité de perception	Tarif (en euros)		
		2014	2015	2016
2711-11 et 2711-21 : gaz naturel destiné à être utilisé comme combustible	Mégawatt heure	1,41	2,93	4,45

« Le montant du tarif total est arrondi au mégawattheure le plus voisin. »

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

1° G (nouveau) Au premier alinéa du a du 5, les mots : « du gaz naturel utilisé » sont remplacés par les mots : « des produits mentionnés au 1 utilisés » ;

1° H (nouveau) Au second alinéa du même a, les mots : « au gaz naturel destiné à être utilisé » sont remplacés par les mots : « aux produits mentionnés au 1 destinés à être utilisés » ;

1° Sans modification.

1° bis (nouveau) Le 7 est complété par les mots : « , ainsi que le biogaz repris au code NC 2711-29, lorsqu'il n'est pas mélangé au gaz naturel » ;

2° Sans modification.

3° (nouveau) Au 11, les mots : « du gaz naturel, sans que ce produit soit soumis à la taxe intérieure de consommation dans les conditions mentionnées au 4, ou en exonération conformément au 5, sont tenues, sans préjudice des pénalités éventuellement applicables, d'acquitter les taxes dues, lorsque le produit n'a pas été affecté »

**Propositions de la commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

E.- L'article 266 *quinquies* B est ainsi modifié :

1. Le 3° du 5 est abrogé ;

2. Le 6 est ainsi rédigé :

« 6. La taxe intérieure de consommation mentionnée au 1 est assise sur la quantité d'énergie livrée. Elle est déterminée conformément au tableau ci-dessous :

«

Désignation des produits	Unité de perception	TARIF (en euros)		
		2014	2015	2016
2701, 2702 et 2704 : houilles, lignites et cokes destinés à être utilisés comme combustible	Mégawatt-heure	2,29	4,75	7,21

sont remplacés par les mots : « des produits mentionnés au 1, sans que ces produits soient soumis à la taxe intérieure de consommation dans les conditions mentionnées au 4, ou en exonération conformément au 5, sont tenues, sans préjudice des pénalités éventuellement applicables, d'acquitter les taxes ou le supplément de taxes dû, lorsque les produits n'ont pas été affectés » ;

4° (nouveau) Au premier alinéa du 12, les mots : « le gaz naturel a été normalement soumis à la taxe intérieure de consommation alors qu'il a été employé » sont remplacés par les mots : « les produits mentionnés au 1 ont été normalement soumis à la taxe intérieure de consommation alors qu'ils ont été employés » ;

5° (nouveau) À la première phrase du second alinéa du 12, les mots : « le gaz naturel soumis à la taxe a » sont remplacés par les mots : « les produits mentionnés au 1 soumis à la taxe ont » ;

E.-Sans modification.



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>« Le montant du tarif total est arrondi au mégawattheure le plus voisin. ».</p> <p>II.- A.- Les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricoles participant à la mise en valeur d'une exploitation ou d'une entreprise agricole à titre individuel ou dans un cadre sociétaire, affiliés à l'assurance maladie, invalidité et maternité des personnes non salariées des professions agricoles en application de l'article L. 722-10 du code rural et de la pêche maritime ou affiliés au régime social des marins au titre de la conchyliculture, les personnes morales ayant une activité agricole au sens des articles L. 722-1 à L. 722-3 dudit code et les coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole dont le matériel est utilisé dans les exploitations agricoles en vue de la réalisation de travaux définis aux articles L. 722-2 et L. 722-3 du même code, ainsi que les personnes redevables de la cotisation de solidarité mentionnées à l'article L. 731-23 du même code, bénéficient d'un remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation applicable au gazole et au fioul lourd repris, respectivement, aux indices d'identification 20 et 24 du tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes et de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel prévue à l'article 266 <i>quinquies</i> du même code.</p> <p>B. – Pour les quantités de produits énergétiques acquises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 31 décembre 2013, le montant du remboursement prévu au A s'élève à :</p> <p>1° 5 € par hectolitre de</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>II.- Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>gazole ;</p> <p>2° 1,665 € par centaine de kilogrammes nets de fioul lourd ;</p> <p>3° 1,071 € par millier de kilowattheures de gaz naturel.</p> <p>C.- Pour les quantités de produits énergétiques acquises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le remboursement est calculé en appliquant aux volumes de gazole, de fioul lourd et de gaz naturel mentionnés au A le résultat de la différence entre le tarif applicable à ces mêmes produits, tel qu'il résulte du tableau B du 1 de l'article 265 ou de l'article 266 <i>quinquies</i> du code des douanes en vigueur l'année de l'acquisition des produits, et :</p> <p>1° 3,86 € par hectolitre de gazole ;</p> <p>2° 0,185 € par centaine de kilogrammes nets de fioul lourd ;</p> <p>3° 0,119 € par millier de kilowattheures de gaz naturel.</p> <p>Les demandes de remboursement établies par les personnes mentionnées au A sont adressées aux services des impôts territorialement compétents sur un modèle de formulaire fourni par l'administration.</p> <p>II <i>bis.</i> - L'article 15 de la loi de finances pour 1995 (n° 94-1162 du 29 décembre 1994) est abrogé.</p> <p>III.- Le B du I et le II entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les A et C à E du I entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2014.</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 21</b></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>II <i>bis.</i> -Sans modification.</p> <p>III.- Sans modification.</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 21</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 21</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p>I.- Au 2 de l'article 266 <i>septies</i> du code des douanes, après le mot : « sélénium », sont insérés</p>		

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

les mots : «, de plomb, de zinc, de chrome, de cuivre, de nickel, de cadmium, de vanadium ».

II.- Après la quatorzième ligne du tableau du B du 1 de l'article 266 *nonies* du même code, sont insérées sept lignes ainsi rédigées :

Plomb	Kilogramme	10
Zinc	Kilogramme	5
Chrome	Kilogramme	20
Cuivre	Kilogramme	5
Nickel	Kilogramme	100
Cadmium	Kilogramme	500
Vanadium	Kilogramme	5

»

III.- Le présent article s'applique aux émissions constatées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Article 22**

I.- Le code des douanes est ainsi modifié :

1° Le tableau du second alinéa du 1 de l'article 265 *bis* A est remplacé par le tableau suivant :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

---

**Article 22**

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

**Propositions de la commission**

---

**Article 22**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

(en euros par hectolitre)

Désignation des produits	Réduction	
	Année	
	2014	2015
1- Esters méthyliques d'huile végétale incorporés au gazole ou au fioul domestique	4,5	3
2- Esters méthyliques d'huile animale ou usagée incorporés au gazole ou au fioul domestique	4,5	3
3- Contenu en alcool des dérivés de l'alcool éthylique incorporés aux supercarburants dont la composante alcool est d'origine agricole, sous nomenclature douanière combinée NC 220710	8,25	7
4. Alcool éthylique d'origine agricole, sous nomenclature douanière combinée NC 220710, incorporé aux supercarburants ou au superéthanol E85 repris à l'indice d'identification 55	8,25	7
5. Biogazole de synthèse	4,5	3
6. Esters éthyliques d'huile végétale incorporés au gazole ou au fioul domestique	8,25	7

» ;

2°.- Le III de l'article 266 *quindecies* est ainsi rédigé :

« III. - Son taux est fixé à 7 %. Il est diminué, distinctement pour la filière essence et la filière gazole, à proportion de la quantité de biocarburants exprimée en part d'énergie renouvelable, incorporée aux produits mentionnés au I du présent article mis à la consommation en France à usage de carburants, sous réserve que ces biocarburants respectent les critères prévus aux articles L. 661-3 à L. 661-6 du code de l'énergie. La liste des biocarburants éligibles à cette minoration de taux est définie par arrêté conjoint des ministres chargés des douanes, de l'écologie, de l'énergie et de l'agriculture.

.Alinéa sans modification.

« III. - Son taux est fixé à 7 % dans la filière essence et à 7,7 % dans la filière gazole.

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>« Lors de la mise à la consommation des carburants mentionnés au I, les redevables émettent des certificats représentatifs des quantités de biocarburants.</p>	<p>« <u>Il est diminué à proportion de la quantité de biocarburants incorporée aux carburants mis à la consommation en France, sous réserve que ces biocarburants respectent les critères de durabilité prévus aux articles L. 661-3 à L. 661-6 du code de l'énergie.</u></p> <p>« <u>Pour la filière essence, le taux est diminué de la part d'énergie renouvelable résultant du rapport entre les quantités de biocarburants incorporées dans les produits repris aux indices d'identification 11, 11 bis, 11 ter et 55 du tableau B du 1 de l'article 265 du présent code mis à la consommation en France à usage de carburants et les quantités de ces mêmes carburants soumises au prélèvement, exprimées en pouvoir calorifique inférieur.</u></p> <p>« <u>Pour la filière gazole, le taux est diminué de la part d'énergie renouvelable résultant du rapport entre les quantités de biocarburants incorporées dans les produits repris aux indices d'identification 20 et 22 du même tableau B mis à la consommation en France à usage de carburants et les quantités de carburant routier, soumises au prélèvement, exprimées en pouvoir calorifique inférieur.</u></p> <p>« <u>La part d'énergie renouvelable, prise en compte pour cette minoration, ne peut être supérieure aux valeurs suivantes :</u></p> <p>« <u>1° Dans la filière essence, la part d'énergie renouvelable maximale des biocarburants produits à partir de céréales et d'autres plantes riches en amidon ou sucrières, et des biocarburants produits à partir de matières premières d'origine animale ou végétale, énumérées à l'article 21 de la directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 avril 2009, relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE</u></p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>« Un arrêté conjoint des ministre chargé des douanes, de l'écologie, de l'énergie et de l'agriculture fixe la liste des biocarburants produits à partir des matières premières énumérées à l'article 21 de la directive 2009/28/CE du parlement européen et du Conseil, du 23 avril 2009, relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE, qui peuvent être pris en compte pour le double de leur valeur réelle exprimée en quantité</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>et 2003/30/CE, est de 7 % ;</p> <p>« 2° <u>Dans la filière gazole, la part d'énergie renouvelable maximale des biocarburants produits à partir de plantes oléagineuses est de 7 %. Cette part est de 0,7 % lorsque les biocarburants sont produits à partir de matières premières d'origine animale ou végétale énumérées à l'article 21 de la directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 avril 2009, précitée.</u></p> <p>« <u>La liste des biocarburants éligibles à cette minoration de taux est définie par arrêté conjoint des ministres chargés des douanes, de l'écologie, de l'énergie et de l'agriculture.</u></p> <p>« <u>Lors de la mise à la consommation des carburants repris aux indices d'identification 11, 11 bis, 11 ter, 20, 22 et 55 du tableau B du 1 de l'article 265, les redevables émettent des certificats représentatifs des quantités de biocarburants que ces carburants incorporent, exprimées en pouvoir calorifique inférieur. Les modalités d'émission et de cession éventuelle des certificats sont précisées par décret.</u></p> <p style="text-align: center;">Alinéa sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture —	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture —	Propositions de la commission —
<p>d'énergie renouvelable ainsi que les conditions et modalités de cette prise en compte ».</p> <p>3° L'article 265 <i>bis</i> A est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016</p> <p>4° La dernière phrase du premier alinéa du 3 de l'article 265 <i>ter</i> est supprimée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;</p> <p>II. – Au second alinéa de l'article L. 661-2 du code de l'énergie, la référence : « , 265 <i>bis</i> A » est supprimée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.</p>	<p>3° Sans modification.</p> <p>4° Sans modification.</p> <p><u>I bis (nouveau).</u> – La <u>seconde phrase de l'article L. 641-6 du code de l'énergie est ainsi rédigée :</u></p> <p><u>« À cette fin, l'État crée les conditions permettant de porter à 7 % dans la filière essence et à 7,7 % dans la filière gazole la part des biocarburants et des autres carburants renouvelables dans la teneur énergétique de la quantité totale d'essence et de gazole mise en vente sur le marché national à des fins de transport. »</u></p> <p>II. – Sans modification.</p>	
<p><b>Article 23</b></p> <p>À la fin du III de l'article 235 <i>ter</i> ZE du code général des impôts, le taux : « 0,50 % » est remplacé par le taux : « 0,539 % ».</p>	<p><b>Article 23</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p><b>Article 23</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p><b>Article 23 bis (nouveau)</b></p> <p>I. – Le premier alinéa du I de l'article 244 <i>quater</i> G du code général des impôts est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« I. – Les entreprises imposées d'après leur bénéfice réel ou exonérées</p>	<p><b>Article 23 bis</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p><b>Article 23 bis</b></p> <p>Sans modification.</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>en application des articles 44 <i>sexies</i>, 44 <i>sexies</i> A, 44 <i>octies</i>, 44 <i>decies</i> ou 44 <i>terdecies</i> à 44 <i>quindecies</i> peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt au titre de la première année du cycle de formation d'un apprenti dont le contrat a été conclu dans les conditions prévues au titre II du livre II de la sixième partie du code du travail.</p> <p>« Ce crédit d'impôt est égal au produit du montant de 1 600 € par le nombre moyen annuel d'apprentis n'ayant pas achevé la première année de leur cycle de formation dans l'entreprise et qui préparent un diplôme ou à un titre à finalité professionnelle équivalent au plus à un brevet de technicien supérieur ou un diplôme des instituts universitaires de technologie, enregistré au répertoire national des certifications professionnelles mentionné à l'article L. 335-6 du code de l'éducation.</p> <p>« Ce montant est porté à 2 200 € dans les cas suivants, quel que soit le diplôme préparé : ».</p> <p>II. – Le I s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p> <p>III. – À titre transitoire et par dérogation au I, pour les crédits d'impôt calculés en 2013, les entreprises mentionnées au I de l'article 244 <i>quater</i> G du code général des impôts peuvent bénéficier :</p> <p>1° Pour les apprentis préparant un diplôme ou un titre à finalité professionnelle équivalent au plus à un brevet de technicien supérieur ou un diplôme des instituts universitaires de technologie enregistré au répertoire national des certifications professionnelles mentionné à l'article L. 335-6 du code de l'éducation, d'un crédit d'impôt égal à la somme entre, d'une part, le produit du montant de 1 600 € par le nombre moyen annuel d'apprentis en première année de leur cycle de formation et, d'autre part, le produit du montant de 800 € par le nombre moyen annuel d'apprentis en deuxième et troisième année de leur cycle de formation ;</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture —	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture —	Propositions de la commission —
<p>2° Pour les apprentis préparant d'autres diplômes, d'un crédit d'impôt égal au produit de 800 € par le nombre moyen annuel d'apprentis, quelle que soit l'année de leur cycle de formation.</p>		
<p><i>II. Ressources affectées</i></p>	<p><i>II. Ressources affectées</i></p>	<p><i>II. Ressources affectées</i></p>
<p><b>A.- Dispositions relatives aux collectivités territoriales</b></p>	<p><b>A.- Dispositions relatives aux collectivités territoriales</b></p>	<p><b>A.- Dispositions relatives aux collectivités territoriales</b></p>
<p><b>Article 24</b></p>	<p><b>Article 24</b></p>	<p><b>Article 24</b></p>
<p>I.- L'article L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>
<p>« En 2014, ce montant est égal à 40 123 544 000 €. »</p>	<p>« En 2014, ce montant est égal à <u>40 121 044 000 €</u>. »</p>	
<p>II.- Le II de l'article 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales est ainsi modifié :</p>	<p>II.- Sans modification.</p>	
<p>1° Le deuxième alinéa du B est ainsi rédigé :</p>		
<p>« Pour le calcul des compensations de cotisation foncière des entreprises, le taux à retenir est le taux moyen pondéré des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion. Ce taux moyen pondéré est déterminé par le rapport de la somme des compensations versées aux communes membres au titre de l'année précédant la première année d'application des articles 1609 <i>nonies</i> C ou 1609 <i>quinquies</i> C du code général des impôts, dans leur rédaction en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011 et de la somme des bases exonérées ou des</p>		

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b> —	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b> —	<b>Propositions de la commission</b> —
<p>abattements appliqués au titre de l'année précédant cette même première année d'application. Lorsque les établissements publics de coopération intercommunale préexistants ne faisaient pas application des articles 1609 <i>nonies</i> C ou 1609 <i>quinquies</i> C, la somme des compensations versées aux communes membres au titre de l'année précédant la première année où la fusion a produit ses effets au plan fiscal est rapportée à la somme des bases exonérées ou des abattements appliqués au titre de la même année précédant la prise d'effet de la fusion. » ;</p> <p>2° Au dernier alinéa du même B, les références : « des 2.1.2 et III du 5.3.2 » sont remplacées par les références : « prévues au 2.1.2, au III du 5.3.2 et au 11 ».</p> <p>III.- A.- Les articles L. 2335-3 et L. 3334-17 du code général des collectivités territoriales sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Au titre de 2014, les mêmes compensations, auxquelles sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013, sont minorées par application du taux prévu pour 2014 au IV de l'article 24 de la loi n° du de finances pour 2014. »</p> <p>B.- Les articles 1384 B et 1586 B du code général des impôts sont complétés par un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Au titre de 2014, la même compensation, à laquelle sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013, est minorée par application du taux prévu pour 2014 au IV de l'article 24 de la loi n° du de</p>	<p>III.- Sans modification.</p>	

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b> —	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b> —	<b>Propositions de la commission</b> —
<p>finances pour 2014. »</p> <p>C.- Le dernier alinéa du IV de l'article 42 de la loi de finances pour 2001 (n° 2000-1352 du 30 décembre 2000) est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Au titre de 2014, la même compensation, à laquelle sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013, est minorée par application du taux prévu pour 2014 au IV de l'article 24 de la loi n° 2013- du de finances pour 2014. »</p> <p>D.- Le septième alinéa du II de l'article 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991) est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Au titre de 2014, la même compensation, à laquelle sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013, est minorée par application du taux prévu pour 2014 au IV de l'article 24 de la loi n° 2013- du de finances pour 2014. »</p> <p>E.- 1. Le dernier alinéa du A du IV de l'article 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances et du A du III de l'article 27 de la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Au titre de 2014, la même compensation, à laquelle sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013, est minorée par application du taux prévu pour 2014 au IV de l'article 24 de la loi n° 2013- du de finances pour 2014. »</p>		

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p>2. L'avant-dernier alinéa du III de l'article 7 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Au titre de 2014, les mêmes compensations, auxquelles sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013 sont minorées par application du taux prévu pour 2014 au IV de l'article 24 de la loi n° du de finances pour 2014. »</p> <p>F.- Le dernier alinéa du IV de l'article 6 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, et le dernier alinéa du II de l'article 137 et du B de l'article 146 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux sont complétés par une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Au titre de 2014, la même compensation, à laquelle sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013 est minorée par application du taux prévu pour 2014 au IV de l'article 24 de la loi n° du de finances pour 2014. »</p> <p>G.- Le dernier alinéa du IV <i>bis</i> de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986) est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Au titre de 2014, la même compensation, à laquelle sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2008, 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013 est minorée par application du taux prévu pour 2014 au IV de l'article 24 de la loi n° du de finances pour 2014. »</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>H.- Le dernier alinéa du B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 précitée, du III de l'article 52 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et du B du III de l'article 27 de la loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 précitée, le huitième alinéa du III de l'article 95 de la loi de finances pour 1998 (n° 97-1269 du 30 décembre 1997) et le neuvième alinéa du B du IV de l'article 29 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 précitée sont complétés par une phrase ainsi rédigée :</p> <p style="padding-left: 40px;">« Au titre de 2014, les mêmes compensations, auxquelles sont appliqués les taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013 sont minorées par application du taux prévu pour 2014 au IV de l'article 24 de la loi n°     de finances pour 2014. »</p> <p>I.- Le dernier alinéa du 2.1.2 et du III du 5.3.2 de l'article 2 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 sont complétés par une phrase ainsi rédigée :</p> <p style="padding-left: 40px;">« Au titre de 2014, ces mêmes compensations, calculées selon les modalités prévues à l'alinéa précédent, sont minorées par application des taux d'évolution fixés au titre de 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013 et du taux de minoration prévu pour 2014 au IV de l'article 24 de la loi n°     de finances pour 2014. »</p> <p>J.- Le dernier alinéa du I du III de l'article 51 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 est complété par une phrase ainsi rédigée :</p>	—	—

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p>« Au titre de 2014, le montant de la même dotation, à laquelle sont appliqués les taux d'évolution fixés pour 2011, 2012 et 2013 est minoré par application du taux prévu au IV de l'article 24 de la loi n° du de finances pour 2014. »</p> <p>K.- Le 8 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 précitée est ainsi modifié :</p> <p>1° Le dernier alinéa du XVIII est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Au titre de 2014, cette minoration s'effectue par application à chacun de ces éléments, avant leur agrégation pour former la dotation au profit des départements, des taux d'évolution fixés au titre de 2011, 2012 et 2013 et du taux prévu pour 2014 au IV de l'article 24 de la loi n° du de finances pour 2014. » ;</p> <p>2° Le dernier alinéa du XIX est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Au titre de 2014, cette minoration s'effectue par application à chacun de ces éléments, avant leur agrégation pour former la dotation au profit des régions et de la collectivité territoriale de Corse, des taux d'évolution fixés au titre de 2011, 2012 et 2013 et du taux prévu pour 2014 au IV de l'article 24 de la loi n° du de finances pour 2014. »</p> <p>L.- Le II de l'article 154 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales est complété par un I ainsi rédigé :</p> <p>« I.- Au titre de 2014, les compensations calculées selon les A, B et C du présent II, mentionnées au III de l'article 24 de la loi n° du de finances pour</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture —	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture —	Propositions de la commission —
<p>2014, et auxquelles sont appliqués, conformément à cet article, le taux d'évolution résultant de la mise en œuvre du II de l'article 36 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 précité et les taux d'évolution fixés au D du présent II au titre de 2009, au E au titre de 2010, au F au titre de 2011, au G au titre de 2012 et au H au titre de 2013 sont minorées par application du taux prévu pour 2014 au IV de l'article 24 de la loi n° du précitée. »</p> <p>IV.- Le taux d'évolution en 2014 des compensations mentionnées au III est celui qui, appliqué au montant total à verser au titre de l'année 2013 pour l'ensemble de ces compensations en application du même III, aboutit à un montant total pour 2014 de 880 349 451 €.</p>	<p>IV. - Le taux d'évolution en 2014 des compensations mentionnées au III est celui qui, appliqué au montant total à verser au titre de l'année 2013 pour l'ensemble de ces compensations en application du même III, aboutit à un montant total pour 2014 de <u>837 725 174 €</u></p>	
<p>V.- Le II s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.</p>	<p>V.- Sans modification.</p>	
<p><b>Article 24 bis (nouveau)</b></p>	<p><b>Article 24 bis</b></p>	<p><b>Article 24 bis</b></p>
<p>Le I de l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p><b>Sans modification.</b></p>	<p><b>Sans modification.</b></p>
<p>« Le taux de compensation forfaitaire est fixé à 15,761 % pour les dépenses éligibles réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. »</p>		
<p><b>Article 24 ter (nouveau)</b></p>	<p><b>Article 24 ter</b></p>	<p><b>Article 24 ter</b></p>
<p>Il est institué un prélèvement sur recettes de correction des calculs de versements de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et des calculs de prélèvements et de versements au titre des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources.</p>	<p><b>Sans modification.</b></p>	<p><b>Sans modification.</b></p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Ce prélèvement régularise, pour les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre identifiés par l'administration fiscale avant le 30 juin 2013, les montants de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle ainsi que le montant du prélèvement ou du reversement au titre des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources, tels que définis aux 1 et 2 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, qui n'ont pu être rectifiés au titre des années 2011 et 2012 à l'issue des signalements effectués en application du 2 <i>bis</i> de ce même article 78.</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 24 quater (nouveau)</b></p> <p>I. – À compter de 2014, la compensation par l'État prévue aux III et V de l'article 77 de la présente loi au profit des régions, de la collectivité territoriale de Corse et du Département de Mayotte est assurée sous la forme :</p> <p>1° De dotations budgétaires versées par l'État ;</p> <p>2° D'une part des produits de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques. Cette part est obtenue, pour l'ensemble des régions, de la collectivité territoriale de Corse et du Département de Mayotte, par application d'une fraction du tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques aux quantités de carburants vendues chaque année sur l'ensemble du territoire national.</p> <p>II. – La fraction de tarif mentionnée au 2° du I est obtenue, pour l'ensemble des régions, de la collectivité territoriale de Corse et du</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 24 quater</b></p> <p>I. – Sans modification.</p> <p>II. – Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 24 quater</b></p> <p>Sans modification.</p>



<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b> —	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b> —	<b>Propositions de la commission</b> —
<p>Département de Mayotte, par application d'une fraction de tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques afférente aux quantités de carburants vendues sur l'ensemble du territoire national en 2012.</p> <p>En 2014, cette fraction de tarif est fixée à :</p> <p>1° 0,31 € par hectolitre s'agissant des supercarburants sans plomb ;</p> <p>2° 0,22 € par hectolitre s'agissant du gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120 °C.</p> <p>Pour 2014, la répartition des produits mentionnés au 2° du I sur le fondement du nombre d'apprentis connus au 31 décembre 2012 est fixée comme suit :</p>		

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

Région	Pourcentage
Alsace	3,53604
Aquitaine	4,35196
Auvergne	2,03663
Bourgogne	2,43962
Bretagne	4,33770
Centre	4,57790
Champagne-Ardenne	1,92072
Corse	0,46796
Franche-Comté	2,32597
Île-de-France	19,06866
Languedoc-Roussillon	3,70629
Limousin	0,87705
Lorraine	3,75383
Midi-Pyrénées	4,05810
Nord-Pas-de-Calais	5,27044
Basse-Normandie	2,42648
Haute-Normandie	3,14755
Pays de la Loire	6,67136
Picardie	2,83875
Poitou-Charentes	3,31032
Provence-Alpes-Côte Azur	7,06506
Rhône-Alpes	9,77227
Guadeloupe	0,37627
Guyane	0,17568
Martinique	0,40660
La Réunion	1,01764
Mayotte	0,06315

III. – Les montants provisionnels des compensations dues aux régions, à la collectivité territoriale de Corse et au Département de Mayotte et prévues aux III et V de l'article 77 de la présente loi sont constatés en distinguant le droit à compensation attribué au titre du III de celui attribué au titre du V du même article 77 dans un arrêté conjoint des ministres chargés du budget, du travail, de l'emploi et des collectivités territoriales.

Les montants mentionnés au premier alinéa du présent III sont fixés définitivement en distinguant le droit à compensation attribué au titre du III dudit article 77 de celui attribué au titre du V du même article 77 dans un arrêté conjoint des ministres chargés du budget, du travail, de l'emploi et des

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

III. – Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget, du travail, de l'emploi et des collectivités territoriales constate les montants provisionnels des compensations dues aux régions, à la collectivité territoriale de Corse et au Département de Mayotte et prévues aux III et V de l'article 77 de la présente loi, en distinguant le droit à compensation attribué au titre du III de celui attribué au titre du V du même article 77.

Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget, du travail, de l'emploi et des collectivités territoriales fixe définitivement les montants mentionnés au premier alinéa du présent III, en distinguant le droit à compensation attribué au titre du III dudit article 77 de celui attribué au titre

**Propositions de la commission**

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>collectivités territoriales.</p> <p>IV. – Si le total des ressources mentionnées au I du présent article représente un montant annuel inférieur au montant dû à chaque région, à la collectivité territoriale de Corse et du Département de Mayotte au titre des dispositifs prévus aux I et IV de l'article 77 de la présente loi dans les conditions prévues aux III et V du même article, la différence fait l'objet de l'attribution à due concurrence d'une part complémentaire du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques revenant à l'État.</p>	<p><u>du V du même article 77.</u></p> <p>IV. – Sans modification.</p>	
<b>Article 25</b>	<b>Article 25</b>	<b>Article 25</b>
<p>I.- À compter de 2014, pour l'exercice de leurs compétences en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage comprenant les actions en faveur des jeunes, le rééquilibrage et l'aménagement du territoire, la rémunération des stagiaires, les frais liés à la convention entre l'État et l'Agence de services et de paiement mentionnée à l'article L. 313-1 du code rural et de la pêche maritime, les régions, la collectivité territoriale de Corse et le Département de Mayotte bénéficiaires de ressources constituées :</p> <p>A.- D'une fraction des produits des prélèvements résultant de l'application :</p> <p>1° À la cotisation foncière des entreprises revenant aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, des dispositions du d du A du I et</p>	<p><u>I. – Pour l'exercice de leurs compétences en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage comprenant les actions en faveur des jeunes, le rééquilibrage et l'aménagement du territoire, la rémunération des stagiaires, les frais liés à la convention entre l'État et l'Agence de services et de paiement mentionnée à l'article L. 313-1 du code rural et de la pêche maritime, les régions, la collectivité territoriale de Corse et le Département de Mayotte bénéficiaires, à compter de 2014, de ressources constituées :</u></p> <p>A.- Sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b> —	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b> —	<b>Propositions de la commission</b> —
<p>du II de l'article 1641 du code général des impôts ;</p> <p>2° À la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, des dispositions du XV de l'article 1647 du même code ;</p> <p>3° Et à la taxe d'habitation revenant aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, des dispositions du c du A du I, du 3 du B du même I et du II de l'article 1641 dudit code.</p> <p>B.- D'une fraction des produits de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques afférente aux quantités de carburants vendues chaque année sur l'ensemble du territoire national.</p> <p>Ces ressources sont affectées aux régions, à la collectivité territoriale de Corse et au Département de Mayotte dans les conditions définies aux II et III du présent article.</p> <p>II.- A.- 1. En 2014, la fraction des produits mentionnés au A du I est égale à 600 710 353 €.</p> <p>Pour constituer la fraction mentionnée au premier alinéa du présent 1, il est recouru à titre principal aux produits mentionnés aux 1° et 2° du A du I du présent article et, à titre subsidiaire, dans des conditions prévues par décret, aux produits mentionnés au 3° du même A.</p> <p>À compter de 2015, cette fraction est égale à la fraction affectée aux régions, à la collectivité territoriale de Corse et au Département de Mayotte l'année précédente, multipliée par le rapport entre le montant total des produits visés à l'alinéa précédent constatés l'année</p>	<p>B.- Sans modification.</p> <p>II.- Sans modification.</p>	

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b> —	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b> —	<b>Propositions de la commission</b> —
<p>précédente et ces mêmes produits constatés l'antépénultième année.</p> <p>La fraction des produits mentionnés au A du I au titre d'une année correspond au montant représentatif d'une part des produits mentionnés au même A constatés l'année précédant celle du versement.</p> <p>2. La fraction de tarif mentionnée au B du I est obtenue, pour l'ensemble des régions, de la collectivité territoriale de Corse et du Département de Mayotte, par application d'une fraction de tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques afférente aux quantités de carburants vendues sur l'ensemble du territoire national. Elle est calculée de sorte qu'appliquée aux quantités de carburants vendues sur l'ensemble du territoire national en 2012, elle conduise à un produit égal, en 2014, à 300 355 176 €.</p> <p>À compter de 2014, cette fraction de tarif s'élève à :</p> <p>a) 0,79 € par hectolitre, s'agissant des supercarburants sans plomb ;</p> <p>b) 0,56 € par hectolitre, s'agissant du gazole présentant un point d'éclair inférieur à 120°C.</p> <p>Si le montant total des ressources mentionnées au I représente un montant annuel inférieur à 901 065 529 €, la différence fait l'objet d'une attribution d'une part correspondante du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques revenant à l'État.</p> <p>B.- Le montant des produits mentionnés au I est réparti entre les régions, la collectivité</p>		

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

territoriale de Corse et le Département de Mayotte comme suit :

Région	Pourcentage
ALSACE	1,95195 %
AQUITAINE	4,93821 %
AUVERGNE	2,45523 %
BOURGOGNE	2,50783 %
BRETAGNE	3,64684 %
CENTRE	3,70772 %
CHAMPAGNE-ARDENNE	2,58258 %
CORSE	0,48884 %
FRANCHE-COMTÉ	1,78762 %
ÎLE-DE-FRANCE	12,96859 %
LANGUEDOC-ROUSSILLON	4,60505 %
LIMOUSIN	1,04537 %
LORRAINE	3,27670 %
MIDI-PYRÉNÉES	4,21697 %
NORD-PAS DE CALAIS	9,23313 %
BASSE-NORMANDIE	2,90909 %
HAUTE-NORMANDIE	4,65038 %
PAYS DE LA LOIRE	4,64587 %
PICARDIE	3,80062 %
POITOU-CHARENTES	2,79543 %
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	8,31591 %
RHÔNE-ALPES	7,21559 %
GUADELOUPE	0,96614 %
GUYANE	0,33795 %
MARTINIQUE	1,34848 %
LA RÉUNION	2,96575 %
MAYOTTE	0,63616 %

III.- Le II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« À compter de 2014, la seconde section mentionnée au cinquième alinéa retrace également le versement des recettes définies au I de l'article 25 de la loi n° du de finances pour 2014 aux régions, à la collectivité territoriale de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

**Propositions de la commission**

—

III.- Sans modification.

<p><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b></p> <p>—</p>	<p><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b></p> <p>—</p>	<p><b>Propositions de la commission</b></p> <p>—</p>
<p>Corse et au Département de Mayotte. Ce versement est attribué mensuellement, à raison d'un douzième du montant dû à chacune de ces collectivités dans les conditions prévues à l'article L. 4331-2-1 du code général des collectivités territoriales, à l'exclusion des troisième et avant-dernier alinéas de ce même article. ».</p> <p>IV. – Après le 5° de l'article 4332-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un 6° ainsi rédigé :</p> <p>« 1° Les crédits transférés par l'État au titre de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage, minorés du montant des ressources attribuées aux régions mentionnées à l'article de la loi n° 2013- du de finances pour 2014. »</p> <p>« 6° Le montant des ressources fiscales attribuées aux régions mentionnées aux articles 25 et 77 de la loi n° du de finances pour 2014. »</p>	<p>IV.– Sans modification.</p>	
<p><b>Article 26</b></p> <p>I.- Les produits nets des prélèvements résultant de l'application du a du A du I ainsi que du II de l'article 1641 du code général des impôts à la taxe foncière sur les propriétés bâties sont affectés aux départements selon les modalités définies aux II et III du présent article.</p> <p>II.- Les produits mentionnés au I sont répartis entre les départements dans les conditions suivantes :</p> <p>1° Le montant total réparti entre les départements au titre d'une année correspond au</p>	<p><b>Article 26</b></p> <p>I.- Sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>1° Sans modification.</p>	<p><b>Article 26</b></p> <p>Sans modification.</p>

<p><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b></p> <p>—</p>	<p><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b></p> <p>—</p>	<p><b>Propositions de la commission</b></p> <p>—</p>
<p>montant des produits nets mentionnés au I perçus l'année précédant celle du versement ;</p>		
<p>2° Ce montant est réparti :</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	
<p>a) Pour 70 % en fonction du solde constaté pour chaque département entre, d'une part, les dépenses exposées par le département, au cours de l'avant-dernière année, au titre du revenu de solidarité active en vertu de l'article L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles, de l'allocation personnalisée pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 232-1 du même code et de la prestation de compensation mentionnée à l'article L. 245-1 dudit code et, d'autre part, les montants de compensation versés au département, au cours de l'avant-dernière année, au titre du revenu de solidarité active en application de l'article 59 de la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003), de l'article 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 et de l'article L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales, de l'allocation personnalisée pour l'autonomie en application des articles L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles et de la prestation de compensation en application des articles L. 14-10-5 et L. 14-10-7 du même code, rapporté à la somme des soldes ainsi constatés pour l'ensemble des départements ;</p>	<p>a) Pour 70 %, en fonction du solde constaté pour chaque département entre, d'une part, les dépenses exposées par le département, au cours de l'avant-dernière année, au titre du revenu de solidarité active en vertu de l'article L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles, de l'allocation personnalisée pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 232-1 du même code et de la prestation de compensation mentionnée à l'article L. 245-1 dudit code et, d'autre part, les montants de compensation <u> dus au département au titre du revenu de solidarité active au cours de l'année de répartition en application de l'article 59 de la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003) et de l'article 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, ainsi que les montants de compensation versés au département, au cours de l'année précédente, au titre de l'article L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales, et, au cours de l'avant-dernière année, au titre de l'allocation personnalisée pour l'autonomie en application des articles L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles et de la prestation de compensation en application des articles L. 14-10-5 et L. 14-10-7 du même code, rapporté à la somme des soldes ainsi constatés pour l'ensemble des départements ;</u></p>	
<p>b) Pour 30 %, en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges qui est fonction des rapports :</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	
<p>– entre le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements et le revenu par habitant du département, le revenu pris en compte étant le dernier revenu fiscal de référence connu ;</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	
<p>– entre la proportion de bénéficiaires de l'allocation personnalisée pour l'autonomie prévue à</p>	<p>– entre la proportion de bénéficiaires de l'allocation personnalisée pour l'autonomie prévue</p>	



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>l'article L. 232-1 du code de l'action sociale et des familles dans la population du département et cette même proportion dans l'ensemble des départements, les effectifs pris en compte étant ceux de l'avant-dernière année ;</p> <p>– entre la proportion de bénéficiaires du revenu de solidarité active prévu à l'article L. 262-24 du même code dans la population du département et cette même proportion dans l'ensemble des départements, les effectifs pris en compte étant ceux de l'avant-dernière année ;</p> <p>– entre la proportion de bénéficiaires de la prestation de compensation prévue à l'article L. 245-1 dudit code et de l'allocation compensatrice prévue au même article L. 245-1, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dans la population du département et cette même proportion dans l'ensemble des départements, les effectifs pris en compte étant ceux de l'avant-dernière année.</p> <p>L'indice synthétique est obtenu par addition des rapports définis aux deuxième à cinquième alinéas du présent 2°, après pondération de chacun par, respectivement, 30 %, 30 %, 20 % et 20 %.</p> <p>L'attribution du montant cumulé des deux parts revenant à chaque département est déterminée après pondération par le rapport entre le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements et le revenu par habitant du département.</p> <p>La population à prendre en compte est celle définie au premier</p>	<p>à l'article L. 232-1 du code de l'action sociale et des familles dans la population du département et cette même proportion dans l'ensemble des départements, les effectifs pris en compte étant ceux <u>constatés au 31 décembre</u> de l'avant-dernière année <u>par le ministre chargé des affaires sociales</u> ;</p> <p>– entre la proportion de bénéficiaires du revenu de solidarité active prévu à l'article L. 262-24 du même code dans la population du département et cette même proportion dans l'ensemble des départements, les effectifs pris en compte étant ceux <u>constatés au 31 décembre</u> de l'avant-dernière année <u>par le ministre chargé des affaires sociales</u> ;</p> <p>– entre la proportion de bénéficiaires de la prestation de compensation prévue à l'article L. 245-1 dudit code et de l'allocation compensatrice prévue au même article L. 245-1, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dans la population du département et cette même proportion dans l'ensemble des départements, les effectifs pris en compte étant ceux <u>constatés au 31 décembre</u> de l'avant-dernière année <u>recensés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie</u>.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p>	

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

alinéa de l'article L. 3334-2 du code général des collectivités territoriales.

III.- Le II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 précitée est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« À compter de 2014, la seconde section mentionnée au même cinquième alinéa retrace également le versement aux départements des recettes définies au I de l'article 26 de la loi n° du précitée. Ce versement est attribué mensuellement, à raison d'un douzième du montant dû dans les conditions prévues à l'article L. 3332-1-1 du code général des collectivités territoriales, à l'exclusion des troisième et dernier alinéas de ce même article. »

**Article 27**

I.- Le tableau du dernier alinéa du I de l'article 40 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 précité est remplacé par le tableau suivant :

«

Région	Gazole	Super carburant sans plomb
Alsace	4,74	6,71
Aquitaine	4,41	6,24
Auvergne	5,75	8,13
Bourgogne	4,13	5,84
Bretagne	4,82	6,84
Centre	4,29	6,06
Champagne-Ardenne	4,84	6,84
Corse	9,72	13,73
Franche-Comté	5,89	8,34

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

III.- Sans modification.

**Article 27**

Alinéa sans modification.

«

Région	Gazole	Supercarburant sans plomb
Alsace	<u>4.76</u>	<u>6.72</u>
Aquitaine	<u>4.42</u>	<u>6.25</u>
Auvergne	<u>5.76</u>	<u>8.14</u>
Bourgogne	<u>4.14</u>	<u>5.85</u>
Bretagne	<u>4.83</u>	<u>6.85</u>
Centre	<u>4.30</u>	<u>6.07</u>
Champagne-Ardenne	<u>4.85</u>	<u>6.85</u>
Corse	<u>9.72</u>	<u>13.75</u>
Franche-Comté	<u>5.90</u>	<u>8.36</u>

**Propositions de la commission**

**Article 27**

Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture

Île-de-France	12,08	17,09
Languedoc-Roussillon	4,14	5,85
Limousin	7,99	11,31
Lorraine	7,26	10,27
Midi-Pyrénées	4,70	6,64
Nord-Pas-de-Calais	6,78	9,61
Basse-Normandie	5,10	7,23
Haute-Normandie	5,04	7,12
Pays de la Loire	3,98	5,64
Picardie	5,33	7,53
Poitou-Charentes	4,20	5,96
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,94	5,57
Rhône-Alpes	4,15	5,86

»

~~II. Le présent article entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.~~

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Île-de-France	<u>12,10</u>	<u>17,10</u>
Languedoc-Roussillon	<u>4,15</u>	<u>5,86</u>
Limousin	<u>8,01</u>	<u>11,31</u>
Lorraine	<u>7,27</u>	<u>10,30</u>
Midi-Pyrénées	<u>4,70</u>	<u>6,66</u>
Nord-Pas-de-Calais	<u>6,80</u>	<u>9,61</u>
Basse-Normandie	<u>5,12</u>	<u>7,23</u>
Haute-Normandie	<u>5,05</u>	<u>7,13</u>
Pays de la Loire	<u>3,99</u>	<u>5,64</u>
Picardie	<u>5,34</u>	<u>7,54</u>
Poitou-Charentes	<u>4,21</u>	<u>5,96</u>
Provence-Alpes-Côte d'Azur	<u>3,95</u>	<u>5,58</u>
Rhône-Alpes	<u>4,16</u>	<u>5,87</u>

»

II. - *Supprimé.*

III (nouveau). – Le III de l'article 52 de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005 est ainsi modifié :

1° À la seconde phrase du cinquième alinéa, l'année : « 2013 » est remplacée par l'année : « 2014 » et les montants : « 1,729 € » et « 1,223 € » sont remplacés, respectivement, par les montants : « 1,737 € » et « 1,229 € » ;

2° Au dixième alinéa, l'année : « 2013 » est remplacée par l'année : « 2014 » ;

3° Le tableau du onzième alinéa est ainsi rédigé :

<u>Département</u>	<u>Pourcentage</u>
<u>Ain</u>	<u>1,066940</u>
<u>Aisne</u>	<u>0,964047</u>
<u>Allier</u>	<u>0,765229</u>
<u>Alpes-de-Haute-Provence</u>	<u>0,553723</u>
<u>Hautes-Alpes</u>	<u>0,413335</u>

Propositions de la commission

\_\_\_\_\_

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la commission

<u>Alpes-</u> <u>Maritimes</u>	<u>1,591414</u>
<u>Ardèche</u>	<u>0,750049</u>
<u>Ardennes</u>	<u>0,655751</u>
<u>Ariège</u>	<u>0,394983</u>
<u>Aube</u>	<u>0,722425</u>
<u>Aude</u>	<u>0,735698</u>
<u>Aveyron</u>	<u>0,768224</u>
<u>Bouches-du-</u> <u>Rhône</u>	<u>2,297506</u>
<u>Calvados</u>	<u>1,118302</u>
<u>Cantal</u>	<u>0,577205</u>
<u>Charente</u>	<u>0,622605</u>
<u>Charente-</u> <u>Maritime</u>	<u>1,016754</u>
<u>Cher</u>	<u>0,641183</u>
<u>Corrèze</u>	<u>0,744852</u>
<u>Corse-du-Sud</u>	<u>0,219420</u>
<u>Haute-Corse</u>	<u>0,208378</u>
<u>Côte-d'Or</u>	<u>1,121025</u>
<u>Côtes-d'Armor</u>	<u>0,912904</u>
<u>Creuse</u>	<u>0,427748</u>
<u>Dordogne</u>	<u>0,770325</u>
<u>Doubs</u>	<u>0,859092</u>
<u>Drôme</u>	<u>0,825405</u>
<u>Eure</u>	<u>0,968359</u>
<u>Eure-et-Loir</u>	<u>0,839489</u>
<u>Finistère</u>	<u>1,038722</u>
<u>Gard</u>	<u>1,065915</u>
<u>Haute-Garonne</u>	<u>1,638920</u>
<u>Gers</u>	<u>0,461833</u>
<u>Gironde</u>	<u>1,780844</u>
<u>Hérault</u>	<u>1,283754</u>
<u>Ille-et-Vilaine</u>	<u>1,181404</u>
<u>Indre</u>	<u>0,591400</u>
<u>Indre-et-Loire</u>	<u>0,964455</u>
<u>Isère</u>	<u>1,808513</u>
<u>Jura</u>	<u>0,702737</u>
<u>Landes</u>	<u>0,736887</u>
<u>Loir-et-Cher</u>	<u>0,602647</u>
<u>Loire</u>	<u>1,098730</u>
<u>Haute-Loire</u>	<u>0,599475</u>
<u>Loire-</u> <u>Atlantique</u>	<u>1,519493</u>
<u>Loiret</u>	<u>1,083743</u>
<u>Lot</u>	<u>0,610367</u>
<u>Lot-et-Garonne</u>	<u>0,522124</u>
<u>Lozère</u>	<u>0,412065</u>
<u>Maine-et-Loire</u>	<u>1,164865</u>
<u>Manche</u>	<u>0,958984</u>
<u>Marne</u>	<u>0,920959</u>
<u>Haute-Marne</u>	<u>0,592352</u>
<u>Mayenne</u>	<u>0,541839</u>
<u>Meurthe-et-</u> <u>Moselle</u>	<u>1,040663</u>
<u>Meuse</u>	<u>0,540467</u>
<u>Morbihan</u>	<u>0,918051</u>
<u>Moselle</u>	<u>1,549443</u>
<u>Nièvre</u>	<u>0,620573</u>
<u>Nord</u>	<u>3,069194</u>
<u>Oise</u>	<u>1,107476</u>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture

—

**Article 28**

I.- Le I de l'article 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 est ainsi modifié :

1° Au début du sixième alinéa, le montant : « 2,297 € » est

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

<u>Orne</u>	<u>0,693397</u>
<u>Pas-de-Calais</u>	<u>2,176402</u>
<u>Puy-de-Dôme</u>	<u>1,414027</u>
<u>Pyrénées-Atlantiques</u>	<u>0,964218</u>
<u>Hautes-Pyrénées</u>	<u>0,577331</u>
<u>Pyrénées-Orientales</u>	<u>0,688209</u>
<u>Bas-Rhin</u>	<u>1,353439</u>
<u>Haut-Rhin</u>	<u>0,904528</u>
<u>Rhône</u>	<u>1,984843</u>
<u>Haute-Saône</u>	<u>0,455570</u>
<u>Saône-et-Loire</u>	<u>1,029891</u>
<u>Sarthe</u>	<u>1,039547</u>
<u>Savoie</u>	<u>1,140514</u>
<u>Haute-Savoie</u>	<u>1,274950</u>
<u>Paris</u>	<u>2,393877</u>
<u>Seine-Maritime</u>	<u>1,699633</u>
<u>Seine-et-Marne</u>	<u>1,886662</u>
<u>Yvelines</u>	<u>1,733008</u>
<u>Deux-Sèvres</u>	<u>0,646372</u>
<u>Somme</u>	<u>1,069210</u>
<u>Tarn</u>	<u>0,666881</u>
<u>Tarn-et-Garonne</u>	<u>0,436796</u>
<u>Var</u>	<u>1,335986</u>
<u>Vaucluse</u>	<u>0,736573</u>
<u>Vendée</u>	<u>0,931697</u>
<u>Vienne</u>	<u>0,669770</u>
<u>Haute-Vienne</u>	<u>0,611363</u>
<u>Vosges</u>	<u>0,745245</u>
<u>Yonne</u>	<u>0,760301</u>
<u>Territoire de Belfort</u>	<u>0,220456</u>
<u>Essonne</u>	<u>1,513161</u>
<u>Hauts-de-Seine</u>	<u>1,980110</u>
<u>Seine-Saint-Denis</u>	<u>1,913035</u>
<u>Val-de-Marne</u>	<u>1,514081</u>
<u>Val-d'Oise</u>	<u>1,576059</u>
<u>Guadeloupe</u>	<u>0,693234</u>
<u>Martinique</u>	<u>0,514741</u>
<u>Guyane</u>	<u>0,332515</u>
<u>La Réunion</u>	<u>1,441106</u>
<b><u>Total</u></b>	<b><u>100 %</u></b>

**Article 28**

I.- Sans modification.

Propositions de la commission

—

**Article 28**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

remplacé par le montant :

« 2,345 € » ;

2° Au début du septième alinéa, le montant : « 1,625 € » est remplacé par le montant :

« 1,659 € » ;

3° Le quatorzième alinéa et le tableau du quinzième alinéa sont ainsi rédigés :

« À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, ces pourcentages sont fixés comme suit :

«

Département	Pourcentage
Ain	0,356747
Aisne	1,182366
Allier	0,539736
Alpes-de-Haute-Provence	0,196908
Hautes-Alpes	0,097506
Alpes-Maritimes	1,266171
Ardèche	0,309842
Ardennes	0,588810
Ariège	0,244850
Aube	0,588569
Aude	0,817819
Aveyron	0,156985
Bouches-du-Rhône	4,491488
Calvados	0,811463
Cantal	0,069657
Charente	0,613173
Charente-Maritime	0,827356
Cher	0,473019
Corrèze	0,192736
Corse-du-Sud	0,101747
Haute-Corse	0,233323
Côte-d'Or	0,445009
Côtes-d'Armor	0,495953
Creuse	0,097608
Dordogne	0,469325
Doubs	0,600240
Drôme	0,574544

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>		<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
—		—	—
Eure	0,842609		
Eure-et-Loir	0,468946		
Finistère	0,556915		
Gard	1,419171		
Haute-Garonne	1,358331		
Gers	0,158457		
Gironde	1,578106		
Hérault	1,786146		
Ille-et-Vilaine	0,721641		
Indre	0,272043		
Indre-et-Loire	0,627287		
Isère	1,057396		
Jura	0,210363		
Landes	0,370845		
Loir-et-Cher	0,355172		
Loire	0,650721		
Haute-Loire	0,151410		
Loire-Atlantique	1,211429		
Loiret	0,691529		
Lot	0,143238		
Lot-et-Garonne	0,447967		
Lozère	0,033829		
Maine-et-Loire	0,827753		
Manche	0,400399		
Marne	0,828752		
Haute-Marne	0,260666		
Mayenne	0,239171		
Meurthe-et-Moselle	0,966375		
Meuse	0,311237		
Morbihan	0,555260		
Moselle	1,325522		
Nièvre	0,316474		
Nord	7,147722		
Oise	1,232777		
Orne	0,371676		
Pas-de-Calais	4,370741		
Puy-de-Dôme	0,590419		
Pyrénées-Atlantiques	0,549157		
Hautes-Pyrénées	0,250386		
Pyrénées-Orientales	1,208719		
Bas-Rhin	1,356795		
Haut-Rhin	0,905000		
Rhône	1,475106		
Haute-Saône	0,285899		
Saône-et-Loire	0,498840		
Sarthe	0,777304		

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

Savoie	0,241497
Haute-Savoie	0,353871
Paris	1,331990
Seine-Maritime	2,315427
Seine-et-Marne	1,784278
Yvelines	0,860931
Deux-Sèvres	0,402379
Somme	1,137373
Tarn	0,449026
Tarn-et-Garonne	0,355756
Var	1,142613
Vaucluse	0,990022
Vendée	0,453841
Vienne	0,716473
Haute-Vienne	0,501967
Vosges	0,568377
Yonne	0,504246
Territoire-de-Belfort	0,212427
Essonne	1,307605
Hauts-de-Seine	1,068928
Seine-Saint-Denis	3,811091
Val-de-Marne	1,640776
Val-d'Oise	1,643926
Guadeloupe	3,197472
Martinique	2,723224
Guyane	3,029354
La Réunion	8,245469
Saint-Pierre-et-Miquelon	0,001012
<b>Total</b>	<b>100</b>

»

II.- 1. Les compensations des charges résultant, pour les départements d'outre-mer et pour Saint-Pierre-et-Miquelon, du transfert de compétence réalisé par l'ordonnance n° 2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les départements d'outre-mer, à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion font l'objet des ajustements mentionnés aux *a* et *b* du présent 1 calculés, pour l'année 2011, au vu

Alinéa sans modification.



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>des sommes enregistrées pour chaque département d'outre-mer dans les comptes des caisses d'allocations familiales et, pour Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les comptes de la caisse de prévoyance sociale, pour les mois de décembre 2010 à novembre 2011, au titre du montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L. 262-9 du code de l'action sociale et des familles, et décaissées par ces mêmes collectivités entre janvier et décembre 2011, diminuées des dépenses leur ayant incombé en 2010 au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire prévu à l'article L. 262-11 du même code, dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 précitée.</p>	<p><i>a.</i> Il est prélevé en 2014 aux départements de la Guyane et de La Réunion, au titre de l'ajustement des compensations pour l'année 2011, un montant total de 4 949 033 € <u>figurant à la colonne A du tableau du 4 du présent II. Le montant ainsi prélevé correspond au montant total de l'ajustement du droit à compensation de ces départements pour l'année 2011.</u></p>	<p>—</p>
<p><i>b.</i> Il est prélevé en 2014 à la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour laquelle le montant cumulé des ajustements négatifs de son droit à compensation pour les années 2011, 2012 et 2013, incluant le solde de l'ajustement de la compensation pour les années 2011 et 2012 mentionné au <i>c</i> du 3 du II de l'article 35 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013, excède en 2014 13 % du montant total de son droit à compensation résultant des</p>	<p><i>b.</i> Il est prélevé en 2014 à la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour laquelle le montant cumulé des ajustements négatifs de son droit à compensation pour les années 2011, 2012 et 2013, incluant le solde de l'ajustement de la compensation pour les années 2011 et 2012 mentionné au <i>c</i> du 3 du II de l'article 35 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013, excède, en 2014, 13 % du montant total de son droit à compensation résultant</p>	<p>—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>transferts de compétences opérés par la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité et la loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 précitée, un montant de 15 904 €, mentionné dans la colonne A du tableau du 4 du présent II, au titre de l'ajustement de compensation pour l'année 2011. Le montant ainsi prélevé à cette collectivité correspond au montant total de l'ajustement de son droit à compensation pour l'année 2011.</p> <p>2. Les compensations des charges résultant, pour les départements d'outre-mer et pour Saint-Pierre-et-Miquelon, du transfert de compétence réalisé par l'ordonnance n° 2010-686 du 24 juin 2010 précitée font l'objet des ajustements mentionnés aux <i>a</i> et <i>b</i> du présent 2 calculés, pour les années 2012 et 2013, au vu des sommes enregistrées pour chaque département d'outre-mer dans les comptes des caisses d'allocations familiales et, pour Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les comptes de la caisse de prévoyance sociale pour les mois de décembre 2011 à novembre 2012, au titre du montant forfaitaire majoré mentionné à l'article L. 262-9 du code de l'action sociale et des familles et décaissées par ces mêmes collectivités entre janvier et décembre 2012, diminué des dépenses leur ayant incombé en 2010 au titre de l'intéressement proportionnel et forfaitaire prévu à l'article L. 262-11 du même code, dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 précitée.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>des transferts de compétences opérés par la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité et la loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 précitée, un montant de 15 904 €, mentionné dans la colonne A du tableau du 4 du présent II, au titre de l'ajustement de compensation pour l'année 2011. Le montant ainsi prélevé <u>correspond au montant total de l'ajustement du droit à compensation de cette collectivité</u> pour l'année 2011.</p> <p>2. Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p><i>a.</i> Il est versé en 2014 aux départements d'outre-mer mentionnés à la colonne B du tableau du 4 du présent II un montant total de 35 995 880 € au titre de l'ajustement des compensations pour les années 2012 et 2013.</p> <p><i>b.</i> Aucun prélèvement n'est opéré en 2014 au titre de l'ajustement des compensations pour les années 2012 et 2013 à la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon, pour laquelle le montant cumulé des ajustements négatifs de son droit à compensation pour les années 2011, 2012 et 2013, incluant le solde de l'ajustement de la compensation pour les années 2011 et 2012 mentionné au <i>c</i> du 3 du II de l'article 35 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 précitée, excède en 2014 13 % du montant total de son droit à compensation résultant des transferts de compétences opérés par les lois n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 et n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 précitées. Le solde de ces ajustements de compensation, après déduction de l'ajustement mentionné au 1 du présent II et figurant dans la colonne A du tableau du 4, d'un montant de 30 229 €, est prélevé chaque année jusqu'à son apurement total selon les modalités fixées par la loi de finances de l'année.</p> <p>3. Il est prélevé en 2014 aux départements métropolitains mentionnés à la colonne C du tableau du 4 un montant total de 4 415 023 € au titre du solde de l'ajustement de la compensation pour les années 2010, 2011 et 2012 mentionné au <i>c</i> du 2 du II de l'article 35 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 précitée, de sorte</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>3. Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

que cet ajustement négatif n'excède pas, en 2014, 5 % du montant total de leur droit à compensation résultant des transferts de compétences opérés par les lois n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 et n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 précitées.

Le solde de l'ajustement de la compensation pour les années 2010, 2011 et 2012, d'un montant de 3 466 575 €, est prélevé chaque année jusqu'à son apurement total, selon des modalités fixées par la loi de finances.

4. Les montants correspondant aux versements prévus au *a* du 2° du présent II sont prélevés sur la part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques revenant à l'État. Ils font l'objet d'un versement du compte de concours financiers régi par le II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006. Ils sont répartis en application de la colonne B du tableau du troisième alinéa du présent 4.

Les diminutions réalisées en application du 1 et du 3 du présent II sont imputées sur le produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques attribué aux collectivités concernées en application du I de l'article 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009. Elles sont réparties en application de la colonne A, pour le *a* et pour le *b* du 1 du présent II, et de la colonne C, pour le 3° du présent II, du tableau suivant :

(En euros)

Départements	Diminution de produit versé (col. A)	Montant à verser (col. B)	Diminution de produit versé (col. C)	Total
Ain				
Aisne				

4. Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

Allier				
Alpes-de-Haute-Provence				
Hauts-Alpes				
Alpes-Maritimes				
Ardèche				
Ardennes				
Ariège				
Aube			- 818 833	- 818 833
Aude				
Aveyron				
Bouches-du-Rhône				
Calvados				
Cantal				
Charente				
Charente-Maritime				
Cher				
Corrèze				
Corse-du-Sud				
Haute-Corse				
Côte-d'Or				
Côtes-d'Armor				
Creuse				
Dordogne				
Doubs				
Drôme				
Eure				
Eure-et-Loir				
Finistère				
Gard				
Haute-Garonne				
Gers				
Gironde				
Hérault				
Ille-et-Vilaine				
Indre				
Indre-et-Loire				
Isère				
Jura			- 285 915	- 285 915
Landes				
Loir-et-Che				
Loire				
Haute-Loire				
Loire-Atlantique				

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

Loiret			- 1 809 407	- 1 809 407
Lot				
Lot-et-Garonne				
Lozère				
Maine-et-Loire				
Manche				
Marne				
Haute-Marne				
Mayenne				
Meurthe-et-Moselle				
Meuse				
Morbihan				
Moselle				
Nièvre				
Nord				
Oise			- 1 107 939	- 1 107 939
Orne				
Pas-de-Calais				
Puy-de-Dôme				
Pyrénées-Atlantiques				
Hautes-Pyrénées				
Pyrénées-Orientales				
Bas-Rhin				
Haut-Rhin				
Rhône				
Haute-Saône			- 392 929	- 392 929
Saône-et-Loire				
Sarthe				
Savoie				
Haute-Savoie				
Paris				
Seine-Maritime				
Seine-et-Marne				
Yvelines				
Deux-Sèvres				
Somme				
Tarn				
Tarn-et-Garonne				
Var				
Vaucluse				
Vendée				
Vienne				
Haute-Vienne				
Vosges				

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

Yonne				
Territoire de Belfort				
Essonne				
Hauts-de-Seine				
Seine-Saint-Denis				
Val-de-Marne				
Val-d'Oise				
Guadeloupe		4 576 955		4 576 955
Martinique		5 106 154		5 106 154
Guyane	- 518 424	7 946 477		7 428 053
La Réunion	- 4 430 609	18 366 294		13 935 685
Saint-Pierre-et-Miquelon	- 15 904			- 15 904
<b>Total</b>	<b>- 4 964 937</b>	<b>35 995 880</b>	<b>- 4 415 023</b>	<b>26 615 920</b>

III.- Le IV de l'article L. 3334-16-2 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° À la deuxième phrase du deuxième alinéa, les mots : « et des contrats d'accès à l'emploi mentionnés à l'article L. 5522-5 du même code » sont remplacés par les mots : « , des contrats d'accès à l'emploi mentionnés à l'article L. 5522-5 du même code et des emplois d'avenir mentionnés à l'article L. 5134-112 dudit code » ;

2° Au troisième alinéa, les mots : « et des contrats initiative-emploi mentionnés à l'article L. 5134-65 du même code » sont remplacés par les mots : « , des contrats initiative-emploi mentionnés à l'article L. 5134-65 du même code et des emplois d'avenir mentionnés à l'article L. 5134-112 dudit code ».

IV.- L'article 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 est ainsi modifié :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

---

III.- Sans modification.

IV.- Sans modification.

**Propositions de la commission**

---

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p>1° Le premier alinéa du I est remplacé par huit alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« I.- Des ressources sont attribuées au Département de Mayotte à titre de compensation des charges résultant des créations de compétences consécutives à la mise en œuvre :</p> <p>« a) De l'ordonnance n° 2011-1641 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte ;</p> <p>« b) De la gestion et du financement du fonds de solidarité pour le logement prévu par l'ordonnance n° 2012-576 du 26 avril 2012 portant extension et adaptation à Mayotte du code de la construction et de l'habitation ainsi que de diverses lois relatives au logement ;</p> <p>« c) De l'ordonnance n° 2012-785 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation du code de l'action sociale et des familles au Département de Mayotte pour le financement :</p> <p>« - des formations sociales initiales ainsi que des aides aux étudiants inscrits dans ces formations ;</p> <p>« - de la formation des assistants maternels ;</p> <p>« - des aides sociales à destination des personnes âgées et des personnes handicapées ;</p> <p>« Ces ressources sont composées d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques. Cette part est obtenue par application d'une fraction de tarif de cette dernière taxe aux quantités de carburants vendues sur l'ensemble du</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>



<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b> —	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b> —	<b>Propositions de la commission</b> —
<p>territoire national. » ;</p> <p>2° Le II est ainsi modifié :</p> <p><i>a)</i> Au <i>c</i>, l'année : « 2013 » est remplacée par l'année : « 2014 » et les mots : « , y compris le montant de la compensation des charges résultant en 2013 du financement de la dernière année des formations initiales, engagées antérieurement à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2012-785 du 31 mai 2012 précitée » sont supprimés ;</p> <p><i>b)</i>° Après le <i>c</i>, sont insérées des <i>d</i> et <i>e</i> ainsi rédigés :</p> <p>« <i>d)</i> Le montant mentionné au deuxième alinéa du III de l'article 9 de l'ordonnance n° 2012-785 du 31 mai 2012 précitée au titre de la compensation pour 2014 du financement de la formation des assistants maternels, de leur initiation aux gestes de secourisme et de l'accueil des enfants confiés aux assistants maternels durant les temps de formation obligatoire après leur embauche, respectivement mentionnés aux premier, deuxième et avant-dernier alinéas de l'article L. 421-14 du code de l'action sociale et des familles, évaluée de manière provisionnelle en fonction du nombre d'assistants maternels recensés au 31 août 2013 dans le Département de Mayotte ;</p> <p>« <i>e)</i> Le montant mentionné au deuxième alinéa du I de l'article 9 de l'ordonnance n° 2012-785 du 31 mai 2012 précitée au titre de la compensation des charges nouvelles liées aux aides sociales à destination des personnes âgées et des personnes handicapées résultant, à compter de 2014, pour le Département de Mayotte des articles L. 542-3 et L. 542-4 du code</p>		

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p>—</p> <p>de l'action sociale et des familles, évaluée de manière provisionnelle au regard du nombre de bénéficiaires des allocations d'aide sociale facultative pour personnes âgées et personnes handicapées servies par le Département de Mayotte en 2012 et du montant moyen annuel des dépenses d'aide sociale obligatoire par habitant, hors dépenses d'allocation personnalisée pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 232-1 du même code et de prestation de compensation mentionnée à l'article L. 245-1 dudit code, constaté en 2011 dans les quatre autres départements d'outre-mer. » ;</p> <p>c)° Au 1°, les montants : « 0,013 € » et « 0,009 € » sont remplacés, respectivement, par les montants : « 0,031 € » et « 0,022 € » ;</p> <p>5° Au 2°, les montants : « 0,052 € » et « 0,037 € » sont remplacés, respectivement, par les montants : « 0,077 € » et « 0,054 € ».</p> <p>V.- À la fin de la deuxième phrase du IV de l'article 12 de l'ordonnance n° 2012-576 du 26 avril 2012 portant extension et adaptation à Mayotte du code de la construction et de l'habitation ainsi que de diverses lois relatives au logement, l'année : « 2011 » est remplacée par l'année : « 2012 ».</p> <p>VI.- Le montant mentionné au second alinéa du I de l'article 9 de l'ordonnance n° 2012-785 du 31 mai 2012 portant extension et adaptation du code de l'action sociale et des familles au Département de Mayotte au titre de la compensation des charges nouvelles liées aux aides sociales à destination des personnes âgées et des personnes handicapées résultant, à compter de 2014, pour</p>	<p>—</p> <p>V.- Sans modification.</p> <p>VI.- Sans modification.</p>	<p>—</p>

<p align="center"><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b></p> <p align="center">—</p>	<p align="center"><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b></p> <p align="center">—</p>	<p align="center"><b>Propositions de la commission</b></p> <p align="center">—</p>
<p>le Département de Mayotte des articles L. 542-3 et L. 542-4 du code de l'action sociale et des familles est calculé en fonction du nombre de bénéficiaires des allocations d'aide sociale facultative pour personnes âgées et personnes handicapées servies par le Département de Mayotte en 2013 et du montant moyen annuel de dépenses d'aide sociale obligatoire par habitant, hors dépenses d'allocation personnalisée pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 232-1 du même code et de prestation de compensation mentionnée à l'article L. 245-1 dudit code, constaté en 2013 dans les quatre autres départements d'outre-mer.</p> <p>VII.- Le <i>b</i> du II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>b</i>) Pour le Département de Mayotte, du droit à compensation des charges résultant des créations de compétences mentionnées au I de l'article 39 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012. »</p>	<p>VII.- Sans modification.</p>	
<p align="center"><b>Article 29</b></p> <p>I.- A.- Il est institué un prélèvement sur les recettes de l'État compensant les pertes de recettes résultant, pour le Département de Mayotte, des conséquences au plan fiscal de l'application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte.</p> <p>B.- Le montant du prélèvement prévu au A est établi de façon à ce que la somme des</p>	<p align="center"><b>Article 29</b></p> <p>I.- A.- Sans modification.</p> <p>B.- Sans modification.</p>	<p align="center"><b>Article 29</b></p> <p>Sans modification.</p>

<p><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b></p> <p>—</p>	<p><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b></p> <p>—</p>	<p><b>Propositions de la commission</b></p> <p>—</p>
<p>recettes fiscales et douanières du Département de Mayotte en 2014 et de la compensation soit égale aux recettes fiscales perçues par le Département de Mayotte en 2012, hors recettes exceptionnelles d'impôt sur les sociétés perçues en 2012 au titre d'exercices antérieurs à 2012, et déduction faite des reversements effectués notamment au bénéfice du fonds intercommunal de péréquation des communes de Mayotte.</p> <p>C.- Par dérogation au B, un montant provisoire est fixé au titre de 2014 jusqu'à ce que soit connu le montant total des recettes perçues par le Département de Mayotte. Ce montant est égal à 83 millions d'euros. Il est attribué mensuellement à raison d'un douzième, le premier versement étant effectué avant le 31 janvier 2014.</p> <p>D. - Le montant mentionné au C est ajusté, dans les conditions prévues au B, au plus tard le 31 décembre 2014. Avant le 31 décembre 2015, la différence entre ce montant ajusté et le montant de 83 millions d'euros est, <del>respectivement</del>, versée ou appelée sur les douzièmes prévus au C selon qu'elle est, respectivement, positive ou négative.</p> <p>II.- Les régularisations au titre des attributions du fonds intercommunal de péréquation de 2012 et de 2013 sont reversées aux communes de Mayotte dans les conditions prévues aux articles L. 6175-4 et L. 6175-5 du code général des collectivités territoriales.</p> <p>III.- A.- 1. Pour l'application de l'article L. 2332-2 du code général des collectivités territoriales au titre de l'exercice 2014 aux communes et établissements publics de</p>	<p>C.- Sans modification.</p> <p>D. - Le montant mentionné au C est ajusté, dans les conditions prévues au B, au plus tard le 31 décembre 2014. Avant le 31 décembre 2015, la différence entre ce montant ajusté et le montant de 83 millions d'euros est versée ou appelée sur les douzièmes prévus au C selon qu'elle est, respectivement, positive ou négative.</p> <p>II.- Sans modification.</p> <p>III.- Sans modification.</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>coopération intercommunale de Mayotte, et jusqu'à ce que soient connues les taxes et impositions perçues par voie de rôle à leur profit au titre de ce même exercice, les attributions mensuelles à chaque commune sont faites dans la limite du douzième de 25 % des montants reversés par le fonds intercommunal de péréquation à chaque commune en 2012 ;</p> <p>2. <i>a.</i> Pour l'application du même article aux versements de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises aux communes de Mayotte, le montant total des attributions mensuelles allouées au titre de l'année 2014 est fixé provisoirement à 800 000 €. Ce montant est réparti entre les communes au prorata des versements effectués en 2012 par la section de fonctionnement du fonds intercommunal de péréquation. Les montants individuels ainsi répartis sont servis aux communes bénéficiaires à raison d'un douzième chaque mois. Ces montants individuels sont révisés au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2014, en tenant compte des déclarations prévues au 1 du II de l'article 1586 <i>octies</i> du code général des impôts.</p> <p><i>b.</i> En 2015, les attributions mensuelles de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises sont établies sur la base des déclarations mentionnées au <i>a</i> jusqu'à connaissance du produit de cette imposition acquitté par les entreprises au titre de l'exercice 2014 jusqu'au 30 juin 2015.</p> <p>3 Si le montant des attributions versées à une commune ou un établissement public de coopération intercommunale en application</p>	<p>_____</p>	<p>_____</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p>des 1 et 2 du présent A excède le produit de leurs recettes fiscales réévalué selon les modalités précisées aux mêmes 1 et 2, la différence est déduite des douzièmes mentionnés au 1 du présent A au plus tard le 31 décembre 2015. Dans le cas contraire, la recette complémentaire est versée en sus des douzièmes mentionnés au même 1 restant à courir sur les derniers mois de l'année.</p> <p>B.- 1. Pour l'application de l'article L. 3332-1-1 du code général des collectivités territoriales au titre de l'exercice 2014 au Département de Mayotte, et jusqu'à ce que soient connues les taxes et impositions perçues par voie de rôle à son profit au titre de ce même exercice, les attributions mensuelles sont faites dans la limite du douzième de 3 750 000 euros ;</p> <p>2. a. Pour l'application du même article L. 3332-1-1 aux versements de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au Département de Mayotte, le montant total des attributions mensuelles allouées au titre de l'année 2014 est fixé provisoirement à 2 500 000 €. Cette avance prévisionnelle est servie au Département de Mayotte à raison d'un douzième chaque mois. Ce montant est révisé au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2014, en tenant compte des déclarations prévues au 1 du II de l'article 1586 <i>octies</i> du code général des impôts.</p> <p>b. En 2015, les attributions mensuelles de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises sont établies sur la base des déclarations mentionnées au a jusqu'à connaissance du produit de cette imposition acquitté par les entreprises au titre de l'exercice 2014 jusqu'au 30 juin 2015.</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>3 Si le montant des attributions versées au Département de Mayotte en application des 1 et 2 du présent B excède le produit de ses recettes fiscales réévalué selon les modalités précisées aux mêmes 1 et 2, la différence est déduite des douzièmes mentionnés au 1 du présent B au plus tard le 31 décembre 2015. Dans le cas contraire, la recette complémentaire est versée en sus des douzièmes mentionnés au même 1 restant à courir sur les derniers mois de l'année.</p>		
<p>IV.- Le II de l'article 1586 du code général des impôts est ainsi rétabli :</p>	<p>IV.- Sans modification.</p>	
<p>« II.- Par dérogation au 6° du I du présent article et au 3° de l'article 1599 <i>bis</i>, le Département de Mayotte perçoit une fraction égale à 73,5 % de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, prévue à l'article 1586 <i>ter</i>, due au titre de la valeur ajoutée imposée dans chaque commune de son territoire en application de l'article 1586 <i>octies</i>. »</p>		
<p>V.- A.- Pour l'application des sections I à II <i>bis</i> du chapitre I<sup>er</sup> du titre III de la deuxième partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts à Mayotte en 2014, les versements mensuels du compte de concours financiers intitulé « Avances aux collectivités territoriales » à la chambre de commerce et d'industrie et à la chambre des métiers et de l'artisanat au titre des impôts prévus à ces mêmes articles sont égaux, jusqu'à connaissance du produit de ces impôts, au douzième des ressources fiscales de ces établissements publics en 2012.</p>	<p>V.- Sans modification.</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission																																								
<p>B.- Les dispositions de l'article 1601 et 1601 A du code général des impôts applicables aux chambres de métiers et de l'artisanat de région s'appliquent à la chambre de métiers et de l'artisanat de Mayotte.</p> <p>VI.- Un décret précise les modalités d'application des I et III du présent article.</p> <p><b>Article 30</b></p> <p>Pour 2014, les prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales sont évalués à 54 339 704 000 €, qui se répartissent comme suit :</p> <p style="text-align: right;"><i>(En milliers d'euros)</i></p>	<p>VI.- Sans modification.</p> <p><b>Article 30</b></p> <p>Sans modification.</p> <p>Pour 2014, les prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales sont évalués à <u>54 192 938 000 €</u>, qui se répartissent comme suit :</p> <p style="text-align: right;"><i>(En milliers d'euros)</i></p>	<p><b>Article 30</b></p> <p>Sans modification.</p>																																								
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé du prélèvement</th> <th>Montant</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement.....</td> <td>40 123 544</td> </tr> <tr> <td>Prélèvement sur les recettes de l'État du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques .....</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs.....</td> <td>20 597</td> </tr> <tr> <td>Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements.....</td> <td>25 000</td> </tr> <tr> <td>Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.....</td> <td>5 768 681</td> </tr> <tr> <td>Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.....</td> <td>1 755 711</td> </tr> <tr> <td>Dotation élu local.....</td> <td>65 006</td> </tr> <tr> <td>Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse.....</td> <td>40 976</td> </tr> <tr> <td>Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle .....</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>	Intitulé du prélèvement	Montant	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement.....	40 123 544	Prélèvement sur les recettes de l'État du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques .....	0	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs.....	20 597	Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements.....	25 000	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.....	5 768 681	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.....	1 755 711	Dotation élu local.....	65 006	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse.....	40 976	Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle .....	0	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Intitulé du prélèvement</th> <th>Montant</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement.....</td> <td><u>40 121 044</u></td> </tr> <tr> <td>Prélèvement sur les recettes de l'État du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques.....</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs.....</td> <td>20 597</td> </tr> <tr> <td>Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements.....</td> <td>25 000</td> </tr> <tr> <td>Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.....</td> <td>5 768 681</td> </tr> <tr> <td>Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.....</td> <td><u>1 750 734</u></td> </tr> <tr> <td>Dotation élu local.....</td> <td>65 006</td> </tr> <tr> <td>Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse.....</td> <td>40 976</td> </tr> <tr> <td>Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle .....</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>	Intitulé du prélèvement	Montant	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement.....	<u>40 121 044</u>	Prélèvement sur les recettes de l'État du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques.....	0	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs.....	20 597	Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements.....	25 000	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.....	5 768 681	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.....	<u>1 750 734</u>	Dotation élu local.....	65 006	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse.....	40 976	Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle .....	0	
Intitulé du prélèvement	Montant																																									
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement.....	40 123 544																																									
Prélèvement sur les recettes de l'État du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques .....	0																																									
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs.....	20 597																																									
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements.....	25 000																																									
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.....	5 768 681																																									
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.....	1 755 711																																									
Dotation élu local.....	65 006																																									
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse.....	40 976																																									
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle .....	0																																									
Intitulé du prélèvement	Montant																																									
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation globale de fonctionnement.....	<u>40 121 044</u>																																									
Prélèvement sur les recettes de l'État du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques.....	0																																									
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs.....	20 597																																									
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements.....	25 000																																									
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.....	5 768 681																																									
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale.....	<u>1 750 734</u>																																									
Dotation élu local.....	65 006																																									
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse.....	40 976																																									
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle .....	0																																									



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture		Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture		Propositions de la commission
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion .....	500 000	Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion .....	500 000	
Dotation départementale d'équipement des collèges.....	326 317	Dotation départementale d'équipement des collèges.....	326 317	
Dotation régionale d'équipement scolaire .....	661 186	Dotation régionale d'équipement scolaire.....	661 186	
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse).....	0	Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse).....	0	
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles.....	10 000	Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles.....	10 000	
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire .....	2 686	Dotation globale de construction et d'équipement scolaire.....	2 686	
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée .....	0	Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.....	0	
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle .....	0	Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle .....	0	
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle .....	3 428 688	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle .....	<u>3 324 422</u>	
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale .....	771 340	Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale .....	<u>743 563</u>	
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle .....	430 114	Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle .....	430 114	
Prélèvement sur les recettes de l'État spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement.....	0	Prélèvement sur les recettes de l'État spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement.....	0	
Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle.....	298 984	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle.....	<u>291 738</u>	
Dotation de protection de l'environnement et d'entretien des voiries municipales .....	0	Dotation de protection de l'environnement et d'entretien des voiries municipales .....	0	
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés.....	1 374	Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés.....	1 374	
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants .....	4 000	Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants .....	4 000	
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte .....	83 000	Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte .....	83 000	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission								
<table border="1"> <tr> <td data-bbox="121 371 392 595">Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement au titre des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources.....</td> <td data-bbox="400 573 560 595">22 500</td> </tr> <tr> <td data-bbox="121 607 392 640"><b>Total</b></td> <td data-bbox="400 607 560 640"><b>54 339 704</b></td> </tr> </table>	Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement au titre des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources.....	22 500	<b>Total</b>	<b>54 339 704</b>	<table border="1"> <tr> <td data-bbox="584 371 855 595">Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement au titre des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources.....</td> <td data-bbox="863 573 1023 595">22 500</td> </tr> <tr> <td data-bbox="584 607 855 640"><b>Total</b></td> <td data-bbox="863 607 1023 640"><b><u>54 192 938</u></b></td> </tr> </table>	Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement au titre des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources.....	22 500	<b>Total</b>	<b><u>54 192 938</u></b>	<p style="text-align: center;">—</p>
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement au titre des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources.....	22 500									
<b>Total</b>	<b>54 339 704</b>									
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement au titre des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources.....	22 500									
<b>Total</b>	<b><u>54 192 938</u></b>									
<p><b>B. – Impositions et autres ressources affectées à des tiers</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 31</b></p> <p>I.- Le tableau du second alinéa de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 est ainsi modifié :</p> <p>1° À la deuxième ligne de la dernière colonne, le montant : « 498 600 » est remplacé par le montant : « 448 700 ».</p> <p>2° Au début de la septième ligne de la première colonne, il est inséré les mots « V de l' ».</p> <p>3° La huitième ligne est supprimée.</p> <p>4° La dixième ligne est ainsi modifiée :</p> <p>a) Au début de la première colonne, est ajoutée la référence : « III de l' » ;</p> <p>b) À la dernière colonne, le montant : « 12 500 » est remplacé par le montant : « 11 250 » ;</p> <p>5° À la onzième ligne de la dernière colonne, le montant : « 107 500 » est remplacé par le montant : « 96 750 » ;</p> <p>6° La douzième ligne est ainsi modifiée :</p> <p>a) À la première colonne, après le mot « impôts », est insérée la référence : « et article L. 311-16 du code de l'entrée et du séjour</p>	<p><b>B. – Impositions et autres ressources affectées à des tiers</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 31</b></p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>1° Sans modification.</p> <p>2° Sans modification.</p> <p>3° Sans modification.</p> <p>4° Sans modification.</p> <p>5° Sans modification.</p> <p>6° Sans modification.</p>	<p><b>B. – Impositions et autres ressources affectées à des tiers</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Article 31</b></p> <p>Sans modification.</p>								

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

des étrangers et du droit d'asile » ;

b) À la dernière colonne, le montant : « 16 100 » est remplacé par le montant : « 14 490 » ;

7° La treizième ligne est ainsi modifiée :

a) Au début de la première colonne, est ajoutée la référence : « VI de l' » ;

b) À la dernière colonne, le montant : « 43 000 » est remplacé par le montant : « 38 700 » ;

8° À la quatorzième ligne de la dernière colonne, le montant : « 20 000 » est remplacé par le montant : « 15 000 ».

8° bis Après la quatorzième ligne, est insérée une ligne ainsi rédigée :

«

Article L. 612-20 du code monétaire et financier	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	205.000
--	---	---------

» ;

8° ter Après la quatorzième ligne, est insérée une ligne ainsi rédigée :

«

Article L. 621-5-3 et suivants du code monétaire et financier	Autorité des marchés financiers (AMF)	95.000
---	---------------------------------------	--------

» ;

9° À la quinzième ligne de la dernière colonne, le montant : « 11 000 » est remplacé par le montant : « 0 ».

10° À la seizième ligne de la dernière colonne, le montant : « 9 000 » est remplacé par le

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

7° Sans modification.

8° À la quatorzième ligne de la dernière colonne, le montant : « 20 000 » est remplacé par le montant : « 12 000 » ;

8° bis Sans modification.

8° ter Sans modification.

9° à 33° : Sans modification.

**Propositions de la commission**

—

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

montant : « 8 000 ».

11° À la dix-neuvième ligne de la dernière colonne, le montant : « 16 300 » est remplacé par le montant : « 15 000 ».

12° La vingtième ligne est supprimée ;

13° Au début de la vingt-deuxième ligne de la première colonne, est ajoutée la référence : « Premier alinéa de l' » ;

14° Après la vingt-deuxième ligne, est insérée une ligne ainsi rédigée :

«

Troisième alinéa de l'article 1609 <i>novovicis</i> du code général des impôts	CNDS	24 000
--	------	--------

» ;

15° À la vingt-sixième ligne de la dernière colonne, le montant : « 27 000 » est remplacé par le montant : « 24 000 » ;

17° (Supprimé)

18° À la trentième ligne de la dernière colonne, le montant : « 280 000 » est remplacé par le montant : « 245 000 » ;

19° La trente-et-unième ligne est ainsi modifiée :

a) À la fin de la deuxième colonne, sont ajoutés les mots : « (DEFI) » ;

b) À la dernière colonne, le montant : « 10 000 » est remplacé par le montant : « 9 500 » ;

20° À la trente-deuxième ligne de la dernière colonne, le montant : « 16 500 » est remplacé par le montant : « 14 000 » ;

21° À la trente-cinquième ligne de la dernière colonne, le montant : « 70 200 » est remplacé par le montant : « 70 000 » ;

22° À la trente-septième ligne de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

la dernière colonne, le montant : « 17 500 » est remplacé par le montant : « 15 800 » ;

23° La trente-neuvième ligne est ainsi modifiée :

a) À la fin de la deuxième colonne, sont ajoutés les mots « (FSD) » ;

b) À la dernière colonne, le montant : « 60 000 » est remplacé par le montant : « 100 000 » ;

24° Après la trente-neuvième ligne, est insérée une ligne ainsi rédigée :

«

VI de l'article 302 bis K du code général des impôts	FSD	210 000
--	-----	---------

» ;

25° À la quarantième ligne de la dernière colonne, le montant : « 4 500 » est remplacé par le montant : « 4 100 » ;

26° La quarante-et-unième ligne est supprimée ;

27° À la quarante-troisième ligne de la dernière colonne, le montant : « 13 500 » est remplacé par le montant : « 13 000 » ;

28° À la quarante-quatrième ligne de la dernière colonne, le montant : « 6 000 » est remplacé par le montant : « 7 000 » ;

29° À la quarante-huitième ligne de la dernière colonne, le montant : « 108 000 » est remplacé par le montant : « 105 000 » ;

29° bis À la quarante-neuvième ligne de la dernière colonne, le montant : « 29 000 » est remplacé par le montant : « 23 000 » ;

29° ter À la cinquante-troisième ligne de la dernière colonne, le montant : « 4 000 » est remplacé par le

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

montant : « 3 000 » ;

30° À la cinquante-quatrième ligne de la dernière colonne, le montant : « 72 000 » est remplacé par le montant : « 69 000 » ;

31° La cinquante-cinquième ligne est ainsi modifiée :

a) Au début de la première colonne, est ajoutée la référence : « C du I de l' » ;

b) À la dernière colonne, le montant : « 168 000 » est remplacé par le montant : « 350 000 » ;

32° À la cinquante-huitième ligne de la dernière colonne, le montant : « 148 600 » est remplacé par le montant : « 142 600 » ;

33° Est ajoutée une ligne ainsi rédigée :

«

Article 1609 <i>quater-vicies A</i> du code général des impôts	Personnes publiques ou privées exploitant des aérodromes	49 000
--	--	--------

»

II.- Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la dernière phrase du troisième alinéa de l'article 1609 *novovicies*, après le mot : « affecté », sont insérés les mots : « , dans la limite du plafond prévu au I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, » ;

2° À la première phrase du premier alinéa du VI de l'article 302 *bis K*, les mots : « au profit du » sont remplacés par les mots « perçue dans la limite du plafond prévu au I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 par le » ;

3° L'article 302 *bis ZI* est ainsi

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

2° Sans modification.

3° Sans modification.

II.- Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>modifié :</p> <p>a) La seconde phrase du deuxième alinéa est supprimée ;</p> <p>b) Au dernier alinéa, les mots : « en outre » sont supprimés.</p> <p>4° L'article 1609 <i>septuagies</i> est abrogé.</p> <p>5° Le I de l'article 1609 <i>quateruagies</i> A est ainsi modifié:</p> <p>a) Aux premier et second alinéas, les mots : « au profit des » sont remplacés par les mots : « , dans la limite du plafond prévu au I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, par les » ;</p> <p>b) Sont ajoutés deux alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« Chaque exploitant mentionné aux deux premiers alinéas perçoit le produit de la taxe sur les nuisances sonores aériennes collectée au titre de chacun des aérodromes qu'il exploite dans la limite d'un plafond individuel fixé par référence au plafond prévu au I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012.</p> <p>« Ce plafond individuel est obtenu pour chaque bénéficiaire en répartissant le montant prévu au même I au prorata des recettes réelles avant plafonnement encaissées pour le bénéficiaire l'année de référence ;</p> <p>6° À la seconde phrase du premier alinéa du IV du même article, le mot : « second » est remplacé par le mot : « deuxième ».</p> <p>III.- Au dernier alinéa du I de l'article 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances</p>	<p>4° Sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>a) Sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>Alinéa sans modification.</p> <p>« Ce plafond individuel est obtenu pour chaque bénéficiaire en répartissant le montant prévu au même I au prorata des recettes réelles, avant plafonnement, encaissées pour le bénéficiaire l'année de référence. » ;</p> <p>6° Sans modification.</p> <p>III.- Sans modification.</p>	

<p><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b></p> <p>—</p>	<p><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b></p> <p>—</p>	<p><b>Propositions de la commission</b></p> <p>—</p>
<p>rectificative pour 2005, le taux : « 10 % » est remplacé par le taux : « 15 % ».</p> <p>IV.– Les deux derniers alinéas de l'article L. 321-13 du code forestier sont supprimés.</p> <p>V.– Les chambres départementales d'agriculture contribuent, par l'intermédiaire du Fonds national de péréquation et d'action professionnelle des chambres d'agriculture mentionné à l'article L. 251-1 du code forestier, au financement des actions portées par le fonds stratégique de la forêt et du bois, à savoir des projets d'investissements et des actions de recherche, de développement et d'innovation qui s'inscrivent dans le cadre de la politique forestière. Cette contribution prend la forme d'une cotisation fixée à 43 % du montant de la taxe perçue sur tous les immeubles classés au cadastre en nature de bois et forêts, minorée du versement au Fonds national de péréquation et d'action professionnelle des chambres d'agriculture prévu au deuxième alinéa de l'article L. 321-13 du même code et du versement prévu à l'article L. 251-1 dudit code.</p>	<p>IV.– Sans modification.</p> <p>V.– Les chambres départementales d'agriculture contribuent, par l'intermédiaire du Fonds national de péréquation et d'action professionnelle des chambres d'agriculture mentionné à l'article L. 251-1 du code forestier, au financement des actions portées par le fonds stratégique de la forêt et du bois <u>inscrit au programme « Forêt » de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales »</u>, à savoir des projets d'investissements et des actions de recherche, de développement et d'innovation qui s'inscrivent dans le cadre de la politique forestière. Cette contribution prend la forme d'une cotisation fixée à 43 % du montant de la taxe perçue sur tous les immeubles classés au cadastre en nature de bois et forêts, minorée du versement au Fonds national de péréquation et d'action professionnelle des chambres d'agriculture prévu au deuxième alinéa de l'article L. 321-13 du même code et du versement prévu à l'article L. 251-1 dudit code.</p>	
<p><b>Article 32</b></p>	<p><b>Article 32</b></p>	<p><b>Article 32</b></p>
<p>I.– Il est opéré en 2014 un prélèvement de 210 millions d'euros sur le fonds de roulement des agences de l'eau mentionnées à l'article L. 213-8-1 du code de l'environnement.</p> <p>II.– Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et du budget répartit, entre les agences de l'eau, le montant de ce prélèvement, au prorata de leur part respective dans le produit prévisionnel total pour 2014 des redevances</p>	<p>Sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>



<p align="center"><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b></p> <p align="center">—</p>	<p align="center"><b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b></p> <p align="center">—</p>	<p align="center"><b>Propositions de la commission</b></p> <p align="center">—</p>
<p>mentionnées à l'article L. 213-10 du même code, sans remettre en cause les programmes de préservation et de reconquête de la biodiversité et l'objectif d'atteinte du bon état des masses d'eau.</p> <p>III.- Le versement de ce prélèvement est opéré pour 30 % avant le 30 juin 2014 et pour 70 % avant le 30 novembre 2014. Le recouvrement, le contentieux, les garanties et les sanctions relatifs à ce prélèvement sont régis par les règles applicables en matière de taxe sur les salaires.</p>		
<p align="center"><b>Article 33</b></p>	<p align="center"><b>Article 33</b></p>	<p align="center"><b>Article 33</b></p>
<p>I.- Il est opéré en 2014 un prélèvement de 90 millions d'euros sur le fonds de roulement du Centre national du cinéma et de l'image animée mentionné à l'article L. 111-1 du code du cinéma et de l'image animée.</p>	<p align="center">Sans modification.</p>	<p align="center">Sans modification.</p>
<p>II.- Le prélèvement mentionné au I est opéré en plusieurs tranches selon un calendrier fixé par décret. Le recouvrement, le contentieux, les garanties et les sanctions relatifs à ce prélèvement sont régis par les règles applicables en matière de taxe sur les salaires.</p>		
<p align="center"><b>Article 33 bis (nouveau)</b></p>	<p align="center"><b>Article 33 bis</b></p>	<p align="center"><b>Article 33 bis</b></p>
<p>I.- Il est opéré en 2014 un prélèvement de 11 millions d'euros sur le fonds de roulement de l'Institut national de la propriété industrielle mentionné à l'article L. 411-1 du code de la propriété intellectuelle.</p>	<p align="center">Sans modification.</p>	<p align="center">Sans modification.</p>
<p>II.- Le recouvrement, le contentieux, les garanties et les</p>		

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>—</p> <p>sanctions relatifs à ce prélèvement sont régis par les règles applicables en matière de taxe sur les salaires.</p>	<p>—</p>	<p>—</p>
<p align="center"><b>Article 34</b></p>	<p align="center"><b>Article 34</b></p>	<p align="center"><b>Article 34</b></p>
<p>I.- 1. Il est opéré, au profit du budget général, un prélèvement de 170 millions d'euros sur les ressources affectées en 2014 au fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région en application du premier alinéa du 2 du III de l'article 1600 du code général des impôts.</p>	<p>I. - 1. Il est opéré, au profit du budget général, un prélèvement de 170 millions d'euros sur les ressources affectées en 2014 au fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région en application du premier alinéa du 2 du III de l'article 1600 du code général des impôts. <u>Ce prélèvement ne s'applique qu'aux chambres de commerce et d'industrie de région comprenant plus d'une chambre de commerce et d'industrie territoriale dans leur circonscription.</u></p>	<p>Sans modification.</p>
<p>2. Les montants notifiés par l'administration fiscale en 2014 aux chambres de commerce et d'industrie de région conformément à l'article 1639 A du même code sont nets du prélèvement mentionné au 1 du présent I.</p>	<p>2. Sans modification.</p>	
<p>II.- L'article 1600 du code général des impôts est ainsi modifié :</p>	<p>II.- Sans modification.</p>	
<p>1° Les troisième à dernier alinéas du 1 du II sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :</p>		
<p>« Les chambres de commerce et d'industrie de région et la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte votent chaque année le taux de taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises applicable dans leur circonscription. Ce taux ne peut excéder le taux de l'année précédente. À compter de 2013, une convention d'objectifs et de moyens est conclue, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État, entre chaque chambre de commerce et d'industrie de région et</p>		

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>l'État et entre la Chambre de commerce et d'industrie de Mayotte et l'État. » ;</p> <p>2° Les deuxième à dernier alinéas du 1 du III sont remplacés par six alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« Le taux national de cette taxe est égal à 6,304 % pour 2013. Il est fixé à 5,59 % pour 2014.</p> <p>« À compter de 2015, le taux national est égal au minimum entre le taux de l'année précédente et le taux de l'année précédente pondéré par le rapport entre le montant du plafond prévu, pour l'année de référence, au I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 et la somme des montants perçus l'année précédente par les chambres en application du 2 du présent III. Pour le taux de 2015, la somme des montants perçus en 2014 par les chambres est majoré du montant du prélèvement exceptionnel prévu au 1° du I de l'article 34 de la loi n° du de finances pour 2014. »</p> <p>« Par exception aux trois premiers alinéas du présent 1, le montant pris en compte en 2014 et en 2015 pour la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte est égal au montant du versement 2014 perçu par cette chambre au titre de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises mentionné au B du III de l'article 34 de la loi n° de finances pour 2014.</p> <p>« À compter de 2016, le montant pris en compte pour la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte est le montant du versement 2015 perçu par la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte au titre de</p>	<p>—</p>	<p>—</p>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p>la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises mentionné au même B.</p> <p>« Si le produit de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises affecté, au titre d'une année, au fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région est supérieur ou égal à la somme des différences calculées en application des deuxième à quatrième alinéas du présent 1 et du montant mentionné au cinquième alinéa, le fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région verse à chaque chambre de commerce et d'industrie de région un montant égal à sa différence et à la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte le montant mentionné au cinquième alinéa, puis verse aux chambres de commerce et d'industrie de région et à la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte le solde du produit qui lui est affecté proportionnellement à la valeur ajoutée imposée dans les communes de leur circonscription et retenue pour la détermination de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises en application du 1 du II de l'article 1586 <i>ter</i>.</p> <p>« Si le produit de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises affecté, au titre d'une année, au fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région est inférieur à la somme des différences calculées en application des deuxième à quatrième alinéas du présent 1 et du montant mentionné au cinquième alinéa, le fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>verse à chaque chambre de commerce et d'industrie de région un montant égal au produit de sa différence par un coefficient unique d'équilibrage et à la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte le montant mentionné au cinquième alinéa, corrigé par le même coefficient unique d'équilibrage. Ce coefficient unique d'équilibrage est calculé de sorte que la somme des versements soit égale au produit de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises affecté, au titre de l'année, au fonds. »</p>		
<p>3° <i>Supprimé</i></p>		
<p>III.- A.- En 2014, pour la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte, le taux mentionné au dernier alinéa du 1° du II de l'article 1600 du code général des impôts est égal au rapport, exprimé en pourcentage, entre la moyenne par article des montants du rôle général de taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises émis au titre de 2013 perçus par les chambres de commerce et d'industrie de région de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de La Réunion, et la moyenne par article des bases nettes de taxe additionnelle à la cotisation foncière des entreprises notifiées à la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte.</p>	<p>III.- A.- Sans modification.</p>	
<p>B.- En 2014, le fonds de financement des chambres de commerce et d'industrie de région mentionné au 2 du III de l'article 1600 du code général des impôts est alimenté, au titre des produits perçus sur le territoire de Mayotte de taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p>entreprises, à hauteur du montant prévisionnel de versement 2014 notifié par l'administration fiscale à la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte conformément à l'article 1639 A du code général des impôts.</p> <p>En 2015, le fonds mentionné au premier alinéa du présent B est alimenté au titre des produits perçus sur le territoire de Mayotte de taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur du montant de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises encaissée en 2014 et territorialisée sur le territoire de la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte conformément au rapport mentionné à l'article 2 du décret n° 2011-2068 du 30 décembre 2011 relatif aux modalités de répartition entre les chambres de commerce et d'industrie de région de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, net des restitutions et remboursements de taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au titre de 2014 opérés en 2014. Ce montant est majoré du montant de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au titre de 2014 encaissé au cours du premier semestre 2015 et territorialisé sur le territoire de la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte conformément au rapport mentionné au même article 2, net des restitutions et remboursements de taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au titre de 2014 opérés au cours de la même période.</p> <p>IV. – Une trajectoire financière triennale est définie en 2014 entre l'État et le réseau des chambres de commerce et d'industrie pour la période 2015-2017.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>En 2015, le fonds mentionné au premier alinéa du présent B est alimenté, au titre des produits perçus sur le territoire de Mayotte de taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, à hauteur du montant de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises encaissée en 2014 et territorialisée <u>dans le ressort</u> de la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte conformément au rapport mentionné à l'article 2 du décret n° 2011-2068 du 30 décembre 2011 relatif aux modalités de répartition entre les chambres de commerce et d'industrie de région de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, net des restitutions et remboursements de taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au titre de 2014 opérés en 2014. Ce montant est majoré du montant de la taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au titre de 2014 encaissé au cours du premier semestre 2015 et territorialisé <u>dans le ressort</u> de la chambre de commerce et d'industrie de Mayotte conformément au rapport mentionné au même article 2, net des restitutions et remboursements de taxe additionnelle à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au titre de 2014 opérés au cours de la même période.</p> <p>IV. – <u>L'État et le réseau des chambres de commerce et d'industrie définissent, au cours de l'année 2014, la trajectoire triennale pour la période 2015-2017 des ressources fiscales prévues à l'article 1 600 du code général des impôts.</u></p>	<p style="text-align: center;">—</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission				
<p align="center">—</p> <p align="center"><b>Article 34 bis (nouveau)</b></p> <p>Le second alinéa du B de l'article L. 311-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est supprimé.</p>	<p align="center">—</p> <p align="center"><b>Article 34 bis</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p align="center">—</p> <p align="center"><b>Article 34 bis</b></p> <p>Sans modification.</p>				
<p align="center"><b>C.- Dispositions relatives aux budgets annexes et aux comptes spéciaux</b></p> <p align="center"><b>Article 35</b></p> <p>Sous réserve des dispositions de la présente loi, les affectations résultant de budgets annexes créés et de comptes spéciaux ouverts antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi sont confirmées pour l'année 2014.</p>	<p align="center"><b>C.- Dispositions relatives aux budgets annexes et aux comptes spéciaux</b></p> <p align="center"><b>Article 35</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p align="center"><b>C.- Dispositions relatives aux budgets annexes et aux comptes spéciaux</b></p> <p align="center"><b>Article 35</b></p> <p>Sans modification.</p>				
<p align="center"><b>Article 36</b></p> <p align="center"><i>Supprimé</i></p>	<p align="center"><b>Article 36</b></p> <p align="center"><i>Suppression maintenue.</i></p>	<p align="center"><b>Article 36</b></p> <p align="center"><i>Suppression maintenue.</i></p>				
<p align="center"><b>Article 37</b></p> <p>I.- Le III de l'article 1011 bis du code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>A.- Le tableau du deuxième alinéa du <i>a</i> est remplacé par le tableau suivant :</p> <p>«</p>	<p align="center"><b>Article 37</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p align="center"><b>Article 37</b></p> <p>Sans modification.</p>				
<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="156 1854 341 1982">Taux d'émission de dioxyde de carbone (en grammes par kilomètre)</th> <th data-bbox="349 1854 528 1937">Tarif de la taxe (en euros)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="156 2033 341 2063">Taux ≤ 130</td> <td data-bbox="349 2033 528 2063">0</td> </tr> </tbody> </table>	Taux d'émission de dioxyde de carbone (en grammes par kilomètre)	Tarif de la taxe (en euros)	Taux ≤ 130	0		
Taux d'émission de dioxyde de carbone (en grammes par kilomètre)	Tarif de la taxe (en euros)					
Taux ≤ 130	0					

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

130 < taux ≤ 135	150
135 < taux ≤ 140	250
140 < taux ≤ 145	500
145 < taux ≤ 150	900
150 < taux ≤ 155	1 600
155 < taux ≤ 175	2 200
175 < taux ≤ 180	3 000
180 < taux ≤ 185	3 600
185 < taux ≤ 190	4 000
190 < taux ≤ 200	6 500
200 < taux	8 000

» ;

B.- Le tableau du deuxième alinéa du *b* est remplacé par le tableau suivant :

«

<b>Puissance fiscale</b> <i>(en chevaux-vapeur)</i>	<b>Tarif de la taxe</b> <i>(en euros)</i>
Puissance fiscale ≤ 5	0
6 ≤ puissance fiscale ≤ 7	1 500
8 ≤ puissance fiscale ≤ 9	2 000
10 ≤ puissance fiscale ≤ 11	3 600
12 ≤ puissance fiscale ≤ 16	6 000
16 < puissance fiscale	8 000

»

II.- Le I s'applique aux véhicules immatriculés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Article 38**

Au IV de l'article 65 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, le montant : « 35 millions d'euros » est remplacé par le montant : « 19 millions d'euros ».

**Article 39**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

**Propositions de la commission**

—

**Article 38**

Sans modification.

**Article 39**

**Article 38**

Sans modification.

**Article 39**

Sans modification.



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p>I.- A.- Au 3° de l'article L. 241-2 du code de la sécurité sociale, les mots : « nette correspondant aux montants de cette taxe enregistrés au titre de l'année par les comptes publics » sont remplacés par les mots : « brute budgétaire » et les mots : « la même période » sont remplacés par les mots : « l'année en cours ».</p> <p>B.- Aux A des II et III de l'article 53 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013, les mots : « nette correspondant aux montants de cette taxe enregistrés au titre de l'année par les comptes publics » sont remplacés par les mots : « brute budgétaire » et, après le mot : « effectués », sont insérés les mots : « pour l'année en cours ».</p> <p>II.- Au 3° de l'article L. 241-2 du code de la sécurité sociale, le taux : « 5,88 % » est remplacé par le taux : « 7,85 % ».</p> <p>III.- Au A du II de l'article 53 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 précitée, le taux : « 0,33 % » est remplacé par le taux : « 0,34 % ».</p> <p>IV.- Le IV de l'article 1600-0 S du code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° Au 1°, les mots : « 1,45 point » sont remplacés par le taux : « 1,37 % » ;</p> <p>2° Au 2°, les mots : « 0,45 point » sont remplacés par le taux : « 0,53 % » ;</p> <p>3° Au 3°, le mot : « point » est remplacé par le symbole : « % ».</p>	<p>I.- Sans modification.</p> <p>II.- Sans modification.</p> <p>III.- Sans modification.</p> <p>IV.- Sans modification.</p>	<p>Propositions de la commission</p> <p>—</p>
	<p><u>IV bis (nouveau).</u> – Le dernier alinéa de l'article L. 131-8 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :</p> <p><u>« L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale est chargée de centraliser et de répartir entre leurs affectataires le produit des taxes et des impôts mentionnés au présent article. La répartition entre les affectataires est effectuée en appliquant les fractions définies au présent article pour leur valeur en vigueur à la date du</u></p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>fait générateur de ces taxes et impôts. »</p> <p><u>IV ter (nouveau). – Le VI de l'article L. 136-8 du même code, dans sa rédaction résultant de la loi n° du de financement de la sécurité sociale pour 2014, est complété par un 3 ainsi rédigé :</u></p> <p><u>« 3. Pour l'application du présent VI, le montant global des contributions et prélèvements sociaux mentionnés à l'article L. 138-21 qui est reversé par l'État à l'agence est réparti entre les affectataires de ces contributions et prélèvements au prorata des taux des contributions et prélèvements qui leur sont affectés à la date de leur fait générateur. »</u></p>	<p style="text-align: center;">—</p>
<p>V.– Les II, III et IV du présent article s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p>	<p>V. – Les II, III, IV et IV <i>ter</i> du présent article s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p>	
<p style="text-align: center;"><b>Article 40</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 40</b></p> <p style="text-align: center;">Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 40</b></p> <p style="text-align: center;">Sans modification.</p>
<p>Le VI de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 est ainsi modifié :</p> <p>1° Au premier alinéa du 2° du 1, les mots : « 544,1 millions d'euros en 2013 » sont remplacés par les mots : « 527,3 millions d'euros en 2014 » ;</p> <p>2° Au 3, les mots : « 2013 sont inférieurs à 2 903,6 millions d'euros », sont remplacés par les mots : « 2014 sont inférieurs à 3 023,8 millions d'euros ».</p>		
<p style="text-align: center;"><b>D. – Autres dispositions</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>D. – Autres dispositions</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>D. – Autres dispositions</b></p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 41</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 41</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 41</b></p> <p style="text-align: center;">Sans modification.</p>
<p>Le montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'État au</p>	<p>Le montant du prélèvement effectué sur les recettes de l'État</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne est évalué pour l'exercice 2014 à 20 144 073 000 €.	au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne est évalué pour l'exercice 2014 à <u>20 224 087 000 €.</u>	
<b>Article 42</b>	<b>Article 42</b>	<b>Article 42</b>
L'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 est ainsi modifié :	<u>I.</u> - Sans modification.	Sans modification.
1° À la première phrase du premier alinéa du I, après le mot : « rectificative », sont insérés les mots : « et des programmes créés par la loi n° du de finances pour 2014 ».		
2° Le premier alinéa du A du II est ainsi modifié :		
a) À la première phrase, les mots : « du programme d'investissements » sont remplacés par les mots : « financée par des crédits ouverts sur les programmes mentionnés au I » ;		
b) À la seconde phrase, le mot : « dix » est remplacé par le mot : « quinze ».		
3° À la deuxième phrase du III, les mots : « le taux » sont remplacés par les mots : « les taux ».		
4° À la première phrase du premier alinéa du VI, les mots : « en 2020 » sont remplacés par les mots : « à l'expiration de toutes les conventions mentionnées au II ».		
5° À la première phrase du V et à la première phrase du premier alinéa du VI, les mots : « créés par la présente loi de finances rectificative » sont remplacés par		

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<p style="text-align: center;">—</p> <p>les mots : « mentionnés au I ».</p> <p>6° Au 2° du VI, les mots « dépensés, les moyens financiers prévus pour les années » sont remplacés par les mots : « engagés et les montants décaissés pour les années échues, les prévisions d'engagement et de décaissement pour l'année en cours et l'année ».</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><u>II (nouveau). – Le Gouvernement remet au Parlement, dans les six mois suivant la promulgation de la présente loi, un rapport sur les critères d'éco-conditionnalité auxquels sont soumis les projets du second programme d'investissements d'avenir.</u></p>	<p style="text-align: center;">—</p>

## Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture

## TITRE II :

## DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

## Article 43

I.- Pour 2014, les ressources affectées au budget, évaluées dans l'état A annexé à la présente loi, les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants :

(En millions d'euros)

	Ressources	Charges	Soldes
<b>Budget général</b>			
Recettes fiscales brutes / dépenses brutes .....	386 847	407 520	
À déduire : Remboursements et dégrèvements .....	102 054	102 054	
Recettes fiscales nettes / dépenses nettes .....	284 793	305 466	
Recettes non fiscales .....	13 800		
Recettes totales nettes / dépenses nettes .....	298 593	305 466	
À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne .....	74 483		
<b>Montants nets pour le budget général .....</b>	<b>224 110</b>	<b>305 466</b>	<b>-81 356</b>
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants .....	3 906	3 906	
<b>Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours .....</b>	<b>228 016</b>	<b>309 372</b>	
<b>Budgets annexes</b>			
Contrôle et exploitation aériens .....	2 156	2 156	0
Publications officielles et information administrative .....	215	206	9
<b>Totaux pour les budgets annexes .....</b>	<b>2 371</b>	<b>2 362</b>	<b>9</b>
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants :			
Contrôle et exploitation aériens .....	19	19	
Publications officielles et information administrative .....			
<b>Totaux pour les budgets annexes, y compris fonds de concours .....</b>	<b>2 390</b>	<b>2 381</b>	<b>9</b>
<b>Comptes spéciaux</b>			
Comptes d'affectation spéciale .....	71 406	70 911	495
Comptes de concours financiers .....	122 559	123 997	-1 438
Comptes de commerce (solde) .....			117
Comptes d'opérations monétaires (solde) .....			52
<b>Solde pour les comptes spéciaux .....</b>			<b>-774</b>
<b>Solde général</b>			<b>-82 121</b>

## Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

## TITRE II :

## DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

## Article 43

Alinéa sans modification.

(En millions d'euros)

	Ressources	Charges	Soldes
<b>Budget général</b>			
Recettes fiscales brutes / dépenses brutes .....	<u>386 410</u>	<u>407 368</u>	
À déduire : Remboursements et dégrèvements .....	<u>102 056</u>	<u>102 056</u>	
Recettes fiscales nettes / dépenses nettes .....	<u>284 354</u>	<u>305 312</u>	
Recettes non fiscales .....	<u>13 817</u>		
Recettes totales nettes / dépenses nettes .....	<u>298 171</u>	<u>305 312</u>	
À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne .....	<u>74 417</u>		
<b>Montants nets pour le budget général</b> .....	<b><u>223 754</u></b>	<b><u>305 312</u></b>	<b><u>-81 558</u></b>
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants .....	3 906	3 906	
<b>Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours</b> .....	<b><u>227 660</u></b>	<b><u>309 218</u></b>	
<b>Budgets annexes</b>			
Contrôle et exploitation aériens.....	<u>2 155</u>	<u>2 155</u>	0
Publications officielles et information administrative.....	215	203	12
<b>Totaux pour les budgets annexes</b> .....	<b><u>2 370</u></b>	<b><u>2 358</u></b>	<b>12</b>
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants :			
Contrôle et exploitation aériens.....	19	19	
Publications officielles et information administrative.....			
<b>Totaux pour les budgets annexes, y compris fonds de concours</b> .....	<b><u>2 389</u></b>	<b><u>2 377</u></b>	<b>12</b>
<b>Comptes spéciaux</b>			
Comptes d'affectation spéciale .....	<u>71 407</u>	70 923	483
Comptes de concours financiers.....	122 559	<u>124 236</u>	<u>-1 677</u>
Comptes de commerce (solde) .....			117
Comptes d'opérations monétaires (solde) .....			52
<b>Solde pour les comptes spéciaux</b> .....			<b><u>-1 025</u></b>
<b>Solde général</b>			<b><u>-82 571</u></b>

**Propositions de la commission**

—  
TITRE II :

**DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

**Article 43**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

II.- Pour 2014 :

Alinéa sans modification.

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

Alinéa sans modification.

(En milliards d'euros)

(En milliards d'euros)

<b>Besoin de financement</b>	
Amortissement de la dette à moyen et long terme.....	104,8
<i>Dont amortissement de la dette à long terme.....</i>	42,2
<i>Dont amortissement de la dette à moyen terme.....</i>	62,6
<i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés).....</i>	-
Amortissement des autres dettes ...	0,2
Déficit à financer..	70,1
<i>Dont déficit budgétaire.....</i>	82,1
<i>Dont dotation budgétaire du deuxième programme d'investissements d'avenir.....</i>	- 12,0
Autres besoins de trésorerie.....	1,8
<b>Total .....</b>	<b>176,9</b>
<b>Ressources de financement</b>	
Émission de dette à moyen et long termes nette des rachats.....	174,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement.....	1,5
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme.....	-
Variation des dépôts des correspondants....	-
Variation du compte de Trésor..	0,9
Autres ressources de trésorerie.....	0,5
<b>Total .....</b>	<b>176,9</b>

<b>Besoin de financement</b>	
Amortissement de la dette à moyen et long terme.....	<u>103,8</u>
<i>Dont amortissement de la dette à long terme.....</i>	<u>41,8</u>
<i>Dont amortissement de la dette à moyen terme.....</i>	<u>62,6</u>
<i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés).....</i>	-
Amortissement des autres dettes ...	0,2
Déficit à financer..	70,1
<i>Dont déficit budgétaire.....</i>	82,1
<i>Dont dotation budgétaire du deuxième programme d'investissements d'avenir.....</i>	- 12,0
Autres besoins de trésorerie.....	1,8
<b>Total .....</b>	<b><u>176,4</u></b>
<b>Ressources de financement</b>	
Émission de dette à moyen et long termes nette des rachats.....	174,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement.....	1,5
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme.....	-
Variation des dépôts des correspondants....	-
Variation du compte de Trésor..	0,9
Autres ressources de trésorerie.....	0,5
<b>Total .....</b>	<b><u>176,4</u></b>

2° Le ministre chargé de l'économie est autorisé à procéder,

2° Sans modification.



**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

—

en 2014, dans des conditions fixées par décret :

a) À des emprunts à long, moyen et court termes libellés en euros ou en autres devises pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie ou pour renforcer les réserves de change ;

b) À l'attribution directe de titres de dette publique négociable à la Caisse de la dette publique ;

c) À des conversions facultatives, à des opérations de pension sur titres d'État ;

d) À des opérations de dépôts de liquidités auprès de la Caisse de la dette publique, auprès du Fonds européen de stabilité financière, auprès du Mécanisme européen de stabilité, sur le marché interbancaire de la zone euro, et auprès des États de la même zone ;

e) À des souscriptions de titres de créances négociables émis par des établissements publics administratifs, à des rachats, à des échanges d'emprunts, à des échanges de devises ou de taux d'intérêt, à l'achat ou à la vente d'options, de contrats à terme sur titres d'État ou d'autres instruments financiers à terme ;

3° Le ministre chargé de l'économie est, jusqu'au 31 décembre 2014, habilité à conclure, avec des établissements de crédit spécialisés dans le financement à moyen et long termes des investissements et chargés d'une mission d'intérêt général, des conventions établissant pour chaque opération les modalités selon lesquelles peuvent être stabilisées les charges du service d'emprunts qu'ils contractent en devises étrangères.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

3° Sans modification.

**Propositions de la commission**

—

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

4° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an est fixé à 69,2 milliards d'euros.

III.- Pour 2014, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est fixé au nombre de 1 906 007.

IV.- Pour 2014, les éventuels surplus mentionnés au 10° du I de l'article 34 de la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances sont utilisés dans leur totalité pour réduire le déficit budgétaire.

Il y a constatation de tels surplus si, pour l'année 2014, le produit des impositions de toute nature établies au profit de l'État, net des remboursements et dégrèvements d'impôts, révisé dans la dernière loi de finances rectificative de l'année 2014 ou, à défaut, dans le projet de loi de finances pour 2015, est, à législation constante, supérieur à l'évaluation figurant dans l'état A mentionné au I du présent article.

**SECONDE PARTIE**

**MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**TITRE PREMIER**

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2014. – CRÉDITS ET DÉCOUVERTS**

*I. – CRÉDITS DES MISSIONS*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

4° Sans modification.

III. – Pour 2014, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est fixé au nombre de 1 906 424.

Alinéa sans modification.

Il y a constatation de tels surplus si, pour l'année 2014, le produit des impositions de toute nature établies au profit de l'État, net des remboursements et dégrèvements d'impôts, révisé dans la dernière loi de finances rectificative pour l'année 2014 ou, à défaut, dans le projet de loi de finances pour 2015, est, à législation constante, supérieur à l'évaluation figurant dans l'état A mentionné au I du présent article.

**SECONDE PARTIE**

**MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**TITRE PREMIER**

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2014. – CRÉDITS ET DÉCOUVERTS**

*I. – CRÉDITS DES MISSIONS*

**Propositions de la commission**

**SECONDE PARTIE**

**MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**TITRE PREMIER**

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2014. – CRÉDITS ET DÉCOUVERTS**

*I. – CRÉDITS DES MISSIONS*

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la commission
<b>Article 44</b>	<b>Article 44</b>	<b>Article 44</b>
Il est ouvert aux ministres, pour 2014, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant, respectivement, aux montants de 410 717 854 139 € et de 407 668 377 039 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.	Il est ouvert aux ministres, pour 2014, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant, respectivement, aux montants de <u>410 417 909 050</u> € et de <u>407 368 431 950</u> €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.	Sans modification.
<b>Article 45</b>	<b>Article 45</b>	<b>Article 45</b>
Il est ouvert aux ministres, pour 2014, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant, respectivement, aux montants de 2 370 647 048 € et de 2 358 194 018 €, conformément à la répartition par budget annexe donnée à l'état C annexé à la présente loi.	Il est ouvert aux ministres, pour 2014, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant, respectivement, aux montants de <u>2 370 101 727</u> € et de <u>2 357 648 697</u> €, conformément à la répartition par budget annexe donnée à l'état C annexé à la présente loi.	Sans modification.
<b>Article 46</b>	<b>Article 46</b>	<b>Article 46</b>
Il est ouvert aux ministres, pour 2014, au titre des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant, respectivement, aux montants de 195 150 355 449 € et de 195 220 155 449 €, conformément à la répartition par compte donnée à l'état D annexé à la présente loi.	Il est ouvert aux ministres, pour 2014, au titre des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant, respectivement, aux montants de <u>195 089 870 782</u> € et de <u>195 159 670 782</u> €, conformément à la répartition par compte donnée à l'état D annexé à la présente loi.	Sans modification.
<i>II. – AUTORISATIONS DE DÉCOUVERT</i>	<i>II. – AUTORISATIONS DE DÉCOUVERT</i>	<i>II. – AUTORISATIONS DE DÉCOUVERT</i>
<b>Article 47</b>	<b>Article 47</b>	<b>Article 47</b>
I. – Les autorisations de découvert accordées aux ministres, pour 2014, au titre des comptes de commerce, sont fixées au montant de 19 884 309 800 €, conformément à la répartition par compte donnée à l'état E annexé à la présente loi.	Sans modification.	Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

II. – Les autorisations de découvert accordées au ministre chargé de l'économie, pour 2014, au titre des comptes d'opérations monétaires, sont fixées au montant de 400 000 000 €, conformément à la répartition par compte donnée à l'état E annexé à la présente loi

**TITRE II**

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2014. – PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS**

**Article 48**

Le plafond des autorisations d'emplois de l'État, pour 2014, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est réparti comme suit :

Désignation du ministère ou du budget annexe	Plafond exprimé en équivalents temps plein travaillé
<b>I. Budget général</b>	<b>1 894 622</b>
Affaires étrangères	14 505
Affaires sociales et santé	10 947
Agriculture, agroalimentaire et forêt	31 001
Culture et communication	10 932
Défense	275 567
Écologie, développement durable et énergie	34 486
Économie et finances	147 252
Éducation nationale	964 897
Égalité des territoires et logement	13 477
Enseignement supérieur et recherche	9 377
Intérieur	278 025
Justice	77 951
Outre-mer	5 307
Redressement productif	1 267
Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique	-
Services du Premier ministre	9 731
Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative	-
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	9 900
<b>II. Budgets annexes</b>	<b>11 754</b>
Contrôle et exploitation aériens	10 925
Publications officielles et information administrative	829
<b>Total général</b>	<b>1 906 376</b>

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**TITRE II**

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2014. – PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS**

**Article 48**

Alinéa sans modification.

Désignation du ministère ou du budget annexe	Plafond exprimé en équivalents temps plein travaillé
<b>I. Budget général</b>	<b>1 894 670</b>
Affaires étrangères	14 505
Affaires sociales et santé	10 558
Agriculture, agroalimentaire et forêt	31 000
Culture et communication	10 932
Défense	275 567
Écologie, développement durable et énergie	34 486
Économie et finances	147 252
Éducation nationale	964 897
Égalité des territoires et logement	13 808
Enseignement supérieur et recherche	9 377
Intérieur	278 023
Justice	77 951
Outre-mer	5 307
Redressement productif	1 267
Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique	-
Services du Premier ministre	9 840
Sports, jeunesse, éducation populaire et vie associative	-
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	9 900
<b>II. Budgets annexes</b>	<b>11 754</b>
Contrôle et exploitation aériens	10 925
Publications officielles et information administrative	829
<b>Total général</b>	<b>1 906 424</b>

**Propositions de la commission**

**TITRE II**

**AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2014. – PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS**

**Article 48**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Article 49**

Le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État, pour 2014, exprimé en équivalents temps plein, est fixé à 391 925 emplois. Ce plafond est réparti comme suit :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Article 49**

Le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État, pour 2014, exprimé en équivalents temps plein, est fixé à 391 874 emplois. Ce plafond est réparti comme suit :

**Propositions de la commission**

**Article 49**

Sans modification.

Mission / Programme	Plafond exprimé en équivalents temps plein travaillé	Mission / Programme	Plafond exprimé en équivalents temps plein travaillé
<b>Action extérieure de l'État</b>	<b>6 768</b>	<b>Action extérieure de l'État</b>	<b>6 768</b>
Diplomatie culturelle et d'influence	6 768	Diplomatie culturelle et d'influence	6 768
<b>Administration générale et territoriale de l'État</b>	<b>331</b>	<b>Administration générale et territoriale de l'État</b>	<b>331</b>
Administration territoriale	118	Administration territoriale	118
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	213	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	213
<b>Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales</b>	<b>15 092</b>	<b>Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales</b>	<b>15 092</b>
Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	4 150	Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	4 150
Forêt	9 680	Forêt	9 680
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	1 255	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	1 255
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	7	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	7
<b>Aide publique au développement</b>	<b>26</b>	<b>Aide publique au développement</b>	<b>26</b>
Solidarité à l'égard des pays en développement	26	Solidarité à l'égard des pays en développement	26
<b>Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation</b>	<b>1 333</b>	<b>Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation</b>	<b>1 333</b>
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 333	Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 333
<b>Culture</b>	<b>15 306</b>	<b>Culture</b>	<b>15 306</b>
Patrimoines	8 510	Patrimoines	8 510
Création	3 568	Création	3 568
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	3 228	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	3 228
<b>Défense</b>	<b>4 776</b>	<b>Défense</b>	<b>4 776</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	3 614	Environnement et prospective de la politique de défense	3 614
Soutien de la politique de la défense	1 162	Soutien de la politique de la défense	1 162
<b>Direction de l'action du Gouvernement</b>	<b>628</b>	<b>Direction de l'action du Gouvernement</b>	<b>628</b>
Coordination du travail gouvernemental	628	Coordination du travail gouvernemental	628
<b>Écologie, développement et mobilité durables</b>	<b>20 820</b>	<b>Écologie, développement et mobilité durables</b>	<b>20 820</b>
Infrastructures et services de transports	4 695	Infrastructures et services de transports	4 695
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	254	Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	254
Météorologie	3 221	Météorologie	3 221
Paysages, eau et biodiversité	5 364	Paysages, eau et biodiversité	5 364
Information géographique et cartographique	1 632	Information géographique et cartographique	1 632
Prévention des risques	1 498	Prévention des risques	1 498
Énergie, climat et après-mines	504	Énergie, climat et après-mines	504
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	3 652	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	3 652
<b>Économie</b>	<b>3 272</b>	<b>Économie</b>	<b>3 272</b>
Développement des entreprises et du tourisme	3 272	Développement des entreprises et du tourisme	3 272
<b>Égalité des territoires, logement et ville</b>	<b>477</b>	<b>Égalité des territoires, logement et ville</b>	<b>426</b>
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	275	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	275
Politique de la ville	202	Politique de la ville	151
<b>Enseignement scolaire</b>	<b>4 413</b>	<b>Enseignement scolaire</b>	<b>4 413</b>
Soutien de la politique de l'éducation nationale	4 413	Soutien de la politique de l'éducation nationale	4 413
<b>Gestion des finances publiques et des</b>	<b>1 359</b>	<b>Gestion des finances publiques et des</b>	<b>1 359</b>

<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture</b>	<b>Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture</b>	<b>Propositions de la commission</b>
<b>ressources humaines</b>	<b>ressources humaines</b>	
Fonction publique	Fonction publique	
<b>Immigration, asile et intégration</b>	<b>Immigration, asile et intégration</b>	
Immigration et asile	Immigration et asile	
Intégration et accès à la nationalité française	Intégration et accès à la nationalité française	
<b>Justice</b>	<b>Justice</b>	
Justice judiciaire	Justice judiciaire	
Administration pénitentiaire	Administration pénitentiaire	
Conduite et pilotage de la politique de la justice	Conduite et pilotage de la politique de la justice	
<b>Médias, livre et industries culturelles</b>	<b>Médias, livre et industries culturelles</b>	
Livre et industries culturelles	Livre et industries culturelles	
<b>Outre-mer</b>	<b>Outre-mer</b>	
Emploi outre-mer	Emploi outre-mer	
<b>Recherche et enseignement supérieur</b>	<b>Recherche et enseignement supérieur</b>	
Formations supérieures et recherche universitaire	Formations supérieures et recherche universitaire	
Vie étudiante	Vie étudiante	
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	
Recherche spatiale	Recherche spatiale	
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	
Recherche culturelle et culture scientifique	Recherche culturelle et culture scientifique	
Enseignement supérieur et recherche agricoles	Enseignement supérieur et recherche agricoles	
<b>Régimes sociaux et de retraite</b>	<b>Régimes sociaux et de retraite</b>	
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	
<b>Santé</b>	<b>Santé</b>	
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	
<b>Sécurités</b>	<b>Sécurités</b>	
Police nationale	Police nationale	
<b>Solidarité, insertion et égalité des chances</b>	<b>Solidarité, insertion et égalité des chances</b>	
Actions en faveur des familles vulnérables	Actions en faveur des familles vulnérables	
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	
<b>Sport, jeunesse et vie associative</b>	<b>Sport, jeunesse et vie associative</b>	
Sport	Sport	
Jeunesse et vie associative	Jeunesse et vie associative	
<b>Travail et emploi</b>	<b>Travail et emploi</b>	
Accès et retour à l'emploi	Accès et retour à l'emploi	
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	
<b>Contrôle et exploitation aériens</b>	<b>Contrôle et exploitation aériens</b>	
Soutien aux prestations de l'aviation civile	Soutien aux prestations de l'aviation civile	
<b>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</b>	<b>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</b>	
Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	
<b>Total</b>	<b>Total</b>	
<b>391 925</b>	<b>391 874</b>	
<b>Article 50</b>	<b>Article 50</b>	<b>Article 50</b>
I. – Pour 2014, le plafond des autorisations d'emplois des agents de droit local des établissements à autonomie financière mentionnés à l'article 66 de la	Sans modification.	Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

loi de finances pour 1974 (n° 73-1150 du 27 décembre 1973), exprimé en équivalents temps plein, est fixé à 3 564. Ce plafond est réparti comme suit :

<b>Mission / Programme</b>	<b>Nombre d'emplois sous plafond exprimé en équivalents temps plein</b>
<b>Action extérieure de l'État</b> Diplomatie culturelle et d'influence	3 564
<b>Total</b>	<b>3 564</b>

II.- Ce plafond s'applique exclusivement aux agents de droit local recrutés à durée indéterminée.

**Article 51**

Pour 2014, le plafond des autorisations d'emplois des autorités publiques indépendantes dotées de la personnalité morale et des autorités administratives indépendantes dont les effectifs ne sont pas inclus dans un plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est fixé à 2 269 emplois. Ce plafond est réparti comme suit :

	<b>Plafond exprimé en équivalents temps plein travaillé</b>
Agence française de lutte contre le dopage	64
Autorité de contrôle prudentiel et de résolution	1 121
Autorité de régulation des activités ferroviaires	59
Autorité des marchés financiers	469
Haut Conseil du commissariat aux comptes	50
Haute Autorité de santé	394
Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet	71
Médiateur national de l'énergie	41

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

---

**Article 51**

Sans modification.

**Propositions de la commission**

---

**Article 51**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la commission**

—

—

—

<b>Total</b>	2 269
--------------	-------



## Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture

## TITRE III

## REPORTS DE CRÉDITS DE 2013 SUR 2014

## Article 52

Les reports de 2013 sur 2014 susceptibles d'être effectués à partir des programmes mentionnés dans le tableau figurant ci-dessous ne pourront excéder le montant des crédits ouverts sur ces mêmes programmes par la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013.

<b>Intitulé du programme 2013</b>	<b>Intitulé de la mission de rattachement 2013</b>	<b>Intitulé du programme 2014</b>	<b>Intitulé de la mission de rattachement 2014</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	Action extérieure de l'État	Action de la France en Europe et dans le monde	Action extérieure de l'État
Vie politique, culturelle et associative	Administration générale et territoriale de l'État	Vie politique, culturelle et associative	Administration générale et territoriale de l'État
Cour des comptes et autres juridictions financières	Conseil et contrôle de l'État	Cour des comptes et autres juridictions financières	Conseil et contrôle de l'État
Conseil d'État et autres juridictions administratives	Conseil et contrôle de l'État	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Conseil et contrôle de l'État
Haut Conseil des finances publiques	Conseil et contrôle de l'État	Haut Conseil des finances publiques	Conseil et contrôle de l'État
Patrimoines	Culture	Patrimoines	Culture
Soutien de la politique de la défense	Défense	Soutien de la politique de la défense	Défense
Développement des entreprises et du tourisme	Économie	Développement des entreprises et du tourisme	Économie
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	Conduite et pilotage des politiques économique et financière	Gestion des finances publiques et des ressources humaines
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'État	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	Stratégie des finances publiques et modernisation de l'État	Gestion des finances publiques et des ressources humaines
Conseil supérieur de la magistrature	Justice	Conseil supérieur de la magistrature	Justice
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Politique des territoires	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Politique des territoires

Interventions territoriales de l'État	Politique des territoires	Interventions territoriales de l'État	Politique des territoires
Concours spécifiques et administration	Relations avec les collectivités territoriales	Concours spécifiques et administration	Relations avec les collectivités territoriales
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Travail et emploi	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Travail et emploi
<b>Intitulé du programme 2013</b>	<b>Intitulé de la mission de rattachement 2013</b>	<b>Intitulé du programme 2014</b>	<b>Intitulé de la mission de rattachement 2014</b>
Vie politique, culturelle et associative	Administration générale et territoriale de l'État	Vie politique, culturelle et associative	Administration générale et territoriale de l'État
Cour des comptes et autres juridictions financières	Conseil et contrôle de l'État	Cour des comptes et autres juridictions financières	Conseil et contrôle de l'État
Conseil d'État et autres juridictions administratives	Conseil et contrôle de l'État	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Conseil et contrôle de l'État
Haut Conseil des finances publiques	Conseil et contrôle de l'État	Haut Conseil des finances publiques	Conseil et contrôle de l'État
Développement des entreprises et du tourisme	Économie	Développement des entreprises et du tourisme	Économie
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	Conduite et pilotage des politiques économique et financière	Gestion des finances publiques et des ressources humaines
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'État	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	Stratégie des finances publiques et modernisation de l'État	Gestion des finances publiques et des ressources humaines
Conseil supérieur de la magistrature	Justice	Conseil supérieur de la magistrature	Justice
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Politique des territoires	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Politique des territoires
Concours spécifiques et administration	Relations avec les collectivités territoriales	Concours spécifiques et administration	Relations avec les collectivités territoriales
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Travail et emploi	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Travail et emploi

## Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

## TITRE III

## REPORTS DE CRÉDITS DE 2013 SUR 2014

## Article 52

Alinéa sans modification.

Intitulé du programme 2013	Intitulé de la mission de rattachement 2013	Intitulé du programme 2014	Intitulé de la mission de rattachement 2014
Action de la France en Europe et dans le monde	Action extérieure de l'État	Action de la France en Europe et dans le monde	Action extérieure de l'État
Vie politique, culturelle et associative	Administration générale et territoriale de l'État	Vie politique, culturelle et associative	Administration générale et territoriale de l'État
Cour des comptes et autres juridictions financières	Conseil et contrôle de l'État	Cour des comptes et autres juridictions financières	Conseil et contrôle de l'État
Conseil d'État et autres juridictions administratives	Conseil et contrôle de l'État	Conseil d'État et autres juridictions administratives	Conseil et contrôle de l'État
Haut Conseil des finances publiques	Conseil et contrôle de l'État	Haut Conseil des finances publiques	Conseil et contrôle de l'État
Patrimoines	Culture	Patrimoines	Culture
Soutien de la politique de la défense	Défense	Soutien de la politique de la défense	Défense
Développement des entreprises et du tourisme	Économie	Développement des entreprises et du tourisme	Économie
<u>Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat</u>	<u>Égalité des territoires, logement et ville</u>	<u>Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat</u>	<u>Égalité des territoires, logement et ville</u>
<u>Épargne</u>	<u>Engagements financiers de l'État</u>	<u>Épargne</u>	<u>Engagements financiers de l'État</u>
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	Conduite et pilotage des politiques économique et financière	Gestion des finances publiques et des ressources humaines
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'État	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	Stratégie des finances publiques et modernisation de l'État	Gestion des finances publiques et des ressources humaines
Conseil supérieur de la magistrature	Justice	Conseil supérieur de la magistrature	Justice
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Politique des territoires	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Politique des territoires
Interventions territoriales de l'État	Politique des territoires	Interventions territoriales de l'État	Politique des territoires
<u>Enseignement supérieur et recherche agricoles</u>	<u>Recherche et enseignement supérieur</u>	<u>Enseignement supérieur et recherche agricoles</u>	<u>Recherche et enseignement supérieur</u>
Concours spécifiques et administration	Relations avec les collectivités territoriales	Concours spécifiques et administration	Relations avec les collectivités territoriales

---

<b>Intitulé du programme 2013</b>	<b>Intitulé de la mission de rattachement 2013</b>	<b>Intitulé du programme 2014</b>	<b>Intitulé de la mission de rattachement 2014</b>
<u>Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi</u>	<u>Travail et emploi</u>	<u>Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi</u>	<u>Travail et emploi</u>
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Travail et emploi	Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	Travail et emploi

**Propositions de la commission**

TITRE III

**REPORTS DE CRÉDITS DE 2013 SUR 2014**

**Article 52**

Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
—	—	—
TITRE IV	TITRE IV	TITRE IV
<b>DISPOSITIONS PERMANENTES</b>	<b>DISPOSITIONS PERMANENTES</b>	<b>DISPOSITIONS PERMANENTES</b>
<i>I. – MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES NON RATTACHÉES</i>	<i>I. – MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES NON RATTACHÉES</i>	<i>I. – MESURES FISCALES ET BUDGÉTAIRES NON RATTACHÉES</i>
<b>Article 53</b>	<b>Article 53</b>	<b>Article 53</b>
I. – Le chapitre I <sup>er</sup> du titre II du livre II du code monétaire et financier est ainsi modifié :	Alinéa sans modification.	Sans modification.
A. – L'article L. 221-30 est ainsi modifié :	A. – Sans modification.	
1° Au premier alinéa, les mots : « La Poste » sont remplacés par les mots : « La Banque postale » ;		
2° La première phrase du deuxième alinéa est ainsi modifiée :		
a) Après le mot : « époux », sont insérés les mots : « ou partenaires liés par un pacte civil de solidarité » ;		
b) Sont ajoutés les mots : « d'épargne en actions » ;		
3° Au dernier alinéa, le montant : « 132 000 euros » est remplacé par le montant : « 150 000 € » ;		
B. – L'article L. 221-31 est ainsi modifié :	B. – Sans modification.	
1° Au premier alinéa des 1° et 2° et au 3° du I, les mots : « un plan » sont remplacés par les mots : « le plan » ;		
2° Le II est ainsi modifié :		
a) Au second alinéa du 1°, les mots : « un plan » sont remplacés par les mots : « le plan » ;		
b) À la première phrase du 2°, les références : « 83 <i>ter</i> , 199 <i>unvicies</i> , 199 <i>undecies</i> , 199 <i>undecies</i> A et 199 <i>terdecies</i> A » sont remplacées par		

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

les références : « 199 *undecies* A et 199 *unvicies* » ;

c) Au 3°, après les première et troisième occurrences du mot : « plan », sont insérés les mots : « d'épargne en actions » et, après le mot : « conjoint », sont insérés les mots : « ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité » ;

3° Au III, les mots : « un plan » sont remplacés par les mots : « le plan » ;

C. – À la première phrase du second alinéa du II de l'article L. 221-32, après le mot : « conjoint », sont insérés les mots : « ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité, » ;

D. – Après la section 6, est insérée une section 6 *bis* ainsi rédigée :

« Section 6 bis

**« Plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire**

« Art. L. 221-32-1. – Les contribuables dont le domicile fiscal est situé en France peuvent ouvrir un plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire auprès d'un établissement de crédit, de la Caisse des dépôts et consignations, de la Banque de France, de La Banque postale, d'une entreprise d'investissement ou d'une entreprise d'assurance relevant du code des assurances.

« Chaque contribuable ou chacun des époux ou des partenaires liés par un pacte civil de solidarité soumis à imposition commune ne peut être titulaire que d'un plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire. Un tel plan ne peut avoir qu'un titulaire.

« Le plan donne lieu à ouverture d'un compte de titres et d'un compte en

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

C. – Sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« Art. L. 221-32-1. – Sans modification.

**Propositions de la Commission**

—

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

—  
espèces associés, ou, pour les plans ouverts auprès d'une entreprise d'assurance, à signature d'un contrat de capitalisation.

« Le titulaire d'un plan effectue des versements en numéraire dans une limite de 75 000 €.

« Art. L. 221-32-2. – 1. Les sommes versées sur le plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire reçoivent un ou plusieurs des emplois suivants :

« a) Actions ou certificats d'investissement de sociétés et certificats coopératifs d'investissement ;

« b) Parts de sociétés à responsabilité limitée ou de sociétés dotées d'un statut équivalent et titres de capital de sociétés régies par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ;

« c) Droits ou bons de souscription ou d'attribution attachés aux actions mentionnées aux a et b du présent 1.

« 2. La société émettrice des titres mentionnés au 1 est une entreprise qui, d'une part, occupe moins de 5 000 personnes et qui, d'autre part, a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1 500 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 000 millions d'euros. Les conditions dans lesquelles sont appréciés le nombre de salariés, le chiffre d'affaires et le total de bilan sont fixées par décret.

« 3. Les sommes versées sur le plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire peuvent également être employées dans la souscription :

« a) D'actions de sociétés d'investissement à capital variable dont l'actif est constitué pour plus de 75 % de titres d'entreprises définies au 2, parmi lesquels au moins les deux tiers sont des

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

« Art. L. 221-32-2. – 1. Sans modification.

« 2. Sans modification.

Alinéa sans modification.

« a) Sans modification.

**Propositions de la Commission**

—



**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

titres mentionnés aux *a* à *c* du 1 ;

« *b* ) De parts de fonds communs de placement dont l'actif est constitué pour plus de 75 % de titres d'entreprises définies au 2, parmi lesquels au moins les deux tiers sont des titres mentionnés aux *a* à *c* du 1 ;

« *c* ) De parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières établis dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, qui bénéficient de la procédure de reconnaissance mutuelle des agréments prévue par la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil, du 13 juillet 2009, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (refonte) et dont l'actif est constitué pour plus de 75 % de titres d'entreprises définies au 2, parmi lesquels au moins les deux tiers sont des titres mentionnés aux *a* à *c* du 1 ;

« 4. Les sommes versées sur le plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire peuvent également être employées dans un contrat de capitalisation en unités de compte régi par le code des assurances et investi dans une ou plusieurs catégories de titres mentionnés ci-dessus, sous réserve des dispositions de l'article L. 131-1 du même code.

« 5. Les émetteurs des titres

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

« *b* ) De parts de fonds communs de placement, autres que ceux mentionnés au *d* du présent 3, dont l'actif est constitué pour plus de 75 % de titres d'entreprises définies au 2, parmi lesquels au moins les deux tiers sont des titres mentionnés aux *a* à *c* du 1 ;

« *c* ) Sans modification.

« *d* ) (nouveau) De parts de fonds communs de placement à risques mentionnés aux articles L. 214-28, L. 214-30 et L. 214-31.

« 4. Sans modification.

« 5. Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

mentionnés au 1 doivent avoir leur siège en France ou dans un autre État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales, et être soumis à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun ou à un impôt équivalent. Pour l'application de la présente section, la condition relative au taux normal d'imposition ne s'applique ni aux entreprises nouvelles mentionnées à l'article 44 *sexies* du code général des impôts, ni aux sociétés mentionnées aux 1<sup>o</sup> *ter* et 3<sup>o</sup> *septies* de l'article 208 du même code.

« Art. L. 221-32-3. – Les II et III de l'article L. 221-31 et l'article L. 221 32 du présent code sont applicables au plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire. »

II. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1<sup>o</sup> Aux 2 et 2 *bis* du II de l'article 150-0 A et au 6 de l'article 150-0 D, la première occurrence des mots : « du plan » est remplacée par les mots : « d'un plan » ;

2<sup>o</sup> Le 5<sup>o</sup> *bis* de l'article 157 est ainsi modifié :

a) Les mots : « du plan » sont remplacés par les mots : « d'un plan » ;

b) Les mots : « à compter de l'imposition des revenus de 1997, » sont supprimés ;

c) Après le mot : « réglementé, », sont insérés les mots : « au sens des articles L. 421-1 ou L. 422-1 du code monétaire et financier, ou sur un système multilatéral de négociation, au sens des articles L. 424-1 ou L. 424-9 du même code » ;

3<sup>o</sup> Le I de l'article 163 *quinquies* D est ainsi

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

« Art. L. 221-32-3. – Sans modification.

II. – Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

rédigé :

« I. – Le plan d'épargne en actions est ouvert et fonctionne conformément aux articles L. 221-30, L. 221-31 et L. 221-32 du code monétaire et financier et le plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire est ouvert et fonctionne conformément aux articles L. 221-32-1, L. 221-32-2 et L. 221-32-3 du même code. » ;

4° À l'article 1765, la référence : « de la loi n° 92-666 du 16 juillet 1992 modifiée relative au plan d'épargne en actions » est remplacée par les mots : « , selon le cas, des articles L. 221-30, L. 221-31 et L. 221-32 ou des articles L. 221-32-1, L. 221-32-2 et L. 221-32-3 du code monétaire et financier ».

III. – Les I et II s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Article 54**

I. – Le II de l'article 244 *quater* B du code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la seconde phrase du *b* et au 3° du *c*, après le mot : « effectif », sont insérés les mots : « du personnel de recherche » ;

2° Au quarante-neuvième alinéa, les références : « *e bis* et *j* » sont remplacées par les mots : « *e*, *e bis*, *j* et des frais mentionnés aux 4° et 5° du *k* ».

II. – Le I s'applique aux crédits d'impôts calculés au titre des dépenses exposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Article 54 bis (nouveau)**

Après le mot : « composé », la fin de la deuxième phrase du premier alinéa du IV de l'article 66 de la loi

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

III. – Sans modification.

**Article 54**

Sans modification.

**Article 54 bis**

Après le mot : « composé », la fin de la deuxième phrase du premier alinéa du IV de l'article 66 de la loi

**Propositions de la Commission**

**Article 54**

Sans modification.

**Article 54 bis**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 est ainsi rédigée : « de deux députés et de deux sénateurs de chaque sexe, et, à parts égales, de représentants des partenaires sociaux et des administrations compétentes. »

**Article 55**

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Après l'article 279-0 *bis*, il est inséré un article 279-0 *bis A* ainsi rédigé :

« Art. 279-0 *bis A*. – La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux réduit de 10 % en ce qui concerne les livraisons de logements neufs à des personnes morales dont le capital est détenu en totalité par des personnes passibles de l'impôt sur les sociétés, qu'elles destinent à la location à usage de résidence principale dans le cadre d'une opération de construction ayant fait l'objet d'une convention préalable entre le propriétaire ou le gestionnaire des logements et le représentant de l'État dans le département, qui précise le cadre de chaque opération et porte sur le respect des conditions prévues aux *a* à *c* du présent article.

« Pour l'application du premier alinéa, les logements doivent :

« *a*) Être implantés sur un terrain situé, à la date de signature de la convention, sur le territoire des communes classées, par arrêté des ministres chargés du budget et du logement, dans les zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement sur le parc locatif existant, mentionnées au premier alinéa du IV de l'article 199 *novovicis* ;

« *b*) Être intégrés dans des opérations de construction mixtes comprenant au minimum 25 % de surface de logements mentionnés aux 2 à 8 du I de l'article 278 *sexies*. Cette

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 est ainsi rédigée : « de deux députés et de deux sénateurs de chaque sexe dont deux appartiennent à l'opposition et, à parts égales, de représentants des partenaires sociaux et des administrations compétentes. »

**Article 55**

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« Art. 279-0 *bis A*. – La taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux réduit de 10 % en ce qui concerne les livraisons de logements neufs à des personnes morales dont le capital est détenu en totalité par des personnes passibles de l'impôt sur les sociétés, qu'elles destinent à la location à usage de résidence principale dans le cadre d'une opération de construction ayant fait l'objet d'un agrément préalable entre le propriétaire ou le gestionnaire des logements et le représentant de l'État dans le département, qui précise le cadre de chaque opération et porte sur le respect des conditions prévues aux *a* à *c* du présent article.

Alinéa sans modification.

« *a*) Être implantés sur un terrain situé, à la date de signature de l'agrément, sur le territoire des communes classées, par arrêté des ministres chargés du budget et du logement, dans les zones géographiques se caractérisant par un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés d'accès au logement sur le parc locatif existant, mentionnées au premier alinéa du IV de l'article 199 *novovicis* ;

« *b*) Être intégrés dans un ensemble immobilier comprenant au minimum 25 % de surface de logements mentionnés aux 2 à 8 du I de l'article 278 *sexies* ;

**Propositions de la Commission**

—

**Article 55**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

proportion s'apprécie pour chaque opération de construction mentionnée au premier alinéa du présent article ;

« c) Être destinés à être loués à des personnes physiques dont les ressources à la date de conclusion du bail ne dépassent pas les plafonds fixés par le décret prévu au premier alinéa du III de l'article 199 *novovicies*. Le loyer mensuel de ces logements ne dépasse pas les plafonds visés au premier ou, le cas échéant, au second alinéa du III de l'article 199 *novovicies*.

~~« Un décret prévoit les conditions d'application du présent article. » ;~~

2° Après le II de l'article 284, il est inséré un II *bis* ainsi rédigé :

« II *bis*. – Toute personne qui a acquis des logements au taux prévu à l'article 279-0 *bis* A est tenue au paiement du complément d'impôt lorsqu'elle cesse de louer tout ou partie des logements dans les conditions prévues au c du même article dans les vingt ans qui suivent le fait générateur de l'opération de construction, sauf si cette cessation résulte, à compter de la onzième année, de cessions de logements.

« Jusqu'à la seizième année qui suit le fait générateur de l'opération de construction, les cessions ne peuvent porter sur plus de 50 % des logements. » ;

3° Au a du 1° de l'article 296, la référence : « 279-0 *bis* » est remplacée par la référence : « 279-0 *bis* A » ;

4° Le 5° du 1 du I de l'article 297 est complété par un f ainsi rédigé :

« f. Les opérations mentionnées à l'article 279-0 *bis* A ; »

5° Après le 2° du 2 du C du I de la section II du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du livre I<sup>er</sup>, il est inséré un 2° *bis* ainsi rédigé :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

« c) Sans modification.

**Alinéa supprimé.**

2° Sans modification.

3° Sans modification.

4° Sans modification.

5° Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

« 2° bis : *Logements intermédiaires*

« Art. 1384-0 A. – Les logements neufs affectés à l'habitation principale sont exonérés de taxe foncière sur les propriétés bâties pendant une durée de vingt ans à compter de l'année qui suit celle de leur achèvement lorsqu'ils ont bénéficié de l'article 279-0 bis A.

« Cette exonération ne s'applique qu'aux logements loués dans les conditions prévues au c du même article 279-0 bis A.

« L'exonération cesse de s'appliquer à tous les logements des opérations de construction concernées à compter de l'année suivant celle au cours de laquelle le bénéfice dudit article 279-0 bis A est remis en cause dans les conditions prévues au II bis de l'article 284. »

I bis. – Au premier alinéa de l'article L. 2335-3 du code général des collectivités territoriales, après la référence : « 1384 », est insérée la référence : « , 1384-0 A ».

I ter. – Le cinquième alinéa de l'article L. 176 du livre des procédures fiscales est ainsi rédigé :

« Dans les cas prévus aux II, II bis et III de l'article 284 du code général des impôts, le droit de reprise de l'administration s'exerce jusqu'à la fin de la troisième année suivant celle au cours de laquelle les conditions auxquelles est subordonné l'octroi des taux prévus, respectivement, aux 2 à 12 du I de l'article 278 sexies et au premier alinéa de l'article 279-0 bis A du même code ont cessé d'être remplies. »

**II. – *Supprimé.***

III. – 1. Les 1° à 4° du I s'appliquent aux opérations pour lesquelles l'ouverture du chantier est intervenue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

2. Le 5° du I s'applique à compter des impositions établies au titre

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

I bis. – Sans modification.

I ter. – Sans modification.

**II. – *Suppression maintenue.***

III. – Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

de 2015.

**Article 56**

I. – L'article 200 *quater* du code général des impôts est ainsi modifié :

A. – Le 1 est ainsi modifié :

1° Après la première occurrence du mot : « principale », la fin du premier alinéa est ainsi rédigée : « , à condition de réaliser des dépenses mentionnées aux *b* à *g* du présent 1 selon les modalités prévues au 5 *bis*. Cette condition n'est pas applicable aux contribuables dont le revenu fiscal de référence défini au II de l'article 1417 n'excède pas, au titre de l'avant-dernière année précédant celle du paiement de la dépense, la limite prévue au même II. » ;

2° Le *b* est ainsi modifié :

*a)* Après le mot : « que », la fin du second alinéa du 2° est ainsi rédigée : « des dépenses mentionnées au présent 1 soient réalisées selon les modalités prévues au 5 *bis* ; »

*b)* (*Supprimé*)

3° Le premier alinéa du *c* est ainsi modifié :

*a)* Après le mot : « renouvelable », sont insérés les mots : « , à l'exception des équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil, » ;

*b)* Les mots : « par kilowatt-crête pour les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil, d'une part, ou » et les mots : « d'autre part, » sont supprimés ;

4° Le *e* est abrogé ;

B. – Le 2 est ainsi modifié :

1° La dernière phrase du premier alinéa est supprimée ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

**Article 56**

Alinéa sans modification.

A. – Sans modification.

B. – Sans modification.

**Propositions de la Commission**

—

**Article 56**

Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>2° À la fin du second alinéa, les mots : « ou de la qualité de l'installation » sont supprimés ;</p>	<p>—</p> <p>C. – Sans modification.</p>	<p>—</p>
<p>C. – Au 3, les références : « , <i>d</i> et <i>e</i> » sont remplacées par la référence : « et <i>d</i> » ;</p>	<p>D. – Sans modification.</p>	
<p>D. – Le second alinéa du 4 est supprimé ;</p>	<p>E. – Sans modification.</p>	
<p>E. – Le 5 est ainsi rédigé :</p>		
<p>« 5. Le crédit d'impôt est égal à 15 % du montant des matériaux, équipements, appareils et dépenses de diagnostic de performance énergétique mentionnés au 1. » ;</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	
<p>F. – Le 5 <i>bis</i> est ainsi modifié :</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	
<p>1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :</p>	<p>« 5 <i>bis</i>. Si, pour un même logement et sur <u>une même année ou sur deux années consécutives</u>, le contribuable réalise des dépenses relevant d'au moins deux des catégories suivantes, le taux de 15 % mentionné au 5 est porté à 25 % pour ces mêmes dépenses : »</p>	
<p>« 5 <i>bis</i>. Si, pour un même logement et sur deux années, le contribuable réalise des dépenses relevant d'au moins deux des catégories suivantes, le taux de 15 % mentionné au 5 est porté à 25 % pour ces mêmes dépenses : » ;</p>	<p>2° Sans modification.</p>	
<p>2° À la fin du <i>f</i>, les mots : « et des dépenses d'acquisition d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil » sont supprimés ;</p>	<p>3° <u>Le dernier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :</u></p>	
<p>3° Le dernier alinéa est supprimé ;</p>	<p><u>« Par dérogation au 3, lorsque les dépenses précitées sont réalisées sur une période de deux années consécutives, le contribuable porte l'ensemble de ces dépenses payées durant cette période sur la déclaration mentionnée à l'article 170 souscrite au titre de la seconde année. Le crédit d'impôt s'applique alors pour le calcul de l'impôt dû au titre de cette même année.</u></p>	
	<p><u>« L'avant-dernier alinéa du présent 5 <i>bis</i> est exclusif du bénéfice du crédit d'impôt à raison de ces mêmes</u></p>	



**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la Commission**

G. – Le 6 est ainsi modifié :

1° À la première phrase du *a*, les références : « , *d* et *e* » sont remplacées par la référence : « et *d* » ;

2° Le *b* du 6 est ainsi modifié :

*a*) Au 4°, les mots : « la puissance en kilowatt-crête des équipements de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil et » sont supprimés ;

*b*) Au 5°, les mots : « ou de qualité de l'installation » sont supprimés ;

*c*) Le 6° est abrogé ;

H. – Le 6 *bis* est abrogé.

II. – Le I de l'article 244 *quater* U du même code est ainsi modifié :

1° Le dernier alinéa du 2 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Ce décret fixe également les critères de qualification de l'entreprise exigés pour les travaux mentionnés aux 1° et 2°. » ;

2° Après la deuxième phrase du 5, est insérée une phrase ainsi rédigée :

« Toutefois, lorsque l'avance est consentie dans les conditions prévues au VI *bis*, ce délai est porté à trois ans. » ;

3° Au 7, les mots : « , fixé par décret dans une limite de 30 000 € » sont remplacés par les mots : « de 25 000 € pour une personne célibataire, veuve ou divorcée, 35 000 € pour un couple soumis à imposition commune et 7 500 € supplémentaires par personne à charge au sens des articles 196 à 196 B ».

III. – À la première phrase du 1

dépenses au titre de la première année de leur réalisation. » ;

G. – Sans modification.

H. – Sans modification.

II. – Sans modification.

III. – Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

—  
du II de l'article 199 *ter* S du même code, la référence : « au I » est remplacée par les références : « aux I, VI *bis* et VI *ter* ».

IV. – Au VII de l'article 99 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, l'année : « 2013 » est remplacée par l'année : « 2015 ».

V. – Le I s'applique aux dépenses payées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ; le 1<sup>o</sup> du II s'applique aux offres d'avance émises à compter de l'entrée en vigueur du décret prévu au même 1<sup>o</sup> et, au plus tard, au 1<sup>er</sup> janvier 2015 ; les 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> du II et le III s'appliquent aux offres d'avance émises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

~~VI. – La possibilité de bénéficier du taux bonifié du crédit d'impôt développement durable, prévue au 5 *bis* de l'article 200 *quater* du code général des impôts, pour des dépenses réalisées sur deux années n'est applicable qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.~~

~~Les pertes de recettes pour l'État sont compensées à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.~~

**Article 56 bis (nouveau)**

I. – À la première phrase du premier alinéa de l'article 231 du code général des impôts, après la référence : « I », est insérée la référence : « et du 6<sup>o</sup> du II ».

II. – Le I s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Article 57**

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

A. – L'article 1464 K est abrogé ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—  
IV. – Sans modification.

V. – Le I s'applique aux dépenses payées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 ; le 1<sup>o</sup> du II s'applique aux offres d'avance émises à compter de l'entrée en vigueur du décret prévu au même 1<sup>o</sup> et, au plus tard, au 1<sup>er</sup> janvier 2015 ; les 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> du II et le III s'appliquent aux offres d'avance émises à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

VI. – *Supprimé.*

**Article 56 bis**

Sans modification.

**Article 57**

Alinéa sans modification.

A. – Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Article 56 bis**

Sans modification.

**Article 57**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

B. – À la première phrase du deuxième alinéa du 1 du II de l'article 1586 *ter*, la référence : « et 1464 K » est supprimée ;

C. – Le dernier alinéa du I de l'article 1639 A *bis* est supprimé ;

D. – Au premier alinéa du I de l'article 1647 C *septies*, la référence : « 1464 K, » est supprimée ;

E. – L'article 1647 D est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa du 1 est remplacé par cinq alinéas ainsi rédigés :

« 1. Les redevables de la cotisation foncière des entreprises sont assujettis à une cotisation minimum établie au lieu de leur principal établissement ; cette cotisation est établie à partir d'une base dont le montant est fixé par le conseil municipal selon le barème suivant :

(En euros)

« Montant du chiffre d'affaires ou des recettes	Montant de la base minimum
Inférieur ou égal à 10 000	Entre 210 et 500
Supérieur à 10 000 et inférieur ou égal à 32 600	Entre 210 et 1 000
Supérieur à 32 600 et inférieur ou égal à 100 000	Entre 210 et 2 100
Supérieur à 100 000 et inférieur ou égal à 250 000	Entre 210 et 3 500
Supérieur à 250 000 et inférieur ou égal à 500 000	Entre 210 et 5 000
Supérieur à 500 000	Entre 210 et 6 500

« Sur délibération du conseil municipal, les montants de chiffre d'affaires et de recettes mentionnés dans le tableau du deuxième alinéa sont réduits de moitié pour les contribuables

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

B. – Sans modification.

C. – Sans modification.

D. – Sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

a) Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

qui exercent une activité dont les bénéfices relèvent de la catégorie des bénéfices non commerciaux.

« Le montant du chiffre d'affaires ou des recettes à prendre en compte s'entend de celui, hors taxes, réalisé au cours de la période de référence définie à l'article 1467 A. Lorsque la période de référence ne correspond pas à une période de douze mois, le montant du chiffre d'affaires ou des recettes est ramené ou porté, selon le cas, à douze mois.

« Lorsque le contribuable exerce simultanément des activités dont les bénéfices relèvent de plusieurs catégories d'imposition, la catégorie d'imposition des bénéfices dont il relève est celle correspondant à son activité principale. La tranche de chiffre d'affaires ou de recettes dont il relève est alors déterminée en fonction de la somme de l'ensemble des recettes et des chiffres d'affaires qu'il a réalisés. » ;

b) Aux deuxième et troisième alinéas du 1, la référence : « premier alinéa » est remplacée par les mots : « tableau du deuxième alinéa » ;

c) Le début du quatrième alinéa du 1 est ainsi rédigé : « Les limites de base minimum mentionnées au tableau du deuxième alinéa, les montants résultant de délibérations et ceux mentionnés au 1 *bis*, aux *a* et *b* du 2 et au 2 *bis* sont... (le reste sans changement). » ;

d) Après le 1, il est inséré un 1 *bis* ainsi rédigé :

« 1 *bis*. Pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire desquels s'appliquent des montants de base minimum pour les trois tranches de chiffre d'affaires ou de recettes, en application du 1 du présent article ou du troisième alinéa du I de l'article 1639 A *bis* dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2013, et qui n'ont pas pris de nouvelle délibération, le montant de la base minimum applicable est égal à celui qui a été

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

b) Sans modification.

c) Sans modification.

Alinéa sans modification.

« 1 *bis*. Pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire desquels s'appliquent des montants de base minimum pour les trois tranches de chiffre d'affaires ou de recettes, en application du 1 du présent article ou du troisième alinéa du I de l'article 1639 A *bis* dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2013, et qui n'ont pas pris de nouvelle délibération, le montant de la base minimum applicable est égal à celui qui a été

**Propositions de la Commission**

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
<p>appliqué au titre de l'année 2013. » ;</p>	<p>appliqué au titre de l'année 2013 <u>ou, le cas échéant, à celui qui a été fixé par une délibération prise entre le 22 janvier et le 1<sup>er</sup> octobre 2013 pour une application à compter de l'année 2014.</u> »</p>	—
<p>e) Au premier alinéa du 2, les mots : « trois premières catégories de redevables définies au » sont remplacés par les mots : « tranches de chiffre d'affaires ou de recettes mentionnées dans le tableau du deuxième alinéa du » ;</p>	<p>e) Sans modification.</p>	
<p>f) Le dernier alinéa du 2 est supprimé ;</p>	<p>f) Sans modification.</p>	
<p>g) Après le 2, il est inséré un 2 <i>bis</i> ainsi rédigé :</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	
<p>« 2 <i>bis</i>. Lorsque le montant de la base minimum s'appliquant aux redevables dont le chiffre d'affaires ou les recettes sont compris dans l'une des trois premières tranches de chiffre d'affaires ou de recettes mentionnées dans le tableau du deuxième alinéa du 1 est déterminé dans les conditions définies au 1 <i>bis</i> ou au 2 et excède la limite supérieure de la base minimum applicable à la tranche dont ils relèvent, il est ramené à cette limite. » ;</p>	<p>« 2 <i>bis</i>. Lorsque le montant de la base minimum s'appliquant aux redevables dont le chiffre d'affaires ou les recettes sont compris dans l'une des trois premières tranches de chiffre d'affaires ou de recettes mentionnées dans le tableau du deuxième alinéa du 1 est déterminé dans les conditions définies aux 1 <i>bis</i>, <u>2 ou 3</u> et excède la limite supérieure de la base minimum applicable à la tranche dont ils relèvent, il est ramené à cette limite. » ;</p>	
<p>h) Au deuxième alinéa du 3, les mots : « trois premières catégories de redevables définies au » sont remplacés par les mots : « tranches de chiffre d'affaires ou de recettes mentionnées dans le tableau du deuxième alinéa du » et les mots : « catégorie de redevables » sont remplacés par les mots : « tranche de chiffre d'affaires ou de recettes » ;</p>	<p>h) Sans modification.</p>	
<p>i) À la seconde phrase du quatrième alinéa du 3, les mots : « trois premières catégories de redevables définies au » sont remplacés par les mots : « tranches de chiffre d'affaires ou de recettes mentionnées dans le tableau du deuxième alinéa du » ;</p>	<p>i) Sans modification.</p>	
<p>2° Le II est complété par un 4 ainsi rédigé :</p>	<p>2° Sans modification.</p>	
<p>« 4. Les redevables domiciliés fiscalement au lieu de leur habitation</p>		

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

—  
sont redevables de la cotisation minimum à ce lieu. »

II. – A. – Les délibérations prises, conformément au I du I de l'article 1647 D du code général des impôts, dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2013, pour les assujettis n'exerçant leur activité professionnelle qu'à temps partiel ou pendant moins de neuf mois de l'année et pour les assujettis dont le montant hors taxes des recettes ou du chiffre d'affaires au cours de la période de référence définie à l'article 1467 A du même code est inférieur à 10 000 € continuent à s'appliquer. Toutefois, lorsque le montant de base minimum déterminé après l'application de la réduction fixée par délibérations excède la limite supérieure de la base minimum applicable aux tranches de chiffre d'affaires ou de recettes correspondantes mentionnées dans le tableau du deuxième alinéa du I de l'article 1647 D dudit code, il est ramené à cette limite. Ces délibérations peuvent être rapportées, dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A *bis* du même code, à compter des impositions établies au titre de l'année 2015.

B. – Par exception aux dispositions du premier alinéa de l'article 1639 A *bis* du code général des impôts, les délibérations prévues à l'article 1647 D du même code au titre de l'exercice 2014 peuvent être prises ou modifiées jusqu'au 21 janvier 2014. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale transmet la délibération prise en application du présent B au comptable public assignataire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale au plus tard le deuxième jour ouvré suivant le 21 janvier 2014.

C. – Les contribuables ayant bénéficié d'une exonération de cotisation foncière des entreprises en application de l'article 1464 K du code général des impôts pour les impositions établies au titre de l'année 2013 et dont le terme n'est pas atteint continuent de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—  
II. - Sans modification.

**Propositions de la Commission**

—

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

bénéficiaire, pour la durée d'exonération restant à courir, et sous réserve que les conditions fixées à ce même article, dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2013, demeurent satisfaites, de l'exonération dont ils bénéficiaient.

III. – Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par une délibération prise avant le 21 janvier 2014 et pour la part qui leur revient, prendre en charge, en lieu et place des redevables, tout ou partie de la fraction de la cotisation minimum de cotisation foncière des entreprises due au titre de 2013 correspondant à une augmentation de la base minimum applicable sur leur territoire résultant d'une délibération prise en 2011 ou en 2012 en application de l'article 1647 D du code général des impôts.

La délibération mentionne, pour chacune des trois catégories de redevables définies au 1 du I du même article 1647 D, dans sa rédaction antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le montant de la prise en charge par redevable.

Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle peuvent prévoir des montants de prise en charge différents pour chaque portion de leur territoire sur laquelle une base minimum différente s'applique en 2013.

Le montant de la prise en charge s'impute sur la cotisation foncière des entreprises due au titre de 2013. La réduction accordée, le cas échéant, en application de la troisième phrase du premier alinéa du I du I dudit article 1647 D est appliquée au montant de la prise en charge.

**Article 58**

I. – Les conseils généraux

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

III. – Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par une délibération prise avant le 21 janvier 2014 et pour la part qui leur revient, prendre en charge, en lieu et place des redevables, tout ou partie ~~de la fraction~~ de la cotisation minimum de cotisation foncière des entreprises due au titre de 2013 correspondant à ~~une augmentation~~ de la base minimum applicable sur leur territoire résultant d'une délibération prise en 2011 ou en 2012 et, jusqu'au 21 janvier 2013, en application de l'article 1647 D du code général des impôts.

La délibération mentionne, pour chacune des trois catégories de redevables définies au 1 du I du même article 1647 D, dans sa rédaction antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le montant individuel de la prise en charge, identique pour chaque redevable relevant d'une même catégorie.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

**Article 58**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Article 58**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

peuvent relever le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement prévu à l'article 1594 D du code général des impôts au delà de 3,80 % et dans la limite de 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues entre le 1<sup>er</sup> mars 2014 et le 29 février 2016.

II. – Les délibérations des conseils généraux prises en application du I s'appliquent dans les conditions suivantes :

1° Les délibérations notifiées selon les modalités prévues au III de l'article 1639 A du code général des impôts au plus tard le 15 avril 2014, ou entre le 1<sup>er</sup> décembre 2014 et le 15 avril 2015, s'appliquent aux actes passés et aux conventions conclues à compter du premier jour du deuxième mois suivant la notification ;

2° Les délibérations notifiées selon les modalités prévues au même III entre le 16 avril et le 30 novembre 2014 s'appliquent aux actes passés et aux conventions conclues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

III. – Pour les actes passés et les conventions conclues à compter du 1<sup>er</sup> mars 2016, le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement voté par les conseils généraux ayant pris des délibérations en application du I du présent article est, sauf délibération expresse contraire de ces assemblées prise en application du second alinéa de l'article 1594 D du code général des impôts et notifiée aux services fiscaux selon les modalités prévues au III de l'article 1639 A du même code au plus tard le 31 janvier 2016, celui en vigueur avant la mise en œuvre du I du présent article.

**Article 58 bis (nouveau)**

L'article L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales est complété par un VIII ainsi rédigé :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Article 58 bis**

Le chapitre V du titre III du livre III de la troisième partie du code général des collectivités territoriales est complété par un article L. 3335-3 ainsi

**Propositions de la Commission**

**Article 58 bis**

Sans modification.



**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

« VIII. – En 2014, il est créé un prélèvement de solidarité égal à 0,35 % du montant de l'assiette de la taxe de publicité foncière et des droits d'enregistrement perçus par les départements en 2013 en application des articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

« Pour chaque département, la somme des prélèvements opérés en application du IV du présent article et du présent VIII ne peut excéder 12 % du produit des droits de mutation à titre onéreux perçu par le département l'année précédant celle de la répartition.

« Les ressources ainsi prélevées sont réparties entre les départements, dans les conditions prévues par décret en Conseil d'État, en fonction notamment d'un indicateur de ressources fiscales et financières, du revenu par habitant ainsi que de la charge liée à la gestion du revenu de solidarité active en application de l'article L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles, de l'allocation personnalisée d'autonomie mentionnée à l'article L. 232-1 du même code et de la prestation de compensation mentionnée à l'article L. 245-1 dudit code. »

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

rédigé :

« Art. L. 3335-3. – I. – En 2014, il est créé un fonds de solidarité en faveur des départements.

« II. – Ce fonds est alimenté par un prélèvement égal à 0,35 % du montant de l'assiette de la taxe de publicité foncière et des droits d'enregistrement perçus par les départements en 2013 en application des articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

« Pour chaque département, la somme des prélèvements opérés en application du présent article et du IV de l'article L. 3335-2 du présent code ne peut excéder 12 % du produit des droits de mutation à titre onéreux perçu par le département l'année précédant celle de la répartition.

« Le prélèvement défini aux deux premiers alinéas du présent II est effectué sur les douzièmes prévus à l'article L. 3332-1-1.

« III. – Les ressources du fonds sont réparties entre les départements selon les modalités suivantes.

« 1. Pour chaque département, il est calculé le solde entre :

« a) Les dépenses exposées par le département, au cours de la pénultième année, au titre du revenu de solidarité active en application de l'article L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles, de l'allocation

**Propositions de la Commission**

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la Commission

personnalisée pour l'autonomie mentionnée à l'article L. 232-1 du même code et de la prestation de compensation mentionnée à l'article L. 245-1 dudit code ;

« b) La somme des montants de compensation dus au département au titre du revenu de solidarité active, au cours de l'année de répartition, en application de l'article 59 de la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003) et de l'article 51 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, des montants de compensation versés au département, au cours de l'année précédente, au titre de l'article L. 3334-16-2 du présent code, au cours de l'avant-dernière année, au titre de l'allocation personnalisée pour l'autonomie en application des articles L. 14-10-5 et L. 14-10-6 du code de l'action sociale et des familles et au titre de la prestation de compensation en application des articles L. 14-10-5 et L. 14-10-7 du même code ainsi que de l'attribution versée au département en application de l'article 26 de la loi n° du de finances pour 2014.

« Le solde par habitant est égal au solde divisé par la population du département calculée en application de l'article L. 3334-2 du présent code.

« 2. Les ressources du fonds sont réparties en deux fractions :

« a) La première fraction, dont le montant représente 30 % des ressources définies au II du présent article, bénéficie aux départements dont le potentiel fiscal par habitant tel que défini à l'article L. 3334-6 est inférieur au potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des départements ou dont le revenu par habitant est inférieur à 1,2 fois le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements. Cette fraction est répartie entre les départements éligibles en fonction du rapport, porté au carré, entre le solde par habitant du département défini au 1 du présent III et le solde par habitant constaté pour tous les départements ;

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

Propositions de la Commission

« b) La seconde fraction, dont le montant représente 70 % des ressources définies au II du présent article, bénéficie à la première moitié des départements classés en fonction décroissante de leur solde par habitant défini au 1 du présent III et éligibles à la fraction prévue au a du présent 2. Cette fraction est répartie entre les départements éligibles en fonction de la population telle que définie à l'article L. 3334-2 et de l'écart relatif entre le solde par habitant défini au 1 du présent III et le solde par habitant médian.

« 3. Les départements dont le montant par habitant des droits de mutation à titre onéreux perçu l'année précédente est supérieur à 1,4 fois le montant par habitant de l'ensemble des départements ne peuvent pas bénéficier d'une attribution au titre du fonds. L'attribution au titre du fonds des départements éligibles à la première fraction ou à la seconde fraction et dont le montant par habitant des droits de mutation à titre onéreux est supérieur à 1,1 fois le montant moyen par habitant des droits perçus par l'ensemble des départements fait l'objet d'un abattement de 50 %.

« 4. Pour l'application du présent article, le potentiel fiscal utilisé est majoré ou, le cas échéant, minoré d'une fraction de correction égale pour chaque département à la différence entre les deux termes suivants :

« a) La somme du produit déterminé par l'application aux bases départementales de taxe foncière sur les propriétés bâties, de taxe foncière sur les propriétés non bâties et de taxe d'habitation du taux moyen national d'imposition de chacune de ces taxes au titre de l'année 2010 et du produit déterminé par l'application aux bases départementales de taxe professionnelle du taux moyen national d'imposition de cette taxe au titre de l'année 2009 ;

« b) La somme du produit déterminé par l'application aux bases

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la Commission**

**Article 59**

I.- À la fin du troisième alinéa et de la dernière phrase du sixième alinéa du III de l'article 1586 *octies* du code général des impôts, le nombre : « 2 » est remplacé par le nombre : « 5 ».

II.- Le I s'applique à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises :

1° Versée par l'État aux collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014,

départementales de taxe foncière sur les propriétés bâties du taux moyen national de cette taxe au titre de l'année 2011, des produits perçus en 2011 par le département au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux prévus à l'article 1586 du code général des impôts et des produits perçus en 2011 par le département au titre de l'imposition prévue aux 2° et 6° de l'article 1001 du même code et des montants positifs ou négatifs résultant de l'application des 1.2 et 2.2 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 perçus ou supportés par le département en 2011.

« Pour le calcul du potentiel fiscal par habitant, la population à prendre en compte est celle calculée en application de l'article L. 3334-2 du présent code.

« 5. Pour l'application du présent article, sauf mention contraire, la population à prendre en compte est celle définie au premier alinéa de l'article L. 3334-2.

« IV. - Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article. »

**Article 59**

Sans modification.

**Article 59**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

2° Due par les redevables au titre de 2014 et des années suivantes.

**Article 59 bis (nouveau)**

Le deuxième alinéa de l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« En cas de rattachement d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à un syndicat mixte, ou en cas de fusion, l'application de ces dispositions sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale rattaché peut être reportée à la cinquième année qui suit celle du rattachement. »

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Article 59 bis**

Alinéa sans modification.

« L'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion en application de l'article L. 5211-41-3 ou le syndicat mixte issu de la fusion en application de l'article L. 5711-2 doit prendre la délibération afférente à la redevance d'enlèvement des ordures ménagères avant le 1<sup>er</sup> mars de la quatrième année qui suit celle de la fusion.

« À défaut de délibération, le régime applicable en matière de redevance d'enlèvement des ordures ménagères sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale ou des syndicats mixtes ayant fait l'objet de la fusion ou sur le territoire des communes incluses dans le périmètre de l'établissement public issu de la fusion est maintenu pour une durée qui ne peut excéder les cinq années. Pour l'application de ces dispositions, l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat mixte issu de la fusion perçoit la redevance en lieu et place des établissements publics de coopération intercommunale ou des syndicats mixtes ayant fait l'objet de la fusion.

« Les deuxième et troisième alinéas sont également applicables en cas de rattachement d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou en cas d'adhésion d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à un syndicat mixte. »

**Propositions de la Commission**

**Article 59 bis**

Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 59 ter (nouveau)</b></p> <p>I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° Au début du 5° de l'article 1381, sont ajoutés les mots : « À l'exception de ceux mentionnés au dernier alinéa de l'article 1393, » ;</p> <p>2° L'article 1393 est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Elle est également due pour les terrains non cultivés affectés à la pratique du golf lorsque l'aménagement de ces terrains ne nécessite pas la construction d'ouvrages en maçonnerie présentant le caractère de véritables constructions. »</p> <p>II. – Le I est applicable à compter des impositions dues au titre de l'année 2015.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p><u>II (nouveau).</u> – L'article L. 2573-46 du même code est ainsi modifié :</p> <p>1° Au I, la référence : « son deuxième alinéa » est remplacée par les références : « ses deuxième à quatrième alinéas » ;</p> <p>2° Au II, les mots : « cinquième et septième » sont remplacés par les mots : « septième et neuvième ».</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;"><b>Article 59 ter</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 59 quater (nouveau)</b></p> <p>Les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par délibération prise avant le 21 janvier 2014, exonérer les terrains de golf de taxe foncière sur les propriétés bâties au titre de 2014, pour la part qui leur revient et à concurrence de 50 % ou de 75 %.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 59 quater</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 59 quater</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Article 59 quinquies (nouveau)</b></p> <p>Au second alinéa du II bis de l'article 1388 bis du code général des</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 59 quinquies</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p style="text-align: center;"><b>Article 59 quinquies</b></p> <p>Sans modification.</p>

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

impôts, l'année : « 2013 » est remplacée par l'année : « 2014 ».

**Article 59 *sexies* (nouveau)**

I. – La majoration prévue au A du II de l'article 1396 du code général des impôts, dans sa rédaction résultant de l'article 82 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013, s'applique à compter des impositions de taxe foncière sur les propriétés non bâties dues au titre de 2015.

II. – Le II de l'article 1396 du code général des impôts, dans sa rédaction résultant du même article 82, est ainsi modifié :

1° Au A, les années : « 2014 », « 2015 » et « 2016 » sont remplacées, respectivement, par les années : « 2015 », « 2016 » et « 2017 » ;

2° Le 1 du D est complété par un 4° ainsi rédigé :

« 4° Aux terrains appartenant ou donnés à bail à une personne relevant d'un régime de protection sociale agricole au sens de l'article L. 722-1 du code rural et de la pêche maritime ou mentionnée à l'article L. 731-23 du même code et utilisés pour les besoins d'une exploitation agricole au sens de l'article 63 du présent code. »

III. – Dans les zones autres que celles mentionnées au I de l'article 232 du code général des impôts, les délibérations prises en application du deuxième alinéa de l'article 1396 du même code, dans sa rédaction antérieure à la présente loi, continuent de produire leurs effets.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Article 59 *sexies***

I. – Sans modification.

II. – Sans modification.

III. – Sans modification.

IV (nouveau). – Dans les zones mentionnées au I du même article 232, les délibérations prises en application du deuxième alinéa du même article 1396, dans sa rédaction antérieure à l'article 82 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances précitée, continuent de produire leurs effets pour

**Propositions de la Commission**

**Article 59 *sexies***

Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
<p align="center"><b>Article 59 septies (nouveau)</b></p> <p>I. – Après le mot : « environnement », la fin de la seconde phrase du premier alinéa du 1 du I de l'article 1517 du code général des impôts est supprimée.</p> <p>II. – Le I s'applique à compter des impositions établies au titre de l'année 2014.</p>	<p align="center"><b>Article 59 septies</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p align="center"><b>Article 59 septies</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p align="center"><b>Article 59 octies (nouveau)</b></p> <p>L'article 1518 <i>bis</i> du code général des impôts est complété par un <i>zh</i> ainsi rédigé :</p> <p>« <i>zh</i>) Au titre de 2014, à 1,009 pour les propriétés non bâties, à 1,009 pour les immeubles industriels relevant du 1° de l'article 1500 et à 1,009 pour l'ensemble des autres propriétés bâties.</p> <p>»</p>	<p align="center"><b>Article 59 octies</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p align="center"><b>Article 59 octies</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p align="center"><b>Article 59 nonies (nouveau)</b></p> <p>Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° L'article 1519 HA est ainsi modifié :</p> <p><i>a)</i> Après la dernière occurrence du mot : « naturel », la fin du I est ainsi rédigée : « , aux canalisations de transport d'autres hydrocarbures et aux canalisations de transport de produits chimiques. » ;</p> <p><i>b)</i> Après le deuxième alinéa du III, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« – 500 € par kilomètre de canalisation de transport de produits chimiques ; »</p> <p>2° Après le mot : « les », la fin du 5° <i>bis</i> de l'article 1586 est ainsi rédigée : « entreprises de réseaux relative aux installations de gaz naturel liquéfié, aux stockages souterrains de</p>	<p align="center"><b>Article 59 nonies</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p align="center"><b>Article 59 nonies</b></p> <p>Sans modification.</p>



**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

gaz naturel et aux stations de compression du réseau de transport de gaz naturel et la moitié de la composante de l'imposition forfaitaire sur les réseaux relative aux canalisations de transport de gaz naturel, d'autres hydrocarbures et de produits chimiques prévue à l'article 1519 HA ; »

3° Au *f* du I *bis* de l'article 1609 *nonies* C, les mots : « et aux canalisations de transport d'autres hydrocarbures » sont remplacés par les mots : « , aux canalisations de transport d'autres hydrocarbures et aux canalisations de transport de produits chimiques »

**Article 59 *decies* (nouveau)**

À la fin du 2° de l'article L. 133-17 du code du tourisme, l'année : « 2014 » est remplacée par l'année : « 2018 ».

**Article 59 *undecies* (nouveau)**

I.- L'article L. 331-2 du code de l'urbanisme est ainsi modifié :

1° Après le sixième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Dans les cas mentionnés aux 1° et 2°, une délibération du conseil municipal prévoit les conditions de reversement de tout ou partie de la taxe perçue par la commune aux établissements publics de coopération intercommunale ou groupements de collectivités dont elle est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences. » ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Article 59 *decies***

Sans modification.

**Article 59 *undecies***

1° A (nouveau) Aux 1° et 3°, le mot : « huitième » est remplacé par le mot : « neuvième » ;

Alinéa sans modification.

« Dans les cas mentionnés aux 1° et 2°, tout ou partie de la taxe perçue par la commune peut être reversé à l'établissement public de coopération intercommunale ou aux groupements de collectivités dont elle est membre, compte tenu de la charge des équipements publics relevant, sur le territoire de cette commune, de leurs compétences, dans les conditions prévues par délibérations concordantes du conseil municipal et de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du groupement de collectivités. » ;

**Propositions de la Commission**

**Article 59 *decies***

Sans modification.

**Article 59 *undecies***

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

2° Au septième alinéa, après le mot : « membres », sont insérés les mots : « ou groupements de collectivités ».

**Article 59 duodecies (nouveau)**

L'article L. 331-9 du code de l'urbanisme est ainsi modifié :

1° Après le mot : « industriel », sont insérés les mots : « ou artisanal » :

2° Il est ajouté un 8° ainsi rédigé :

« 8° Les abris de jardin soumis à déclaration préalable. »

**Article 59 terdecies (nouveau)**

Au B du III de l'article 37 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012, l'année : « 2014 » est remplacée par l'année : « 2015 ».

**Article 60**

I. – 1. Il est créé un fonds de soutien de 100 millions d'euros par an pendant une durée maximale de 15 ans, destiné aux collectivités territoriales, à leurs groupements, aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés et aux services départementaux d'incendie et de secours ainsi qu'aux collectivités d'outre-mer et à la Nouvelle-Calédonie ayant souscrit avant l'entrée en vigueur de la présente loi des emprunts structurés et des instruments financiers. Ce fonds est doté d'un comité national d'orientation et de suivi, composé de représentants de l'État, des collectivités territoriales et des commissions permanentes de l'Assemblée nationale et du Sénat chargées des finances ainsi que de personnalités qualifiées ; ce comité émet des recommandations sur

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

Alinéa sans modification.

II (nouveau). – Au premier alinéa des articles L. 331-3 et L. 331-4 du même code, le mot : « huitième » est remplacé par le mot : « neuvième ».

**Article 59 duodecies**

Sans modification.

**Article 59 terdecies**

Sans modification.

**Article 60**

I. – 1. Il est créé un fonds de soutien de 100 millions d'euros par an pendant une durée maximale de 15 ans, destiné aux collectivités territoriales, à leurs groupements, aux établissements publics locaux ~~qui leur sont rattachés~~ et aux services départementaux d'incendie et de secours ainsi qu'aux collectivités d'outre-mer et à la Nouvelle-Calédonie ayant souscrit avant l'entrée en vigueur de la présente loi des emprunts structurés et des instruments financiers. Les contrats concernés sont les emprunts les plus sensibles et les contrats de couverture qui leur sont liés. Ce fonds est doté d'un comité national d'orientation et de suivi, composé de représentants de l'État, de parlementaires désignés par les commissions permanentes de

**Propositions de la Commission**

**Article 59 duodecies**

Sans modification.

**Article 59 terdecies**

Sans modification.

**Article 60**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

les modalités d'intervention du fonds et publie un rapport annuel au Gouvernement et au Parlement sur les aides versées.

Ce fonds a pour objet le versement aux collectivités territoriales et aux établissements publics mentionnés au premier alinéa d'une aide pour le remboursement anticipé de ces emprunts et instruments. L'aide est calculée sur la base des indemnités de remboursement anticipé dues ; elle ne peut excéder 45 % du montant de celles-ci. Dans une phase initiale et pour une durée limitée à trois ans à compter du dépôt de la demande, une part de cette aide peut néanmoins être versée pour faire face aux charges financières relatives à ces emprunts et instruments. À l'issue de cette phase, les collectivités ou établissements mentionnés au premier alinéa peuvent obtenir, dans les conditions déterminées par le comité national d'orientation et de suivi et pour une durée de trois ans renouvelable, la poursuite du versement de l'aide jusqu'au terme des emprunts et des instruments financiers ; dans les autres cas, le versement du solde de l'aide est subordonné au remboursement anticipé des emprunts structurés et des instruments financiers.

Dans la limite de 2,5 millions d'euros par an, l'aide accordée par le fonds aux collectivités territoriales et aux établissements publics mentionnés au premier alinéa et dont la population est inférieure à 10 000 habitants peut également financer la prise en charge de prestations d'accompagnement destinées à faciliter la gestion de l'encours de dette structurée. Cette prise en charge est effectuée dans la limite de 50 % de la totalité des frais engagés chaque année.

Pour bénéficier du fonds, les collectivités territoriales et les

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

l'Assemblée nationale et du Sénat chargées des finances, de représentants des collectivités territoriales, ainsi que de personnalités qualifiées ; ce comité émet des recommandations sur les modalités d'intervention du fonds et publie un rapport annuel , remis au Gouvernement et au Parlement, sur les aides versées.

Ce fonds a pour objet le versement aux collectivités territoriales et aux établissements publics mentionnés au premier alinéa d'une aide pour le remboursement anticipé de ces emprunts et instruments. L'aide est calculée sur la base des indemnités de remboursement anticipé dues ; elle ne peut excéder 45 % du montant de celles-ci. Dans une phase initiale et pour une durée limitée à trois ans à compter du dépôt de la demande, une part de cette aide peut néanmoins être versée pour faire face aux charges financières relatives à ces emprunts et instruments. À l'issue de cette phase, les collectivités territoriales ou établissements publics mentionnés au premier alinéa peuvent obtenir, dans les conditions déterminées par le comité national d'orientation et de suivi et pour une durée de trois ans renouvelable, la poursuite du versement de l'aide jusqu'au terme des emprunts et des instruments financiers ; dans les autres cas, le versement du solde de l'aide est subordonné au remboursement anticipé des emprunts structurés et des instruments financiers.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

—  
établissements publics mentionnés au premier alinéa doivent déposer une demande d'aide auprès du représentant de l'État dans le département ou dans la collectivité d'outre-mer avant le 15 mars 2015.

Le versement de l'aide au titre d'un ou plusieurs emprunts structurés et instruments financiers souscrits auprès d'un même établissement de crédit est subordonné à la conclusion préalable avec cet établissement d'une transaction, au sens de l'article 2044 du code civil, portant sur ceux-ci. L'établissement de crédit transmet, préalablement à la conclusion de la transaction, aux collectivités et établissements mentionnés au premier alinéa du présent I le calcul de l'indemnité de remboursement anticipé.

Le montant de l'aide est déterminé conjointement par le ministre chargé du budget et, selon le cas, le ministre chargé des collectivités territoriales ou le ministre chargé de l'outre-mer, dans la limite des crédits du fonds disponibles chaque année.

Le fonds est géré pour le compte de l'État par l'établissement mentionné à l'article L. 313-1 du code rural et de la pêche maritime, qui reçoit à cette fin un versement de l'État.

Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent I.

2. Le solde du fonds institué par l'article 4 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 est réaffecté au fonds mentionné au 1 du présent I.

3. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, l'article 4 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 précitée est abrogé.

II. – Sous réserve des décisions de

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—  
Le versement de l'aide au titre d'un ou plusieurs emprunts structurés et instruments financiers souscrits auprès d'un même établissement de crédit est subordonné à la conclusion préalable avec cet établissement d'une transaction, au sens de l'article 2044 du code civil, portant sur ceux-ci. L'établissement de crédit transmet, préalablement à la conclusion de la transaction, aux collectivités et établissements mentionnés au premier alinéa du présent I les éléments utiles au calcul de l'indemnité de remboursement anticipé. Les éléments utiles au calcul de l'indemnité de remboursement anticipé sont également transmis, à sa demande, par les établissements de crédit, au service compétent de l'État chargé de l'instruction des demandes d'aides.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

2. Sans modification.

3. Sans modification.

II. – Sans modification.

**Propositions de la Commission**

—

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

justice passées en force de chose jugée, sont validés les contrats de prêt et les avenants à ces contrats conclus antérieurement à la publication de la présente loi entre un établissement de crédit et une personne morale, en tant que la validité de la stipulation d'intérêts serait contestée par le moyen tiré du défaut de mention du taux effectif global prescrite par l'article L. 313-2 du code de la consommation, dès lors que ces contrats et avenants indiquent de façon conjointe :

1° Le montant ou le mode de détermination des échéances de remboursement du prêt en principal et intérêts ;

2° La périodicité de ces échéances ;

3° Le nombre de ces échéances ou la durée du prêt.

III. – 1. La sous-section 1 de la section 1 du chapitre III du titre I<sup>er</sup> du livre III du code de la consommation est complétée par un article L. 313-2-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 313-2-2.* – Lorsqu'un contrat de prêt conclu entre un établissement de crédit et une personne morale mentionne un taux effectif global inférieur au taux effectif global déterminé conformément à l'article L. 313-1, l'intérêt conventionnel reste dû par l'emprunteur, mais celui-ci a droit au versement par le prêteur de la différence entre ces deux taux appliquée au capital restant dû à chaque échéance. »

2. Le 1 s'applique aux contrats de prêt en cours à la date de publication de la présente loi.

**Article 60 bis (nouveau)**

À la première phrase du quatrième alinéa de l'article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation, après les mots : «

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

III. – Sans modification.

**Article 60 bis**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Article 60 bis**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

commune, », sont insérés les mots : « et le cas échéant, uniquement pour l'année 2012, de celles exposées sur le territoire de cette commune par l'établissement public de coopération intercommunale auquel elle appartient, ».

**Article 60 ter (nouveau)**

Le code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 315-5, il est inséré un article L. 315-5-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 315-5-1. – I. – Sans préjudice des compétences de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, le suivi réglementaire et statistique et le contrôle des opérations relatives au régime de l'épargne-logement mentionné à l'article L. 315-1 sont confiés à la société mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 312-1, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

« II. – A. – Pour la mise en œuvre du I, la société susmentionnée exerce ses missions sur les organismes mentionnés à l'article L. 315-3.

« B. – Les informations nécessaires à sa mission de suivi statistique sont déterminées par décret.

« C. – Le contrôle s'exerce sur pièces ou sur place. L'organisme contrôlé est averti du contrôle sur place dont il fait l'objet avant l'engagement des opérations. Les salariés de la société précitée chargés du contrôle ont accès à tous documents, justificatifs ou renseignements.

« III. – Le fait de faire obstacle aux contrôles ou aux demandes des informations prévues au B du II de la société susmentionnée, après mise en demeure restée vaine, rend passible l'organisme concerné d'une sanction pécuniaire de 15 000 € maximum. Cette pénalité est prononcée par le ministre chargé de l'économie, sur proposition de la société précitée.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Article 60 ter**

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

« Art. L. 315-5-1. – I. – Sans préjudice des compétences de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, le suivi réglementaire et statistique et le contrôle des opérations relatives au régime de l'épargne-logement mentionné à l'article L. 315-1 sont confiés à la société mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 312-1, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

« II. – A. – Sans modification.

« B. – Sans modification.

« C. – Le contrôle s'exerce sur pièces ou sur place. L'organisme contrôlé est averti du contrôle sur place dont il fait l'objet avant l'engagement des opérations. Les salariés de la société précitée chargés du contrôle ont accès à tous documents, justificatifs et renseignements.

« III. – Le fait de faire obstacle aux contrôles ou aux demandes des informations prévues au B du II de la société susmentionnée, après mise en demeure restée vaine, rend passible l'organisme concerné d'une sanction pécuniaire dont le montant ne peut excéder 15 000 €. Cette pénalité est prononcée par le ministre chargé de l'économie, sur

**Propositions de la Commission**

**Article 60 ter**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

« En cas de méconnaissance d'une obligation de transmission d'informations demandées par la société précitée au titre du même B ou de manquements aux dispositions législatives et réglementaires relatives au régime de l'épargne-logement mentionné à l'article L. 315-1, la société précitée demande à l'organisme ou à la personne concerné de présenter ses observations et, le cas échéant, propose au ministre chargé de l'économie de le mettre en demeure de se conformer à ses obligations ou de procéder à la rectification des irrégularités dans un délai déterminé.

« Les mises en demeure peuvent être assorties d'astreintes dont le montant, dans la limite d'un plafond de 1 000 € par jour de retard, et la date d'effet sont fixés par le ministre chargé de l'économie.

« Après que l'organisme a été mis en mesure de présenter ses observations en application du présent III ou, en cas de mise en demeure, à l'issue du délai prévu, une sanction pécuniaire peut être prononcée par le ministre chargé de l'économie, qui ne peut excéder un million d'euros.

« Les pénalités, astreintes et sanctions pécuniaires sont recouvrées comme l'impôt sur les sociétés.

~~« IV. – La société susmentionnée est soumise, à raison des missions définies au présent article, au contrôle sur pièces et sur place de l'inspection générale des finances. Les sanctions prévues au III de l'article 43 de la loi n° 96 314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier sont applicables.~~

« V. – Les modalités d'application du présent article sont précisées par décret. » ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

proposition de la société précitée.

« Alinéa sans modification.

« Les mises en demeure peuvent être assorties d'astreintes dont le montant, dans la limite d'un plafond de 1 000 € par jour de retard, et la date d'effet sont fixés par le ministre chargé de l'économie.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« IV. – *Supprimé.*

« Alinéa sans modification.

1° bis (nouveau) L'article L. 316-3, dans sa rédaction résultant de

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la Commission**

—

—

—

l'ordonnance n° 2013-544 du 27 juin 2013 relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement, est ainsi modifié :

a) La première phrase est remplacée par trois alinéas ainsi rédigés :

« L'Inspection générale des finances exerce son contrôle sur pièces et sur place :

« 1° La société mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 312-1 à raison des missions qui lui sont confiées par l'article L. 315-5-1 et de sa participation à la distribution des avances sans intérêt instituées en application des articles L. 301-1 et L. 301-2 et des prêts mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 312-1 ;

« 2° Sur les établissements de crédit et les sociétés de financement à raison de leur participation à des opérations relatives au régime de l'épargne-logement mentionné à l'article L. 315-1 ou à la distribution des avances sans intérêt instituées en application des articles L. 301-1 et L. 301-2 ou des prêts visés par le troisième alinéa de l'article L. 312-1. » ;

b) À l'avant-dernière phrase, après la référence : « L. 312-1 », est insérée la référence : « , de l'article L. 315-5 » ;

2° L'article L. 316-4 est abrogé.

2° L'article L. 316-4 est ainsi rédigé :

« Art. L. 316-4. – La Cour des comptes exerce son contrôle sur pièces et sur place sur :

« 1° La société mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 312-1 à raison des missions qui lui sont confiées par l'article L. 315-5-1 et de sa participation à la distribution des avances sans intérêt instituées en application des articles L. 301-1 et L. 301-2 et des prêts visés par le troisième alinéa de l'article L. 312-1 ;



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture

—

**Article 60 quater (nouveau)**

I. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° L'article L. 2334-40 est ainsi modifié :

a) À la première phrase du deuxième alinéa, le mot : « cent » est remplacé par le mot : « cent-vingt » ;

b) Au 1°, les mots : « deux tiers » sont remplacés par les mots : « trois quarts » ;

c) Au 2°, le mot : « tiers » est remplacé par le mot : « quart » ;

2° À la seconde phrase du premier alinéa de l'article L. 2334-41, les mots : « au deux tiers » sont remplacés par les mots : « aux trois quarts ».

II. – Au début du IV de l'article 111 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013, les mots : « À compter de » sont remplacés par le mot : « En ».

Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture

—

« 2° Les établissements de crédit et les sociétés de financement à raison de leur participation à des opérations relatives au régime de l'épargne-logement mentionné à l'article L. 315-1 ou à la distribution des avances sans intérêt instituées en application des articles L. 301-1 et L. 301-2 ou des prêts mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 312-1. »

II (nouveau). – Le présent article entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Article 60 quater**

I. – Sans modification.

II. – Sans modification.

III (nouveau). – À compter de 2014, le montant de la dotation de développement urbain prévue à l'article L. 2334-40 du code général des collectivités territoriales est fixé à 100 millions d'euros.

Propositions de la Commission

—

**Article 60 quater**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Article 60 quinquies (nouveau)**

I. – Le titre V de la première partie du livre I<sup>er</sup> du code général des impôts est complété par un chapitre II ainsi rédigé :

« *CHAPITRE II*

« **Déclaration des schémas d'optimisation fiscale**

« *Art. 1378 nonies.* – Toute personne commercialisant un schéma d'optimisation fiscale est tenue de déclarer ce schéma à l'administration préalablement à sa commercialisation.

« Constitue un schéma d'optimisation fiscale toute combinaison de procédés et instruments juridiques, fiscaux, comptables ou financiers :

« 1° Dont l'objet principal est de minorer la charge fiscale d'un contribuable, d'en reporter l'exigibilité ou le paiement ou d'obtenir le remboursement d'impôts, taxes ou contributions ;

« 2° Et qui remplit les critères prévus par décret en Conseil d'État.

« Le manquement à l'obligation de déclaration prévue au premier alinéa entraîne l'application d'une amende égale à 5 % du montant des revenus perçus au titre de la commercialisation du schéma d'optimisation fiscale.

« *Art. 1378 decies.* – Toute personne élaborant et mettant en œuvre un schéma d'optimisation fiscale, au sens de l'article 1378 *nonies*, déclare ce schéma à l'administration préalablement à sa mise en œuvre.

« Le manquement à l'obligation de déclaration prévue au premier alinéa entraîne l'application d'une amende égale à 5 % du montant de l'avantage fiscal procuré par la mise en œuvre du schéma d'optimisation fiscale. Cet

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Article 60 quinquies**

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« *Art. 1378 nonies.* – Sans modification.

« *Art. 1378 decies.* – Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Article 60 quinquies**

Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>avantage correspond à la différence entre le montant de l'impôt effectivement dû par la personne et le montant de l'impôt que cette personne aurait supporté si elle n'avait pas mis en œuvre le schéma d'optimisation fiscale. »</p>	<p>—</p>	<p>—</p>
<p><del>II. — Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'État.</del></p>	<p><u>« Art. 1378 undecies (nouveau).</u>  — Les modalités d'application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d'État. »</p>	
<p>III. — Le présent article est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.</p>	<p>II. — <i>Supprimé.</i></p>	
<p><b>Article 60 <i>sexies</i> (nouveau)</b></p>	<p>III. — Sans modification.</p>	
<p>Après le mot : « atteindre », la fin de l'article 1735 <i>ter</i> du code général des impôts est ainsi rédigée : « 0,5 % du chiffre d'affaires. »</p>	<p><b>Article 60 <i>sexies</i></b></p>	<p><b>Article 60 <i>sexies</i></b></p>
<p><b>Article 60 <i>septies</i> (nouveau)</b></p>	<p>Sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>
<p>Le II de l'article L. 13 AA du livre des procédures fiscales est complété par un 3° ainsi rédigé :</p>	<p><b>Article 60 <i>septies</i></b></p>	<p><b>Article 60 <i>septies</i></b></p>
<p>« 3° Les décisions de même nature que les interprétations, instructions et circulaires mentionnées à l'article L. 80 A, prises par les administrations fiscales étrangères à l'égard des entreprises associées. »</p>	<p>Sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>
<p><b>Article 60 <i>octies</i> (nouveau)</b></p>	<p><b>Article 60 <i>octies</i></b></p>	<p><b>Article 60 <i>octies</i></b></p>
<p>I. — Le livre des procédures fiscales est ainsi modifié :</p>	<p>Sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>
<p>1° L'article L. 13 est ainsi modifié :</p>		
<p>a) Au début du premier alinéa, est ajoutée la mention : « I. — » ;</p>		
<p>b) Après le premier alinéa, sont insérés des II et III ainsi rédigés :</p>		

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

—  
« II. – 1. Les contribuables autres que ceux soumis au régime défini à l'article 50-0 du code général des impôts qui tiennent une comptabilité analytique sont tenus de présenter celle-ci lorsque leur chiffre d'affaires de l'exercice excède 152,4 millions d'euros, s'il s'agit d'entreprises dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement, ou 76,2 millions d'euros, s'il s'agit d'autres entreprises.

« 2. Le 1 s'applique également aux contribuables qui tiennent une comptabilité analytique, quel que soit leur chiffre d'affaires :

« 1° Lorsque le total de leur actif brut est supérieur ou égal à 400 millions d'euros à la clôture de l'exercice ;

« 2° Ou lorsqu'ils appartiennent à l'une des catégories suivantes :

« a) Personnes morales ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant à la clôture de l'exercice, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital ou des droits de vote d'une personne morale ou d'un groupement mentionné au 1 ou au 1° du présent 2 ;

« b) Personnes morales ou groupements de personnes de droit ou de fait dont plus de la moitié du capital ou des droits de vote est détenue à la clôture de leur exercice, directement ou indirectement, par une personne ou un groupement mentionné aux mêmes 1 ou 1° ;

« c) Personnes morales qui appartiennent à un groupe relevant du régime fiscal prévu à l'article 223 A du code général des impôts lorsque celui-ci comprend au moins une personne mentionnée au 1 du présent II ou au 1° du présent 2.

« III. – Les sociétés commerciales qui établissent, en application de l'article L. 233-16 du code de commerce, des comptes

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

**Propositions de la Commission**

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
consolidés sont tenues de les présenter. » ;	—	—
c) Au début du deuxième alinéa, est ajoutée la mention : « IV. – » ;		
d) Au début du dernier alinéa, est ajoutée la mention : « V. – » ;		
2° À la première phrase du II de l'article L. 102 B, la référence : « deuxième alinéa » est remplacée par la référence : « IV ».		
II. – Après l'article 1729 D du code général des impôts, il est inséré un article 1729 E ainsi rédigé :		
« Art. 1729 E. – Le défaut de présentation de la comptabilité analytique mentionnée au II de l'article L. 13 du livre des procédures fiscales ou des comptes consolidés mentionnée au III du même article est passible de l'amende prévue à l'article 1729 D du présent code. »		
III. – Les I et II s'appliquent aux avis de vérification adressés à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.		
<b>Article 60 nonies (nouveau)</b>	<b>Article 60 nonies</b>	<b>Article 60 nonies</b>
I. – Au premier alinéa de l'article L. 64 du livre des procédures fiscales, les mots : « n'ont pu être inspirés par aucun autre motif que celui » sont remplacés par les mots : « ont pour motif principal ».	I. – Sans modification.	Sans modification.
II. – Le I s'applique aux rectifications notifiées à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2016.	II. – Le I s'applique aux rectifications notifiées à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2016, <u>pour les seuls actes mentionnés au premier alinéa de l'article L. 64 du livre des procédures fiscales passés ou réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</u>	
<b>Article 60 decies (nouveau)</b>	<b>Article 60 decies</b>	<b>Article 60 decies</b>
I. – L'article L. 189 A du livre des procédures fiscales est abrogé.	I. – Sans modification.	Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
<p>II. – Le I s'applique aux procédures amiables ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.</p>	<p>II. – <u>Nonobstant le I, l'article L. 189 A du livre des procédures fiscales demeure applicable aux procédures amiables ouvertes avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014.</u></p>	
<p><b>Article 60 undecies (nouveau)</b></p>	<p><b>Article 60 undecies</b></p>	<p><b>Article 60 undecies</b></p>
<p>Les avis de mise en recouvrement signés entre le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et le 14 novembre 2013 par délégation du directeur du service chargé des grandes entreprises sont réputés réguliers en tant que ces actes seraient contestés, à compter du 14 novembre 2013, par le moyen tiré de l'irrégularité des délégations de signature accordées par le directeur aux signataires de ces actes.</p>	<p>Sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>
<p><b>Article 60 duodecies (nouveau)</b></p>	<p><b>Article 60 duodecies</b></p>	<p><b>Article 60 duodecies</b></p>
<p>I. – Le nombre de contribuables quittant le territoire national et leur répartition en fonction du pays de destination, le nombre de contrôles annuels effectués par l'administration fiscale auprès des particuliers, notamment sur la base des articles 10 et 11 du code général des impôts, ainsi que le montant des droits et pénalités appliqués et recouvrés et le nombre de particuliers concernés, figurent en annexe à la loi de finances de l'année.</p>	<p>Sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>
<p>Cette annexe fait figurer l'ensemble des informations suivantes :</p>		
<p>1° Le nombre de contribuables :</p>		
<p><i>a)</i> Soumis à l'impôt sur le revenu qui quittent le territoire national, ainsi que le nombre de ceux qui reviennent en France ;</p>		
<p><i>b)</i> Soumis à l'impôt de solidarité sur la fortune qui quittent le territoire national, ainsi que le nombre de ceux qui reviennent en France ;</p>		
<p><i>c)</i> Assujettis à l'imposition des plus-values latentes sur droits sociaux, valeurs, titres ou droits et des créances trouvant leur origine dans une clause de</p>		

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

complément de prix.

Pour chaque type d'imposition, sont précisées les répartitions des contribuables par tranche du barème et par décile de revenu fiscal de référence, par pays de destination, par âge du contribuable et par composition des revenus et du patrimoine ;

2° Le nombre de demandes d'assistance administrative internationale formulées et le nombre de demandes d'assistance abouties, précisés par pays ;

3° Un bilan de l'activité de la direction nationale des vérifications de situations fiscales, en précisant le nombre de contrôles effectués, les droits et pénalités appliqués par type d'imposition et les profils des dossiers traités ;

4° Le nombre de domiciliations fiscales fictives ou artificielles à l'étranger décelées, en précisant le profil des dossiers, le montant des droits et pénalités appliqués par type d'imposition, ainsi que la ventilation des contribuables concernés par décile de revenu fiscal de référence ;

5° Les manquements aux obligations de déclaration des comptes ouverts et des contrats d'assurance-vie souscrits auprès d'organismes établis à l'étranger ainsi que des trusts, prévues aux articles 1649 A, 1649 AA et 1649 AB du code général des impôts, en précisant le profil des dossiers, le montant des droits et pénalités appliqués par type d'imposition, ainsi que la ventilation des contribuables concernés par décile de revenu fiscal de référence ;

6° Les vingt premiers redressements, en montant de droits et pénalités, effectués auprès des particuliers au titre de faits de fraude fiscale ou d'optimisation fiscale abusive à caractère international.

II. – Le présent article est applicable à partir de l'exercice 2015.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture****Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Article 60 terdecies (nouveau)**

Les commissions permanentes chargées des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat sont destinataires des lettres de mise en demeure et des avis motivés envoyés par la Commission européenne dans le cadre de la procédure prévue à l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et qui peuvent avoir une incidence sur les finances de l'État.

Les lettres et avis mentionnés au premier alinéa sont transmis aux commissions permanentes chargées des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat deux semaines, au plus tard, après la date de leur envoi par la Commission européenne.

Il est joint à la transmission des lettres et avis mentionnés au premier alinéa une évaluation de l'incidence sur les finances de l'État des demandes exprimées par la Commission européenne dans ces lettres et avis.

Les commissions permanentes chargées des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat sont également informées lorsqu'il est fait usage, par le Gouvernement, d'une dérogation prévue par le droit européen en matière fiscale.

**Article 60 quaterdecies (nouveau)**

~~Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 30 juin 2014, un rapport sur la possibilité et, le cas échéant, les modalités d'extension aux agriculteurs de la réduction d'impôt mentionnée à l'article 238 bis du code général des impôts, pour leurs dons de surplus de produits agricoles bruts destinés à la transformation à~~

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Article 60 terdecies**

Les commissions permanentes chargées des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat sont informées, sur une base semestrielle, de la teneur des lettres de mise en recouvrement et des avis motivés envoyés par la Commission européenne dans le cadre de la procédure prévue à l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et qui peuvent avoir une incidence sur les finances de l'État. Ces commissions sont également destinataires d'une évaluation de cette incidence financière.

Ces lettres et avis sont communiqués aux présidents et aux rapporteurs généraux de ces commissions, à leur demande, en application de l'article 57 de la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances. Sauf accord du Gouvernement, les documents transmis en application du présent alinéa ne peuvent être rendus publics.

Lorsqu'il recourt à une dérogation prévue par le droit européen en matière fiscale, le Gouvernement en informe les commissions permanentes chargées des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat.

**Article 60 quaterdecies**

*Supprimé.*

**Propositions de la Commission**

**Article 60 terdecies**

Sans modification.

**Article 60 quaterdecies**

*Suppression maintenue.*



Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
<del>destination des associations caritatives œuvrant dans le domaine de l'aide alimentaire.</del>	—	—
<b>Article 60 quindecies (nouveau)</b>	<b>Article 60 quindecies</b>	<b>Article 60 quindecies</b>
Le Gouvernement remet au Parlement, avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2015, un rapport étudiant les conséquences pour le budget de l'État de l'existence d'entités hybrides, telles que définies par l'Organisation de coopération et de développement économiques.	Sans modification.	Sans modification.
Ce rapport s'attache notamment à :		
1° Fournir des données chiffrées sur la présence en France d'entités hybrides ;		
2° Illustrer par des exemples précis la qualification de ces entités par le droit français et par le droit des autres États concernés, en indiquant quels sont les États les plus concernés et les qualifications juridiques le plus fréquemment utilisées ;		
3° Mesurer la perte de recettes fiscales résultant, le cas échéant, des différences de qualification ;		
4° Étudier les moyens permettant de limiter les avantages fiscaux tirés de ces différences.		
<b>Article 60 sexdecies (nouveau)</b>	<b>Article 60 sexdecies</b>	<b>Article 60 sexdecies</b>
I. – Le deuxième alinéa de l'article 57 du code général des impôts est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :	Alinéa sans modification.	Sans modification.
« Lorsqu'une entreprise transfère une ou plusieurs fonctions ou un ou plusieurs risques à une entreprise liée, au sens du 12 de l'article 39, cesse de les exercer ou de les assumer en tout ou partie, et que son résultat d'exploitation constaté au cours de l'un des deux exercices suivant le transfert est	« Lorsqu'une entreprise transfère une ou plusieurs fonctions ou un ou plusieurs risques à une entreprise liée, au sens du 12 de l'article 39, cesse de les exercer ou de les assumer en tout ou partie, et que son résultat d'exploitation constaté au cours de l'un des deux exercices suivant le transfert est	

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

inférieur d'au moins 20 % à la moyenne de ceux des trois exercices précédant le transfert, elle doit établir qu'elle a bénéficié d'une contrepartie équivalente à celle qui aurait été convenue entre des entreprises n'ayant pas un tel lien de dépendance. À cet effet, elle fournit à l'administration, à sa demande, tous les éléments utiles à la détermination des résultats réalisés avant et après le transfert par les entreprises qui y sont parties, y compris celles bénéficiaires du transfert. À défaut, les bénéfices qui auraient dû être réalisés sont incorporés à ses résultats. L'obligation de justification mentionnée au premier alinéa du présent article n'est applicable ni à la cession d'un actif isolé, ni à la concession du droit d'utilisation de celui-ci lorsque cette cession ou cette concession est indépendante de tout autre transfert de fonction ou de risque.

« La condition de dépendance ou de contrôle mentionnée aux deux premiers alinéas n'est pas exigée lorsque le transfert s'effectue avec des entreprises situées hors de France bénéficiant d'un régime fiscal privilégié, au sens du deuxième alinéa de l'article 238 A, ou établies ou constituées dans un État ou territoire non coopératif, au sens de l'article 238-0 A. »

II. – Le I s'applique aux exercices clos à compter du 31 décembre 2013.

**II. – AUTRES MESURES**

*Administration générale et territoriale de l'État*

**Article 61**

*Supprimé.*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

inférieur d'au moins 20 % à la moyenne de ceux des trois exercices précédant le transfert, elle doit établir qu'elle a bénéficié d'une contrepartie équivalente à celle qui aurait été convenue entre des entreprises n'ayant pas un tel lien de dépendance. À cet effet, elle fournit à l'administration, à la demande de celle-ci, tous les éléments utiles à la détermination des résultats réalisés avant et après le transfert par les entreprises qui y sont parties, y compris celles bénéficiaires du transfert. À défaut, les bénéfices qui auraient dû être réalisés sont incorporés à ses résultats. L'obligation de justification mentionnée au premier alinéa du présent article n'est applicable ni à la cession d'un actif isolé, ni à la concession du droit d'utilisation de celui-ci lorsque cette cession ou cette concession est indépendante de tout autre transfert de fonction ou de risque.

Alinéa sans modification.

II. – Sans modification.

**II. – AUTRES MESURES**

*Administration générale et territoriale de l'État*

**Article 61**

*Suppression maintenue.*

**Propositions de la Commission**

**II. – AUTRES MESURES**

*Administration générale et territoriale de l'État*

**Article 61**

*Suppression maintenue.*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

*Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales*

**Article 61 bis (nouveau)**

Par dérogation à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 514-1 du code rural et de la pêche maritime, le taux maximal d'augmentation du produit de la taxe mentionnée au I de l'article 1604 du code général des impôts perçue par la chambre d'agriculture de Guyane est fixé à 20 %, pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et le 31 décembre 2017.

*Aide publique au développement*

**Article 61 ter (nouveau)**

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le VI de l'article 302 bis K est ainsi rédigé :

« VI. – 1. Les montants mentionnés aux deuxième et troisième alinéas du II font l'objet d'une contribution additionnelle, dénommée taxe de solidarité sur les billets d'avion, perçue, dans la limite du plafond prévu au I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 de finances pour 2012, par le fonds de solidarité pour le développement créé par l'article 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005.

« Le tarif de cette taxe, perçue en fonction de la destination finale du passager, est fixé à :

« 1,13 €, pour chaque passager embarqué à destination de la France, d'un autre État membre de l'Union européenne, d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

*Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales*

**Article 61 bis**

Sans modification.

*Aide publique au développement*

**Article 61 ter**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

*Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales*

**Article 61 bis**

Sans modification.

*Aide publique au développement*

**Article 61 ter**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

« 4,51 €, pour chaque passager embarqué à destination d'un autre État.

« Ces tarifs sont portés, respectivement, à 11,27 € et à 45,07 € lorsque le passager peut bénéficier sans supplément de prix à bord de services auxquels l'ensemble des passagers ne pourrait accéder gratuitement.

« 2. Cette taxe n'est pas perçue lorsque le passager est en correspondance. Est considéré comme passager en correspondance celui qui remplit les trois conditions suivantes :

« a) L'arrivée a eu lieu par voie aérienne sur l'aéroport considéré ou sur l'un des aéroports appartenant au même système aéroportuaire desservant la même ville ou agglomération ;

« b) Le délai entre les heures programmées respectives de l'arrivée et du départ n'excède pas vingt-quatre heures ;

« c) L'aéroport de destination finale est distinct de celui de provenance initiale et ne fait pas partie du même système aéroportuaire tel que mentionné au a.

« Pour l'application du a, un décret précise les aéroports faisant partie d'un même système aéroportuaire.

« 3. La taxe de solidarité sur les billets d'avion est contrôlée dans les conditions prévues au IV du présent article et suivant les délais de prescription du droit de reprise prévus à l'article L. 176 du livre des procédures fiscales en matière de taxes sur le chiffre d'affaires.

« 4. La taxe de solidarité sur les billets d'avion est recouvrée dans les conditions fixées au V. Elle est reversée mensuellement à l'Agence française de développement. ».

2° Au premier alinéa du XVII de l'article 1647, les mots : « majoration au profit du fonds de solidarité pour le développement de la taxe de l'aviation

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

civile » sont remplacés par les mots : « contribution additionnelle, dénommée taxe de solidarité sur les billets d'avion, au profit du fonds de solidarité pour le développement créé par l'article 22 de la loi n° 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005 ».

II. – Le I entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 et s'applique aux vols effectués à compter de la même date.

*Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation*

**Article 62**

I. – Le dernier alinéa de l'article L. 253 *bis* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre est complété par les mots : « , y compris lorsque ces services se sont poursuivis au-delà du 2 juillet 1962 dès lors qu'ils n'ont connu aucune interruption. »

II. – Le I prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Article 62 bis (nouveau)**

I. – À l'avant-dernier alinéa de l'article L. 50 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, le nombre : « 11 000 » est remplacé par le nombre : « 10 000 ».

II. – Les deux derniers alinéas de l'article L. 50 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre sont applicables aux pensions de conjoints survivants et d'orphelins en paiement au 1<sup>er</sup> janvier 2014, à compter de la demande des intéressés.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

*Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation*

**Article 62**

Sans modification.

**Article 62 bis**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

*Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation*

**Article 62**

Sans modification.

**Article 62 bis**

Sans modification.

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
<p align="center">—</p> <p align="center"><b>Article 62 ter (nouveau)</b></p> <p>Au second alinéa des III et IV de l'article 211 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, le mot : « trois » est remplacé par le mot : « quatre ».</p>	<p align="center">—</p> <p align="center"><b>Article 62 ter</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p align="center">—</p> <p align="center"><b>Article 62 ter</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p align="center"><b>Article 62 quater (nouveau)</b></p> <p>Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1<sup>er</sup> juin 2014, un rapport détaillé sur l'action sociale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ainsi que sur les aides apportées par les associations d'anciens combattants.</p> <p>Ce rapport présente notamment les perspectives d'évolution de l'aide différentielle aux conjoints survivants et son extension aux anciens combattants eux-mêmes, ainsi que la façon dont les associations d'anciens combattants sont associées aux dispositifs d'aide sociale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.</p>	<p align="center"><b>Article 62 quater</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p align="center"><b>Article 62 quater</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p align="center"><b>Article 62 quinquies (nouveau)</b></p> <p>Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport d'information sur les mesures à prendre pour attribuer réellement le bénéfice de la campagne double à l'ensemble des anciens combattants d'Afrique du Nord.</p>	<p align="center"><b>Article 62 quinquies</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p align="center"><b>Article 62 quinquies</b></p> <p>Sans modification.</p>
<p align="center"><b>Article 62 sexies (nouveau)</b></p> <p>Le Gouvernement dépose un rapport au Parlement, avant le 1<sup>er</sup> juin 2014, sur l'opportunité de reconnaître le statut d'anciens combattants aux anciens casques bleus de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban.</p>	<p align="center"><b>Article 62 sexies</b></p> <p>Sans modification.</p>	<p align="center"><b>Article 62 sexies</b></p> <p>Sans modification.</p>

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
<b>Article 62 septies (nouveau)</b>	<b>Article 62 septies</b>	<b>Article 62 septies</b>
<p>Le Gouvernement remet au Parlement un rapport d'information, avant le 1<sup>er</sup> juin 2014, sur l'opportunité et les modalités de modification du décret n° 2010-653 du 11 juin 2010 pris en application de la loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français.</p>	Sans modification.	Sans modification.
<b>Article 62 octies (nouveau)</b>	<b>Article 62 octies</b>	<b>Article 62 octies</b>
<p>Le Gouvernement remet au Parlement, avant le 1<sup>er</sup> juin 2014, un rapport détaillé sur l'application du décret n° 2000-657 du 13 juillet 2000 instituant une mesure de réparation pour les orphelins dont les parents ont été victimes de persécutions antisémites et du décret n° 2004-751 du 27 juillet 2004 instituant une aide financière en reconnaissance des souffrances endurées par les orphelins dont les parents ont été victimes d'actes de barbarie durant la Deuxième Guerre mondiale..</p>	Sans modification.	Sans modification.
<p>Le rapport précise notamment, outre le nombre total d'orphelins ayant déjà été indemnisés, les estimations du nombre d'orphelins restant à indemniser. Il précise aussi les modalités d'instruction des dossiers et la façon dont est appréciée la notion d'actes de barbarie, en particulier dans le cas d'enfants de résistants, et les moyens de mettre fin à certaines situations inéquitables. Il évalue enfin le coût que représenterait l'indemnisation de tous les orphelins de guerre de la Deuxième Guerre mondiale</p>		
<i>Culture</i>	<i>Culture</i>	<i>Culture</i>
<b>Article 62 nonies (nouveau)</b>	<b>Article 62 nonies</b>	<b>Article 62 nonies</b>
<p>I. – Au premier alinéa de l'article L. 115-1 du code du cinéma et de l'image animée, après le mot : « métropolitaine », sont insérés les mots : « ou dans les départements d'outre-</p>	Sans modification.	Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la Commission**

mer ».

II. – Pour les séances organisées par les exploitants d'établissements de spectacles cinématographiques situés dans les départements d'outremer, le taux de la taxe prévue à l'article L. 115-1 du code du cinéma et de l'image animée est fixé, pour les années 2015 à 2020, par dérogation à l'article L. 115-2 du même code, à :

– 1 %, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015 ;

– 2 %, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 ;

– 3 %, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017 ;

– 5 %, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018 ;

– 6,5 %, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2019 ;

– 8 %, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020.

III. – Le présent article entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

*Écologie, développement et mobilité durables*

*Écologie, développement et mobilité durables*

*Écologie, développement et mobilité durables*

**Article 63**

**Article 63**

**Article 63**

Sans modification.

Sans modification.

I.– Au 2° de l'article 128 de la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003), l'année : « 2013 » est remplacée par l'année : « 2015 ».

II.– L'article 136 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 est ainsi modifié :

1° À la deuxième phrase du I, le taux : « 90 % » est remplacé par le taux : « 100 % » ;



**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

2° Il est ajouté un IX ainsi rédigé :

« IX.— Dans la limite de 60 millions d'euros, le fonds de prévention des risques naturels majeurs mentionné à l'article L. 561-3 du code de l'environnement peut contribuer au financement des études, équipements et travaux de prévention contre les risques naturels majeurs et de protection des lieux habités exposés à des risques naturels, réalisés ou subventionnés par l'État, dès lors qu'ils ont fait l'objet d'un engagement de l'État avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Les ministres chargés de l'économie, du budget et de l'environnement arrêtent conjointement, dans cette limite, la liste des opérations qui, entrant dans son objet, peuvent être financées par ce fonds ainsi que les montants correspondants. »

**Article 63 bis (nouveau)**

Le II de l'article 11 de la loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers est ainsi rédigé :

« II. – Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'intégration, dans la fonction publique territoriale, des ouvriers des parcs et ateliers mentionnés à l'article 10. Ce décret fixe les modalités selon lesquelles sont déterminés, notamment, les cadres d'emplois, grades et échelons d'accueil, compte tenu, d'une part, des fonctions réellement exercées, de leur classification, du niveau salarial acquis pour ancienneté de service et, d'autre part, des qualifications qu'ils possèdent, attestées par un titre ou un diplôme ou une expérience professionnelle reconnue équivalente aux qualifications exigées pour l'accès aux cadres d'emplois concernés.

« Dans les cas prévus par le décret mentionné au premier alinéa, une commission nationale de classement est consultée sur la proposition

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

**Article 63 bis**

Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

**Propositions de la Commission**

—

**Article 63 bis**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

—  
d'intégration formulée par l'autorité territoriale de la collectivité d'accueil. L'organisation et la composition de cette commission sont fixées par le même décret.

« Les services effectifs accomplis antérieurement en qualité d'ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes sont assimilés pour la carrière à des services accomplis dans les cadres d'emplois d'intégration.

« Les ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes sont affiliés au régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales à compter de leur intégration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.

« Les droits à pension sont acquis dans chaque régime lorsque la durée cumulée des services effectués par ces agents antérieurement à leur intégration en qualité d'ouvrier des parcs et ateliers et des ponts et chaussées et des bases aériennes et postérieurement à leur intégration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale est au moins de deux ans. Ils comprennent :

« 1° Pour les services effectués en tant qu'affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, une part de pension à la charge de ce régime, liquidée au prorata du temps passé dans la fonction publique territoriale ;

« 2° Pour les services accomplis antérieurement à l'intégration, en tant qu'affiliés au fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État, une part de pension à la charge de ce régime, liquidée au prorata du temps passé en tant qu'ouvrier des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes. Cette part est calculée sur la base du traitement indiciaire brut effectivement détenu depuis six mois au moins par l'agent au moment de la radiation des cadres, majorée de taux fixes et

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—  
« Les services effectifs accomplis antérieurement en qualité d'ouvrier des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes sont assimilés ~~pour la carrière~~ à des services accomplis dans les cadres d'emplois d'intégration.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« 1° Sans modification.

« 2° Pour les services accomplis, antérieurement à l'intégration dans la fonction publique territoriale, en tant qu'affiliés au fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État, une part de pension à la charge de ce régime, liquidée au prorata du temps passé en tant qu'ouvrier des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes. Cette part est calculée sur la base du traitement indiciaire brut effectivement détenu depuis six mois au moins par l'agent au moment de la radiation des

**Propositions de la Commission**

—

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

identiques pour tous les agents prenant en compte la prime de rendement et les heures supplémentaires.

« L'agent a droit à un montant garanti de pension si la somme des parts de pension mentionnées aux 1° et 2° lui est inférieure. Ce montant garanti de pension est liquidé, selon les règles du régime du fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État, à partir du salaire horaire de référence en vigueur à la date de liquidation, afférent à la classification professionnelle que l'agent aurait pu atteindre sans concours ou examen professionnel en tant qu'ouvrier des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes, en tenant compte de la durée d'activité accomplie entre son intégration dans la fonction publique territoriale et sa radiation des cadres. Outre la prise en compte de la prime d'ancienneté, ce salaire est majoré de taux fixes et identiques pour tous les agents prenant en compte la prime de rendement et les heures supplémentaires.

« Le montant garanti de pension est à la charge du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État, déduction faite de la part de pension prise en charge par la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales à hauteur de la part mentionnée au 1°.

« Les agents intégrés conservent, à titre personnel, le bénéfice du départ anticipé pour les ouvriers de l'État affectés sur des travaux ou emplois comportant des risques particuliers d'insalubrité prévue au régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État. Ils peuvent, ~~si besoin est,~~ compléter la durée de services exigée pour bénéficier de ce départ anticipé dès lors qu'ils exercent dans la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales d'accueil des fonctions ayant, par leur contenu, la même nature que celles

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

cadres, majorée de taux fixes et identiques pour tous les agents prenant en compte la prime de rendement et les heures supplémentaires.

Alinéa sans modification.

« Le montant garanti de pension est à la charge du régime du fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État, déduction faite de la part de pension prise en charge par la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales à hauteur de la part mentionnée au 1°.

« Les agents intégrés conservent, à titre personnel, le bénéfice du régime de départ anticipé pour les ouvriers de l'État affectés sur des travaux ou emplois comportant des risques particuliers d'insalubrité prévu au régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État. Ils peuvent, si besoin est, compléter la durée de services exigée pour bénéficier de ce départ anticipé dès lors qu'ils exercent dans la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales d'accueil des fonctions ayant, par leur contenu, la même nature

**Propositions de la Commission**

—

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

qu'ils exerçaient auparavant.

« Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent II en matière de retraite. »

**Article 63 ter (nouveau)**

Les fonctionnaires et les agents non titulaires relevant du ministère chargé de la mer reconnus atteints de certaines maladies professionnelles provoquées par l'amiante, figurant sur une liste établie par arrêté des ministres chargés du travail et de la sécurité sociale, peuvent demander à bénéficier d'une cessation anticipée d'activité et percevoir à ce titre une allocation spécifique qui peut se cumuler avec une pension militaire de retraite et une allocation temporaire d'invalidité.

La durée de la cessation anticipée d'activité est prise en compte pour la constitution et la liquidation des droits à pension des fonctionnaires qui sont exonérés du versement des retenues pour pension.

Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article, notamment les conditions d'âge et de cessation d'activité ainsi que les modalités d'affiliation au régime de la sécurité sociale.

*Égalité des territoires,  
logement et ville*

**Article 64**

I.- Par dérogation aux dispositions du septième alinéa de l'article L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation ainsi qu'aux dispositions du troisième alinéa de l'article L. 831-4 du code de la sécurité sociale, les paramètres de calcul de l'aide personnalisée au logement et ceux de l'allocation de logement sociale

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

que celles qu'ils exerçaient auparavant.

Alinéa sans modification.

**Article 63 ter**

Sans modification.

*Égalité des territoires, logement et ville*

**Article 64**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Article 63 ter**

Sans modification.

*Égalité des territoires, logement et ville*

**Article 64**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

ne sont pas révisés pour l'année 2014.

I. – À la fin de la première phrase du septième alinéa de l'article L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation et de la première phrase du troisième alinéa de l'article L. 831-4 du code de la sécurité sociale, le mot : « janvier » est remplacé par le mot : « octobre ».

II. – Après le sixième alinéa de l'article L. 351-3 du code de la construction et de l'habitation, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« L'évaluation des dépenses accessoires retenues forfaitairement peut faire l'objet de dispositions particulières, afin de tenir compte de l'existence d'un conventionnement spécifique, pour les logements ayant bénéficié des ressources apportées par le fonds instauré par l'article L. 302-9-3. »

III. – Le Gouvernement remet au Parlement, au plus tard le 31 août 2014, un rapport présentant les réformes envisageables pour améliorer l'efficacité sociale des régimes de l'aide personnalisée au logement, de l'allocation de logement familiale et de l'allocation de logement sociale à enveloppe budgétaire constante.

**Article 65**

I. – Le IV de l'article 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 est ainsi rédigé :

« IV. – L'Union d'économie sociale du logement mentionnée à l'article L. 313-18 du code de la construction et de l'habitation verse une contribution de 300 millions d'euros en 2014 et 150 millions d'euros en 2015 au comptable public compétent. À cette fin, l'Union appelle des ressources auprès des organismes agréés aux fins de collecter la participation des employeurs à l'effort de construction mentionné à l'article L. 313-1 du même code qui lui

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

**Article 65**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

—

**Article 65**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

—  
sont associés, au prorata des versements des employeurs encaissés au titre de l'année précédant l'année au titre de laquelle la contribution est due.

« Cette contribution est versée par quarts au plus tard les 16 mars, 16 juin, 16 septembre et 16 décembre. Elle est affectée au fonds national d'aide au logement mentionné à l'article L. 351-6 dudit code. Elle est liquidée, ordonnancée et recouvrée selon les modalités prévues pour les recettes des établissements administratifs de l'État. »

II.— Avant le 20 janvier 2014, chaque organisme agréé aux fins de collecter la participation des employeurs à l'effort de construction transmet au ministre chargé du logement un état récapitulatif des acomptes effectués en 2013 en application du troisième alinéa du IV de l'article 43 de la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013, dans sa rédaction antérieure à la présente loi, ainsi qu'un état récapitulatif des versements des employeurs mentionnés au premier alinéa de ce même IV.

Le ministre notifie à chaque organisme la contribution définitivement due au titre de 2013. Si la contribution notifiée excède les acomptes effectués par l'organisme au titre de 2013, le solde est acquitté au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2014. En cas de trop-perçu, celui-ci est remboursé à l'organisme au plus tard à cette même date.

Le solde et le trop-perçu sont liquidés, ordonnancés et recouverts selon les modalités prévues pour les recettes des établissements administratifs de l'État.

**Article 66**

I.— L'article 7-1 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République est abrogé.

II.— Les communes et groupements ayant bénéficié en 2013 de l'assistance technique prévue à

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

**Article 66**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

—

**Article 66**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

l'article 7-1 de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République peuvent obtenir, au plus tard jusqu'au 31 décembre 2015, l'appui des services de l'État pour l'achèvement des missions d'assistance technique qui le nécessiteraient, selon des modalités définies par une convention signée entre le représentant de l'État dans le département et, selon le cas, le maire ou le président du groupement.

III.– Le présent article entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

*Enseignement scolaire*

**Article 66 bis (nouveau)**

I. – Le code de l'éducation est ainsi modifié :

1° L'article L. 351-3 est ainsi modifié :

a) À la fin du premier alinéa, les mots : « assistant d'éducation recruté conformément aux modalités définies à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 916-1 » sont remplacés par les mots : « accompagnant des élèves en situation de handicap recruté conformément aux modalités définies à l'article L. 917-1 » ;

b) À la seconde phrase du deuxième alinéa, les mots : « assistant d'éducation recruté dans les conditions fixées au premier alinéa de l'article L. 916-1 » sont remplacés par les mots : « accompagnant des élèves en situation de handicap recruté dans les conditions fixées à l'article L. 917-1 » ;

c) Les troisième et quatrième alinéas sont supprimés ;

2° Les deux dernières phrases du premier alinéa, la première phrase du deuxième alinéa et l'avant-dernier alinéa de l'article L. 916-1 sont supprimés ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

*Enseignement scolaire*

**Article 66 bis**

I. – Sans modification.

**Propositions de la Commission**

*Enseignement scolaire*

**Article 66 bis**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

3° Le titre I<sup>er</sup> du livre IX de la quatrième partie est complété par un chapitre VII ainsi rédigé :

« *CHAPITRE VII*

« *Dispositions spécifiques relatives aux accompagnants des élèves en situation de handicap*

« Art. L. 917-1. – Des accompagnants des élèves en situation de handicap peuvent être recrutés pour exercer des fonctions d'aide à l'inclusion scolaire de ces élèves, y compris en dehors du temps scolaire. Ils sont recrutés par l'État, par les établissements d'enseignement mentionnés au chapitre II du titre Ier et au titre II du livre IV de la deuxième partie ou par les établissements mentionnés à l'article L. 442-1. Lorsqu'ils sont recrutés par ces établissements, leur recrutement intervient après accord du directeur académique des services de l'éducation nationale.

« Des accompagnants des élèves en situation de handicap peuvent également être recrutés pour exercer des fonctions d'accompagnement auprès des étudiants en situation de handicap inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur mentionnés aux titres Ier, II, IV et V du livre VII de la troisième partie du présent code et pour lesquels une aide a été reconnue nécessaire par la commission mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles.

« Ils peuvent exercer leurs fonctions dans l'établissement qui les a recrutés, dans un ou plusieurs autres établissements ainsi que, compte tenu des besoins appréciés par l'autorité administrative, dans une ou plusieurs écoles. Dans ce dernier cas, les directeurs d'école peuvent participer à la procédure de recrutement.

« Ils peuvent être mis à la disposition des collectivités territoriales dans les conditions prévues à l'article L. 916-2 du présent code.

« Les accompagnants des élèves en situation de handicap bénéficient d'une formation spécifique pour

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la Commission**



**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

l'accomplissement de leurs fonctions, mise en œuvre en collaboration avec les associations d'aide aux familles d'enfants en situation de handicap. Ils peuvent demander à faire valider l'expérience acquise dans les conditions définies aux articles L. 2323-33, L. 6111-1, L. 6311-1, L. 6411-1 et L. 6422-1 du code du travail.

« Ils sont recrutés par contrat d'une durée maximale de trois ans, renouvelable dans la limite maximale de six ans. Lorsque l'État conclut un nouveau contrat avec une personne ayant exercé pendant six ans en qualité d'accompagnant des élèves en situation de handicap, en vue de poursuivre ces missions, le contrat est à durée indéterminée. Pour l'appréciation de la durée des six ans, les services accomplis à temps incomplet et à temps partiel sont assimilés à des services à temps complet. Les services accomplis de manière discontinue sont pris en compte, sous réserve que la durée des interruptions n'excède pas quatre mois.

« Les services accomplis en qualité d'assistant d'éducation pour exercer des fonctions d'aide à l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap sont assimilés à des services accomplis en qualité d'accompagnant des élèves en situation de handicap.

« Les accompagnants des élèves en situation de handicap sont régis par les dispositions réglementaires générales applicables aux agents contractuels de l'État prises pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, sous réserve de dérogations prévues par le décret mentionné au dernier alinéa du présent article.

« Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret, pris après avis du comité technique ministériel du ministère chargé de l'éducation nationale. »

~~II. — Au deuxième alinéa de l'article L. 811-10 du code rural et de la~~

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

~~pêche maritime, le mot : « deuxième » est remplacé par le mot : « troisième ».~~

III. – Jusqu'à l'entrée en vigueur du décret mentionné au dernier alinéa de l'article L. 917-1 du code de l'éducation, les assistants d'éducation exerçant des missions d'aide à l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap demeurent régis par le décret n° 2003-484 du 6 juin 2003 fixant les conditions de recrutement et d'emploi des assistants d'éducation.

L'État peut proposer un contrat à durée indéterminée aux assistants d'éducation parvenus, à compter du 1er janvier 2013, au terme de six années d'engagement pour exercer des missions d'aide à l'inclusion scolaire des élèves en situation de handicap. Cette proposition est faite au plus tard au terme du contrat en cours des personnels concernés, qu'ils soient en fonction ou en congé prévu par les dispositions réglementaires qui leur sont applicables à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Le contrat à durée indéterminée proposé en application du deuxième alinéa du présent III est régi par l'article L. 917-1 du code de l'éducation. Il prévoit une quotité de temps de travail au moins égale à celle prévue par le précédent contrat. Il peut prévoir de modifier les clauses relatives aux établissements d'enseignement où l'agent est susceptible d'exercer.

Lorsque l'agent refuse le contrat proposé, il est maintenu en fonction jusqu'au terme de son contrat en cours.

**Article 66 ter (nouveau)**

L'article 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République est ainsi modifié :

1° Après le mot : « demi-journées », la fin du 1° est supprimée ;

2° Les deux dernières phrases du 2° sont supprimées.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

II. – *Supprimé.*

III. – Sans modification.

**Article 66 ter**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Article 66 ter**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

*Gestion des finances publiques et des ressources humaines*

**Article 67**

I.– L'article 105 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012 est abrogé.

II.– À la fin de la première phrase du IV de l'article 91 de la loi n° 2009-1646 du 24 décembre 2009 de financement de la sécurité sociale pour 2010, les mots : « pour une durée de quatre ans » sont remplacés par les mots : « et s'achève au 31 décembre 2015 ».

III.– Le premier alinéa du 2° de l'article 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Le bénéfice de ces dispositions est subordonné à la transmission par le fonctionnaire, à son administration, de l'avis d'arrêt de travail justifiant du bien-fondé du congé de maladie, dans un délai et selon les sanctions prévus en application de l'article 35. »

IV.– Le premier alinéa du 2° de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est complété une phrase ainsi rédigée :

« Le bénéfice de ces dispositions est subordonné à la transmission par le fonctionnaire, à son administration, de l'avis d'arrêt de travail justifiant du bien-fondé du congé de maladie, dans un délai et selon les sanctions prévus en application de l'article 58. »

V.– Le premier alinéa du 2° de l'article 41 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

*Gestion des finances publiques et des ressources humaines*

**Article 67**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

*Gestion des finances publiques et des ressources humaines*

**Article 67**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

statutaires relatives à la fonction publique hospitalière est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Le bénéfice de ces dispositions est subordonné à la transmission par le fonctionnaire, à son administration, de l'avis d'arrêt de travail justifiant du bien-fondé du congé de maladie, dans un délai et selon les sanctions prévus en application de l'article 42. ».

VI.- Les III, IV et V du présent article entrent en vigueur à la date de publication de ses modalités d'application et, au plus tard, le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**Article 68**

I.- L'établissement public dénommé Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer est dissous à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les biens, droits et obligations de cet établissement sont dévolus à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre.

II.- Sont abrogés :

1° L'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 créant une Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés ;

2° L'article 31 de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 relative à une contribution nationale à l'indemnisation des Français dépossédés de biens situés dans un territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France ;

3° L'article 21 de la loi de finances rectificative pour 1977 (n° 77-1466 du 30 décembre 1977).

III. - Au second alinéa des articles 18 et 28 de la loi n° 70-632 du 15 juillet 1970 précitée, les mots : «

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Article 68**

Sans modification.

I.- Sans modification.

II.- Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Article 68**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

l'agence prévue à l'article 31 » sont remplacés par les mots : « l'établissement prévu à l'article L. 517 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ».

*Justice*

**Article 69**

I.– L'article 1635 *bis* Q du code général des impôts est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

II.– Les deuxième et troisième alinéas de l'article 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques sont supprimés.

III.– L'unité de valeur mentionnée au troisième alinéa de l'article 27 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique est fixée, pour les missions achevées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, à 22,84 €.

IV.– La loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 précitée est ainsi modifiée :

1° Les deux derniers alinéas de l'article 27 sont supprimés ;

2° L'article 28 est ainsi modifié :

*a)* Après le mot : « juridictionnelle », la fin de la première phrase est supprimée ;

*b)* Après le mot : « achevées », la fin de la seconde phrase est supprimée ;

3° L'article 37 est ainsi modifié :

*a)* Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

« Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou qui perd son procès, et non bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, à

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

*Justice*

**Article 69**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

—

*Justice*

**Article 69**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

—  
payer à l'avocat du bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, partielle ou totale, une somme qu'il détermine et qui ne saurait être inférieure à la part contributive de l'État, au titre des honoraires et frais non compris dans les dépens que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation. » ;

b) Le troisième alinéa est ainsi modifié :

— la première phrase est supprimée ;

— au début de la deuxième phrase, les mots : « S'il » sont remplacés par les mots : « Si l'avocat du bénéficiaire de l'aide » ;

c) À l'avant-dernier alinéa, les mots : « mentionné au troisième alinéa » sont remplacés par les mots : « à compter du jour où la décision est passée en force de chose jugée » ;

4° À la fin du premier alinéa de l'article 64-2, les mots : « fixée par décret en Conseil d'État » sont supprimés ;

5° La troisième partie est complétée par un article 64-4 ainsi rédigé :

« Art. 64-4. – Les modalités et le montant de la rétribution de l'avocatsont déterminés dans chaque barreau par le règlement intérieur.

« Ce règlement peut prévoir que les avocats désignés ou commis d'office interviennent, à temps partiel, au cours des mesures mentionnées aux articles qui précèdent selon des modalités fixées par convention avec l'ordre.

« Une évaluation de ces conventions est effectuée annuellement

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

**Propositions de la Commission**

—

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

par le Gouvernement. »

V. – Les articles 21-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 précitée et 28 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 précitée demeurent applicables, dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2013, aux contributions dues, en application de l'article 1635 *bis* Q du code général des impôts, pour les instances introduites jusqu'au 31 décembre 2013.

VI – Le 1° du IV entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Article 69 bis (nouveau)**

À la première phrase du premier alinéa du II de l'article 30 de la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 tendant à renforcer l'équilibre de la procédure pénale, le mot : « septième » est remplacé par le mot : « huitième ».

*Outre-mer*

**Article 70**

I.– L'article L. 752-3-2 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° Le 1° du II est ainsi modifié :

a) À la fin de la première phrase, les mots : « dix salariés au plus » sont remplacés par les mots : « moins de onze salariés » ;

b) À la deuxième phrase, les mots : « dépasser le seuil de dix » sont remplacés par les mots : « atteindre ou dépasser le seuil de onze » et la seconde occurrence du mot : « dix » est remplacée par le mot : « onze » ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

**Article 69 bis**

Sans modification.

*Outre-mer*

**Article 70**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

—

**Article 69 bis**

Sans modification.

*Outre-mer*

**Article 70**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

—  
2° Le III est ainsi modifié :

a) Au début, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« A.— Pour les entreprises mentionnées au I de l'article 244 *quater* C du code général des impôts et, au titre des rémunérations définies aux quatrième et cinquième phrases du même I, pour les organismes mentionnés à l'article 207 du même code, l'exonération est calculée selon les modalités suivantes : » ;

b) À la dernière phrase du premier alinéa, le nombre : « 3,8 » est remplacé par le nombre : « 2,6 » ;

c) Aux première et seconde phrase du second alinéa, le nombre : « 2,2 » est remplacé par le nombre « 1,8 » et, à la seconde phrase du même alinéa, le nombre : « 3,8 » est remplacé par le nombre : « 2,8 » ;

d) Il est ajouté un B ainsi rédigé :

« B.— Pour les entreprises, employeurs et organismes autres que ceux mentionnés au A :

« 1° La rémunération horaire mentionnée aux deux derniers alinéas du A à partir de laquelle l'exonération devient nulle est égale à 3,8 fois le salaire minimum de croissance ;

« 2° Le seuil de la rémunération horaire mentionné au dernier alinéa du A en deçà duquel la rémunération est exonérée dans la limite de la part correspondant à une rémunération horaire égale au salaire minimum de croissance majoré de 40 % est égal à 2,2 fois le salaire minimum de croissance. » ;

3° Le IV est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, la référence : « au dernier alinéa » est remplacée par la référence : « aux deux derniers alinéas » ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

**Propositions de la Commission**

—



**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

b) Aux première et seconde phrases du dernier alinéa, le nombre : « 2,5 » est remplacé par le nombre : « 2 » et, à la seconde phrase du même alinéa, le nombre : « 4,5 » est remplacé par le nombre : « 3 » ;

c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent IV, pour les employeurs mentionnés au B du III du présent article, le seuil de la rémunération horaire en deçà duquel la rémunération est exonérée dans la limite de la part correspondant à une rémunération égale au salaire minimum de croissance majoré de 60 % est égal à 2,5 fois le salaire minimum de croissance et la rémunération horaire à partir de laquelle l'exonération devient nulle est égale à 4,5 fois le salaire minimum de croissance. »

II.— Les 2° et 3° du I du présent article s'appliquent aux cotisations dues au titre des rémunérations versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

*Recherche et enseignement supérieur*

**Article 71**

I.— Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa du I de l'article 1383 D, l'année : « 2013 » est remplacée par l'année : « 2016 » ;

2° Au premier alinéa de l'article 1466 D, l'année : « 2013 » est remplacée par l'année : « 2016 ».

II.— La loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003) est ainsi modifiée :

1° Au G du I de l'article 13, l'année : « 2013 » est remplacée par

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

*Recherche et enseignement supérieur*

**Article 71**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

*Recherche et enseignement supérieur*

**Article 71**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

l'année : « 2016 » ;

2° L'article 131 est ainsi modifié :

a) Au I, après le mot : « rural » sont insérés les mots : « et de la pêche maritime » ;

b) Au II, la référence : « L. 351-4 » est remplacée par la référence : « L. 5422-13 » et à la fin, sont ajoutés les mots : « ou à la réalisation d'opérations de conception de prototypes ou installations pilotes de nouveaux produits tels que définis au 6° du k du II de l'article 244 *quater* B du code général des impôts. » ;

c) Après le mot : « projet », la fin du III est ainsi rédigée : « , les personnels chargés des tests préconcurrentiels et tous les autres personnels affectés directement à la réalisation d'opérations de conception de prototypes ou installations pilotes de nouveaux produits tels que définis au 6° du k du II de l'article 244 *quater* B du code général des impôts. » ;

d) Le premier alinéa du V est ainsi modifié :

- à la première phrase, les mots : « à taux plein jusqu'au dernier jour de la troisième » sont remplacés par les mots : « jusqu'au dernier jour de la septième » ;

- les deuxième et troisième phrases sont supprimées.

III.- Le 2° du II du présent article entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

*Relations avec les collectivités territoriales*

**Article 72**

Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

*Relations avec les collectivités territoriales*

**Article 72**

Alinéa sans modification.

**Propositions de la Commission**

*Relations avec les collectivités territoriales*

**Article 72**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

1° Au second alinéa de l'article L. 2334-1, la référence : « L. 1613-3 » est remplacée par la référence : « L. 1613-1 » ;

2° À la deuxième phrase du dernier alinéa du 4° du I de l'article L. 2334-7, après les mots : « commune et », sont insérés les mots : « 0,75 fois » ;

3° Après l'article L. 2334-7-2, il est inséré un article L. 2334-7-3 ainsi rédigé :

« Art. L. 2334-7-3. – À compter de 2014, le montant de la dotation forfaitaire des communes de métropole et des communes des départements d'outre-mer, à l'exception de celles du Département de Mayotte, est minoré d'un montant de 588 millions d'euros. Cette minoration est répartie entre les communes au prorata de leurs recettes réelles de fonctionnement, minorées des atténuations de produits, telles que constatées au 1<sup>er</sup> janvier 2014 dans les derniers comptes de gestion disponibles. Si, pour une commune, la minoration excède le montant perçu au titre de la dotation forfaitaire, la différence est prélevée sur les compensations mentionnées au III de l'article de la loi n° du de finances pour 2014 ou, à défaut, sur les douzièmes prévus à l'article L. 2332-2 et au II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 de la commune. » ;

4° Après le neuvième alinéa de l'article L. 2334-13, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« En 2014, les montants mis en répartition au titre de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale et de la dotation de solidarité rurale augmentent au moins, respectivement,

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

1° Sans modification.

2° Sans modification.

Alinéa sans modification.

« Art. L. 2334-7-3. – À compter de 2014, le montant de la dotation forfaitaire des communes de métropole et des communes des départements d'outre-mer, à l'exception de celles du Département de Mayotte, est minoré d'un montant de 588 millions d'euros. Cette minoration est répartie entre les communes au prorata des recettes réelles de fonctionnement de leur budget principal, minorées des atténuations de produits et du produit des mises à disposition de personnel facturées dans le cadre de mutualisation de services entre l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres, telles que constatées au 1<sup>er</sup> janvier 2014 dans les derniers comptes de gestion disponibles. Si, pour une commune, la minoration excède le montant perçu au titre de la dotation forfaitaire, la différence est prélevée sur les compensations mentionnées au III de l'article 24 de la loi n° du de finances pour 2014 ou, à défaut, sur les douzièmes prévus à l'article L. 2332-2 et au II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 de la commune. » ;

4° Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

de 60 millions d'euros et de 39 millions d'euros par rapport aux montants mis en répartition en 2013. » ;

5° L'article L. 3334-1 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« À compter de 2014, le montant de la dotation globale de fonctionnement des départements est égal à celui mis en répartition en 2013, minoré de 476 millions d'euros. En 2014 ce montant est minoré du montant correspondant aux réductions de dotation à prévoir en 2014 en application de l'article 199-1 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et majoré de 10 millions d'euros pour tenir compte de l'augmentation de la dotation de péréquation des départements. » ;

6° L'article L. 3334-3 est complété par cinq alinéas ainsi rédigés :

« À compter de 2014 le montant de la dotation forfaitaire des départements de métropole et d'outre-mer, à l'exception du Département de Mayotte, est minoré de 476 millions d'euros. Cette minoration est répartie entre chaque département en fonction du produit de leur population, telle que définie à l'article L. 3334-2, par un indice synthétique. Cet indice synthétique est constitué :

« a) Du rapport entre le revenu par habitant du département et le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements. La population prise en compte est celle issue du dernier recensement ;

« b) Du rapport entre le taux moyen national d'imposition de taxe foncière sur les propriétés bâties pour l'ensemble des départements et le taux de cette taxe du département. Les taux retenus sont ceux de l'année précédant l'année de répartition.

« L'indice synthétique est obtenu par addition des montants obtenus au a et au b, en pondérant le premier par

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

5° Sans modification.

Alinéa sans modification.

« À compter de 2014, le montant de la dotation forfaitaire des départements de métropole et d'outre-mer, à l'exception du Département de Mayotte, est minoré de 476 millions d'euros. Cette minoration est répartie entre les départements en fonction du produit de leur population, telle que définie à l'article L. 3334-2, par un indice synthétique. Cet indice synthétique est constitué :

« a) Sans modification.

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

70 % et le second par 30 %.

« Si, pour un département, la minoration excède le montant perçu au titre de la dotation forfaitaire en 2014, la différence est prélevée sur les compensations mentionnées au III de l'article .. de la loi n° ... du de finances pour 2014, ou, à défaut, sur les douzièmes prévus par l'article L. 3332-1-1. Toutefois si, pour le département de Paris, la minoration excède le montant perçu au titre de la dotation forfaitaire en 2014, la différence est prélevée sur les compensations mentionnées au même III, ou, à défaut, sur la dotation forfaitaire de la commune de Paris prévue à l'article L. 2334-7. Le département de Paris rembourse à la commune de Paris, le cas échéant, le montant ainsi prélevé sur sa dotation forfaitaire. Ce remboursement constitue une dépense obligatoire du département de Paris, au sens de l'article L. 3321-1. » ;

7° L'article L. 3334-4 est ainsi modifié :

a) À la seconde phrase du deuxième alinéa, la référence : « au quatrième alinéa de » est remplacée par le mot : « à » ;

b) Le dernier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« En 2014, ce montant est majoré d'au moins 10 millions d'euros. » ;

8° Le premier alinéa de l'article L. 4332-4 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« À compter de 2014, le montant de la dotation globale de fonctionnement des régions et de la collectivité territoriale de Corse est égal à celui mis en répartition en 2013, minoré de 184 millions d'euros. » ;

9° L'article L. 4332-7 est complété par six alinéas ainsi rédigés :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

« Si, pour un département, la minoration excède le montant perçu au titre de la dotation forfaitaire en 2014, la différence est prélevée sur les compensations mentionnées au III de l'article 24 de la loi n° du de finances pour 2014 ou, à défaut, sur les douzièmes prévus à l'article L. 3332-1-1. Toutefois si, pour le département de Paris, la minoration excède le montant perçu au titre de la dotation forfaitaire en 2014, la différence est prélevée sur les compensations mentionnées au même III ou, à défaut, sur la dotation forfaitaire de la commune de Paris prévue à l'article L. 2334-7. Le département de Paris rembourse à la commune de Paris, le cas échéant, le montant ainsi prélevé sur sa dotation forfaitaire. Ce remboursement constitue une dépense obligatoire du département de Paris, au sens de l'article L. 3321-1. » ;

7° Sans modification.

8° Sans modification.

Alinéa sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

« À compter de 2014, le montant de la dotation forfaitaire des régions et de la collectivité territoriale de Corse est égal à celui mis en répartition en 2013, minoré de 184 millions d'euros.

« Les régions d'outre-mer subissent une minoration de leur dotation forfaitaire dans les conditions suivantes :

« 1° Le montant total des minorations supportées par les régions d'outre-mer est déterminé en appliquant au montant total de la minoration de la dotation forfaitaire des régions et de la collectivité territoriale de Corse, le rapport, minoré de 6 %, entre la population des régions d'outre-mer, telle qu'elle résulte du dernier recensement, et la population de l'ensemble des régions et de la collectivité territoriale de Corse ;

« 2° Cette minoration est répartie entre les régions d'outre-mer au prorata de leurs recettes totales telles que constatées au 1<sup>er</sup> janvier 2014 dans les derniers comptes administratifs disponibles.

« Après application de la minoration aux régions d'outre-mer prévue aux 1° et 2°, la baisse de la dotation forfaitaire est répartie entre les régions de métropole et la collectivité territoriale de Corse au prorata de leurs recettes totales telles que constatées au 1<sup>er</sup> janvier 2014 dans les derniers comptes de gestion disponibles.

« Si, pour une région ou la collectivité territoriale de Corse, la minoration excède le montant perçu au titre de la dotation forfaitaire en 2014, la différence est prélevée sur les compensations mentionnées au III de l'article...de la loi n° ..... du de finances pour 2014 ou, à défaut, sur les douzièmes prévus à l'article L. 4331-2-1. » ;

10° L'article L. 5211-28 est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

« Alinéa sans modification.

« Alinéa sans modification.

« 1° Sans modification.

« 2° Cette minoration est répartie entre les régions d'outre-mer au prorata des recettes totales de leur budget principal, telles que constatées au 1<sup>er</sup> janvier 2014 dans les derniers comptes de gestion disponibles.

« Après application de la minoration aux régions d'outre-mer prévue aux 1° et 2°, la baisse de la dotation forfaitaire est répartie entre les régions de métropole et la collectivité territoriale de Corse au prorata des recettes totales de leur budget principal, telles que constatées au 1<sup>er</sup> janvier 2014 dans les derniers comptes de gestion disponibles.

« Si, pour une région ou la collectivité territoriale de Corse, la minoration excède le montant perçu au titre de la dotation forfaitaire en 2014, la différence est prélevée sur les compensations mentionnées au III de l'article 24 de la loi n° du de finances pour 2014 ou, à défaut, sur les douzièmes prévus à l'article L. 4331-2-1. » ;

Alinéa sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

« À compter de 2014, il est prélevé sur la dotation d'intercommunalité des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de métropole et des départements d'outre-mer un montant de 252 millions d'euros. Cette minoration est répartie entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au prorata de leurs recettes réelles de fonctionnement, minorées des atténuations de produits, telles que constatées au 1<sup>er</sup> janvier 2014 dans les derniers comptes de gestion disponibles. Si, pour un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la minoration excède le montant perçu au titre de la dotation d'intercommunalité en 2014, la différence est prélevée sur les compensations mentionnées au III de l'article de la loi n° du de finances pour 2014 ou à défaut sur les douzièmes prévus à l'article L. 2332-2 et au II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 de l'établissement public de coopération intercommunale. »

« En cas de différence entre le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre constaté au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et celui constaté à la date d'arrêt des comptes de gestion, le montant des recettes réelles de fonctionnement de chaque établissement s'obtient :

« 1° En calculant, pour chacun des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant à la date d'arrêt des comptes de gestion, la part des recettes réelles de fonctionnement de l'établissement afférente à chaque commune membre, par répartition du montant des recettes réelles de fonctionnement de l'établissement au

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

« À compter de 2014, le montant de la dotation d'intercommunalité des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de métropole et des départements d'outre-mer est minoré de 252 millions d'euros. Cette minoration est répartie entre les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au prorata des recettes réelles de fonctionnement de leur budget principal, minorées des atténuations de produits et du produit des mises à disposition de personnel facturées dans le cadre de mutualisation de services entre l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres, telles que constatées au 1<sup>er</sup> janvier 2014 dans les derniers comptes de gestion disponibles. Si, pour un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la minoration excède le montant perçu au titre de la dotation d'intercommunalité en 2014, la différence est prélevée sur les compensations mentionnées au III de l'article 24 de la loi n° du de finances pour 2014 ou, à défaut, sur les douzièmes prévus à l'article L. 2332-2 et au II de l'article 46 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 de l'établissement public de coopération intercommunale.

« En cas de différence entre le périmètre des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre constaté au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et celui constaté à la date d'arrêt des comptes de gestion, le montant des recettes réelles de fonctionnement du budget principal de chaque établissement s'obtient :

« 1° En calculant, pour chacun des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant à la date d'arrêt des comptes de gestion, la part des recettes réelles de fonctionnement du budget principal de l'établissement afférente à chaque commune membre, par répartition du montant des recettes réelles de fonctionnement du budget

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

prorata de la part des recettes réelles de fonctionnement de la commune dans l'ensemble des recettes réelles de fonctionnement des communes membres de l'établissement telles que constatées dans les derniers comptes de gestion disponibles au 1<sup>er</sup> janvier 2014 ;

« 2° Puis en additionnant, pour chacun des établissements existant au 1<sup>er</sup> janvier 2014, les parts de recettes réelles de fonctionnement, calculées conformément au 1°, afférentes aux communes que cet établissement regroupe. »

**Article 72 bis (nouveau)**

La section 3 du chapitre III du titre I<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi modifiée :

1° Il est ajouté un article L. 2113-23 ainsi rédigé :

« Art. L. 2113-23. – I. – La commune nouvelle mentionnée à l'article L. 2113-1 ne peut pas percevoir, lors des trois années suivant sa création, un montant de dotation globale de fonctionnement inférieur à celui qui lui a été attribué la première année selon les conditions prévues aux articles L. 2113-20 à L. 2113-22.

« II. – Cette disposition s'applique aux communes nouvelles créées sur la base du volontariat des conseils municipaux au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et regroupant une population égale ou inférieure à 10 000 habitants.

« III. – Le I s'applique aux communes nouvelles créées avant le renouvellement général des conseils municipaux en 2014. » ;

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

principal de l'établissement au prorata de la part des recettes réelles de fonctionnement du budget principal de la commune dans l'ensemble des recettes réelles de fonctionnement du budget principal des communes membres de l'établissement telles que constatées dans les derniers comptes de gestion disponibles au 1<sup>er</sup> janvier 2014 ;

« 2° Puis en additionnant, pour chacun des établissements existant au 1<sup>er</sup> janvier 2014, les parts de recettes réelles de fonctionnement du budget principal, calculées conformément au 1°, afférentes aux communes que cet établissement regroupe. »

**Article 72 bis**

Alinéa sans modification.

1° Le I de l'article L. 2113-20 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, les dispositions prévues à l'article L. 2334-7-3 ne s'appliquent pas aux communes nouvelles mentionnées à l'article L. 2113-1 regroupant une population inférieure ou égale à 10 000 habitants et créées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016, ainsi qu'aux communes nouvelles créées avant le renouvellement général des conseils municipaux en 2014. » ;

2° L'article L. 2113-22 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les communes nouvelles mentionnées à l'article L. 2113-1 regroupant une population inférieure ou égale à 10 000 habitants et créées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016, ainsi que les communes nouvelles créées avant le renouvellement général des conseils

**Propositions de la Commission**

—

**Article 72 bis**

Sans modification.



**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la Commission**

2° Au début de la première phrase du second alinéa du II et au début des premier et second alinéas du III et du second alinéa du IV de l'article L. 2113-20, sont ajoutés les mots : « Sous réserve des dispositions de l'article L. 2113-23, ».

**Article 73**

I.– L'article L. 2336-3 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Le I est ainsi modifié :

~~aa) Aux a et b du 1°, le taux : « 90 % »~~

a) Au second alinéa du b du 2°, le taux : « 80 % » est remplacé par le taux : « 75 % » et le taux : « 20 % » est remplacé par le taux : « 25 % » ;

b) Au 3°, le taux : « 11 % » est remplacé par le taux : « 13 % ».

2° Le quatrième alinéa du II est ainsi rédigé :

~~« 2° Soit par délibérations concordantes, prises avant le 30 juin de l'année de répartition, de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale statuant à la majorité des deux tiers, ainsi que des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant la moitié de la population totale de celles-ci ou de la moitié des conseils municipaux des communes membres représentant les deux tiers de~~

municipaux en 2014 perçoivent, à compter de l'année de leur création, une attribution au titre des deux parts de la dotation nationale de péréquation prévues à l'article L. 2334-14-1 au moins égale à la somme des attributions perçues au titre de chacune de ces parts par les communes anciennes l'année précédant celle de la création de la commune nouvelle. »

**Article 73**

Alinéa sans modification.

Alinéa sans modification.

aa) *Supprimé.*

a) Sans modification.

b) Sans modification.

2° *Supprimé.*

**Article 73**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

~~la population totale.~~→

II.- L'article L. 2336-5 du même code est ainsi modifié :

1° À la fin du premier alinéa du 1° du I, le nombre : « 0,75 » est remplacé par le nombre : « 0,85 ».

~~2° Le 2° du II est ainsi rédigé :~~

~~« 2° Soit par délibérations concordantes, prises avant le 30 juin de l'année de répartition, de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale statuant à la majorité des deux tiers, ainsi que des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant la moitié de la population totale de celles-ci ou de la moitié des conseils municipaux des communes membres représentant les deux tiers de la population totale. »~~

III.- Le II de l'article L. 2531-13 du même code est ainsi modifié :

1° Après le 1°, il est inséré un 2° ainsi rédigé :

« 2° Le prélèvement, calculé afin d'atteindre chaque année le montant fixé au I du présent article, est réparti entre les communes contributrices en fonction du produit d'un indice synthétique porté au carré, multiplié par la population de la commune. Cet indice synthétique est fonction :

« a) De l'écart relatif entre le potentiel financier par habitant de la commune et le potentiel financier par habitant moyen des communes de la région d'Île-de-France ;

« b) De l'écart relatif entre le revenu par habitant de la commune et la moitié du revenu par habitant moyen des communes de la région d'Île-de-France. Pour déterminer le revenu par habitant, la population prise en compte est celle définie au premier alinéa de l'article L. 2334-2.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

2° *Supprimé.*

Alinéa sans modification.

1° Sans modification.

**Propositions de la Commission**

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
<p>« L'indice synthétique de prélèvement est obtenu par addition des montants obtenus au <i>a</i> et au <i>b</i>, en pondérant le premier par 80 % et le second par 20 %. » ;</p>	Alinéa sans modification.	—
2° Le 2° devient le 3° et est ainsi modifié :	a) Sans modification.	
a) Le premier alinéa est ainsi rédigé :	b) Sans modification.	
« 3° Ce prélèvement respecte les conditions suivantes : » ;	Alinéa sans modification.	
b) Au <i>a</i> , le taux : « 10 % » est remplacé par le taux : « 11 % » ;	<p>« <i>f</i>) Pour les communes dont le prélèvement calculé conformément aux <i>a</i> à <i>e</i> augmente de plus de 25 % par rapport à celui opéré au titre de l'exercice précédent, la différence entre le prélèvement ainsi calculé et 125 % du prélèvement opéré au titre de l'année précédente est divisée par deux. »</p>	
c) Il est ajouté un <i>f</i> ainsi rédigé :	<b>Article 73 bis</b>	<b>Article 73 bis</b>
<p>« <i>f</i>) Pour les communes dont le prélèvement calculé conformément aux <i>a</i> à <i>e</i> augmente de plus de 25 % par rapport à celui opéré au titre de l'exercice précédent, la différence entre le prélèvement ainsi calculé et 125 % du prélèvement opéré au titre de l'année précédente est divisée par deux. »</p>	<p><u>Après l'article L. 3335-2 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 3335-4 ainsi rédigé :</u></p>	Sans modification.
<b>Article 73 bis (nouveau)</b>	<p><u>« Art. L. 3335-4. – I. – Il est instauré un fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France. Les ressources du fonds sont fixées à 60 millions d'euros. »</u></p>	
I. – Les ressources du fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France, défini à l'article L. 3335-3 du code général des collectivités territoriales, sont fixées à 60 millions d'euros.	Alinéa sans modification.	
« II. – Pour chaque département de la région d'Île-de-France, est calculé, chaque année, un indice synthétique de ressources et de charges à partir des rapports suivants :	<p>« 1° Rapport entre le potentiel financier moyen par habitant des départements de la région d'Île-de-France et le potentiel financier par habitant du département défini à l'article L. 3334-6 du même code ;</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
—	—	—
<p>2° Rapport entre le revenu moyen par habitant des départements de la région d'Île-de-France et le revenu par habitant du département. Le revenu pris en compte est le dernier revenu fiscal de référence connu ;</p>	<p><u>en compte est celle définie à l'article L. 3334-2 ;</u></p>	
<p>3° Rapport entre la proportion du total des bénéficiaires du revenu de solidarité active dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles applicable au foyer dans la population totale du département, et cette même proportion constatée pour l'ensemble des départements d'Île-de-France ;</p>	<p>2° Sans modification.</p>	
<p>4° Rapport entre la proportion du total des bénéficiaires d'aides au logement, tels que définis à l'article L. 2334-17, dans le nombre total de logements du département et cette même proportion constatée pour l'ensemble des départements d'Île-de-France.</p>	<p>3° Sans modification.</p>	
<p>L'indice synthétique de ressources et de charges est obtenu par addition des rapports mentionnés aux 1°, 2°, 3° et 4°, en pondérant le premier à hauteur de 50 %, le deuxième à hauteur de 25 %, le troisième à hauteur de 15 % et le quatrième à hauteur de 10 %. Il est calculé un indice médian pour les départements de la région d'Île-de-France.</p>	<p>4° Sans modification.</p>	
<p>III. – Le fonds est alimenté par des prélèvements sur les ressources des départements de la région d'Île-de-France selon les modalités suivantes :</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	
<p>1° Sont contributeurs au fonds les départements de la région d'Île-de-France dont l'indice synthétique de ressources et de charges défini au II est inférieur à 95 % de l'indice médian ;</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	
<p>« 2° Le prélèvement, calculé afin d'atteindre chaque année le montant fixé au I du présent article, est réparti entre les départements contributeurs en fonction de l'écart relatif entre 95 % de l'indice médian et l'indice du</p>	<p>1° Sans modification.</p>	
<p>« 2° Le prélèvement, calculé afin d'atteindre chaque année le montant fixé au I du présent article, est réparti entre les départements contributeurs en fonction de l'écart relatif entre 95 % de l'indice médian et l'indice du</p>	<p>« 2° Le prélèvement, calculé afin d'atteindre chaque année le montant fixé au I du présent article, est réparti entre les départements contributeurs en fonction de l'écart relatif entre 95 % de l'indice médian et l'indice du</p>	

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
<p>département contributeur, multiplié par la population du département telle que définie à l'article L. 3334-2 <del>du code général des collectivités territoriales</del>. Ce prélèvement respecte les conditions suivantes :</p>	<p>département contributeur, multiplié par la population du département telle que définie à l'article L. 3334-2. Ce prélèvement respecte les conditions suivantes :</p>	<p>—</p>
<p>« a) Le prélèvement ne peut excéder, pour chaque département, la moitié des ressources du fonds de solidarité pour les départements de la région d'Île-de-France ;</p>	<p>« a) Sans modification.</p>	
<p>« b) La somme des prélèvements opérés en application du présent III et de ceux supportés par les départements de la région d'Île-de-France en application des articles L. 3335-1 et L. 3335-2 <del>du même code</del> au titre de l'année précédente ne peut excéder, pour chaque département, 10 % des recettes réelles de fonctionnement du département constatées dans le compte de gestion afférent au pénultième exercice ;</p>	<p>« b) La somme des prélèvements opérés en application du présent III et de ceux supportés par les départements de la région d'Île-de-France en application des articles L. 3335-1 et L. 3335-2 au titre de l'année précédente ne peut excéder, pour chaque département, 10 % des recettes réelles de fonctionnement du département constatées dans le compte de gestion afférent au pénultième exercice ;</p>	
<p>« 3° Le prélèvement est effectué sur les douzièmes prévus à l'article L. 3332-1-1 <del>dudit code</del>.</p>	<p>« 3° Le prélèvement est effectué sur les douzièmes prévus à l'article L. 3332-1-1.</p>	
<p>« IV. – Après prélèvement d'un montant égal aux régularisations effectuées l'année précédente, les ressources du fonds sont réparties entre les départements de la région d'Île-de-France selon les modalités suivantes :</p>	<p>Alinéa sans modification.</p>	
<p>« 1° Bénéficiaire d'une attribution au titre du fonds les départements de la région d'Île-de-France dont l'indice synthétique de ressources et de charges défini au II est supérieur à 95 % de l'indice médian ;</p>	<p>« 1° Sans modification.</p>	
<p>« 2° L'attribution revenant à chacun des départements de la région d'Île-de-France éligibles est calculée en fonction de l'écart relatif entre l'indice du département bénéficiaire et 95 % de l'indice médian, multiplié par la population du département telle que</p>	<p>« 2° L'attribution revenant à chacun des départements de la région d'Île-de-France éligibles est calculée en fonction de l'écart relatif entre l'indice du département bénéficiaire et 95 % de l'indice médian, multiplié par la population du département telle que</p>	

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

—  
définie à l'article L. 3334-2 du ~~code général des collectivités territoriales~~ ;

« 3° Les versements sont effectués mensuellement à compter de la date de notification.

V. – Pour l'application du présent article, sauf mention contraire, la population à prendre en compte est celle définie au premier alinéa du même article L. 3334-2.

VI. – Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article.

**Article 74**

L'article L. 2564-27 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les années : « en 2012 et 2013 » sont supprimées ;

2° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

a) À la fin de la première phrase, les mots : « 10 682 774 € pour l'année 2012 » sont remplacés par les mots : « 10 531 615 € pour l'année 2014 » ;

b) Sans modification.

3° Les troisième et quatrième alinéas sont ainsi rédigés :

« Les crédits de la dotation sont attribués chaque année par le représentant de l'État aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale ou à toute personne morale de droit public exerçant la compétence relative à la construction et à la rénovation des établissements scolaires, sous forme de subventions en vue de la réalisation d'investissements individualisés relatifs à la construction ou à la rénovation d'établissements scolaires.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—  
définie à l'article L. 3334-2;

« 3° Sans modification.

V. – Sans modification.

VI. – Sans modification.

**Article 74**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

—

**Article 74**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

« La subvention ne doit pas avoir pour effet de faire prendre en charge par l'État tout ou partie des dépenses de fonctionnement courant des établissements scolaires, telles que les frais de rémunération des personnels, les dépenses d'entretien et de fourniture et les frais de fonctionnement divers correspondant aux compétences de la collectivité. » ;

4° Sont ajoutés deux alinéas ainsi rédigés :

« Ces subventions doivent être notifiées en totalité au cours du premier trimestre de l'année civile.

« Un décret fixe les modalités d'application du présent article. »

**Article 74 bis (nouveau)**

~~Au a du 1° du III de l'article L. 5211 30 du code général des collectivités territoriales, après le mot : « ménagères », sont insérés les mots : « , du versement transport ».~~

*Sécurités*

**Article 74 ter (nouveau)**

À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 1311-2 du code général des collectivités territoriales, l'année : « 2013 » est remplacée, deux fois, par l'année : « 2017 ».

*Solidarité, insertion et égalité des chances*

**Article 75**

I.- Le II de l'article L. 851-1 du code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Article 74 bis**

*Supprimé.*

*Sécurités*

**Article 74 ter**

Sans modification.

*Solidarité, insertion et égalité des chances*

**Article 75**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

**Article 74 bis**

*Suppression maintenue.*

*Sécurités*

**Article 74 ter**

Sans modification.

*Solidarité, insertion et égalité des chances*

**Article 75**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

1° La première phrase du second alinéa est ainsi rédigée :

« Le versement de l'aide est subordonné à la signature d'une convention entre l'État et ces gestionnaires. » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Pour chaque aire, le montant de l'aide versée au gestionnaire est déterminé en fonction, d'une part, du nombre total de places, tel qu'il figure dans la convention mentionnée à l'alinéa précédent et, d'autre part, de l'occupation effective de celles-ci. »

II.- Le I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**Article 76**

Pour l'année 2014, par exception au I de l'article L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles, le fonds national des solidarités actives mentionné au II du même article finance la totalité des sommes payées au titre de l'allocation de revenu de solidarité active versée aux personnes mentionnées à l'article L. 262-7-1 du même code.

*Travail et emploi*

**Article 77**

I.- La section 1 du chapitre III du titre IV du livre II de la sixième partie du code du travail est ainsi rédigée :

« *Section 1*

« *Prime à l'apprentissage*

« *Art. L. 6243-1.- Les contrats d'apprentissage conclus dans les entreprises de moins de onze salariés ouvrent droit à une prime versée par la région à l'employeur. La région détermine le montant de cette prime, qui ne peut être inférieur à 1 000 € par année de formation, ainsi que ses*

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

**Article 76**

Sans modification.

*Travail et emploi*

**Article 77**

Sans modification.

**Propositions de la Commission**

—

**Article 76**

Sans modification.

*Travail et emploi*

**Article 77**

Sans modification.



**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

modalités d'attribution. »

II.– Le 1° de l'article L. 6243-4 est abrogé.

III.– La prise en charge par les régions et la collectivité territoriale de Corse, en application de l'article L. 214-12 du code de l'éducation, de la prime mentionnée au I fait l'objet d'une compensation de la part de l'État.

Le montant de cette compensation est déterminé en fonction du nombre d'apprentis ayant conclu un contrat d'apprentissage dans les établissements de la région au 31 décembre 2013 et d'un montant de 1 000 euros par apprenti et par année de formation. Toutefois, à titre transitoire, pour les années 2014, 2015 et 2016, le montant total de la compensation versée par l'État aux régions et à la collectivité territoriale de Corse est, respectivement, égal à 2 %, 60 % et 96 % du montant tel que calculé en application du premier alinéa du présent III.

IV.– À titre transitoire et par dérogation au I, les contrats d'apprentissage signés dans l'ensemble des entreprises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014 continuent à ouvrir droit au versement d'une prime versée par les régions à l'employeur dans les conditions suivantes :

1° Pour la première année de formation, cette prime est versée selon les modalités en vigueur à la date de la signature du contrat ;

2° Pour la deuxième année de formation, le montant de cette prime est égal à 500 € si le contrat a été conclu dans une entreprise d'au moins onze salariés et est égal à 1 000 € si le contrat a été conclu dans une entreprise de moins de onze salariés ;

3° Pour la troisième année de formation, le montant de cette prime est égal à 200 € si le contrat a été conclu dans une entreprise d'au moins onze salariés et est égal à 1 000 € si le contrat

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture****Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

a été conclu dans une entreprise de moins de onze salariés.

V.- La prise en charge par les régions et la collectivité territoriale de Corse, en application de l'article L. 214-12 du code de l'éducation, des primes prévues au IV fait l'objet d'une compensation de la part de l'État.

Le montant de cette compensation est déterminé en fonction des effectifs d'apprentis ayant conclu un contrat d'apprentissage dans les établissements de la région avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, sur la base :

a) Pour la première année de formation, du montant moyen des primes versées par chaque région, la collectivité territoriale de Corse et le Département de Mayotte en 2012 ;

b) De 1 000 € pour les deuxième et troisième années de formation, par apprenti embauché dans une entreprise de moins de onze salariés ;

c) De 500 € pour la deuxième année de formation et de 200 € pour la troisième année de formation, par apprenti embauché dans une entreprise d'au moins onze salariés.

VI.- L'article 134 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002) est abrogé.

VII.- Le 2° du I de l'article 23 de la loi n° 2011-900 du 29 juillet 2011 de finances rectificative pour 2011 est ainsi modifié :

1° Après le *e*, il est inséré un *f* ainsi rédigé :

« *f*) Une partie du financement prévu aux III et V de l'article de la loi n° du de finances pour 2014 en compensation de la prise en charge par les régions et la collectivité territoriale de Corse du versement des primes d'apprentissage ; »

2° Le *f* devient le *g*.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la Commission**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

3° Au dernier alinéa, la référence : « et e » est remplacée par les références : « , e et f ».

VIII.– Le présent article entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Article 78**

I.– Le I de l'article 19 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les exonérations prévues aux articles 15 et 16 de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 précitée sont soumises au barème dégressif prévu au I. de l'article L. 131-4-2 du code de la sécurité sociale. »

II.– Le I s'applique aux gains et rémunérations versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Article 79 (nouveau)**

I. – Le titre III du livre I<sup>er</sup> de la cinquième partie du code du travail est ainsi modifié :

1° L'article L. 5132-2 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le département participe au financement de ces aides financières, le président du conseil général conclut une convention avec la structure concernée, selon des modalités fixées par décret. » ;

2° La section 2 du chapitre II est complétée par un article L. 5132-3-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 5132-3-1. – La convention annuelle d'objectifs et de moyens signée avec l'État, prévue à l'article L. 5134-19-4, comporte un volet relatif au cofinancement par le

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

—

**Article 78**

Sans modification.

**Article 79**

I. – Sans modification.

**Propositions de la Commission**

—

**Article 78**

Sans modification.

**Article 79**

Sans modification.

**Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture**

département des aides financières prévues à l'article L. 5132-2.

« En cas d'accord des parties, ce volet fixe le nombre prévisionnel d'aides cofinancées par le département, la manière dont ces aides sont attribuées aux structures d'insertion par l'activité économique et les montants financiers associés. Il peut également prévoir des modalités complémentaires de coordination des financements attribués au secteur de l'insertion par l'activité économique.

« À défaut d'accord des parties sur ces points, le conseil général participe au financement des aides financières mentionnées à l'article L. 5132-2, pour les employeurs relevant du 4° de l'article L. 5132-4 lorsque ces aides sont attribuées pour le recrutement de salariés qui étaient, avant leur embauche, bénéficiaires du revenu de solidarité active financé par le département.

« La participation mentionnée au troisième alinéa du présent article est déterminée, dans des conditions fixées par décret, par référence au montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles applicable à une personne isolée. Dans ce cas, la convention prévoit le nombre prévisionnel d'aides attribuées aux ateliers et chantiers d'insertion au titre de l'embauche de ces personnes. » ;

3° L'article L. 5134-19-4 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, après la référence : « L. 5134-19-1 », sont insérés les mots : « et à la signature des conventions prévues à l'article L. 5132-2 » ;

b) Le 3° est complété par les mots : « et dans les structures d'insertion par l'activité économique » ;

c) Au dernier alinéa, après la première occurrence du mot : « insertion », sont insérés les mots : « et des aides financières aux structures d'insertion

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture**

**Propositions de la Commission**

Texte adopté par l'Assemblée nationale et rejeté par le Sénat en première lecture	Texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture	Propositions de la Commission
<p>—</p> <p>par l'activité économique, » ;</p> <p>4° Le second alinéa de l'article L. 5134-30-1 du code du travail est supprimé.</p> <p>II. – <del>Par dérogation au 4° du I du présent article,</del> le second alinéa de l'article L. 5134-30-1 du code du travail reste applicable aux contrats de travail conclus avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014.</p>	<p>—</p> <p>II. – Le second alinéa de l'article L. 5134-30-1 du code du travail reste applicable aux contrats de travail, <u>dans sa rédaction antérieure à la présente loi,</u> demeure conclus avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014.</p>	<p>—</p>
<p><i>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</i></p>	<p><i>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</i></p>	<p><i>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</i></p>
<p><b>Article 80 (nouveau)</b></p>	<p><b>Article 80</b></p>	<p><b>Article 80</b></p>
<p>Au premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 20101658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, le mot : « trois » est remplacé par le mot : « cinq ».</p>	<p>Sans modification.</p>	<p>Sans modification.</p>